

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Visite à la Commission européenne

24^e séance mercredi 17 mars 2010
25^e séance jeudi 18 mars 2010



La délégation parlementaire a eu un échange de vues avec Mme Viviane Reding.

Une importante délégation de la Chambre des Députés s'est déplacée les 14 et 15 avril à Bruxelles pour faire le point sur un certain nombre de dossiers qui influenceront sur le Luxembourg. Au programme figuraient des entrevues avec trois membres de la Commission Barroso, à savoir

- M. Algirdas Šemeta, commissaire en charge de la fiscalité, de l'union douanière, de l'audit et de la lutte antifraude;

- Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission en charge de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté, et

- M. Michel Barnier, commissaire européen au marché intérieur et aux services financiers.

Les équilibres institutionnels qui sont en train de s'établir suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ont été sujets de nombreuses discussions. Un dossier qui a plus particulièrement intéressé les députés luxembourgeois est celui de la fiscalité de l'épargne. Le commissaire en charge de la fiscalité, M. Šemeta, a été sans équivoque en soulignant que l'ère du secret bancaire serait révolue. Il a plaidé en faveur du système automatique d'échange d'informations.

Mme Viviane Reding a présenté les priorités des nouveaux portefeuilles dont elle vient d'hériter. Elle compte notamment s'investir dans le règlement des divorces transfrontaliers. L'Europe devrait impérativement se rapprocher de ses citoyens et leur proposer des solutions aux problèmes qui les intéressent au quotidien.

Les atouts du marché intérieur, avec la directive services, ont été sujet de l'exposé du commissaire Michel Barnier. Il s'agirait de pouvoir faire face aux autres grandes puissances économiques, en tant qu'Europe unie.

Les députés, reçus en début de visite par M. Jim Cloos, Directeur des questions politiques générales au Conseil, ont, au bout de leur séjour, rencontré le Président du Conseil, M. Herman Van Rompuy. Rejoints par le Président de la Chambre Laurent Mosar, ils ont écouté les explications du Président de Conseil concernant plus particulièrement la crise économique. M. Van Rompuy a plaidé en faveur d'une convergence des économies au sein de la zone euro. Il a aussi mis en garde: la plus grande partie des pays de l'Union européenne aurait des problèmes de compétitivité auxquels ils devraient faire face.

La Chambre met en place une nouvelle procédure Contrôler le respect du principe de subsidiarité

Le Président Laurent Mosar a présenté en date du 19 avril la procédure que la Chambre des Députés entend instaurer dans le cadre du contrôle de la subsidiarité et de la proportionnalité de toute initiative législative européenne. Elle prévoit non seulement l'implication des parlementaires nationaux, mais également celle des acteurs économiques et sociaux du Grand-Duché. La nouvelle procédure sera inscrite dans le Règlement de la Chambre. Elle a encore besoin de l'aval des députés et figurera donc à l'ordre du jour d'une prochaine séance publique.

«La Chambre dispose maintenant d'un nouveau droit qui compte parmi les innovations majeures du Traité de Lisbonne: celui de participer activement au fonctionnement de l'Union européenne. Il s'agit quasiment d'une minirévolution dans la démocratisation du processus législatif européen», a souligné le Président Laurent Mosar. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Ben Fayot a, pour sa part, souligné l'importance de la collaboration entre parlements et parlementaires nationaux pour user de leur nouveau droit. «À l'avenir, tout député national devra encore davantage se consacrer aux dossiers européens pour mieux mesurer leur impact sur le Luxembourg», a tenu à souligner M. Fayot.

Dans le cadre du Traité de Lisbonne, les parlements nationaux voient leur rôle renforcé. Tout projet d'acte législatif européen (proposition de directive, projet de règlement, etc.) émanant de

la Commission ou du Conseil est transmis aux parlements nationaux qui disposent alors de huit semaines pour l'analyser. Dès que la Chambre est saisie d'un document européen, elle le transmet dans les meilleurs délais aux commissions parlementaires et aux chambres professionnelles compétentes concernées. Chaque groupe politique ou technique et chaque sensibilité politique peut, en commission parlementaire, présenter un projet d'avis motivé qui va à l'encontre du texte proposé par la Commission ou le Conseil.

Si la commission sectorielle est d'accord pour retenir le non-respect du principe de subsidiarité ou de proportionnalité, elle doit le faire à la majorité des membres de la commission. La décision de l'envoi de l'avis motivé à la Commission européenne est prise en séance publique sous forme d'une résolution à adopter par la majorité des députés.

Les chambres professionnelles peuvent transmettre leur avis sur le texte législatif proposé via une adresse e-mail «europe@chd.lu» ouverte spécialement à cet effet.

Si des parlements issus d'au moins un tiers des pays membres de l'Union émettent un avis motivé pour signaler que le texte ne respecte pas le principe de subsidiarité ou de proportionnalité, la Commission ou le Conseil doivent réexaminer le texte. Si toutefois les avis motivés de leurs parlements nationaux ne sont pas pris en compte, les pays de l'Union peuvent introduire un recours devant la Cour de Justice européenne contre les directives et règlements pris.



M. Laurent Mosar (à droite) reçu par M. Herman Van Rompuy.

DANS CE NUMÉRO

Modification de la législation sur la presse	p. 318
Brasserie Diekirch: nouveaux développements	p. 324
Politique de coopération et d'action humanitaire	
- déclaration	p. 333
- débat	p. 336
Sommaire des séances publiques N°s 24 et 25	p. 347
Sommaire des questions parlementaires	p. Q120



(de gauche à droite) MM. Laurent Mosar, Ben Fayot et Claude Friesen.



Visite du Premier Ministre du Cap-Vert

Le Premier Ministre du Cap-Vert, M. José Maria Neves, en visite de travail au Luxembourg, a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Il a ensuite eu un échange de vues approfondi avec les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement.

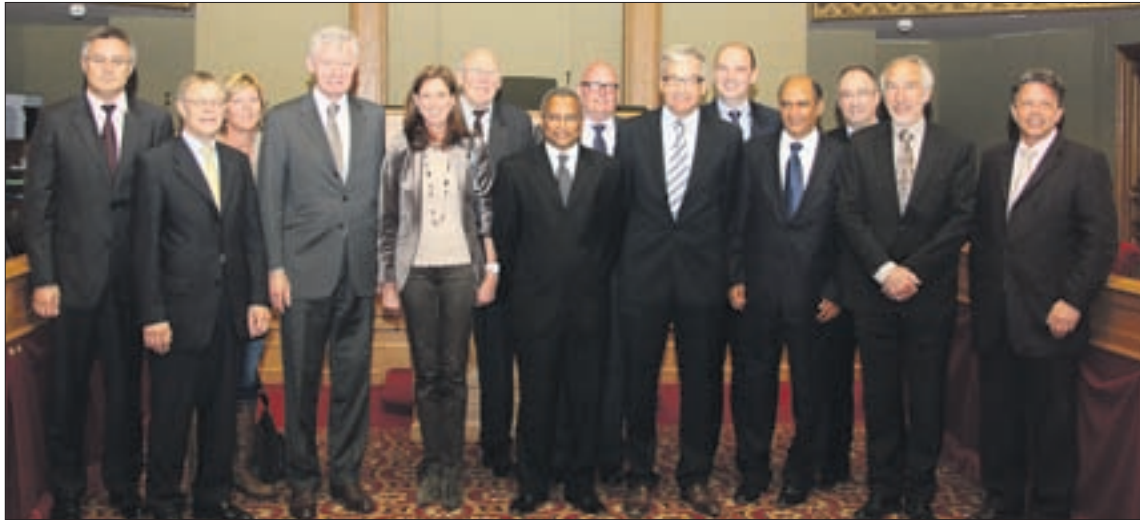
«La coopération luxembourgeoise est et restera très importante pour le Cap-Vert dans le processus de transformation et de modernisation de son économie. Elle contribue fondamentalement à la croissance et à la compétitivité de notre pays», a déclaré en substance M. Neves,

avant d'insister sur le fait que cet archipel, situé en plein océan Atlantique à 900 km des premiers rivages de l'Afrique occidentale, est stable d'un point de vue politique et économique. Au fil des ans, le Cap-Vert a en effet évolué vers un pays de développement moyen à revenu intermédiaire dont la démocratie fonctionne et qui entretient d'excellentes relations avec l'UE, les États-Unis et ses partenaires au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les autorités du Cap-Vert n'entendent pas négliger pour autant leurs relations avec la diaspora qui s'est installée un peu partout

dans le monde et ce notamment en nombre dans les pays du Benelux.

«Les Cap-Verdiens qui ont émigré vers d'autres cieux constituent une richesse pour notre pays. Avec le savoir-faire qu'ils ont acquis et les relations qu'ils ont tissées, ils sont à l'origine de nombreux investissements directs étrangers dans leur pays d'origine. Ils auront même été les précurseurs d'une immigration qui à terme deviendra légale entre le Cap-Vert et de nombreux pays européens tels que le Luxembourg, la France, le Portugal ou encore l'Espagne», a ainsi laissé entendre l'entourage du Premier Ministre.



M. José Maria Neves a eu des entrevues à la Chambre des Députés.

Les députés en visite auprès de la Police

La Police grand-ducale a été créée par la loi du 31 mai 1999. Elle est le résultat de la fusion des corps de la Gendarmerie et de la Police ayant existé jusqu'à cette date.

Suite à la réforme de la Police, un accent particulier est mis sur le travail de proximité, une intervention 24 heures sur 24 et la régionalisation de la présence policière. La Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police vient d'effectuer une visite dans les locaux de la Police grand-ducale à Luxembourg pour s'informer sur le travail des forces de l'ordre.

À l'heure qu'il est, la Police grand-ducale compte un effectif de quelque 1.800 personnes. Elle comprend notamment:

- une direction générale,
- des services centraux (comme la police judiciaire, la réserve mobile, la police des routes ou la police à l'aéroport),

- 13 centres d'intervention répartis sur 6 régions et

- 50 commissariats de proximité.

Les députés ont pu visiter le centre d'intervention, la centrale de vidéo-surveillance «Visolux» couvrant les zones du Glacis-Kinnekswiss, Centre-ville-Hamilius et Gare centrale ainsi que le centre commun de coordination de la coopération transfrontalière.

En 2009, la Police est intervenue 250.000 fois dont 32.000 fois pour des faits pénaux et 27.000 fois pour des contrôles routiers. Au cours de cette année, les cas de délinquance ont augmenté de 14% par rapport à 2008, notamment suite aux actions ciblées de la Police en matière de mendicité et de lutte contre la consommation de stupéfiants. La criminalité contre les biens représente 59% de ces interventions, alors que, d'après les

chiffres fournis par la Police, les auteurs des infractions ont pu être identifiés dans plus de 50% des affaires.

La coopération transfrontalière se déroule conformément à l'application des accords de Schengen. Elle a pour but la coopération directe dans les domaines où la sécurité et l'ordre public sont menacés. Cette coopération se concrétise par le détachement de quatre agents allemand, belge, français et luxembourgeois dans une unité, échangeant et analysant entre eux et donc entre leurs pays des informations en provenance de diverses banques de données.

Afin de pouvoir faire face à de nouvelles formes de criminalité (comme p.ex. la cybercriminalité), les représentants de la Police ont souligné leurs besoins en moyens technologiques et de support législatif.



Des membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police ont visité les locaux de la Police grand-ducale.



Visite au Musée d'art moderne

Le nombre de visiteurs est de nouveau en augmentation au Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) depuis janvier de cette année: c'est ce qui ressort des explications fournies par le directeur du musée, M. Enrico Lunghi, lors de la visite que les membres de la Commission de la Culture de la Chambre des Députés ont effectuée le 12 avril.

Il serait difficile de dresser un bilan exact du succès du musée, parce que les quatre premières

années de son existence auraient été d'une certaine manière atypiques. 2007 était année culturelle et en 2008 s'annonçait le départ de Marie-Claude Beaud, première directrice du musée, relayée en 2009 par l'actuel directeur Enrico Lunghi.

Une visite guidée de l'exposition «Le meilleur des mondes» a permis aux députés de découvrir des œuvres de la collection Mudam.

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

Paix au Moyen-Orient et finances

La 6^e Session plénière de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) s'est tenue à Amman (Jordanie) du 12 au 14 mars 2010.

La Chambre des Députés y était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, Mme Martine Mergen, vice-présidente, et M. Xavier Bettel, membre.

Paix au Moyen-Orient

À l'ordre du jour figurait notamment l'impasse des pourparlers de paix au Moyen-Orient. Les projets de construction d'Israël à Jérusalem-Est ont été condamnés dans une recommandation de l'Assemblée.

La décision d'Israël d'inscrire les lieux sacrés de Bethléem, Hébron et Jérusalem dans un plan de restauration de son patrimoine national a provoqué des inquiétudes parmi les parlementaires de l'APEM.

Les membres de l'Assemblée examineront la question en profondeur au cours d'une réunion jointe des commissions politique et de la culture à Istanbul au mois de mai 2010.

L'Union pour la Méditerranée (UPM)

Dans une recommandation, l'APEM a reconnu la valeur ajoutée par l'UPM au développement de la région méditerranéenne

étant un atout pour parvenir aux réformes institutionnelles souhaitées dans les pays de la rive sud. Elle a une forte importance dans le règlement des questions comme celle de l'eau, de l'énergie et de l'immigration.

Pas de consensus sur la création d'une Banque EUROMED

L'APEM n'a pas trouvé de consensus sur une proposition de résolution portant sur la transformation de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) en une Banque euro-méditerranéenne. La délégation luxembourgeoise s'est opposée à la création d'une telle banque, jugeant que les facilités actuelles sont suffisantes et qu'un tel changement créerait des coûts inutiles. La commission économique de l'APEM étudiera le mécanisme le plus efficace.

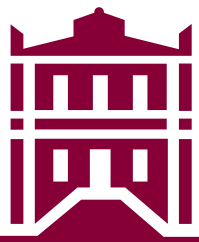
Agrandissement de l'APEM - Financement et secrétariat - Présidence italienne

L'APEM a décidé d'accueillir comme nouveaux pays membres la Croatie et le Monténégro.

En outre, l'Assemblée a adopté son premier budget opérationnel et conçu un secrétariat permanent.

Le Sénat et la Chambre des Députés de la République italienne présideront l'APEM jusqu'en mars 2011.





Sommaire

1. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution
 - M. le Président (explique la procédure)
 - M. François Bausch, M. le Président, M. Ben Fayot, M. le Président, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. le Président, M. Eugène Berger, M. Jean-Louis Schiltz, M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen
 - M. le Président (proposition de reporter ce point de l'ordre du jour adoptée)
2. 6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg
 - M. Claude Haagen - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
4. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Communications: M. Lucien Thiel
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam
5. Dépôt d'une motion par M. Jean Colombero
 - M. Jean Colombero
6. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite)
 - Discussion générale (suite): M. Jean Colombero, M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel
 - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite)
 - M. le Président (lecture des propositions de loi et propositions de révision de la Constitution à maintenir au rôle des affaires, assentiment de la Chambre)

8. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
 - M. le Président (informe la Chambre du retrait d'un projet de loi, de dix propositions de loi et de cinq propositions de révision de la Constitution)
9. 5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions
 - Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. André Hoffmann
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. 6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. 6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. 6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. Motion de M. Jean Colombero relative aux travaux à effectuer sur la RN7
 - M. Jean-Louis Schiltz (propose le renvoi en commission, accord de la Chambre)
14. Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg
 - M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
 - M. Fernand Kartheiser (question complémentaire) - M. Jean Asselborn

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen et Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Dat schéngt also net de Fall ze sinn.

1. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution

Wéi den Artikel 61 vun eisem Reglement et virgesäit, befénnt d'Chamber haut doriwuer, ob d'Procédure législative bei verschiddene Propositions de lois a Propositions de révision de la Constitution weidergefuert gëtt. Ass d'Chamber domat averstanen d'Prozedur vun der Proposition de loi weiderzeféieren, gëtt dës un de Conseil d'État an un déi zoustänneg Chambre-professionnellë weidergereecht.

(Interruption)

Sprécht sech d'Chamber géint d'Poursuite vun der Procédure législative aus, ass d'Proposition de loi domadder vum Rôle.

Wéi d'Presidentekonferenz et virgesinn huet, zielen ech lech elo eng no där anerer all Proposition de loi an all Proposition de révision de la Constitution op, a mir stëmme dann eenzel iwwert d'Poursuite vun der Procédure législative of. Falls een d'Wuert zu enger Proposition de loi wëllt ergräifen, kann en dat natierlech maachen.

Den Här Bausch wollt direkt d'Wuert ergräifen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech wollt just nofroen, ech hu jo déi Lëscht net hei, mä...

(Interruption)

Sot Dir dann all Kéiers Bescheed, wat d'Äntwert war?

► **M. le Président.**- Ech ziele se elo alle guerten op, wou eng Propos...

(Interruption)

Voilà! ...eng Propos vun deenen, déi sollen drop bleiwen. An herno huele mer déi, déi sollen erofgehol ginn. Mir mussen awer iwwer all Proposition de loi eenzel ofstëmme.

Mir géifen dann elo zu där éischter Proposition de loi kommen. Dat ass d'Nummer... Ech kréie gesot, mir wäeren nach net en nombre utile. Dat wär natierlech...

(Interruptions)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, dat geet net.

(Interruption et hilitiré)

► **M. le Président.**- Also, huet lech e Beispill un der Fraktioun vum Här Hoffmann.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Hoffmann, Dir hutt et méi einfach. Dir musst just mat lech selwer eens ginn.

► **Une voix.**- Dat ass langweilig.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech géif vläicht déi Hären, déi ech do virun der Dier gesinn,

bieden eranzekommen. Da si mer eventuell en nombre utile. Do kéinte mer dann...

(Interruption)

Wann den Här Diederich och elo nach erakénnt, an den Här Adam, da kenne mer lassfueren.

Also, mir hunn als éischt d'Proposition de loi d'Nummer 3442 vum Här François Bausch, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Waffen a Munition.

Ass d'Chamber fir d'Poursuite vun der Procédure législative vun dëser Proposition de loi?

Wien ass domadder d'accord?

(Assentiment)

Domat gëtt dës Proposition de loi weidergeleet.

Dann hu mer d'Proposition de loi vum Här François Bausch iwwert d'Pornographie. Mir stëmme also och elo iwwert d'Poursuite vun der Procédure législative vun dëser Proposition de loi of.

Wien ass d'accord, datt mer déi Proposition de loi och viruginn?

(Brouhaha)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dat dote sinn déi, wou d'Fraktiounen eraginn hunn. A mir hunn déi do eraginn, datt mer déi do oprechterhalen.

► **M. le Président.**- Fir nach eng Kéier, déi Der elo virgelies kritt, déi hunn am Prinzip vun de Fraktiounen den Accord, fir datt mer se viruleeden. Dat heescht, do ginn déi, ausser datt elo e Kollege oder eng Kollegein e Problem hätt, hei approu-

véiert. Ech gesinn, den Här Fayot wëllt dozou d'Wuert froen.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt just froen, déi Operatioun, déi mer hei maachen, déi hu mer jo an der Commission du Règlement diskutéiert. An d'Iddi war jo - deen Délai vu sechs Méint, dee leeft vum 13. Oktober bis den 13. Abrëll -, fir deen ze iwwerbrécken, dass mer nach sechs Méint weider Zäit hätten.

Dat heescht, wa mer elo natierlech op deene Proposition-de-loien - 36, mengen ech - decidéieren, déi oprechtzeerhalten - ech weess net, eng 20 oprechtzeerhalten an der 16 ewechzehuelen -, da mussen mer vun bis den 13. Abrëll eng Décisioun hei an der Plénière doriwuer huelen. Mir hate verstanen an der Commission du Règlement, mir - ausser dräi - géifen e Retrait automatique maachen, an da géifen déi, déi wëllen, dat dann erëm eng Kéier redéposéieren.

Well wa mer dat do elo maachen, dass mer wierklech herno 20 Proposition-de-loien nach um Rôle hunn, da mussen mer - ech weess net wéini, dass mer dat bis den 13. Abrëll maachen? - hei an der Plénière doriwuer diskutéieren, fir onst Reglement ze respektéieren.

► **M. le Président.**- Vlächte elo der Rei no. Hei hunn ech elo nach zwou aner Wuertmeldungen. Den Här Bausch an dann den Här Gibéryen, wann ech gelift.



► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här President, ech wëll dem Här Fayot soen, datt mer dat do natierlech diskutéiert hunn. Mä esou einfach ass et awer net an der Praxis. De Punkt ass jo deen, datt bei deene Proposition-de-loien - deenen alen - eng Rei der och hei diskutéiert gi sinn, och Avisé virlouchen, sougutt vum Statsrot wéi vun der Regierung...

Jo, mä mir kënnen jo net... Duerfir soen ech, mir hunn elo am Fong déi eraginn, déi am Fong nimools déi ganz Prozedur duerchlaf haten. Ob mer elo soen: „Mir halen déi oprecht an da bleiwen déi definitiv um Rôle“, oder ob ech se nach eng Kéier d'nächst Woch déposéieren, dat ass jo awer wierklech dat nämlecht. Ech mengen, et deet mer leed.

► **Plusieurs voix**.- Neen.

(*Interruption*)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ooohhh!

► **M. le Président**.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Et ass gutt. Hei, gitt mer se nach eng Kéier. Ech déposéiere se direkt nach eng Kéier.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här President, ech mengen de Kollege Fayot huet et hei richteg gesot. Mir hu laang driwwer diskutéiert an der Reglementscommission, wéi mer aus där Situatioun erauskommen. A mir sinn zur Konklusioun komm, datt all Proposition-de-loien am Prinzip ënnert déi nei Prozedur géife falen; och déi, déi oprechterhale gi sinn.

An dat hätt zur Konsequenz, datt déi dann alleguer bannent sechs Méint no Ufank vun dëser Legislaturperiod - dat heescht, bis elo den 13. Abrëll oder weini wa et gesot - hätte missen - da sinn déi sechs Méint ofgelaf - op den Ordre du jour gesot ginn, fir hei diskutéiert ze ginn a fir dann den éischte Vote ze huelen, ob eng Suite geet oder ob se klasséiert ginn.

A well dat net méiglech ass, zäitlech gesinn, ware mer eis eens ginn an der Reglementscommission, datt mer gesot hunn, mat Ausnahm vun dräi Proposition-de-loien - dat sinn der zwou vun der Kommission vun der Institutioun, wat d'Verfassung ubelaangt, an eng vun der Comexbu, wat d'Reform vun der Cour des Comptes ubelaangt, well déi schonn an der Prozedur fortgelaf sinn - géife mer dann déi dräi haut an d'Sitzung huelen, fir do den éischte Vote ze huelen, fir datt déi weiderginn.

An all déi aner, ware mer eis parteiwwergräifend eens ginn, géifen d'Deputéierten zréckzéien a se da frësch deponéieren. An dann hu mer den Délai vu sechs Méint, fir déi ze behandelen.

Wa mer elo haut dat dote maachen, dann hätte mer dat jo missen op den Ordre du jour setzen an dann hätt jo missen iwwer all Proposition de loi och hei en Débat stattfannen, wou mer eis dann och hätte kënnen préparéieren, fir wierklech ze kucken, ob se solle weidergoen oder net.

Ech géif duerfir en Appel maachen un alleguer déi Kollegen - mir hunn et vun eiser Säit gemaach; ech muss zwar soen, och eréischt haut -, datt mer sollen alleguer déi Proposition-de-loien zréckzéien. Et kann ee se wuel, Kollege Bausch, direkt muer erëm frësch déposéieren, mä dann hu mer sechs Méint Zäit, fir driwwer ze diskutéieren. Soss muss mer se alleguer elo am Eilverfahren duerchhuelen ouni Diskussioun. An ech mengen, dat wär och net seriö.

► **M. le Président**.- Also, ech wollt lech just soen, Här Gibéryen, d'Conférence des Présidents huet eng aner Décisioun geholl. Ech sinn hei als President zoustänneg, fir déi Proposition, déi d'Conférence des Présidents geholl huet, hei duerchezéien. Mir sinn an der Conférence des Présidents zur Konklusioun komm, datt mer ebe justement déi Prozedur, déi Der richteg beschriwwen hutt, elo sollen duerchezéien, andeem mer haut decidéieren, wat fir eng Proposition-de-loie mer wëlle viruféieren an der Prozedur.

An duerfir maache mer jo elo justement déi Prozedur, fir ze évitéieren, datt mer eng laang Diskussioun iwwer all eenzel Propositionen hei musse féieren. Duerfir géif ech elo nach eng Kéier proposéieren, mir géifen hei viruféieren, well et ass jo méi komplizéiert, wa mer elo d'Proposition-de-loien alleguerten zréckzéien...

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Steet et dann um Ordre du jour?

► **M. le Président**.- ...an et muss erëm all Deputéierte se eenzel déposéiere kommen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Et steet also um Ordre du jour. Dann hate mer dat falsch verstanen.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Här President?

(*Interruption*)

► **M. le Président**.- All d'Fraktiounen hunn d'Lëscht geschéckt kritt, hu gesot kritt, si sollen eis e Virschlag maachen,...

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Majo!

► **M. le Président**.- ...wat fir eng Proposition-de-loie se wëlle bäibehalen a wat fir eng datt se wëllen zréckzéien.

(*Interruption*)

Elo huet den Här Berger d'Wuert, an da kritt den Här Schiltz d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Merci, Här President. Eng Kéier hunn ech ersat an der Reglementscommission an ech kann nëmmen deem bäipflichten, wat den Här Gibéryen elo grad gesot huet. Dat war op alle Fall dat, wat do diskutéiert gi war, a wou mer dann och mat denen Angaben an eis Fraktiounen zréckgaang sinn.

Bon, elo schéngt dann de Büro eppes aneschters decidéiert ze hunn. Mä et wär awer da wichteg, datt mer wëssen op Grondlag vu wat fir enger Prozedur mer elo...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ech mengen, all Fraktioun huet dowéinst e Bréif kréit. Meng Fraktioun krut e Bréif.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Mir hunn haut de Moien e Bréif un d'Fraktioun kritt...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Neen, net de Moien.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- ...um eelef Auer, wat fir eng Proposition-de-loie mer géifen zréckbehale respektiv wat fir eng mer wéilten zréckzéien.

(*Interruptions*)

An ech mengen, da misst et awer elo kloer sinn, a wat fir enger Prozedur mer wieren a wéi mer dann elo hei weiderfueren.

► **Une voix**.- Et ass kloer, mä bon.

► **M. le Président**.- Den Här Schiltz wollt d'Wuert ergräifen.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (*CSV*).- Här President, et ass jo eng komplizéiert Fro dat do, well dat Reglement op 17 verschidde Manéiere vu 27 Leit interpretéiert gëtt. An dofir komme mer och hei net eraus. Meng Erënnerung ass déi, datt d'Conférence des Présidents an hirer Weisheet - sot weinstens „très bien“, Här Lux -...

► **M. Lucien Lux** (*LSAP*).- Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (*CSV*).- ...decidéiert hat, datt all Fraktioun eng Lëscht kréisch, wou se soll schreiwen „maintien“ oder „retrait“, an datt mer lech déi Lëschte sollen ofginn, an datt Dir eis géift d'LECTURE ginn hei vun deem, wat op deene Lëschte steet, an datt mer hei net nach brauche grouss opzefroen. Punkt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech war amgaangen, Här Schiltz, dat ze maachen, wéi verschidden Intervenanten, wéi den Här Gibéryen, gemengt hunn, dat wär awer net déi richteg Prozedur.

Nach eng Kéier, d'Conférence des Présidents huet eng Décisioun geholl, ech mengen, déi konform ass mat eisem Reglement. Mir kënnen natierlech elo nach laang driwwer diskutéieren. Dir musst lech just bewosst sinn, wa mer dës Woch keng Décisioun huelen, da sinn alleguerten déi Proposition-de-loie fort. Da si se fort!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Neen, se sinn net fort.

► **M. le Président**.- Dach, da si se fort, Här Gibéryen.

(*Interruption*)

Den Här Fayot, wann ech gelift, an da géif ech wierklech virschloen, datt mer géife versiche virunzefueren.

► **M. Ben Fayot** (*LSAP*).- Also, Här President, ech wollt just soen, wa mer elo hei decidéieren, esou wéi Der dat amgaange sidd ze maache mat deene Lëschten, déi d'Fraktiounen krut hunn, fir - mettons - eng 15 Proposition-de-loien ze maintainéieren, an déi aner zréckzéien, da muss mer d'ici le 13 avril hei an der Chamber eng Décisioun iwwert déi huelen, déi mer elo maintainéieren.

Dat ass dat, wat mer diskutéiert hunn an der Commission du Règlement. An ech gesinn net, wéi Der et anescht kéint maachen.

► **M. le Président**.- Mä ech mengen zwar, Här Fayot, datt Der do net richteg leit. Wat mir elo haut maachen: Mir decidéieren, datt mer mat all deene Proposition-de-loien, déi ech elo opzielen, viruféieren. An domadder hu mer déi Décisioun geholl. An déi aner, déi ginn zréckgezunn. Also, ech mengen, dat ass en long et en large an der Conférence des Présidents esou diskutéiert ginn. An ech gesinn och net, wéi mer dat kënnen aneschters maachen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här President, wa mer et esou maachen, da wëllt dat doten an anere Wieder heeschen, datt domadder den éischte Vote bannent sechs Méint elo haut géif geholl ginn.

► **Plusieurs voix**.- Jo.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Wann dat de Fall ass, da maachen ech dat, wat ech de Moien ënnerschriwwen hunn, réckgängeg. Da gesinn ech net an, firwat datt mir eis sollen zréckzéien, wann déi aner hir bestoe loosse. Da loosse ech eis och bestoen, déi dann haut op den éischte Vote kommen.

► **Une voix**.- Da si se all drop.

► **Une autre voix**.- Jo.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Da si se eben alleguer drop. Da gi se eben haut alleguer duerch, an dann ass dat eben esou. Dat ass jo awer net de Sënn vum Zweck.

► **M. le Président**.- Ech gesinn, datt hei jo nach e bësselchen Duerjerneen ass. Ech géif einfach proposéieren, datt sech d'Conférence des Présidents nach eng Kéier géif herno kuerz zesummesetzen an da le cas échéant muer nach eng Kéier zréckkommen, fir déi Proposition-de-loien dann nach eng Kéier virzebréngen.

Kënnen mer domadder liewen?

(*Assentiment*)

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6072, eng Duebelbesteierungskonvention tëscht Lëtzebuerg an 20 anere Länner. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Negri, Bausch, Gibéryen an Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Lucien Thiel** (*CSV*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, mat deem Gesetz, dat mir haut stëmme sollen, gëtt e Punkt hanner eng Geschicht gemaach, déi elo schonn 20 Joer dauert a bei där net nëmmen e bësse fir eis Finanzplaz um Spill steet.

D'Fro ass allerding déi, ob et sech bei deem Schlusspunkt ëm en definitiven oder nëmmen e provisoireschen handelt. Well dovunner hänkt net nëmmen d'Zukunft

vun der Finanzplaz an hirem ganzen Émgeréits of, mä doriwwer eraus nach en Etleches méi, an dat net nëmme bei eis.

Dat ganz Gedeessesems ëm eng europäesch Steierharmoniséierung goung deemools, am Dezember 1989, un, wéi op Virstouss vu Spuenien hin de Finanzministerrot probéiert hat, eng europawäit Quellesteier op de Kapitalrevenue vun de physische Persounen anzeféieren. 14 Memberstate waren deemools derfir, dee 15. war dergéint; an dat war Lëtzebuerg. A well deemools, wéi och nach haut d'Regel gëllt, datt a Steierfroen d'Eestëmmegkeet am Ministerrot verlaangt ass, gouf et dann näischt aus der geplangter Quellesteier.

Et war den deemolege Statsminister Jacques Santer, deen a Verriedung vu sengem accidentéierte Finanzminister Jean-Claude Juncker déi Lëtzeburger Vetoskaart gespilt huet, fir seng Finanzplaz doheem viru Schued ze bewahren. Et muss ee wëssen, datt d'Aktivitéit vun eise Banken deemools virun allem aus dem Privatkonnegeschäft bestoung an datt ënnert de Clienten och alt emol där waren, déi hir Suen op Lëtzebuerg bruecht haten, well se sech doheem virun de Steieren drécke wollten.

Natierlech war sech de Jacques Santer deemools der Gravititéit vu sengem Veto bewosst an huet, fir der Saach d'Spëtzt ofzebriechen, gläich en „goodwill“-Geste nogeschoss, deen doranner bestoung, datt Lëtzebuerg sech engagéiert huet, an Zukunft matzespillen, wa sollte Steierdelikter grenziwwerschreidend opgedeckt ginn; wuelgemierkt am Kader vun enger Entraide judiciaire, wéi se bekanntlech a kriminelle Fäll tëschent de Länner Usus ass.

D'Saach hat allerding deen Hoken, datt et bei eis net esou richtig kloer war, weini dann elo d'Steierstréppen als kriminell unzegesi wier. Dofir huet emol virop missen déi Fro do gekläert ginn. Dat war dann och zwee Joer duerno de Fall, wéi an engem Gesetz de kriminelle Charakter vun der Steierhannerzëiung mat der Vokabel „escroquerie fiscale“ definéiert gouf.

Datt mir eis deemools bei de grouse Spezialisten a Geldsaachen, nämlech bei de Schwäizer, inspiréiert haten, läit op der Hand, well déi maache säit jeehier de feinen Ënnerscheid tëschent „Steierdelikt“ - am Schwäizerdäitsch „Steuerverkürzung“ -, a „Steiercrime“; op Däitsch: „Steuerbetrug“. Mä och si denken haut doriwwer no, ob ee bei all deem internationalen Drock op d'Bankgeheimnis dee rengen Ënnerscheid net vergiessen an einfach all Steierverstouss als kriminell Dot ugesi soll.

Den zweeten Akt vun eiser Geschicht huet am Juni 2000 op engem EU-Sommet zu Santa Maria da Feira a Portugal ugefaangen. Och deemools goung et, wéi schonn 1989, mat engem Iwwerraschungscoup un, deen dës Kéier vun den Engländer kouw. Derbannst d'Lëtzeburger Delegatioun am gudden Glaf no Feira geest war, datt déi leideg Diskussioun iwwert d'Steierharmoniséierung mat där dräi Joer virdru vun der Lëtzeburger Présidence proposéierter Kompromësslösung iwwer eng Cohabitation vun zwou Solutiounen, nämlech dem Choix tëschent Quellesteier an Informatiouns Austausch, op en Enn bruecht géif.

Desto méi grouss war d'Surprise, wéi ausgerechent d'Engländer - där hir City sech ni gären an d'Kaarte kucke léisst, gelooss huet, an och nach haut net dra kucke léisst, a bestëmmt net zu de Championen vum Informatiouns Austausch gehéiert -, wéi grad si also déi sougenannte Kontrollmatdeelung als eenzeg an absolut Regel fir jiddweree gefuerdert hunn.

Well awer deemools dräi Länner carrément dergéint waren, an et nun eben net ouni Eestëmmegkeet am EU-Ministerrot geet, wann et ëm Steiersaache geet, gouf dann dunn d'Zweegleisegkeet, also den Niewentene vun Informatiouns Austausch a Quellesteier, zréckbehale; allerding mat där feiner, awer wesentlecher Nuance, datt d'Quellesteier als Exceptioun an och iergendwéi als zäitlech begrenzt ugesi gouf.

Domat haten déi dräi Membersländer, déi mat der Quellesteier hiert Bankgeheimnis rette wollten, nämlech d'Belsch, Eisträich a Lëtzebuerg, einstweilen hiert Zil errecht,



quitte datt si hu misse schwéieren Häerzens eng Staffellung vun der Quellesteier bis erop op 35%, also prohibitiv 35% no aacht Joer, akzeptéieren.

Am Juli 2005 ass déi doropshin entstanen Direktiv a Kraaft getratt, bei där hirer Preparatioun eis Säit - d'Lëtzebuenger Säit - kräfteg matgedréit hat, besonnesch wat den Applikationsberäich vun der Quellesteier an notament där hir Limitatioun am Fongebereich ubelaangt.

Et hätt ee kenne mengen, domat wäer mir iergendwéi aus dem Schneider, dat ëmsou méi, wéi sech dräi Joer duerno bei der Iwwerprüfung, déi war virgesinn, vun der Effektivitéit vun deenen zwo Methoden erausgestallt huet, datt d'Quellesteier tipp-topp funktionéiert an d'Kontrollmatdeeling - déi berühmt - éischer ze wënschen iwwreg léisst.

Mä du koum d'Kris, a mat hir koumen d'Geldsuerge vun den Industrienatiounen, déi derzou gefouert hunn, datt ugefaange gouf, d'Suen aus allen Ecken erauszekrazen, inklusiv déi, déi dem Fisc doheem bis dohin entgaange waren, well etlecht Kapital am Ausland ugeluecht war.

Un a fir sech ass dat jo och net verbueden, mä da mussen awer d'Suen an deem Moment besteiert gi sinn, wéi se verdéngt goufen, an d'Akomes, wat se a Form vun Zënsen oder Dividenden ofwerfen, muss och dem Fisc déklaréiert ginn.

Wuel gëtt déi lescht Exigenz mat der anonym ofgeféierter Quellesteier erfëllt, mä dat ass net onbedéngt de Fall fir déi éischt Méiglechkeet, well et jo net ausgeschloss ass, datt eise Client vläicht vergiess hat, säi Revenu doheem ze versteieren, éiert hien dermat offshore gaangen ass.

Datt huet eis auslännesch Frënn a Partner dozou bruecht, deene sougenannte Steierparadäiser den Dampf waarm ze maachen a se ëmmer méi ënner Drock ze setzen, fir datt si hiert Bankgeheimnis sollen opginn. Et schéngt wéi wa si hoffe géifen, domat hir Finanzproblemer léisen ze kënnen, och wann déi puer honnert Milliounen, déi sech do erwaart ginn, bei deem heitegen Ausmooss vun der Statsverschuldung e bëssen iwwerall dach nëmmen eng Drëps op e waarme Steen däreft sinn.

Op der éischer Réunioun vum G20 d'lescht Joer zu London, wou deen neie Gremium sech als - allerdéngs net am geréngste legitiméiert - Weltregierung waarmgelaf ass, koumen dann och d'Steierparadäiser un d'Rei. Eigentlech sollt do iwwer Mëttel a Weeër behandelt ginn, fir aus der Kris erauszekommen, an et sollten och Lektionen aus deem Crash gezu ginn, deen jo vun de Banken, virun allem vun den angelsächseschen Investmentbanken, ausgeléist gi war.

Mä ee vun deenen, déi ronderëm den Dësch souzen - et war net grad dee Gréissten -, wollt mordicus deenen nure vag definéiert Steierparadäiser den Hals ëmdreien an huet sech net ginn, bis datt d'OCDE gezwonge gouf, iwwer Nuecht déi néideg Kritäre fir d'Definitioun vun engem Steierparadäis ze bastelen, an och gläich eng Lëscht matzeliwweren, oder villméi dräi Lëschten: eng schwaarz mat deene ganz Schlëmmen, eng wäiss mat deenen, déi sech näischt virzwerfen haten, an dertëscht eng gro, eng zimlech laang, op där och Lëtzebuerg stoung.

D'Konditioun, fir vun där groer Lëscht erofgeholl ze ginn an op déi wäiss ze kommen, gouf och direkt bäigeluecht. Wann een e bestëmmten Artikel vun der OCDE hirem Duebelbesteierungsmodell - et handelt sech ëm den Artikel 26, Absatz 5 - a seng Ofkommes mat anere Länner iwwerhëlt an op d'mannst zwiefel Duebelbesteierungsafkommen no deem Modell ofschléisst, dann ass een am Gudden an et lant een op der wäisser Lëscht. An dat wollt eis Regierung aus verständleche Grënn esou séier wéi méiglech.

Den Artikel 26, Absatz 5 hat Lëtzebuerg bis dohin net a seng - 57 waren et der dee Moment - Duebelbesteierungsafkommen iwwerholl, well hien net grad mat eiser Opfaassung vum Bankgeheimnis iwwereneegeklappt huet. Den Artikel beseet nämlech, datt am Fall vun engem Verdacht op Steierhannerzëiung dat Land, wou de Steierzueler seng Suen hagedoen huet, derzou ugehalen ass, all méiglech Informa-

tiounen iwwer dee betreffende Bankclient erauszeréckelen.

Dat war, wéi gesot, bis elo bei eis nëmmen de Fall, wann et sech ëm en evidente Steierbedruch, also ëm Escroquerie fiscale, gehandelt huet; an dann och nach nëmmen iwwer de Wee vun der Entraide judiciaire.

Den Artikel 26 awer mécht éischters de feinen Ënnerschied net méi tëscht Steierverkürzung a Steierbedruch, an zweetens verlagert hien déi Échanges-prozedur op den administrativen Niveau, dat heescht, d'Ofwécklung geschitt iwwer d'Steierverwaltungen an net méi iwwer d'Gerichtsinstanzen.

Fir esou séier wéi méiglech aus der Schosslinn vun de Steierparadäisjeeër ze kommen an der ganzer Welt ze beweisen, datt eis Finanzplaz kee Lach fir knaschteg an och net fir schwaarz Suen ass, huet eise Finanzminister sech op d'hënescht Bee gesat an a kierzester Zäit eng Rei Ofkommen noverhandelt, fir den OCDEs-Artikel bäizeflécken. A bei deene Konventiounen, déi dee Moment nach am Tube waren, huet hien déi Dispositioun direkt mat drageschriwwen.

Am éische Fall waren et der 15, dorënner Schwéiergewiichter wéi Amerika, England, Frankräich, Däitschland, an am zweeten nach eng Kéier fënnf mat ënner anerem Spuenien a Mexiko. Dat waren also zesummen 20 Länner, an domat méi wéi genuch, fir vun der groer op déi wäiss Lëscht ze kommen. Genau geholl waren et der souguer 21, bei deene sech den Artikel 26 elo applizéiert, well Lëtzebuerg entretemps eng Duebelbesteierungskonvention mat Indien ofgeschloss hat, an där en Aligement mat deenen 20 anere scho virgesi war.

Här President, de Gesetzesprojet, iwwer dee mer haut ze befannen hunn an deen, niewebäi gesot, mat sengem verschwennereschen, zwo an eng hallef Säite laangen Intitulé an d'Guinness-Buch vun de Rekorder gehéiert, huet zwee Voleten. Engersäits geet et ëm d'Ratifizéierung vun deene 15 amendéierten an deene fënnf neien Duebelbesteierungsafkommen, an anerersäits ëm d'Prozedur fir déi bis elo an där Form net kannte grenziwwerscheidend Zesummenaarbecht tëscht Steierverwaltungen.

De Fait, datt mir et hei mat zwee verschidene Sujeten ze dinn haten oder nach ze dinn hunn, vun deenen deen zweeten, deen iwwer d'Prozedur beim Échange, en eendeiteg juristesche Charakter huet, hat de Staatsrot zu deem Virschlag inspiréiert, de Gesetzesprojet an zwee ze splécken an d'Konventiounen separat vun der Prozedur ze ratifizéieren.

Déi Iddi ass awer net zréckbehale ginn, well esou eng Zweegleisegkeet hätt gären zu enger Verschleefung vun deem Ganze geféiert, wat eis dann dobause bestëmmt als faulen Trick ausgeluecht gi wier, fir d'Entraide op d'laang Bank ze drécken. Als gebrannte Kanner, deenen an der Vergaangenheet ëmmer erëm, a meeschtens zu Onrecht, just déi Verzögerungstaktik virgeworf gouf, wollt d'Regierung dee Risque net agoen. En Argument, deem sech Är Finanzkommissioun net verschléisse konnt.

Et wär natierlech vill iwwer déi 20 Konventiounen ze soen, déi mir mat deem Gesetz ofseene sollen, mä well et sech ëm bilateral Ofmaachungen handelt, kann ee schwéierlech nodréiglech an eesäiteg doranner erëmpiddelen. Déi Iwwerleung gëllt iwwregens och fir deen aneren Deel vum Gesetz. Well och wat d'Prozedur ubelaangt, ass dat Meescht schonn an den Ofkommen oder an den „side letter“ festgehalten a kann net spéider am Gesetz emgebéit ginn.

De Spillraum, deen do dem Législateur bleift, ass deemno net méi allze grouss. Datt do vläicht déi eng oder déi aner Detailfro opstoe bleift, kann een dann och net ausschléissen.

Eng vun deene Froen, an net déi onwichtigst, ass déi, ënner wéi engen Ëmstänn eis Steierverwaltung iwwerhaupt eng Demande vun hiren auslännesche Kollegen akzeptéiere kann. Hei muss natierlech genee opgepasst ginn, datt déi Ufroen aus dem Ausland och wierklech begrënt a berechtigt sinn an datt et sech net ëm sougenannt „fishing expeditions“

handelt, déi, wéi d'Wuert et seet, dorop ugeluecht sinn, e méiglechst breet Netz auszuerwerfen, an der Hoffnung, datt um Enn deen een oder anere Fësch dann awer dran hänke bleift.

Eng aner Fro ass déi, ob dee betreffende Steierzueler oder -netzueler, iwwer deen de Fisc gär eppes gewuer gëtt, iwwer déi Démarche informéiert muss ginn, éiert d'Requète erausgeet. Dat steet ganz daitlech an der Konventioun mat Däitschland, awer manner kloer an deenen aneren Ofkommen, wou et just heescht, d'Législatioun vun deem jeeweilege Land, dat d'Entraide ufreet, géif applizéiert ginn.

Déi Fro sollt een allerdéngs elo net op d'lleicht Schëller huelen, well dorunner hänkt erëm eng aner, nämlech déi, ob den incriminéierte Steierzueler iwwerhaupt amstand ass, fir sech eventuell géint d'Virgoe vum Fisc ze wieren, wéi d'Gesetz dat ausdrécklech virgesäit. Dat kann hien natierlech net, wann hien näischt vu sengem Ongléck weess.

Dann huet sech och nach eng Fro gestallt, wien dann elo am Fall vun engem Informatiounsgeesuch ze reagieren hätt. Wien? Ass et de Client selwer, oder ass et d'Bank, déi och „détenteur des renseignements demandés“ ass - wéi et esou schéin heescht -, oder sinn et déi béid?

Derbannst hei d'Meenungen an deene concernéierte Kreesser nach ëmmer e bëssen ausereneedriften, ass d'Gesetz kloer: Et ka souwuel deen ee wéi deen anere sinn. D'Bank oder hire Client hu genee ee Mount, fir der Opfuerderung nozekommen, mat deene gefrotten Informatiounen erauszeréckelen, soss gëtt et eng Bous, déi bis 250.000 Euro goe kann.

Allerdéngs hunn déi Betreffen d'Méiglechkeet, beim Verwaltungsgericht Asproch géint eng Informatiounsfro anzeleeën an där hir Annulléierung ze verlaangen. Sollte si ofgewise ginn, bleift hinnen ëmmer nach d'Méiglechkeet, an Appel ze goen a bei der nächster Instanz, der Cour administrative, unzeklappen, wat da bannent 14 Deeg no der Décisioun vum Tribunal administratif geschéie muss.

Wéi Dir gesit, hu mer et hei mat zimlech kniwwelege juristesche Subtilitéiten ze dinn, déi awer vu rechtsstaatlecher Wichtigkeet sinn, well och een, deen der Steierhannerzëiung verdächtigt gëtt, huet e Recht op Verdedegung a kann net einfach opgrond vun engem Verdacht vun enger Verwaltung plattgemaach ginn.

Et géif eis hei ze wäit féieren, fir all déi Détailler ënnert d'Lupp ze huelen, déi dëst Gesetz ausmaachen. Deen een oder deen aneren dervu wäert wuel an der Praxis nach Froen opwerfen, esou datt Nobesserungen um Gesetz spéider net auszuschléisse sinn. Schliesslech hu mir et hei mat enger neier Prozedur ze dinn, déi zwar Parallele mat der gewinnter Entraide judiciaire opweist, déi awer als Entraide administrative fir eis en Novum ass.

Kolleegen a Kolleginnen, ech hunn éineschter gesot, déi grouss Fro wier déi, ob mir mat deem Gesetz dann elo en definitive Schlusspunkt hannert déi leedeg Steiergeschichte setzen, oder ob et sech net einfach nëmmen ëm eng weider Statioun op deem Harmoniséierungskalvarium handelt, no där nach eng aner kënnt, déi riskéiert eiser Finanzplaz nach vill méi wéi ze doen.

Et ass gewosst, datt eis europäesch Partner scho längst e Schrëtt méi wäit sinn an et fir si elo scho quasi acquis ass, datt d'EU-Länner et net beim Informatiouns Austausch op Ufro nom Modell OCDE belosse wäerten, mä esou séier wéi méiglech en automateschen Austausch fir jiddwereen aféiere wëllen. Europa huet deemno vir, nach e Schrëtt méi wäit ze goe wéi de G20, deen der Meenung ass, datt den Échange sur demande misst duergoen, fir de Problem ee fir alle Mol ze léisen, wéi de Secrétaire vum Weltforum fir Transparenz an Informatiouns Austausch net méi spéit wéi virgëschicht nach an engem Interview daitlech ënnerstrach huet.

Do muss ee sech dann awer wierklech froen, ob eis EU-Partner sech iwwerhaupt bewusst sinn, wat si do am Schna hunn a wat fir eng déif gräifend a fatal Konsequenzen esou en automateschen Austausch wäert hunn. An dat net nëmme fir déi sougenannt Steierparadäiser.

Wann een dorop hiweist, datt jo eigentlich mat enger Quellesteier - wéi déi meescht State se bei sech doheem applizéieren - de Problem geléist misst sinn, well jo all Land déi Steiere kritt, déi him zoustinn, da kritt ee geäntwert, domat géif et net duergoen. E Stat hätt nun eben d'Recht, alles iwwer seng Bierger ze wëssen. An anere Wieder: E Bankgeheimnis, dat jo eigentlich erfondt ginn ass, fir de Bierger a senger Privatsphär ze protegieren, daerf et net ginn. De Mënsch huet fir d'Autoritéiten total duerchsichteg, total transparent ze sinn - éiere well, wéi et heescht, Wësse Muecht bedeit? Dat ass eng Fro.

Ech wëll elo hei kee philosophesche Plädoyer fir en absolut - en absolut! - Bankgeheimnis halen, an ech wëll och net d'Gespenst vum Big Brother un d'Mauer molen, net deen aus der Televisioun, mä deen den George Orwell scho sengerzäit a sengem Buch „1984“ esou andrénglech beschriwwen huet.

(Interruption)

Et gouf emol aner Saachen, déi méi schlëmm nach sinn.

Ech wëll just dorop hiweisen, wat en automateschen Informatiouns Austausch, wéi e vun deenen aneren EU-Stat en verlaangt gëtt, fir Europa am Allgemengen a fir Lëtzebuerg a seng Finanzplaz am Besonnesche mat sech bréngt géif.

Do wär emol fir d'éischt d'Tatsaach, datt, wéi et am G20 daitlech ginn ass, de Rescht vun der Welt dem europäesche Beispill net follege wäert. An anere Wieder: Europa ass amgang, un engem System ze bastelen, deen all déi, déi net ganz plakeg virum Stat wëlle stoen, mat hire Suen iwwer d'Grenz dreiwé wäert, Suen, déi jo Europa nach ewell gutt kënnt gebrauchen, ëmsou méi, well mir eis lues müssen agestoen, datt d'Musek ëmmer manner an eiser aler Welt an ëmmer méi en anerzousch spillt.

Et freet ee sech och, wéisou dëst Argument vun der Kapitalflucht aus Europa eraus elo op eemol net méi gëlle sollt, wou et dach awer deemools, 2000, zu Feira nach gehollef hat, d'Lëtzebuenger Fuederung no enger Quellesteier an enger Abannung vun der Schwäiz an aneren Drëttlänner duerchedrécken. Et ass evident, datt hei Europa amgang ass, sech ganz einfach an den eegene Fouss ze schéissen.

Déiselwecht Europäer schéngt sech och net un deem Widersproch ze stéieren, datt si d'Quellesteier-Solutioun an der Unioun erwierge wëllen, derbannst déi Meescht vun hinne se bei sech doheem monter applizéieren. Datt si domat op eng Diskriminatioun vun deene Bierger lasssteieren, déi hir Suen an engem aneren EU-Stat uleeën, ass genesou aberrant a contraire zum europäesche Geescht, wéi de Versuch, de gemeinsamen europäesche Finanzmarkt domat erëm ze renationaliséieren.

Datt sech bei esou vill Kuerzsichtegkeet de Rescht vun der Welt, a virun allem d'Finanzplaze baussent Europa heemlech an d'Fauscht laachen, schéngt se zu Brëssel net ze mierken. Mä well et nun eemol ass, wéi et ass, an dem Schiller säi Wuert nach ëmmer gëllt, datt géint eng gewësse mënschlech Schwächt souguer d'Götter ëmsoss kämpfen, bleift eis wuel näischt aneschtens iwwreg, wéi eis mat där Realitéit ausenannerzesetzen an ze versichen, dat Bescht doraus fir d'Finanzplaz a fir d'Land ze maachen.

Jiddefalls hu mir an huet och d'Regierung d'Hoffnung net opginn, datt eisen EU-Partner dach nach eng Spächerlicht opgeet an datt si sech dat mat deem automateschen Austausch nach eng Kéier ganz gutt iwwerleeën. Zumools deen Austausch och hinnen eng Kuerbel voller Nodeeler bréngt géif, géint déi déi erwaarte Virdeeler kaum an d'Gewicht falen.

Et ass elo allerdéngs net esou, datt eis Bankeplaz, eise Bankesektor sech dären Damoklesschwert bis elo net bewusst gewiescht wier, dat do iwwer em hänkt.



Scho Mëtt den 90er Joren ass u Strategie gebastelt ginn, déi dovun ausgegongen, datt d'Bankgeheimnis à terme géif eescht an d'Quëtscht geroden. Schonn deemools ass sech no neien Aktivitéiten ëmgekuckt ginn, deemools ass d'Fongegeschäft gepusht ginn a sinn nei Nischen erschloss ginn, wéi déi vun de Pensionsfongen, der Titrisatioun a souguer dem Electronic Banking, deen, niewebäi gesot, zwar dem Secteur selwer net dat bruecht huet, wat e sech erwaart hat, dofir awer net ganz onschëlleg un där erfreelecher Entwécklung war an ass, déi den E-Commerce bei eis geholl huet.

Elo kënn et dorop un, där Finanzplaz nei Perspektiven ze ginn, déi deene geännerten Émstänn ugepasst sinn an déi dorop ausgeriicht sinn, der Plaz hir Dynamik ze erhalen, déi si an deene leschten 30 Joer zur Lokomotiv vun eiser Economie gemaach an domat och fir deen aussergewéinleche Wuulstand gesuergt huet, dee mir an all deene Jore kann hunn an hoffentlech och nach weider kenne wäerten.

Eng Finanzplaz, Här President, wéi eis, muss sech all zéng Joer nei erfannen, wa si wëllt mat der internationaler Konkurrenz mathalen oder hir souguer e Stéckelche wëllt viraus sinn. Grad déi weltwäit Kris, an där mir am Moment stiechen, an och déi national Strukturkris, déi sech nach do dropprafft, sollten eis dozou unhalen, nei unzerappen. Eng wichteg Viraussetzung hu mir schon domat erfëllt, datt mir der Plaz mat der Uni Lëtzebuerg an hirer Luxembourg School of Finance dat richteg Kompetenzfëllement ginn hunn. E weidere wichteg Schrëtt ass elo kierzlech gemaach ginn, wéi de Finanzminister dee Thinktank, dee fréier Codeplafi geheescht huet an elo Haut Comité de la Place financière heescht, reaniméiert huet, an dee sech elo voll op d'Orientéierung vun der Finanzplaz fir d'Zukunft konzentrierte soll.

Et läit wuel op der Hand, datt zu deem Comité sengen Aufgaben, Här Minister, och d'Ausschaffe vun enger Strategie gehéiere muss, mat där mir d'Kéier mat eisem Bankgeheimnis kréie wëllen. Sou wéi mir bis elo ëmmer erëm méi oder weiniger d'Kéier kritt hunn, wann d'Lompe gestonk hunn.

Dat gesot, géif ech der Chamber am Numm vun hirer Finanzkommissioun uroden oder se invitéieren, dësem Projet mat dësem ellelaangen Intitulé hir Zoustëmmung ze ginn. Ech kann dat och op d'mannst am Numm vu menger Fraktioun, vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur Thiel Merci. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech soen och dem Rapporteur direkt Merci. An och als Oppositionspolitiker muss een och der Regierung Merci soen, dass se rapidement, nodeem mer op där groer Lëscht waren, gekuckt huet fir ze reagieren a Léisungen ze fannen.

Ech muss lech soen, Här President, dass d'Reaktiounen dobaussen heiansdo ganz hefteg waren. Ech ka mech erënneren un eng Reportage op France 2, wou mer als Wäschmaschinn vun Europa vun der Welt beschriwwen gi sinn. Och de Rapporteur huet hei vun enger klenger Persoun geschwat. Ech weess net, wien e gemengt huet.

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Den Här Sarkozy.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ah, Dir hutt den Här Sarkozy gemengt. Ech wosst et net, dowéinst,...

(Interruption)

...mä well eben ech net wëll iwwert d'Critères physiques vun deem engen oder deem aneren diskutieren, well mir jo awer

och en Antidiskriminationsgesetz iwwert den Aspect physique hunn, wollt ech dat net soen.

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - En ass méi grouss wéi Frankräich. Et wor dat, wat ech domat wollt soen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ah, da wor et fir d'Land.

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä dann, op jidde Fall beim Här Sarkozy, wou ech och zimlech iwwerrascht sinn, dass d'Lëtzebuerger do un de Pranger gestallt ginn, a wann ee kuckt, dass zum Beispill déi Persoun, déi virdrun zitëiert ginn ass, awer och Co-Prince vun Andorra ass, an dass ech awer net vill héieren, op jidde Fall um internationalen Niveau, wat aus deem engen oder deem anere Land och gemaach gëtt, fir deene Reprochen, déi se aus dem Ausland kéinte kréien, entgéintzekommen.

Fir verschidde Leit, wann een dobausse lauschtert, huet een d'Gefill, dass dëst Ofkommen an dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, den éischte Schrëtt wier zum Opgi vum Secret bancaire, an dass selbstverständlech, nodeem mer déi heite Projeten elo gestëmmt hunn, et fäerdeg wäert sinn, an dass an Zukunft nach aner Schrëtt wäerte vun aneren EU-Länner oder vun anere Länner op jidde Fall ënnerholl ginn.

Ech muss lech soen, Här President, den Här Rapporteur huet ee Wuert benotzt, wat an Europa normalerweis d'Symbolik war vun Europa. Dat wor bei verschidde Froen d'Eestëmmegkeet. An dass een do mat deenen aneren eens ginn ass. Et kann ee sech souguer d'Fro stellen, ob Europa an eis Kollegen dowéinst bei der OCDE geklappt hunn a gesot hunn: „Als Europa kënne mer elo näischt maachen. Dofir kucke mer eng aner Institutioun ze fannen, déi dat vläicht kéint maachen.“ Et deet wéi, wann ee vu Méthode communautaire, vu Konsens schwätzt, an op eng Kéier gesäit, dass déi, déi d'Haaptartisané si géint Lëtzebuerg, aner europäesch - entre guillemets - „Kollegen“ sinn.

Här President, fir deen een oder deen anere Punkt... Ech mengen, de Rapporteur huet scho ganz vill iwwert de Projet de loi gesot. Ech wëll awer op deen een oder deen anere Punkt zrëckkommen. Mir hunn an der Kommissioun nämlech laang driwwer diskutiert, well dat wor grad och dee Moment, wou dee Fait war mat deene geklautene Lëschte vu Clienten, a wou elo d'Fro ass. Am Text steet nämlech net dran, a mir haten dat och gefrot, ob net misst awer drastoe kommen, dass een d'Informatioun, d'Basis vun der Informatioun op eng legal Aart a Weis sollt kréien.

Stellt lech emol vir, eng Lëscht gëtt hei zu Lëtzebuerg geklaut, si gëtt dann an d'Ausland verkaaft, an op eng Kéier seet déi däitsch Regierung, well Dir gesitt jo, do sinn nach grouss Diskussiounen: Mir hu kee Problem mat där Lëscht, bei eis ass dat erlaabt, dass déi duerno benotzt kéint ginn.

Déi Lëscht ka jo selbstverständlech net integral, esou wéi den Här Rapporteur et och scho gesot huet, hei benotzt ginn. Mä et kann een awer dorauer deen een oder deen aneren huelen, an et brauch ee jo net ze justifiéieren dann och hei zu Lëtzebuerg, wéi een iwwerhaupt un déi Informatioun komm ass, fir deen een oder deen anere Client ze ëmfroen an Informatioun iwwert dee Client ze kréien.

Ech hätt léiwer gehat, et hätt een ab initio gesot, dass een d'Informatioun muss op eng legal Basis kritt hunn, an net dass et geet, dass een eng geklaute Lëscht kann duerno benotzen.

Här President, et sinn nach aner Problemer, oder op jidde Fall Froen, déi ee sech ka stellen. Et ass fir d'éischt am Droit pénal, sauf erreur de ma part, dass och am Fong eng Persoun, déi net direkt informéiert gëtt, awer informéiert ass. Am Fong e Client vun enger Bank, wou op eng Kéier eng Demande kënn, ass den Délai an och d'Bank, déi dann informéiert ass, dat geet dann duer, fir dass considéiert gëtt, wéi wann den Tiers Bescheid weess.

Mir hunn esou Systemer. Fir deen een oder deen aneren, deen et net weess, dass ee kann an engem Zeitungsartikel, de Parquet

zum Beispill, aus engem Uerteel oder enger Convocatioun en Artikel maachen. Dat zielt fir d'Délai, dass ee seet, wann déi Publicatioun do stattfonnt huet, leeft den Délai, an déi Persoun ass supposéiert, d'Zeitung gelies ze hunn.

Hei ass et de Client, dat heescht d'Bank, déi informéiert gëtt, a vun deem Dag un zielt dann och den Délai. An et ass e bëssen delikat awer, well et huet een net de Bewäis, dass de Client errecht ginn ass. Bon, mir haten och an der Kommissioun doriwwer d'Diskussioun. An d'Antwort war, dass d'Bank soll wëssen, wéi se un de Client soll kommen, mä Garantien, dass dat ëmmer klappt, kann ech op jidde Fall hei net garantieren.

Ech muss lech awer soen, Här President, dass ech ganz frou sinn, dass d'Regierung - well et sinn aner Regierungen, déi dat net gemaach hunn - virgesinn huet, dass een e Recours ka maache géint déi Décisioun vun der Steierverwaltung, a souguer, dat muss een och soen, well dat net ëmmer de Fall ass, dass een Appel ka maachen. An ech mengen, déi Punkte soll een och ënnersträchen.

Här President, nach ee Punkt, wou ech mer e bësse Froe gestallt hunn. De Barreau huet och en Avis geschriwwen, an ech mengen, et soll een och ervirhiewen, dass vill Punkten dra waren, déi och fir Diskussioun gesuergt hunn. Bei mir wor einfach d'Fro och vun den Étuden. Et gëtt eng Distinctioun gemaach bei deenen, déi Domiciliatioun maachen, bei deenen, déi am Fong Droit des affaires maachen, a bei deenen, déi Contentieux maachen. Ech soe just, dass d'Grenz tëscht deenen zwee ganz kleng ass.

Mir soen, dass en Détenteur d'informations déi muss erausginn, an eng Étude, déi Informatiounen iwwer eng Gesellschaft huet, déi ass Détenteur d'informations, da misst déi se erausginn. Et ass ganz delikat, fir ganz genau den Tri ze maachen, wat e Conseil ass a wat op jidde Fall kee Conseil ass. Bon, de Barreau huet gesot, dass een déi Trennung tëscht Contentieux an Droit des affaires do misst maachen. An déi Domiciliatioun maachen. Ech hu just e bëssi Angscht, dass mer am Moment vill Texter kréien, wou u Secrets professionnels vun deem engen oder vun deem anere geknabbert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu schon als Introduction jo gesot, dass et fir eis wichteg ass, dass mer Antworten hunn op déi Problemer, déi mer haten. Et wier traureg an dramatesch souguer fir eist Lëtzebuerger Land gewiescht, wa mer nach laang op der groer Lëscht bliwwen wieren. Ech weess awer elo net, wat d'Imaginatioun vun eisen Nopeschlänner a Kollege wäert sinn, ob elo nei Lëschte kommen, ob Grillé kommen, oder wat se nach wäerten erfannen.

Mir stinn op jidde Fall hanner eiser Regierung, fir datt eis Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg déi bleift, déi se ass, well se eng florissant Bankeplaz ass, well et eng Bankeplaz ass, déi ganz vill Aarbechtsplazen hei schafft, an dass een net kann drun denken, dass een haut wëllt d'Bankeplaz, hei Lëtzebuerg selbstverständlech, andeem een awer déi international Gesetzgebung respektiert, awer wëllt opginn. Wann dat en Zeechen ass, dat deen een oder deen aneren hei verstanen huet, wier et traureg.

Ech wier awer just méi frou gewiescht, Här President, esou wéi ech och scho virdru gesot hunn, wann deen een oder deen anere Punkt, deen ech virdru ervirgehewen hunn, awer an den Text komm wier, wéi d'Legalitéit vun den Informatiounen. Mir sinn net an déi Richtung gaangen. Et ass och schwéier ze beweisen. Mä bon, et kann ee jo nach ëmmer als Bank eng Plaz jo och pénale maachen, andeem ee seet: „Ech hu meng Lëscht geklaut kritt bei mir op der Bank.“ Da misst normalerweis den Dossier en suspens gehale ginn.

Do wore grouss Diskussiounen, well normalerweis ass et jo «le pénal tient le civil en état». An et woren Diskussiounen, ob dat och beim Droit administratif jo de Fall wier. Ech menge just, dass ee selbstverständlech muss sech eens sinn, dass et net ka sinn, esou wéi de Rapporteur et gesot huet, dass ee kënn mat engem Telefonsbuch a seet: „Elo gitt mer wann

ech gelift alles vun Informatioun, wat Der iwwert deen een oder deen aneren hutt.“ Dass punktuell en Informatiounsaustausch muss kommen, komme mer net derlaanscht.

Dowéinst, Här President, wäerte mir och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Projet de loi stëmmen. Mä wéi gesot, et ass net, well mer et elo haut gestëmmt hunn, dass mer kënne ganz roueg sinn a mengen, dass déi aner eis mat Rou loosse.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bettel Merci, an als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Lucien Thiel Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Déi nei ausgehandelt Duebelbesteierungsofkommen, déi mat dësem Projet de loi vun haut approuvéiert ginn, hunn d'Lëtzebuerger Finanzplaz elo emol temporaire erëm aus der internationaler Schosslinn geholl, an där se sech nom Londoner G20-Sommet vum Abrëll 2009 befonnt huet. Quasi iwwer Nuecht hu mer eis deemools op enger groer Lëscht erëmfonnt a goufen un de Pranger gestallt als ee Land, wat sech den internationale Steuerstandarden zwar offiziell verflucht huet, mä dës Kritären awer net ëmgesat huet.

Fir eng international renomméiert Finanzplaz wéi Lëtzebuerg kënnen esou Klassifizierung fatal Auswierkungen hunn. Wann ee bis eemol eng Kéier op esou enger Lëscht steet, ass ganz schnell Schued ugeriicht. Eenzel Länner hunn dann och d'Geleeënheet benotzt, fir eis ganz Finanzplaz staark doropshin ze kritisieren. Et si ganz vill Amalgamé gemaach ginn a falsch Uschëllegungen derbäi, och aus deene Grënn, fir virun eegene Mësstänn a Problemer an deene respektive Länner ofzelenken.

Dofir mengen ech, an Zukunft musse mer engersäits d'international finanzpolitesch Entwécklung ganz genau am A behalen an anticipieren, fir, falls noutwendeg, schnell kënnen ze handelen an eis Finanzplaz géint oft willkürlech Attacken ze schützen.

Op där anerer Säit soll een awer elo net an eng Blockadlogik verfallen an all gutt gemengte Recommendationen ofweisen, andeems een op d'Spezifisitéit vun der Lëtzebuerger Bankeplaz verweist. Dofir soll een och de Rapport d'évaluation vum GAFI, dem Groupe d'action financière vun der OECD, deen den 19. Februar 2010 presentéiert gouf, seriö elo ënnert d'Lupp huelen.

D'LSAP begréisst dofir, dass d'Regierung d'lescht Woch an der Finanzkommissioun e Plan d'action ugekënnegt huet, fir ze kucken, wéi ee verschidde GAFI-Recommendatiounen, déi pertinent sinn, ëmsetze kann. Leeë mir elo d'Hänn an de Schouss, riskiere mir eis ganz schnell erëm op iergendenger groer oder schwaarzer Lëscht erëmzefannen.

Ech wëll d'Geleeënheet notzen an nach eng Kéier ënnersträchen, dass d'Lëtzebuerger Regierung, nodeems Lëtzebuerg sech op der groer Lëscht erëmfonnt huet, schnell reagiert huet. A kuerzer Zäit sinn 20 Duebelbesteierungsofkommen nei verhandelt ginn, fir se konform zu den OECD-Normen a Bezuch op den Informatiounsaustausch sur demande ze maachen.

Et ass och relevant, ervirzestrichen, dass vill vun deenen Accordé mat wichtegeen a grouse Länner nei ausgehandelt goufen, Länner wéi zum Beispill Frankräich, USA, Däitschland, England, Länner, déi vill Drock op Lëtzebuerg ausgeübt hunn an deelweis nach ëmmer ausüben. No de G20- an den OECD-Standarden si mir elo de Moment en règle mat deene Länner. Lëtzebuerg huet domadder alles gemaach, fir d'Kredibilitéit vun eiser Finanzplaz ze erhalen.

Här President, d'Duebelbesteierungsofkomme muss een an enger gesamtwirtschaftlecher Perspektiv betruechten. Si

stärken d'Kompetitivitéit a förderen de Wirtschaftswuesstum. Esou Ofkomme verheeneren, dass déiselwecht Fortune oder deeslewechte Revenu zweemol besteiert gëtt. Dat stimuléiert den Handel an incitéiert d'Entreprises an d'Privatleit dozou, an anere Länner ze investéieren. Doriwwer eras erlaabt en Duebelbesteierungs- ofkomme et och, d'Fraude fiscale ze bekämpfen, andeems d'national Steierverwaltungen Informatiounen ënnereneen austausche kënnen. Dat wäert och elo zu Lëtzebuerg verstärkt de Fall sinn, andeems eben den Informatiounsaustausch sur demande an déi jeeweileg Ofkommen agefouert gëtt.

Mä den Informatiounsaustausch sur demande féiert elo weder de glieserne Bierger an nach bedei en d'Enn vum Bankgeheimnis. Eng auslännesch Steueradministratioun brauch fir d'éischt geziilt a konkret Hiweiser, dass e Résident aus deem Land Akomme net déklariert huet an/oder Steieren hannerzunn huet, eier eng Procédure fir eng Enquête judiciaire dann zu Lëtzebuerg ugefrot ka ginn.

De Generalsekretär vun der OECD - wéi de Rapporteur och scho gesot huet - huet och nach eng Kéier an engem Bréif un eise Finanzminister op Lignes directrices vun der OECD higewisen, déi kloer betounen, dass eng Steueradministratioun elo kee Fräischäin huet, an d'Recht net huet, ech zitieren: «d'aller à la pêche aux renseignements». Dat heescht, ouni konkrete fondéierte Verdachtsmoment am Pays d'origine ass d'Privatsphär vum Bierger, an domat d'Bankgeheimnis, hei zu Lëtzebuerg weiderhi garantéiert. Déi spezifesch Konditiounen, wéini eis Steueradministratioun Informatiounen matdeele muss, si jeeweils bei deenen eenzelnen Ofkommen annexéiert.

Här President, mir mussen eis trotzdem awer Gedanke maachen, wéi eng Zukunft d'Bankgeheimnis zu Lëtzebuerg huet. Sinn d'Deeg vum Bankgeheimnis gezielt, wéi et déi lescht Zäit och ze héieren ass? Oder wäert d'Bankgeheimnis an Zukunft just nach eng marginal an ënnergeuerdnet Roll spillen?

D'Bankgeheimnis war an ass nach ëmmer e wichtige Pilier vun der Lëtzeburger Finanzplaz. Dem Comité pour le Développement de la Place financière, Codeplafi, wéi e geheescht huet, no, huet den indirekten Impakt vun der Finanzplaz 25% vum PIB ausgemaach, an iwwer 27.000 Aarbechtsplazen hänken direkt vun eiser Finanzplaz of. D'Statsrecetten, déi duerch d'Finanzplaz Joer fir Joer an de Statsbudget gefloss sinn an nach ëmmer fléissen, hunn eis iwwer Jorzéngten erlaabt, eisen héichwäertige Sozialmodell oprecht ze halen.

Duerch déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris, déi d'Budgetsdefiziter an d'Statscholden a ville Länner regelrecht exploziéieren gelooss huet, gëtt den Drock, Steiergelder aus dem Ausland anzedriewen, ëmmer méi grous. Déi drétt Steieramnestie vun Italien ass do just e rezent Beispill. Den internationalen Drock, d'Bankgeheimnis ofzeschafe respektiv nach weider opzuelockeren, wäert déi nächst Zäit net méi kleng ginn. Dovunner mussen mer ausgoen.

Dofir muss Lëtzebuerg eras aus där defensiver Haltung an an d'Offensiv goen. Mir brauchen eng offensiv Strategie, déi op sachlechen Argumenter baséiert. Mä mir wëlle keng Bankeplaz, déi aner Länner drun hënnert, hir Steiergesetzter ze applizéieren. Mir wëllen eng modern Bankeplaz, déi konform ass zu den internationale Regeln. Mir ënnerstëtzen d'Objektiver vun der EU an dem G20, wat de Kampf géint d'Fraude fiscale ugeet.

An deem Kontext kënnert der Promotioun vun der Finanzplaz am Ausland an Zukunft eng enorm wichteg Roll zou, notamment Informatiounen wéi Luxembourg for Finance an esou weider. Mir mussen et fäerdeg bréngen, am Ausland d'Lëtzeburger Finanzplaz erëm an e gutt Liicht ze réckelen, andeems falsch Uschëllegung konsequent an direkt widderleucht ginn. Mir mussen ganz einfach aus eiser defensiver Haltung eras a proaktiv d'Avantagen an d'Legalitéit vun eiser Bankeplaz am Ausland promovéieren.

Natierlech mussen mer och intern hei am Land derfir suergen, dass mer eis konform

verhalen an net nëmme waarm Loft verkafen. Well dat geet schiff! Dat misst elo jiddweree verstanen hunn. Dozou gehéiert och déi kloer Trennung tëschent op där enger Säit der Bankekontroll an -reguléierung an op där anerer Säit der Promotioun vun der Bankeplaz. D'CSSF kann evidenteweis net méi déi zwou Funktiounen zesumme maachen. Dat ass contraire zu all Code de déontologie. D'Bankekontroll muss exklusiv vun der CSSF wouergeholl ginn.

Hei geet et och net méi duer, wéi et am GAFI-Rapport steet, mat Circulaires ze operéieren, fir de Banken déi néideg Uweisungen ze ginn. Domadder gi mer am Ausland net méi fir seriö geholl. A wichtige Punkten, wou mer wëssen, dass mer exposéiert sinn, muss léigiféiert ginn, mussen déi entsprechend Gesetzter an d'Chamber kommen. Nëmme esou gi mer kredibel. Hei muss ganz einfach Kreditabilitéit dokumentéiert ginn, op deem héchsten Niveau vun den Informatiounen, an dat ass ganz einfach weltwäit am Parlament.

Här President, d'Bankgeheimnis bedei nämlech net per se Steierhannerzierung a Steuerbedruch. Wann d'Kapital trotz Bankgeheimnis op eng effikass Aart a Weis besteiert ka ginn, dann ass d'Bankgeheimnis duerchaus legitim a proportional ass et een Instrument zum Schutz vun der Privatsphär.

D'Quellesteier iwwert an deem Sënn e gutt Beispill. Dem Finanzminister no funktionéiert d'Quellesteier ganz gutt. Joer fir Joer iwwerweist Lëtzebuerg Milliounen vu Steiergelder an Heemechtslänner zréck. Am Kader vun der geplangter Revisioun vun der EU-Zënsbesteierungsdirektiv muss ganz sécherlech iwwert de Champ d'application an déi verschidde Besteuerungssätz diskutéiert ginn. Mä d'Praxis weist, dass d'Quellesteier gradesou effikass ka si wéi den automateschen Informatiounsaustausch.

Do bleift nach vill a gutt ze verhandelen zu Bréissel. Mä et kann net sinn, dass mer méi héich Zënsbesteuerungstauxen akzeptéieren müssen an zugläich dauernd stéckweis vun eise Bankgeheimnis ewechradéiert gëtt. D'Finanzplaz muss an Zukunft esou ausgerichtet sinn, dass auslännesch Investisseure Vertrauen an eis Finanzplaz hunn. Si dierfe sech net enger ongewësser Situatioun ausgeliehwert spieren, wou se net wëssen, wéi eng Finanzproduit wou mussen déklariert ginn a wéi eng Informatiounen un d'Steierverwaltung weidergeleet kënnen ginn a wéi eng net.

Wéi de Karl Marx schonn am Joer 1867 sot, ass d'Kapital ee scheid Réi. Eng international Finanzplaz brauch also dofir Rechtssécherheet an e kohärent legaal Regelwierk.

► **Une voix.** - Här Hoffmann, elo hutt Dir näischt méi ze soen, he?

(**Hilarité**)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - En huet awer Recht. En huet awer dat, wat duerno kënnert, net virgesinn.

► **Une voix.** - Wéi interessant!

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, de Finanzminister weist zu Recht op déi aktuell inkohärent Bestriewungen hin, mat deene verschidden EU-Länner am Moment probéieren, Lëtzebuerg an Éisträich am EU-Ministerrot an den Eck ze drécken. Am Kader vum G20-Sommet hu verschidden EU-Länner, déi an deem Gremium representéiert sinn, sech fir den Informatiounsaustausch op Demande ausgeschwat, währenddeems si sech am EU-Ministerrot fir den automateschen Informatiounsaustausch staarkmaachen. Dat ass weder kohärent nach mécht dat Sënn, an d'Lëtzeburger Regierung setzt sech deem mat Recht entgéint. Esou eng inkohärent Démarche ass weder am Intérêt vu Lëtzebuerg nach am Intérêt vun der Europäescher Unioun.

Vill Kapital droht aus der EU ofzefléissen an a Finanzzentren an Dréttlänner ze wandern, falls innerhalb vun der EU den automateschen Informatiounsaustausch agefouert gëtt an ausserhalb eben net. Dovunner huet an der EU am Endeffekt keen eppes. D'Lëtzeburger Regierung soll derfir weider versichen, mat sachlechen Argumenter déi aner Länner dovun ze

iwwerzeegen, dass et am Intérêt vun der EU ass, wann all international Finanzplazen, ob se an der EU sinn oder an Dréttstater, déiselwecht gemeinsam Regeln applizéieren.

Här President, mat den 20 Duebelbesteierungsafkommen, déi mer haut stëmmen, si mer elo offiziell OECD-konform. An dee Message, dee solle mer direkt un d'OECD, a virun allem un d'Amerikaner, mat allen eis zur Verfügung stoende Moyenen no bause kommunizéieren, offiziell natierlech vun der Regierung, mä och iwwert déi ugeschwate Promotiounsmechanismen, fir dass de Message ukënnert, wat mer haut hei stëmmen. Well mer sinn elo definitiv gewarnt, wann eng gro Lëscht iergendwou an der Pipeline ass, da si mer méi séier domat gehäit wéi et eis léif ass. Duerfir mussen d'preventiv Relatiounen mat den auslänneschen Acteuren optimaalst organiséiert a strukturéiert ginn.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soenlech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Negri Merci, an als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat mer haut hei zur Ofstëmmung virleien hunn, hätte mer net zur Ofstëmmung Ebene, op OECD-Ebene, en immensen Drock entstanen wier. Deen Drock ass entstanen op OECD-Ebene, well mer op internationalem Niveau e grouse Problem hunn, an zwar de Problem, dass et vill ze vill Biergerinnen a Bierger - et gëtt der vu béidem Geschlecht - gëtt, déi eng Steiermoral hunn, déi eigentlech, loosse mer soen, net nëmme net legal ass, mä déi och doriwwer eras gesinn, wann ee kuckt, wéi d'Gesellschaft funktionéiert, ethesch iwwerhaupt net ze akzeptéieren ass.

Ech mengen, dass de Problem vun der Steierhannerzierung, Steierflucht, aktuell wäert bliwen, egal wat mer och haut de Mëtteg wäerten decidéieren. Et gëtt eng einfach Regel, an ech muss soen, et huet mech e bësse schockéiert - wann ech dem Rapporteur säi Virtrag, deen en hei gehalen huet, wou ech vum Techneschen hier alles an der Rei fannen, wat e gesot huet, wou en d'Gesetz erkläert huet, mä e bëssen dat, wat en awer nach zousätzlech gesot huet, wou en e bësselche bagatelliséiert huet -, déi Zommen, em déi et sech géif dréien, déi deelweis laanscht verschidde Fiskussen am Ausland geschleist ginn, egal wou et och ass, egal op wat fir eng Finanzplaz se geschleist ginn. Dat si keng Bagatellen, well et dréit sech do och net em kleng Drépsen op e Steen, mä et dréit sech em ganz grous Zommen. An dat si ganz grous Zommen, déi deene Länner einfach feelen.

An ech mengen, wa mir dat haut hei diskutéieren an engem Geescht wéi dat doten, dann... Am Fong rejoinéiert dat och de Geescht, dee mer oft an den Dag leeën, och hei zu Lëtzebuerg, wann iwwerhaupt iwwer Steieren diskutéiert gëtt, nämlech ze maachen, wéi wa Steieren eppes wieren, wou de Stat de Bierger géif bestrofen, respektiv wéi wann e Steiere géif erhiewen nëmme well en einfach de Leit d'Sue wëllt aus der Täsch huelen, an dann d'Sue géif och nach duerno verschleiden.

Steiere ginn awer nun emol erhiewen, fir Infrastrukturen opzeriichten, Stroossen, Schoulen, Spideeler, Crèchen, wat och ëmmer. Steiere gi geholl, fir zum Beispill e groussem Acquis vum 20. Jorhonnert ze finanzéieren, nämlech d'obligatoreschen Schoul, an déi och nach gratis ass. Steiere gi geholl, fir d'Fuerschung opzebauen an engem Land, déi jo wichteg ass, fir dass d'Économie iwwerhaupt ka funktionéieren. Steiere ginn och geholl, fir Betriber ze retten, wa Wirtschaftskrisen sinn. Steiere gi geholl, fir Kuerzaarbecht ze finanzéieren, fir dass d'Leit net an de soziale Misär falen, fir Chômage ze indeminéieren an esou weider an esou fort. Steiere ginn och geholl, fir selbstverständlech de Sozialstat ofzesécheren.

A wann an deenen eenzelne Länner, egal wou dat och ass, Steieren hannerzu ginn, Steierflucht besteet, da stellt dat fir déi Länner e ganz grouse Problem duer. An donc ass et och net verwonnerlech, dass zemools natierlech an engem Kris - wou dann all déi Schwierigkeeten nach zousätzlech derbäikommen, déi derbäikomm sinn - den Drock sech deementspriedend op internationalem Plang erhéicht, fir ze soen: Mir mussen Regele fannen, dass d'Steierhannerzierung net méi méiglech ass.

Ech muss och soen, ech géif och gär ee gesinn hei zu Lëtzebuerg... Stellt lech emol nëmme ee Moment vir, mir wieren an engem ähnlecher Situatioun: Et wier en Nopeschland vun eis, wou dee Risiko géif bestoen, a mir géifen d'Suen entzu kréien. Mir wieren nach vill méi vulnérabel, well mer ganz kleng sinn hei zu Lëtzebuerg. Stellt lech nëmme ee Moment dat vir. Ech mengen net, dass mer dann happy heibanne géifen diskutéieren a maache wéi wann dat einfach e Kavaliersdelikt wier, iwwert deen ee kéint esou doriwwer ewechgoen.

Duerfir dierf et fir eis och keng Finanzplaz ginn, op där Steierhannerzierung praktizéiert gëtt a méiglech ass. D'Zil muss sinn, vun all Regierung, ob dat elo déi Lëtzeburger ass oder wat fir eng och ëmmer, ob dat op Weltniveau ass, dass mer Situatiounen kréien, dass d'Finanzplazen esou funktionéieren an esou geregelt ginn um internationale Plang, dass jiddwereen do, wou e Steiere muss bezuelen, seng Steieren och soll bezuelen an et net ka laanscht de Fiskus geschleist ginn.

Wann ee kuckt, wat passéiert ass an deene leschte Méint, dat huet eiser Finanzplaz sécherlech net gutt gedoen, déi ganz Diskussioun. Den Imageschued, dee mer erliden duerch deen Drock, well mer permanent an der Schosslinn stinn, an de Schued, deen doduerjer entsteet, ass eiser Meenung no vill méi grous wéi de Schued, dee kuerzfristeg kann entstanen, wann een eng Finanzplaz esou opstellt an an d'Rei setzt, dass an Zukunft net méi kann op se geschoss ginn, wat sécherlech kuerzfristeg Konsequenze wäert hunn. Mä ech mengen, dass een an deem heite Fall net dierf kuerzsiichteg kucken, mä mëttel- a laangfristeg. A mëttel- a laangfristeg wäert sech op internationalem Plang, a muss sech villes änneren.

Dat, wat 2008 am Hierscht geschitt ass, dat wirtschaftlecht Äerdbiewen, wat passéiert ass, wou et nach vill Nobiewe scho gi sinn an et nach vill Nobiewe wäert ginn, dat huet villes verännert. Dat huet villes net nëmme an der Diskussioun verännert, mä dat wäert och villes verännern an den internationale Regelwierker, déi et gëtt, fir d'Finanzwelt ze regléieren. Dat muss och esou geschéien, well mir müssen nach an eng Situatioun kommen, dass et ophéiert, zum Beispill, dass mer Finanzprodukter hunn, déi esou opaque sinn, dass selwer emol de Banquier heiansdo net méi weess, wat sech hannendru verstoppt.

Et kann och net sinn - an et deet mer leed, Här Thiel, esou vill wéi ech sécherlech d'Privatsphär vun de Leit verteidege virun engem ze vill iwwermächtege Stat -, kann et awer net esou sinn, dass d'Bankgeheimnis schützt viru strofrechtlechem Verhalen, wat a verschiddene Länner de Fall ass. Et ass donc och eng normal Saach, dass den Informatiounsaustausch, eiser Meenung no, derfir och kee Problem dierf duerstellen, fir deen ze etabliieren.

Mir müssen d'Opacitéit bei de Produkter an och bei de Konten, wa mer gären eng Kéier internationale Léieren zéien aus där Kris hei, geregelt kréien. Selbstverständlech net nëmme hei zu Lëtzebuerg an net nëmme an der Europäescher Unioun. Dat ass déi gréisste Gefor, déi een effektiv, oder dee gréisste Risiko, deen d'Europäesch Unioun de Moment ka lafen, dass mir virun de Won sprangen, ier op internationalem Niveau Verschiddenes geregelt ass. Egal wat fir eng Reglementatiounen nach wäerten nokommen, muss een drop insistéieren, dass se natierlech op OECD-Niveau kommen, well evidenteweis mécht et net



schrecklech vill Sënn, wann een ee Lach zoustoppt an doduerjer op aner Plazen dräi, véier aner Lächer opginn.

Dat ass den Enjeu, mä mir sollen deen offensiv ugoen, an eis kucken net ze verstoppen, an op all Fall derfir suergen, datt déi Finanzplaz - an dat ass vill méi wichteg - eng nei Perspektiv kritt, nach vill méi eng grous Perspektiv kritt, jenseits vun der Fro vum Bankgeheimnis a vun der Fro, déi ze dinn huet mat Steuerflucht. Mir sinn der Iwwerzeugung, datt et do grous Chancë gëtt.

D'Finanzplaz ass och schonn zum Deel gutt opgestallt fir déi Zäit duerno. Et gëtt awer nach eng ganz Rei aner Saachen, op déi ginn ech haut net an, well mir wäerten am Abrëll eng Interpellatioun hei diskutieren, vum honorabelen Här Meisch, iwwert d'Finanzplaz insgesamt. Do hu mer gutt Zäit, fir dat ze maachen.

Mä wat awer ganz kloer ass, mir mussen et fäerdeg bréngen, déi Finanzplaz och fir déi Zäit duerno opzestellen. An déi Zäit duerno kann nëmmen eng sinn, datt mer déi Laskopplung, déi bestanen huet téschent engersäits de Finanzmäert an der realer Economie, datt mer déi erëm opgehuewe kréien. Well et ass genau dat, wat eis...

(Interruption)

Jo, Här Thiel, Dir fannt vläicht, datt dat Quatsch ass. Ech soen lech just, datt dat guer kee Quatsch ass. Wann Dir lech e bësse géift d'Méi maachen, iwwer Är Nuesespëtz heiansdo ze kucken an lech emol ze interesséieren, wat international diskutiert gëtt de Moment, amplaz datt Dir hei ëmmer nëmme Lobbyist vun der Vergangeneit spillt - well dat ass jo Äre Rôle, deen Dir just nach hei op der Tribün schlussendlech wäert an der Zukunft... oder entre-temps gesitt -, da géift Der feststellen, datt déi Diskussiounen...

(Interruption)

Ech ginn lech just nëmmen ee Beispill. Liest haut d'Wirtschaftsbäilag vum „Monde“. Do steet e ganz groussen Artikel dran. Da liest Der deen an Dir huet lech deen emol zu Gemitt. Dat ass jo net iergendeng Zeitung. Liest emol déi Wirtschaftsbäilag haut a wat dosteet, an da gesitt Der, wou d'Diskussiounen hilafen.

An da wësst Der och ganz genau, datt mer sollen ophalen, eis zu Lëtzebuerg eppes virzemaachen, an datt mer eis där Diskussioun wäerte musse stellen. Well d'Welt dréit net ronderëm eis, a scho guer net an där doter Fro. A wa mer gären hei déi Finanzplaz rette fir d'Zukunft a se effektiv aneschtens opstellen, da musse mer och fäeg sinn, wierklech éierlech an offensiv iwwer eng Rei Saachen ze diskutieren, an net maachen, wéi wa mer mat Strategie vu gëschter kéinten déi Finanzplaz hei retten. Dat wäert mat Sécherheet net de Fall sinn.

► **Une voix.**- Très bien!

(Interruption)

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här Thiel, zënter '95 an haut ass vill geschitt.

(Interruption)

Dat nach méi!

Tëschent 1995 an haut waren zwou grous Krisen op de Finanzmäert. An déi zwou grous Krisen hu vill Drock op déi Finanzplaz hei bruecht. Déi eng war 2001 an déi aner war 2008, an déi ass nach laang net ofgeschloss. An et géif héich Zäit ginn, datt mer eis där Diskussioun géife stellen. Ech mengen, dat ass am Intérêt vun dësem Land. An alleguer déi, déi hei dësem Land wëlle virmaachen, datt et en anere Wee gëtt, fir déi Finanzplaz fit ze maache fir d'Zukunft, déi zielen de Leit Geschicht-ercher a Mäercher, well déi komme mat Theorie vu gëschter.

Mir wäerten dat Gesetz selbstverständlech stëmmen, Här President, well mer der Meenung sinn, datt et à ce stade wichteg ass, fir datt iwwert dat Gesetz hei déi Duebelbesteuerungsofkomme mat deene Länner do eis deen néidege Spütt ginn an déi néideg Zäit ginn, déi mer brauchen, fir eis, wéi gesot, aneschtens opzestellen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Elo huet den Här Gibéryen d'Wuert. Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Wuert Merci un de Kolleeg Lucien Thiel fir säi Rapport, dee korrekt war vis-à-vis vun all deem, wat mer, mengen ech, an der Diskussioun an der Kommissioun diskutiert hunn. Mir diskutieren haut iwwer en Duebelbesteuerungsofkomme mat 20 Staten. An de Rapporteur huet, mengen ech, am Detail dat Gesetz erkläert. Duerfir wëll ech mech och méi mat e puer prinzipiellen Iwwerleeunge beschäftegen.

Et ass net nei, datt Finanzplaze wéi Lëtzebuerg vu bausse schon ëmmer méi mat Skepsis an och mat enger Portioun Näid betruucht gi sinn a regelméisseg Drock op se ausgeübt ginn ass. Duerch déi weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris ass dësen Drock méi grous ginn. Vill grous Länner, wou d'Statsfinanzen elo nach méi grous Lächer opweisen, profitieren vun der Gonscht vun der Stonn, fir den Drock maximal ze maachen, esou wéi wann d'Ursach vun der weltwäiter Finanz- a Wirtschaftskris vu Lëtzebuerg, der Schwäiz oder Liechtenstein ausgaange wier. All Mënsch weess awer, datt dat net de Fall ass.

D'Bankgeheimnis ass dat Schlagwuert. An d'Bankgeheimnis muss aus der Siicht vun deene Länner verschwannen. Hei zu Lëtzebuerg ass d'Bankgeheimnis, géif ech soen, an der Vergangeneit parteiwwergräifend verdeedegt ginn; vläicht mat enger anerer méi nuancierter Haltung vun eise grénge Kolleegen.

D'Bankgeheimnis ass sécherlech net alles. Eis Finanzplaz ass vill méi diversifiziert an hirer Palette, fir datt een et kann op d'Bankgeheimnis limitéieren. Mä dach ass dat Bankgeheimnis wichteg fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. D'Bankgeheimnis ass eppes, géif ech soen, wéi eng helleg Kou, esou wéi den Index fir d'Gewerkschaften, a muss och duerfir mat alle Mëttele verdeedegt ginn.

D'Fro, déi mer eis musse stellen, ass, ob ons Regierung dat och esou gesäit. A Sonnesrieden, op Kongresser, op Meetinge virun der Finanzwelt, wéi eise Finanzminister dat elo kierzlech gemaach huet, gëtt ëmmer behaupt, d'Bankgeheimnis géif et och nach a Jore ginn. Vläch um Pabeier, vläch an der Theorie, awer an der Praxis verschwennt d'Bankgeheimnis vun Dag zu Dag méi.

D'Schold ass et vun eiser Regierung, déi dat Bankgeheimnis, eiser Meenung no, net mat där néideger Konsequenz verdeedegt huet. Dee gréisste Feeler war Feira. Hei ass de Prinzip vum Informatiounsaustausch akzeptiert ginn. Mir kruten d'Quellesteier zäitweilleg zougestane. Mä eis Regierung ass den Engagement agaangen, wann d'EU mat allen Drëttstaaten en Accord iwwert den Informatiounsaustausch géif realisieren, datt mir dann och d'office géifen deen applizieren.

Mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes huet deemools, wéi Feira hei an der Debatt war, gesot, Feira wier den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis. Haut, zéng Joer méi spéit, kréie mer an där Fro do zu honnert Prozent Recht. D'Regierung huet Feira als en Erfolleg dohinnergestallt a gesot, endlech hätte mer Rou am Finanzsecteur.

Am „Lëtzebuerg Wort“ konnt een deen Dag no Feira liesen, „Minister Luc Frieden gegenüber dem Luxemburger Wort: Finanzplatz Luxemburg kann der Zukunft jetzt entspannt entgegenblicken“, war dee groussten Titel am „Lëtzebuerg Wort“.

Eise Kolleeg Lucien Thiel huet haut de Mëtten a senger Interventioun gesot, no 20 Joer géife mer haut emol e Punkt maachen. An en huet gläichzäitig e puer Minutte méi spéit gesot, datt ze fäerten ass, datt awer op europäischem Niveau eis europäesch Partner net wäerten averstane si mat dem Informatiounsaustausch op Ufro, mä datt e misst automatesch ginn. Dat heescht, dee Punkt, deen haut gemaach ass, ass net méi an net manner wéi en neie Saz, deen haut erëm ugeet an op eng nächst Etapp erausleef.

Et ass bis haut keng Rou an där Fro komm. An et wäert och keng Rou an där Fro kommen, well eis Regierung permanent

an der Defensiv war an, eiser Meenung no, net genuch an d'Offensiv gaangen ass.

Wéi den Drock an der EU méi grous ginn ass op eis, huet eis Regierung heiheim eis versicht ze verträichten, datt op europäischem Niveau a Steuerfroen Eestëmmegeet wier, datt mer d'Vetorecht hätten. Mä mir sinn enges Bessere beléiert ginn, wéi grous Länner eis ausgetrickst hunn an d'Décsiounen iwwer eis Finanzplaz einfach aus Europa erausgeholl hunn a se an eng net legitiméiert sougenannte G20-Weltregierung, déi zwar keen offizielle Status huet, delokalisiert hunn. Hei huet Europa versot.

Aner europäesch State sinn eis hei an de Réck gefall, déi mer ëmmer gemengt hunn, wat eis Partner wieren. Déi sinn eis hei an de Réck gefall, well se net d'Diskussioun op europäischem Niveau belooss hunn, mä well se se ausgelagert hunn an de G20, wou mer als Lëtzebuerg Land net vertrat sinn.

Hei kann ee sech d'Fro stellen: Wat fir eng Roll, wat fir ee Wäert hunn europäesch Texte, Traitéen, wa se a kruziale Froen esou einfach ze emgoe sinn? Eis Regierung huet hei eng lamentabel Roll gespilt; un éischer Stell den deemolege Finanzminister Jean-Claude Juncker an de Budgetminister, den Här Frieden. Si hunn hei op der ganzer Linn versot.

Si hunn déi national Interessen um Altor vun europäesche Funktiounen geaffert. A keen aneren,...

(Interruption)

...mengen ech, konnt et besser dokumentieren a keen aneren ass méi no bei deene Leit wéi zum Beispill de Vizepremierminister, den Här Asselborn, deen dat och den 12. Mee kloer dokumentiert huet, wéi en am „Tageblatt“ schreift: „Jean-Claude Juncker sei in der Frage des Bankgeheimnis“ ewechgefuer wéi e Splënt, „und“ - schreift e weider - „bei der Aufstellung von schwarzen und grauen Listen habe Juncker sich von den EU-Kollegen vorführen lassen. Das sei beschämend und in der Konsequenz gegen die Interessen des Landes.“

Dat huet den Här Asselborn, Vizepremier vun der Regierung, den 12. Mee d'lescht Joer am „Tageblatt“ geschriwwen. Dat beweist also kloer... De Vizepremier, dee muss jo wëssen, wat seng Regierungskolleeg maachen. Wann deen dat esou offiziell schreift, da brauch kee mir hei Zwëscherfroen ze maachen, wat ech domadder gemengt hunn. Frot dat op Ärem Regierungsniveau Äre Koalitionspartner. Dee kann lech dat soen.

A wa mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes virun zéng Joer gesot huet, datt bei Feira den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis wier, huet och dëser Deeg am „Lëtzebuerg Land“ e Journalist geschriwwen: „Wenn die bis 2004 regierende CSV-DP-Koalition in die Geschichtsbücher eingeht, dann damit, dass sie sich im Juni 2000 im portugiesischen Santa Maria da Feira dazu hinreißen ließ, mit der grenzüberschreitenden Besteuerung von Bankkunden, das heißt mit der Einführung eines Informationsaustauschs oder während einer Übergangszeit einer Quellensteuer, einverstanden zu sein. Diejenigen, die heute 'ganz Feira und nichts als Feira' verteidigen wollen, vergessen vielleicht, dass damals verschiedene politische und Bankkreise der Regierung quasi Verrat am Finanzplatz vorwarfen. So wie das Tageblatt Juncker nun wieder unterstellt, das Bankgeheimnis seiner europäischen Karriere zu opfern.“

Mir gesinn also ganz kloer, datt mer dat och vun anerer Säit ënnermauert kréien, wat ech hei gesot hunn, datt eis Regierung d'Bankgeheimnis wuel hei a Sonnesriede verdeedegt, mä do, wou et drop ukënnt, huet se an deene leschte Jore systematesch versot. Si war ëmmer an der Defensiv.

Dat Bankgeheimnis ass fir Lëtzebuerg wichteg. Mir wëssen, wat do vun Aarbechtsplazen drun hänken. Mir wëssen, datt um „private banking“ 6.000 Aarbechtsplazen hänken, déi net all mat dem Bankgeheimnis ze dinn hunn, awer zu engem gudden Deel. Wa mer schonn eng Regierung hunn, bei där de Chômage a Rekordzuelen op 15.000 eroplëmmt, ouni d'Beschäftigungsinitiativen, da wier et, mengen ech, wichteg, datt déi Regierung zumindest géif kucken déi Plazen, déi mer hunn, net lichtfankeg a Gefor ze setzen.

Ons Statsfinanzen, déi staark defizitär sinn. Mir musse wëssen, mat all Stéck Bankgeheimnis, wat fortgeet, wäerte mer och e Stéck Statsfinanzen verléieren. Mat deenen 20 Duebelbesteuerungsofkommissen, déi mer haut hei maachen, mat all Duebelbesteuerungsofkommissen verléiere mer e Stéck Souveränitéit, verléiere mer e Stéck vun Aarbechtsplazen a verléiere mer och Steuerrecetten.

A mir kënnen - an dat ass de Virwurf, dee mer eiser Regierung maachen - net akzeptieren op europäischem oder op anerem Niveau, datt dat Bankgeheimnis geaffert gëtt, wa mer näischt aneschtens an der Plaz hunn. Eist Land ka sech dat am Abléck guer net erlaben.

Ech wëll och nach just ofschléissend hei soen, well meng Riedezäit ofgelaf ass, wat de Kolleeg Bausch hei gesot huet vu Steuerhannerzëiung an anere Länner: Et ass awer net der Lëtzebuerg Finanzplaz oder dem Lëtzebuerg Stat seng Schold, wann aner Länner Strukturen hunn, déi et hinnen erlaben, datt bei hinne Leit kënnen Steuerflucht maachen, oder Gelder, déi se bei hinne verdéngen, net brauchen ze besteieren. Dann ass et un deene Länner, sech déi Strukturen ze ginn, datt all Gelder, déi bei hinne verdéngt ginn, och musse déklariert ginn a musse besteiert ginn.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Si gi jo besteiert, mä se gi schwaarz heihinner bruecht.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Neen. Wann déi Gelder do erfaasst ginn, kënnen se net schwaarz heihinner bruecht ginn.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Oh!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Da musse se an deene Länner besteiert ginn. Mir sollen also...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Egal wat!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...net eis hei e schlecht Gewësse maachen an eis Finanzplaz dohinnerstellen, wéi wann déi géif Steuerbedruch begünstegen, well d'Schold läit net hei bei Lëtzebuerg.

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- D'Schold läit net hei zu Lëtzebuerg. Da läit d'Schold bei deenen anere Länner.

Dat gesot, Här President, mengen ech, verstitt Der, datt mir als ADR dësem Projet net wäerten zoustëmmen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Här President, de Marx sot awer net, mer sollen dem schiefe Réi hannendrunlaf. En huet op enger anerer Plaz awer gesot, d'Finanzkapitalisten an d'Finanzspekulanten, dat wär d'Lumpenproletariat un der Spëtz vun der Gesellschaft.

(Interruption)

Lumpenproletariat.

Mir waren zimlech laang zimlech eleng mat eiser prinzipieller Kritik vum Bankgeheimnis, an ech weess och net, ob mer haut zu ganz vill sinn entre-temps. Dir kennt jo dem - fir elo de Marx e bëssen ofzeweisselen - Immanuel Kant säi kategorischen Imperativ. Et sollt een ëmmer nëmmen no enger Regel handelen, déi zu engem allgemenge Gesetz kéint ginn.

Et ka jo wuel kaum zu engem allgemenge Gesetz ginn, datt ee seng Revenuen a säi Verméige virum Steieramt verstoppt. Da kann et och net sinn, dass State Steuerhannerzëiung ënnerstëtzten oder encouragieren. Wann dat géif zur allgemenger Regel ginn, da géifen d'Steiersystemer allgemeng zesummebréchen, an da wär d'Finanzierung vun den öffentlechen Aufgaben natierlech net méi méiglech.

Ech hunn d'lescht Joer e puermol héieren, d'Bankgeheimnis wär e Mënscherecht. A mir waren haut och stelleweis net méi wäit dervun ewech. Wéi ech dunn d'lescht Joer vu mengem Steieramt de Formulär kritt hu fir meng Steiererklärung mat der frëndlecher Opfuederung, ech soll meng Revenuen déklariieren, hunn ech dem Direkter vu mengem Steieramt e frënd-



leche Bréif geschriwwen, hie soll sech ëm seng Saache këmmen, hie soll sech aus menger Privatsphär eraushalen, well soss géif e géint e fundamentaalt Mënscherecht verstoussen.

(Hilarité)

Ech krut och vum Steierdirekter eng frëndlech Äntwert. Dat hätt näischt mat Mënscherechter ze dinn, sondern mat Steierhannerzëiung, an ech soll wann ech gelift meng Steierklärung éierlech ausfüllen a meng Revenuen alleguerten déclaréieren. An ech hunn natierlech missen zrëckschreiw, ech géif jo fannen, en hätt Recht.

Déi subtil Ënnerscheidung tëschent Steierverkierzung a Steierflucht a Steierbedruch, dat ass eng nei Form vu Kasuistik, Finanzkasuistik. A Wierklechkeet ass et logesch esou: De Steierbedruch, dat ass den Uewerbegrëff, an da gëtt et selbstverständlech dodrënner eng ganz Rei vun Zorte vu Steierbedruch. Ech kann ënnerloossen ze déclaréieren, ech kann en Deel vu meng Revenuen am Ausland verstoppen an esou weider an esou fort. Steierbedruch bleift et.

Steierbedruch bleift et och - dat wëll ech awer och nach ënnersträichen -, wann ech op enger anerer Plaz eng Quellesteier bezuelen an déi Quellesteier x Prozent bedréit, a meng ieweschte Steiertranche vun deem, wat ech do déposéieren a mengem Land, déi läit bei 38, während bei eis bei 40, bei 45, bei 50%, dann hunn ech awer trotz Quellesteier eng Steierhannerzëiung gemaach, also eigentlech Steierbedruch.

Ech mengen, an dat hu mir nach ëmmer gemengt, mir kënnen eis Prosperitéit hei zu Lëtzebuerg net dauerhaft op dee Mechanismus vun der Steierhannerzëiung a vum Steierbedruch opbauen. Ech enthalte mech beim Vote. Ech kann natierlech net géint déi Informatiounaccordé sinn. Par contre, ech muss lech éierlech soen, déi ganz Diskussioun hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Bankgeheimnis, iwwer Steierflucht an esou weider, déi ass vun esou enger Hypocrisie zënter Jore geprägt, mat där mer endlech sollten ophalen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mir sinn eng international Finanzplaz. An dat ass d'Stärkt an d'Particularitéit vun eiser Finanzplaz. A wann een eng international Finanzplaz ass, da muss ee sech och esou wäit wéi méiglech un internationalen Regeln halen. Dee Schrëtt, dee mer haut hei diskutéieren an iwwert deen d'Chamber hei ofstëmmt, ass am Fong e Schrëtt a Richtung méi Upassung un internationalen Regeln.

Ech géif gär am Ufank och am Numm vun der Regierung dem honorabelen Här Thiel Merci soe fir säi Rapport, och fir eng Rei vun deenen Erklärungen, déi e ginn huet, och wann et mer schéngt, datt mer op eng Rei vun deene Punkte mussen zrëckkommen am Kader vun där Interpellatioun vun der DP iwwert d'Finanzplaz.

Haut geet et ëm ee Volet, mä ech wëll hei nach eng Kéier ausdrécklech soen, datt fir d'Regierung d'Finanzplaz vill méi ass wéi d'Bankgeheimnis - an d'Finanzplaz muss vill méi si wéi d'Bankgeheimnis -, mä datt et een Deel ass vun enger Aktivitéit vun der Finanzplaz, en net ausschlieslechen Deel. Dat ass ganz sécher.

Nach muss ee gesinn, datt, nient der Noutwendegkeet, sech ëmmer un internationalen Regeln ze halen, et och eng Zäit gëtt, déi wesentlech duerch d'Kris geprägt ass, an doduerch och dëst Thema erëm eng Kéier méi an déi éischt Rei vun der internationaler Aktualitéit gestallt gëtt.

Déi Kris hei féiert zu Mechanismen, déi méi Reguléierung a méi Transparenz produzéieren. An dat deklinéiert sech an enger ganzer Rei vu politischen Aktivitéiten, déi gemaach ginn an Europa an och doriwwer eraus. G20, OECD sinn nëmmen do eng Rei vun deene Plazen, wou iwwert déi do Saachen diskutéiert gëtt.

Déi ganz Entstehungsgeschicht vun deene Lëscht vum G20 ass a bleift eppes Negatives, an d'Method, wéi do verschidde

Länner, europäesch Länner, am G20 virgaange sinn, ass sécherlech eng, déi mer och am Nachhinein guer net appruvéieren.

Fakt ass awer, an dat ass och hei vun enger Rei Kollege gesot ginn, datt, wann een dohinnergestallt gëtt wéi wann ee sech net géif un d'Spillregeln halen, an dat konsequent mécht, da schuet dat engem Land. Duerfir hu mer fonnt, iwwregens éier déi Lëscht publizéiert gi sinn - dat ass de Mëtten hei net gesot ginn. Mir haten am März annoncéiert, datt mir géifen eis Duebelbesteuerungsofkommen esou änneren, datt mer an Zukunft géifen all d'OECD-Regelen applizéieren. Elo kann een natierlech zu Recht froen haut: Firwat hu mer dat eréischt du gemaach?

Mir hunn et eréischt du gemaach, well mer an deene Méint virdrun ëmmer versicht hunn, och aner Länner, déi e Bankgeheimnis hätten, op déi nämlech Schinn, op deen nämlechten Niveau vu Kooperatioun tëschent Steierverwaltungen ze bréngen. A well mer dat am Ufank vun 2009 a Gesprécher mat der Schwäiz a mat Éisträich fäerdeg bruecht hunn, war fir eis de Wee méi fräi, fir an engem Konkurrenzmilieu, wou international Finanzplazen nienteneen operéieren, dese Schrëtt ze maachen.

Dat ass och e wesentlechen Ënnerscheid mat deem, wat um Ufank vun dëser Debat an den 90er Joren an am Joer 2000 de Fall war. Versichen, datt déi internationalen Finanzplazen am nämlechte Rhythmus nämlech Regeln unhuelen, war eng Démarche, déi eis wesentlech geschéngt huet. Dat hu mer gemaach, an duerfir si mer zu dësem Schrëtt iwwergaangen.

Mat wem hu mer verhandelt? Och dat ass net onwesentlech. Well och an dëser Debat ass vergiess ginn ze rappeléieren, datt mer net nëmmen op enger groer Lëscht vum G20 stoungen, mä datt mer riskéiert hunn, op eesäitig Lëscht vu verschidde Länner ze kommen. An dee Risiko, deen hu mer duerch dat heiten zum Deel eliminéiert, mä net ganz komplett.

Duerfir soen ech och all deenen, a besonnesch dem Här Gibéryen, deen hei gesot huet, d'Regierung, déi wär an der Defensiv. Wann e Land, wéi zum Beispill d'Vereenegt State vun Amerika, een op eng eesäitig Lëscht stellt an domadder keng Relations économiques méi mat engem Land wëllt maachen, da froen ech: Wéi kann een do anescht wéi an der Defensiv sinn?

Et ass een an der Offensiv, wann een dann an dat Land fiert, mat deenen e Vertrag aushandelt. Mä et ass een an der Defensiv an et schuet ee sengem Land, wann een einfach seet: Mir maache guer näischt, an eis ass et egal, ob amerikanesch Firmaen nach bei eis kommen.

Duerfir soen ech, mir hunn déi Duebelbesteuerungsofkomme mat deene Länner ofgeschloss, déi entweder wichteg Handelspartner sinn oder direkt Nopere sinn. Dir gesitt, derbäi ass Däitschland, Frankräich, d'Belsch, Holland, Amerika.

An et sinn och Länner derbäi, an dat ass déi aner Démarche, déi mer gemaach hunn, fir ze versichen, net nëmmen deen Artikel do a verschidde Duebelbesteuerungsofkommen ze setzen, mä zugläch, wat eng Strategie fir d'Finanzplaz ass, och mat neie Länner, mat deene mer an der Vergaangenheet manner Wirtschaftsrelationen haten, och mat deenen Duebelbesteuerungsofkommen ofzeschléissen. D'Beispill vum Qatar ass esou e Land, och de Bahrain, Länner aus de Golfstaten, och anerer, fir ze kucken, nei wirtschaftlech Relationen opzebauen.

D'Fro, déi mer also hei gekläert hunn, ass déi, wéi mer an deene Länner, mat deene mer Ofkommen hunn, a wéi enge prezise Fäll mer Informatiounen ginn, wann e Verdacht op Steierhannerzëiung virläit, inklusiv all déi rechtsstaatlech Instrumenter, déi mer virgesinn hunn an op déi och de Mëtten hei agaange ginn ass. Déi grundsätzlech Fro ass net nëmmen déi, ob mir d'Bankgeheimnis gutt fannen oder net. D'Fro ass, wéi reagéieren déi aner op d'Existenz vun eisem Bankgeheimnis. Dat ass déi wesentlech Fro.

Wa mir Regeln hunn, déi déi aner net hunn, och an der Zukunft; wa 25 Länner

an der Europäescher Unioun eis soen: Mir sinn net d'accord mat Ärem System; wann aner Länner am G20, an der OECD oder soss soen: Mir sinn net d'accord mat Ärem System; dann huet dat e gewëssene Präis. Déi kënnen hir wirtschaftlech Relationen mat deem Land iwwerdenken. Och a verschidde Mammenhaier vu Banke ginn et Reflexiounen fir ze soen: „Wou baue mir eise Private banking aus? Wëlle mer dat maachen op enger Plaz, wou déi Regeln oder anerer spillen?“ An all déi Considérations sinn net nëmme Considérations, fir Jo oder Neen ze soen, mä och, fir ze kucken, wat ass de Präis, deen ee bezilt, a wat sinn d'Konsequenzen also vun där enger oder där anerer Entscheidung.

Grundsätzlech, mengen ech, gëtt et an dësem Land vill Leit, déi der Meinung sinn, datt d'Bankgeheimnis gutt ass. Als Schutz vun der Privatsphär. D'Fro ass jo och net, ob d'Bankgeheimnis soll opgehuewe ginn. D'Fro ass, wéi d'Relationen tëschent deem Einzelnen, der Bank an der Steierverwaltung vu sengem Heemechtsland sinn. An doriwwer wäerten nach esou munch Diskussiounen stattfannen.

Mä ech mengen, et wär och gutt, wa mer géifen an dësem Parlament - a mir hunn dat schon emol an der Finanzkommission op eng ganz konstruktiv Aart a Weis gemaach, mä dat muss een nach e puermol maachen - kucken, wat ka geschéien, wa mir op deem enge System sinn, an déi aner sinn op engem anere System, wat fir eng méiglech Konsequenzen huet dat, a wat sinn d'Alternativen dovunner. Schafft d'Regierung, an dat ass souwisou en Dossier, deen an deem Sënn ni ofgeschloss ass, esou wéi iwwerhaupt d'Entwécklung vun de Finanzplazen net ofgeschloss ass.

All déi Diskussiounen, déi mir am ECOFIN féieren, betreffe jo net nëmmen d'Steierpolitik, déi betreffen och aner Beräicher vun der Reguléierung vun de Finanzplazen. Dat si schwierig Dossier, an dat hu mer net méi spéit wéi geschter gesinn um ECOFIN, wou mer sollten iwwert d'Reguléierung vun den Hedgefonge schwätzen, wat awer aus verschidde angelsächsische Grënn geschter näischt ginn ass. Mä dat Thema kënnt och nach eng Kéier erëm, an esou komme vill Themen erëm. Et muss een dat Ganz also gesinn am Kontext vun der Reguléierung an de Beziungen tëschent dem Stat an den einzelnen Entrepreneuren an den eenzelne Bierger.

Jo, et ass richtig, datt eis Quellesteier gutt fonctionnéiert. Mir hunn 170 Milliounen d'lescht Joer, 2008, iwwerwisen un aner Länner u Quellesteier, déi mer opgehuewen hunn. Fakt ass awer och, datt déi aner Ministeren an Europa largement der Meinung sinn, datt dat géif d'Schwächte vun där Direktiv beweisen, well en fait si se der Meinung, datt se vill méi hätte misse kréien, well déi Direktiv sech jo haut nëmmen op ee Produkt applizéiert an net op vill Produkter. Och doriwwer féint eng Diskussioun an Europa statt. Mir féieren déi net defensiv, mir féieren déi offensiv. Mä Fakt ass, datt déi aner Länner net mat eisem System d'accord sinn. Doriwwer muss diskutéiert ginn. Doriwwer gëtt diskutéiert an Europa.

Ech kann net derfir, datt mir net am G20 sinn. Mir wäerten och ni drakommen. Mä mir plädéieren nach wie vor staark derfir, datt Europa mat enger Stëmm an deem G20 schwätzt.

Dat, wat mer hei maachen, ass e Schrëtt, deen de Problem net definitiv léist, mä et ass e Schrëtt, deen eis vu villen Attacken ewechhëlt, deen eng wirtschaftlech Entwécklung fir déi nächst Jore weider erlaabt. Duerfir géif ech soen, Här Gibéryen, all zéng Joer, huet, mengen ech, den Här Rapporteur hei gesot, muss eng Finanzplaz sech erëm nei definéieren. Och e Land muss sech ëmmer erëm a Fro stelle mat Mechanismen, déi et huet. Net eppes, wat een enges Daags agefouert huet, ass fir 100 Joer onbedéngt gutt.

Ech maachen hei kee Plädoyer fir eppes ofzeschaffen. Ech maache just e Plädoyer derfir, datt een d'Aen opmécht iwwer Ännerungen, déi an der Welt stattfannen, an datt een dann dorobber no Iwwerleeung adequat reagéiert. Nëmme sech géint all déi aner ze stellen, sech ëmmer géint d'Ausland ze stellen, ass an enger

offener Economie en fait extrem schiedegend, well en fin de compte schafft een domadder d'Grundlag, fir datt d'Aarbeitsplazen ofgeschafft ginn.

D'Ännerung vun engem System op en anere kréien, dat ass eng wesentlech Fro. Dorunner schaffe vill Leit. Dorunner schafft den öffentleche Secteur. Dorunner schafft de private Secteur. An Zukunft muss d'Bankgeheimnis esou gestallt ginn, datt et keen Obstacle ass, oder net kann als Virwand vu Verschiddeenen, vläicht enger Minoritéit, gebraucht ginn, fir op eng steieronéierlech Aart a Weis hirem Heemechtsstat ze schueden.

Mir si fir den europäesche Bannemaart, datt dee ganz fonctionnéiert. Mir si fir eng Konkurrenzfähige Finanzplaz vis-à-vis vun anere Finanzplazen, a mir si fir e Schutz vun der Privatsphär. An et ass an deem Kader, wou mer déi Debatten och an deenen nächste Méint wäerte féieren. Dat hei hëlleft eis, fir déi Debatten op eng méi konstruktiv Aart a Weis mat eisen Nopeschlänner a mat deenen anere Länner vum G20 ze féieren.

Hätte mer dat hei net gemaach, hätte mer eisem Land wesentlech geschuet. Duerfir sinn ech frou, datt déi 20 Duebelbesteuerungssaccorden, wat net wéineg ass, datt mer déi hei an esou enger schneller Zäit konnte verhandelen an och an enger schneller Zäit konnten am Parlament diskutéieren, a schlieslech, datt se hei esou eng ganz breet Ënnerstützung an dësem Haus schéngen ze fannen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Finanzminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispute du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6072 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Norbert Hauptert (par M. Marc Spautz), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo nach zu enger Question urgente mat der N°514 vum Här Claude Haagen iwwert d'Brasserie de Luxembourg. Den Här Haagen huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Dossier Dikrecher Brauerei war an ass an deene leschten zwee Méint op jidde Fall an aller Mond. Rieds ass gaangen, fir d'Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch, déi jo bekanntlech zum Konzern AB InBev gehéiert, zouzemaachen an d'Produktion an d'Belsch ze delokaliséieren. Dës net novollzéibar Décisioun bedeit ënner anerem, datt op d'mannst 63 Leit betraff sinn, hir Plaz verléieren, obwuel d'Dikrecher Brauerei an deene leschte Joren, notamment 2008 an 2009, Milliounen Euro Benefisser gemaach huet.

Sou wéi d'Membere vun der parlamentarescher Wirtschafts- an Aarbechterkommissioun, oder Aarbechtkommissioun villméi, an enger Commission jointe vun den Häre Ministere Krecké a Schmit matgedeelt kruten, huet d'Regierung probéiert, bei AB InBev ze vermëttelen an huet mat potenziellen Investisseure verhandelt, fir d'Aarbechtsplazen an d'Produktion zu Dikrech ze sécheren.

An deene leschte Stonne si vill Rumeuren an deem heiten Dossier opgetaucht, notamment iwwert de Radio an och iwwer Communiqués de presse. Duerfir wollt ech an deem Kontext de Wirtschaftsminister froen: Stëmmt et, datt no den Négociatione mat AB InBev a verschiddenen Investisseuren et zu engem Accord komm ass, wat d'Dikrecher Brauerei betrëfft? An déi zweet Fro: Wa jo, wat bedeit den Accord fir de Produktiounsstanduert Dikrech, a besonnesch fir d'Aarbechtsplaze vun der Dikrecher Brauerei?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Haagen Merci. An elo kritt de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech eng gutt Nouvelle fir vill Leit, mä haaptsächlech fir déi Leit, déi do schaffen. Säit Wochen, an ech mengen, ech war an d'Chamber komm an hunn d'Chambersleit och wierklech gebieden, eis nach e bësse Vertrauen ze schenken, well mir wieren amgaangen, op enger ganzer Rei Zeenarien ze schaffen. Ech soen och Merci, dass ech net hei gedrängelt gi sinn, fir eppes musse präiszeginn, wat zu deem Zäitpunkt beispillsweis eng Léisung war, déi haut schon net méi wouer ass. Dat, wat ech deemools am Kapp hat, ass haut schon net méi wouer. Mir hunn eng aner Léisung elo. Eng Léisung, déi also mat sech bréngt, dass et net zur Schléissung kennt vun der Dikrecher Brauerei.

Ech muss och soen, wa mer elo - ech muss soen, mir mussen nach virsichteg sinn - besser Aussichten an deem Dossier hunn, dann ass dat dank enger ganz gudder Zesummenaarbecht, déi net nëmme, mengen ech, hei huet de Lëtzebuurger Modell wierklech fonctionnéiert, awer bis erof op d'Basis bei d'Leit, eng gutt Zesummenaarbecht, mengen ech emol, éischters an der Regierung, iwwer SNCI, Économie, Aarbecht.

Och mat de Leit vun AB InBev. Mir hunn do vill Méi gehat, déi ze iwwerzeegen. Déi hate jo eng ganz aner Optik. Déi wollten ënner kengen Émstänn nach eng Kéier hei brasséieren. An ech muss virun allem d'Personal hei wierklech félicitéiere fir déi Rou, déi se behalen hunn.

(Interruption)

Neen, et muss ee wierklech soen, si hunn iwwer hir Gewerkschaftsvertreeder, an dat ass mer bestätegt gi vum Management, weiderhin eng exemplaresch Aarbecht do gemaach. A si hu sech net fir zwee Sou umierke gelooss, dass se awer schlussendlech e Lous haten, wat net flott war, nämlech dat, muer op der Strooss ze sinn. An dass si hir Aarbecht bis zum Schluss elo wierklech exemplaresch gemaach hunn, huet och de Management kënne confirméieren.

Duerfir, et ass schon eng flott Operation, déi hei, esou wéi se verlaf ass. Et ass net vill no bausse gesot ginn, mä et ass no bannen eng ganz propper Aarbecht gemaach ginn.

Mir haten, ech hunn et gesot gehat an der Kommissioun, nennt Der, dass mer eng Rei Zeenarien hunn. Hei ass net deen, dee mir elo am Fong geholl bezirzegt hunn, mä dat ass dee Modell, deen eis et elo géif erlabe weider déi zwee Haaptpunkten, nämlech do ze brauen zu Dikrech an, zweetens, d'Aarbechtsplazen ofzesécheren, wat eis dat géif erlaben.

Ech hat ugedeit, et ass jo net einfach fir ze soen, hei geet et just em eng Brasserie. Hei geet et em Terrainen, Immobilien, hei geet et em d'Braue vu Béier. Jo, déi Aktivitéit. Hei geet et awer och em de Marketing an d'Marken, déi wierklech en Deel fir sech duerstellen, d'Aart a Weis, wéi een d'Gestaltung vu Marke mécht. Hei geet et em d'Logistik, d'Verdeelung an et geet em all déi Regeln, déi och den Här Frieden uginn, nämlech déi vum Cabaretage, d'Lizenzen allegueren. Et ass evident, dass dat hei mat eragespillt huet.

Ech mengen, mir sinn haut esou wäit, dass d'Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch op hiren initiale Plang zrëckkennt. Si hate jo ënner kengen Émstänn, an och an e puer Zeenarien hate se eis dat scho gesot, wéilte si net méi déi sinn, déi wëlle brauen. Mir waren ee Moment op engem Trip, wou mer dann en anere beoptraagt hätten, ze brauen, deen hinnen dann zougespillt hätt. Mir hunn, wéi gesot, all Méiglech duerchgespillt. Dat hei ass elo dat, wat erauskomm ass.

Et ass e Protocole d'accord, fir den Terrain an d'Gebaier, d'Terrainen an d'Gebaier soen ech, fir déi ze verkafen un e Grupp vu Lëtzebuurger Investisseuren, déi zu deem Zäitpunkt, vu dass de Finanzement an der totaler Form nach net steet, wou Lëtzebuurger Investisseuren déi Gebaier géifen opkafen a se dann un InBev zrëckleasen, InBev, déi dann déi eigentlech Brauereiaktivitéite mat der Infrastruktur, déi an de Gebaier ass, géif assuréieren, InBev, déi weiderhin och am Besëtz vun allem, wat d'Verpackung, oder ënner Kontroll, Verpackung, Verdeelung géif geschéien. Et war schon eng Kéier de Fall an där Brauerei, dass d'Logistik no bausse ausgelagert ginn ass.

Dat ass och dës Kéier méiglech, awer da geuerdnet. Do si schon eng ganz Rei Accordé getraff. Ech mengen, InBev ass och gewéilt, wesentlech Zommen ze investéieren an de Marketing, an d'Mark Diekirch haaptsächlech selwer. Si hunn de Moien d'Personal informéiert iwwert de Stand der Dinge, an duerfir ass et och kloer, dass ab engem gewëssene Moment d'Rumeure komm sinn. Ech mengen, d'Leit ware glécklech an hunn dat dorëmmer erzielt. Firwat och net? Mä, wéi gesot, et muss een nach virsichteg sinn, well de Finanzement steet an där Form nach net honnertprozenteg.

Enfin, mir hunn awer elo emol, ech géife soen, e Businessmodell, mat deem InBev d'accord war. Well bis dohinner war et jo emol iwwerhaapt se ze iwwerzeegen, dass et an enere Businessmodell gëtt wéi deen, dee si sech virgestallt hunn, nämlech zuzemaachen an dat Ganzt an d'Belsch auszelagere. Mir hunn also e Businessmodell, wou mer och probéieren, dass de Finanzement spéiderhi steet. Mir mussen och mat der Gemeng schwätzen, well déi spillt jo och do e Rôle. Wann et em Terrainen an em Gebailechkeete geet, dann ass et evident, dass d'Gemeng och muss informéiert ginn.

Et ass also kee Sozialplang virgesinn, et gëtt keen entlooss. Wann dann iergende Problem wier, dann hu mer och den

Accord, dass et e Plan de maintien dans l'emploi gëtt, dee mat de Gewerkschaftsvertreeder schon duerchdiskutéiert ginn ass. An ech muss soen, dat hei ass schon eng Réussite, a mir solle frou sinn, dass an deem Fall de Modell eng Kéier total gespillt huet.

Deen een oder deen aneren huet mer gesot: Majo, firwat hues de dann net datselwecht bei Villeroy & Boch fäerdeg bruecht? Firwat hues de et net bei anere fäerdeg bruecht? Jo, et muss een eng Alternativ hunn. Dat heescht, et muss een een hunn, deen entweder de Betrib iwwerhëlt oder deen engem esou eng Operation wéi déi do méiglech mécht, wou een also iwwer Zwëschenoperationen zu deem kennt, wat ee sech virgeholl huet. Dat ass net ëmmer de Fall.

Dir wësst, a manche ganz schwéiere Momenter, wou mer leider hu missen e Sozialplang maachen, hate mer keng Alternativ, hate mer keen Investisseur, dee bereet war, matzemaachen. Hei hu mer där e puer gehat, och Ausländer, och Lëtzebuurger. Hei ass dat, wat elo zrëckbehale ginn ass. An ech hoffen, dass elo an deenen nächste Wochen, wou mer elo den Detail awer nach mussen ausschaffen, dass mer do och eng Eenegung fannen. De Businessmodell steet elo emol zumindest. Mir mussen elo nach de Finanzement hirkéien. An dann hoffen ech, dass déi Episod hei, wat eng haart war fir déi Leit, déi do schaffen, déi do während Wochen an der Ongewëssheet gelieft hunn, dass déi dann och erëm sécher sinn, dass se muer nach eng Aarbechtsplaz hunn.

Voilà, Här President, ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci, Här Wirtschaftsminister.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Däerf ech nach eng Zwëschefro stellen?

► **M. le Président.**- Neen, mir sinn zwar, Här Hoffmann, net méi an där Prozedur.

► **Une voix.**- Ooohhh!

► **M. le Président.**- Mir sinn net an der Prozedur. Ech mengen, Här Hoffmann, et steet Iech fräi zu engem spéideren Zäitpunkt eng Fro ze stellen. Mä ech mengen, mir sollen elo hei mat eisem Ordre du jour virufueren.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6037, eng Ofännerung vum Pressegesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: déi Häre Berger, Fayot, Adam, Colombera an Hoffmann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

4. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Communications

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, de Journalismus ass schon e bëssen en aparte Métier. Net nëmme, datt et vun him heescht, e géif zu allem féieren, wann een nëmme mat Zäit d'Lach kritt. Hien ass och nach déi schéinste Form vu Formation continue, well et léiert een all Dag nëmme bäi an deem Beruff.

Journalismus ass awer och duerfir eppes Besonnesches, well e sech néierens esou richtig areie léisst. Hien huet zum Beispill seng eege Regeln, déi awer néierens esou genee festgehale sinn. Hie beweegt sech iergendwou tëschent enger totaler Fräiheet vu Meinung, Iwwerzeugung an Information op där enger Säit, an de Contrainten, déi de Respekt virum Eenzelen a senger Privatsphär - an do si mer erëm, Här Bausch - him operleet. Vun deene wirtschaftlechen Zwäng guer net ze schwätzen, déi d'Medien als Entreprisé musse respektéieren.

An da gëtt dee Métier och nach souwuel vu Saliéien exzeréiert wéi vu sougenante Freelance, wat et net méi einfach mécht,

de Journalist par rapport zu anere Beruffer ze positionéieren. Engersäits brauch hien e Maximum un Onofhängegkeet, fir säi Beruff uerdentlech ze maachen, an ass dobäi dach op där anerer Säit meeschtens soss näischt wéi en Employé, dee sengem Patron ze follegen huet.

Domat wiere mer dann och scho matten am Sujet vun deem Gesetzesprojet. Et geet dorëm, d'Positioun vum Journalist tëschent der gesetzlecher Reguléierung an der Autoreguléierung ze bestëmmen. Wuel ass dat zum Deel scho längst geschitt bei eis - Här President, Dir wësst et gutt, well Dir hat domat ze dinn -, notamment mam Ariichte vun engem Presserot an de 70er Joren, enger Instanz, déi iwwert deenen diverse Journalisteverbänn steet an déi och offiziell vum Législateur unerkannt ass.

An e weidere Schrëtt gouf just virun de Wahlen 2004 - wéi Dir, Här President, Rapporteur waart - mat deem Gesetz iwwert d'Ausdrocksfräiheet an de Medië gemaach, dat sech am Detail mam Statut vum Journalist a mat all deem befaasst, wat dorunner hänkt. Et ass och dës Gesetz, dat mir haut licht nobessere wëllen, ënner anerem fir et nach eng Grëtz méi prezis a méi komplett ze maachen.

Et sinn dräi Punkten, mat deene sech deen neie Projet ofgëtt. Et geet engersäits drëm, dem Presserot, als Institution, d'juristesch Personalitéit ze ginn, déi e bis elo net hat. Da gëtt, zweetens, prezisiéiert, wéi d'Prozedur auszegesinn huet, wann een Asproch géint e Refus vum Presserot a Saache Journalistekaart, Journalistenauswäis aleet. A schliesslech gëtt de Begrëff „Journalist“ als Berufsbezeichnung nach e bësse méi kloer an exakt gefaasst, wéi dat bis elo de Fall war.

Déi zwee éischt erwähnte Punkten hu weider keng Froen opgeworf. Als offiziell unerkannten Arichtung steet dem Presserot bestëmmt eng zivilrechtlich Unerkennung zou, déi him natierlech och eng entspreche Responsabilitéit operleet, an déi et hirem President erlaabt, noutfalls viru Geriicht fir seng Institution unzuetrieden.

Dann d'Prozedur, déi Prozedur, déi ze befollegen ass, wann déi sougenannte Kartekommissioun, déi driwwer diskutéiert, wien e Journalistenauswäis kritt, engem d'Kaart refuséiert huet. Duerfir war am Gesetz vun 2004 weider näischt festgeluecht ginn, do huet et just geheescht, déi Décisioun kéinte virum Verwaltungsgericht ugefecht ginn. Dat gëtt elo vill méi exakt formuléiert, an déi al Recoursprozedur virun enger Appelkommissioun gëtt erëm ageféiert, déi 2004 e bëssen huerteg ofgeschaaft gi war. A wann dann éieren déi Kommissioun, déi aus Vertrieeder vum Presserot an engem Magistrat als President besteet, de Refus vun der Kartekommissioun sollt confirméieren, da kann een nach ëmmer bei d'Verwaltungsgericht goen an dat als lescht Instanz uruffen.

Am Contraire zu deenen zwee Punkten, ass deen drëtten net gradesou einfach ze léise gewiescht. Dat hänkt virun allem domat zesummen, datt dat Basisgesetz vun 2004 just net vu Journalisten a Pressekaarten a sengem Intitulé schwätzt, mä e bësse feierlech vun der „liberté d'expression dans les médias“. Ee Begrëff, dee vill méi wäit gefaasst ass wéi dat, wat een ënner der einfacher journalistescher Aktivitéit versteet.

Et kennt natierlech net a Fro, datt een elo d'Fräiheet, fir sech an de Medien auszuedrücken, op d'Journaliste limitéiert, déi sech haaptberufflech mat der Information ofginn. Et ka jiddwereen an enger Zeitung, am Radio oder am Internet senger Meinung fräie Laf loossen, ouni datt hien duerfir offiziell ausgewisene Journalist muss sinn. Wat näischt aneschtens heescht, wéi datt een, dee gelegentlech oder souguer méi dacks an de Clavier oder zum Mikro gräift, net och e journalisteschen Akt setzt a sech duerfir genee geholl souguer Journalist nennen däerft, woumat d'Grenz tëschent engem Geleehtheitsauteur an engem haaptberuffleche Journalist natierlech total verwëscht géif, wat erëm duerfir net gutt wier, well deen, dee säi Brout mam Journalismus verdéngt, dach op gewësse Facilitéiten an op gewësse Rechter ugewisen ass, fir säi Métier uerdentlech kënnen auszeüben.



Fir deem Flou aus de Féiss ze goen, hat ÄR Mediëkommissioun sech mam Presserot behandelt a war mat him zesummen zur Konkusioun komm, datt et net duergeet, mat deem einfache Begrëff „Journalist“ ze operéieren, mä datt een e kloren Trennstrech täschent occasioneller journalistescher Aktivitéit a vollberufflech Journalismus zéie misst. Dat geschitt elo mat dëser Korrektur um Gesetz vum 2004, déi eigentlech nuren aus engem eenzegen, awer engem entscheidende Wuert besteet, nämlech dem Adjektiv „professionnel“. All Kéier, wann an Zukunft vu Journalist Rieds geet, sinn domat ausschliesslech Beruffsjournaliste gemengt, esou wéi se am Gesetz definéiert sinn. Allerdéngs net méi énnert der einfacher Bezeichnung Journalist, mä énnert dem vill méi präzise Begrëff „journaliste professionnel“.

Mat där Proposition war och de Statsrot d'accord. Deen hat allerdéngs an där enger oder anerer Detailfro en Hoer an der Zopp fonnt an duerfir gläich e puermol mat senger redoutablen Oppositions formelles gewénkt. Mä andeems si den Objectiounen vun där héijer Kierperschaft, souwuel an där hirem éischte wéi och an hirem zweeten Avis, Rechnung gedroen huet, mengt ÄR Kommissioun deenen Awänn d'Spëtz ofgebrach ze hunn, esou datt och de Statsrot elo wuel mam Endprodukt misst liewe kënnen. Wie sech fir d'Detailer vun dem Statsrot sengen Iwwerleeungen an och deene vun Ärer Kommissioun interessiert, deem sief d'Lecture vum schrëftleche Rapport empfuehl, dee méi genee op d'Argumenter an d'Géigenargumenter ageet, aus deenen dës Versioun um Enn vum Projet erausgefiltert ginn ass.

Well mat dësem Gesetz d'Notioun vum „journaliste professionnel“ gesetzlech verankert gëtt, huet och missen do, wou bis elo ëmmer nëmme vum Journalist tout court an den Texter Rieds gong, déi Präzisioun bägepecht ginn. Dat ass de Fall fir d'89er Versioun vum Gesetz iwwert d'Pressehëllef, déi hirersäits schon 1977 agefouert gi war. Do heescht et vun elo un, datt en Éditeur ënner anerem fënnf Journalistes professionnels haaptberufflech - dat kënnen der och sechs sinn, wann der zwee dovun nëmme halbzäitlech schaffen - beschäftege muss, fir an de Genoss vun där Ënnerstëtzung ze kommen, déi mat-hëlleft, de Pluralismus vun eiser geschriwener Press ze erhalen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Ofschloss erlaabt Dir Ärem Rapporteur, dee jo selwer e Véirelsjorhonnert laang zu där schriewender Zunft gehéiert huet, nach zwou méi kuerz perséinlech Bemerkungen.

Éischtens mengen ech,...

(Interruption)

Jo, esou al ass en, dee jonken, dynamischen Deputéierten, deen Dir gemengt hutt, Här Schiltz.

Éischtens mengen ech, datt mir et mat dësem Gesetz fäerdeg bréngen, d'Aspiratiounen vun der Press, fir sech an enger gréisstméiglecher Onofhängegkeet selwer ze reguléieren, ënner een Hutt ze bréngen mat dem Bestriewe vun darselwechter Press no offizieller Unerkennung duerch de Législateur. Mä et ass elo um Presserot, sech a senger Roll als déi moralesch Autoritéit vun de Journalisten ze confirméieren an dee Fräiraum, deen dëst Gesetz him bitt, ze notzen, fir de Beruff ronderëm op Qualitéit ze trimmen, sief dat am Beräich vun der berufflecher Aus- a Fortbildung, sief et, wat de Respekt vun den deontologesche Regelen ubelaangt.

An zweetens kann ech mer et net verbäissen unzehänken, datt zur gudder Lescht dach net de Fait, datt een eng Pressekaart an der Täsche huet, e gudder Journalist aus engem mécht. Et sinn um Enn dach nëmme d'fachlecht Kënnen, d'Kompetenz an d'Responsabilitéitsgefill, déi entscheidend sinn. Well ouni déi kann een deene moraleschen Ufuerderungen vun dësem ustrengenden, a grad dofir esou dëséine Beruff net gerecht ginn.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- An etheschen.

► **M. Lucien Thiel** (CSV), rapporteur.- Dir kritt och nach ethesch derbäigesat. Ganz gär, Här Braz.

Dat gesot, géif ech lech am Numm vun der Kommunikatiouns- a Mediëkommissioun recommandéieren, dësem Gesetz Äre Segen ze ginn. Den Accord vun der CSV-Fraktioun ass him jiddefalls elo scho gewëss.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Rapporteur Lucien Thiel Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agebroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schrëftleche Bericht. Besonnesch am schrëftleche Bericht sti ganz vill Detailer explizéiert. En huet och hei e puer Experiéenzen aus sengem fréiere Liewen als Journalist e bësse mat eragefleckt oder erageschafft an dee Rapport, wat jo ganz interessant ass. Ech kann duerfir e bësse méi kuerz sinn.

Et ass jo schon e bësse eppes Aussergewéinlech, wann d'Chamber no e puer Joer e Gesetz, dat se virun e puer Joer gestëmmt huet, erëm modifizéiert. Et ass awer an dësem Fall éischter eng Logik dra respektiv et ass eng Konsequenz dran, well wann ee kuckt an d'Debatte vum 2004 liest, hat deemools d'Chamber och eng Motioun gestëmmt, wou drastoung, datt soll innerhalb vun dräi Joer nom Vote vum Gesetz en éischte Bilan gemaach ginn an eventuell Korrekture virgeholl solle ginn.

Dat ass also am Fong geholl hei gemaach ginn. D'Chamber huet sech där Motioun uegholl. Oder et ass emol eng Kéier de Fall gewiescht, datt dann och d'Chamber eng Motioun respektéiert huet. A si hunn och an Zesummenaarbecht mam Conseil de presse festgestallt, datt sech an der Praxis verschidde Problemer gestallt hunn, verschidde Dispositiounen Schwieeregkeete gemaach hunn. Dat war virun allem déi Fro vum Titel oder Berufsbezeichnung vum Journalist an déi domat verbonne Journalistekaart, déi de Presserot vergëtt. Och datt huet de Rapporteur jo schon exposéiert. Ech ginn also net weider dorobber an.

Souwäit ech och déi Diskussiounen suivéiert hunn, waren et jo och Problemer, wou da Leit viru Geriicht gaang sinn a wou et dann eben och sënnvoll war, fir och déi Kompetenz vum Presserot vläicht besser ze definéieren, datt se zum Beispill d'Personnalité juridique kréien an och dann déi verschidde Instanze méi kloer definéiert gi sinn.

Elo hu mer also Ëmännerunge virgeholl. Et geet also virun allem drëms, fir déi Formulatioun vum Journaliste professionnel an d'Gesetz anzuschreien, wou dat klengt Wuert „professionnel“ den Ënnerscheid mécht a wou präziséiert gëtt, wat fir eng Konditiounen een da muss erfüllen, fir dann och d'Pressekaart ze kréien. Virun allem ass also hei och - wéi soll ech soen? - déi Erklärung, datt ee virun allem muss do säin Haaptrevenu, säi Revenu principal bezéien, fir sech da kënnen esou ze nennen.

De Presserot bestëmmt also mat deene Virgaben, wie sech hei zu Lëtzebuerg ka Journalist nennen. Oder elo opgrond vun deenen neien, méi präzise Formulatiounen kënnen si et dann och méi einfach hunn, fir d'Pressekaarten auszustellen. Ech hu gëschter gelies, datt ronn 460 Leit hei zu Lëtzebuerg betraff wiere respektiv datt déi dann elo och kéinten déi Pressekaart énnert där Form kréien.

Ech géif hei och ervirsträchen, datt de Projet a ganz enker Zesummenaarbecht mat dem Presserot ausgeschafft ginn ass, dee jo och e representatiivt Organ an deem Beräich ass, wat jo och nach eng Kéier am Gesetz vum 2004 festgehale gi war. A si hunn eis jo och ze verstoe ginn, datt si elo mat där neier Versioun keng Problemer méi hunn, datt do virun allem hire Problemer Rechnung gedroe ginn ass an datt si och domadder kënnen ganz zefridde sinn.

Meng Fraktioun kann och dësem Projet zoustëmme, wéi gesot, well e mat deem concernéierte Secteur ausgeschafft ginn ass a well eben dann och hei Schwaachstelle vum Gesetz ausgebigelt gi sinn.

Ech wéilt zum Ofschloss nach kuerz eng Remarque maachen, déi iwwert den Text erausgeet. Ech hat dës och schon an der Kommissioun gemaach. Si betrëfft dat, wat een op Däitsch „Informationsfreiheitsgesetz“ nennt, oder op Franséisch „Droit d'accès à l'information“.

Baséierend op d'Konventioun vun Aarhus ass eng Direktiv entstanen, déi och zu Lëtzebuerg muss ëmgesat ginn - se ass och schon zum Deel am Ëmweltberäich ëmgesat ginn - an déi et also de Bierger soll erméiglechen, Asiicht an Dokumenter vu Verwaltungen ze ginn, déi si betreffen oder déi d'intérêt général sinn. Dat concernéiert a mengen Aen och méi speziell d'Press, well si jo och eng Aufgab hunn, fir ze informéieren, ze recherchéieren. Si müssen also och d'Méiglechkeet kréien, schnell un Informatiounen ze kommen. An anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland, mä och an enger Rei aneren europäesche Länner ass dat da speziell an déi jeeuweileg Pressegesetzter ageschriwwen ginn.

Et wier also och hei d'Geleeënheet gewiescht, dëst elo an deem Gesetz hei nozebesseren oder och an d'Gesetz mat eranzeschreien, wou et jo ëm d'Flichten an awer och ëm d'Rechter vun der Press an de Journaliste geet.

Wann een elo déi Dispositiounen oder déi Propositionen kuckt, déi méi generell virgesi sinn, och an engem neie Gesetz, dat soll kommen, zum Accès à l'information, do ass et jo ënner anerem déi Proposition de loi Bodry, déi do soll weider op de Leescht geholl ginn, da geet do Rieds, datt esou Dokumenter, déi een da bei Verwaltungen kann ufroen, net dierfen diffuséiert oder kommerzialiséiert ginn.

Wann een dat also op Journalisten unwennt, heescht dat, datt si eigentlech hei e Maulkuerf ugedoe kréien. Dat heescht, datt si also net kënnen investigative Journalismus maache respektiv datt si och net kënnen Informatiounen, déi se och eventuell da géifen ufroen, bewäerten oder weiderginn. Dat schéngt mer contraire zur Iddi an zur Philosophie vum Pressegesetz.

Ech wéilt elo net en détail op déi Fro agoen, ech hat just do en interessanten Artikel vum Ines Kurschat am „Lëtzebuurger Land“ fonnt, deen heescht „Kampfansage“. Dat war am Abrëll 2009, wou dat e bësse méi en détail do explizéiert gi war. De Presserot, hunn ech do erausgelies, hat virun engem Joer nach méi dorobber bestan, fir och elo an d'Pressegesetz dat spezifesch Informationszougangsrecht fir Journalisten anzuschreien.

Bei där leschter Réunioun, déi mer haten, wéi mer duerno iwwert déi Amendementen diskutéiert hunn, war dann net méi esou Rieds dovunner. Ech hat och de Minister Biltgen doropshin an der Kommissioun ugeschwat, an hien hat gesot: De Presserot huet et jo net gefrot, da brauche mer et also och net dranzeschreien.

(Interruption)

Dach, Här Biltgen. Esou kann ech mech dat erënneren.

An och beim Neijoerspatt vum Premier, deen huet jo och du relativ Kloertext geschwat an en huet gesot, et géif guer net a Fro kommen, datt esou eppes an d'Pressegesetz géif ageschriwwen ginn, dont acte. Ech mengen, datt schéngt also dem Presserot elo net méi weider en Uleies ze sinn. Ech mengen awer, datt hei d'Geleeënheet verpasst ginn ass, fir e wichtegt Recht fir Journalisten an hiert Gesetz anzuschreien.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agebroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Här President, d'Gebitt vun der Fräiheet vun de Medien ass e ganz sensibel an delikat Gebitt, wat och am Ausland ganz staark observéiert gëtt. De Bewäis derfir ass, dass eng kleng Affär am Mediëberäich zu Lëtzebuerg

derzou gefouert huet, dass Lëtzebuerg, wat an dem Klassement vun der Pressefräiheet vun de Reporters sans frontières 2008 op éischter Plaz war, op déi 20. Plaz am Joer 2009 zrëckgefall ass, wéinst där Affär „Contacto“. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zrëck.

Just dat, fir ze weisen, dass déi Regeln, déi mer ons ginn, fir d'Fräiheet vun der Press, vun de Medien insgesamt ze schützen, extrem wichteg sinn an enger Gesellschaft an dass se musse wierklech op de Punkt observéiert ginn.

Trotzdem muss een am Kader vun dësem Projet drun erënneren, dass mer am Gesetz vum 2004 en aalt Gesetz vum 1869 ersat hunn. Mir hunn eigentlech eng repressiv Pressegesetzgebung ersat duerch eng positiv, offensiv, fräiheetlech Gesetzgebung. Dat war och 2004 an dëser Chamber eestëmme esou uegholl ginn. An et war ganz bestëmmt ee ganz wichtegt Gesetz vun dësem Jorzéngt, well et jo och ganz enk mat der Profession deemools ausgeschafft ginn ass.

Ech wéll drun erënneren, dass déi Motioun do, déi deemools den 13. Mee 2004 hei vun der Chamber uegholl ginn ass, déposéiert vum deemolege Rapporteur Laurent Mosar, e puer Punkten ervirgestrach huet, wou et gutt ass, dass ee sech drun erënneren an dass een dat am Kapp behält, och fir déi weider Evolusioun vum Pressegesetz.

Dat eent, dat ass zum Beispill dee Code de déontologie, deen de Presserot sech jo 2006 ginn huet, opgrond vun dem Gesetz vum 2004. An ech wéll trotzdem drun erënneren, dass dat, wat an deem Code de déontologie do steet, ganz largement och am Gesetz steet.

Et war 2004 eng Diskussioun, den Här Rapporteur a President wäert sech dorunner erënneren, ob een déi deontologesche Considératiounen sollt an d'Gesetz setzen oder an e Code. Deemools ass natierlech gesot ginn: Mir loosse et an dem Gesetz, well esou e Code eigentlech keng Force de loi huet, well mer nach net verfassungsméisseg déi Regelungen hunn, fir dat ze erlaben. Dat ass jo dann och geschitt.

Fir op déi Affär „Contacto“ zrëckzkommen, déi awer interessant ass. Do ass jo eng Perquisitioun an de Lokaler vum „Contacto“ gemaach ginn. An déi Perquisitioun ass higaangen, fir Quelle vun engem Journalist fir en Artikel an deem „Contacto“ ze sichen. Do hätt jo dann och missen de President vum Presserot derbäi sinn. An ech mengen, wann een elo den Text vun dem Gesetz ganz genee kuckt, da kann ee sech d'Fro stellen, ob hei wierklech de Quellschutz, esou wéi en am Gesetz ass, esou observéiert ginn ass.

Sécher ass de Code de déontologie, wéi och de Minister vun der Kommunikatioun a senger Fro op eng Question parlementaire vum Laurent Mosar geäntwert huet, näischt, wat elo, wéi ee seet, il n'a aucune valeur légale. Dee Code de déontologie „n'est pas opposable aux instances judiciaires“. Nach muss een trotzdem soen, dass am Pressegesetz déi Elementer vum Code de déontologie dra sinn, an ee sech Froe stelle kann, ob een esou eppes konnt maachen, wéinst eben dem Schutz vun de Quellen, déi am Gesetz vum 2004 festgehale sinn.

Just deen Element do, dat ass just, fir ze weisen, dass esou e Pressegesetz mat esou wäitgehende Prinzipien elo och an der Gesellschaft muss ukommen, dass en och vun all deene Leit, déi domat kënnen ze dinn hunn, muss akzeptéiert ginn.

Ech wéll och nach soen, dass an där Motioun drastoung, dass sollt no dräi Joer eng Evaluatioun geschéien. Et ass mer net bekannt, dass déi Evaluatioun esou geschitt ass. Dat Gesetz 6037, wat mer haut sollen ofstëmme, ass am Fong geholl eng Adaptatioun vun e puer méi Detailpunkten. Mä déi Evaluatioun misst een och wierklech eng Kéier maachen. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Conseil de presse och ganz staark dorunner interesséiert wär, fir dat ze maachen.

Ech wëll och nach drun erënneren, dass mer - an den Här Berger huet et och scho gemaach - och nach iwwert den Accès à l'information eng Aufgab hunn. Den Här Bodry huet virun enger Partie Joren eng Proposition de loi 4676 virgeschloen. Ech erënnere mech och drun, dass den Här Statsminister an den zwou Riede vum État de la Nation doriwwer Remarquë gemaach huet an dass dat och e wichtegt Element ass vun der Aarbecht vun de Medien an enger fräier Presse- a Mediëlandschaft. An dofir misst ee sech och eng Kéier de Courage huelen, fir erëm déi Proposition de loi... oder d'Regierung op jidde Fall Propositionen op deem Gebitt do virleeën.

Ech wëll och soen - an dat wëll ech hei ennersträchen -, dass de Presserot selwer vill Hausaufgabe gemaach huet. En huet 2006 dee Code de déontologie gemaach, opgrond vun deenen Dispositionne vum Gesetz, och mat enger Partie Commentaires, déi ganz interessant sinn. En huet och déi Commission des Plaintes 2006 agestallt.

En huet och eppes gemaach, wat ech ganz interessant fannen. Déi Arrêten, déi déi Commission des Plaintes iwwert Différenden mécht, déi an der Press tëschent de Plaignanten an der Press selwer festgestallt ginn, gi public gemaach. Sait 2009 kann een déi also och op dem Site vum Presserot kucken.

En huet och säi Règlement d'ordre intérieur nei gemaach. A mir maache jo och hei elo an deem Gesetz eng Partie Modifikatiounen iwwert d'Komposition vum dem Büro vum Conseil de presse.

Ech mengen, et ass gutt, dass d'Profession, dass also déi Leit, déi mat deenen Instrumenter schaffen, och permanent déi Instrumenter weiterentwickelen. An ech mengen schon, dass d'Politik drun interesséiert ass, fir dat positiv ze accompagnéieren. Ech mengen, dat hu mer jo och an där Aarbecht gewisen, déi mer an der Kommissioun op deem Gesetz gemaach hunn.

Ech ginn net weider op d'Detailer vum Gesetz 6037 an. Den Här Rapporteur, deem ech och Merci soe fir seng Aarbecht, säi mëndlechen a schrëfleche Rapport selbstverständlech, ass dorobber agang.

Ech wëll trotzdem drop hiweisen, dass dëst Gesetz hei 6037 e bëssen eng Schweregeburd war. Mir hunn zweemol eng Navette mam Conseil d'État gehat. An de Conseil d'État, deen huet Oppositionformell gemaach, besonnesch och op dem Aspekt vun der Obligatioun fir d'Pressekaart, fir Journaliste professionnel ze ginn. Et ass du schlussendlech grosso modo bei där aler Fassung vum Gesetz vun 2004 bliwwen. Esou dass also déi Contrainte, déi am Fong geholl gewënscht war, net agetratt ass, an dass do déi Situation e bësse méi op ass.

Dat sinn déi puer Remarquen, déi ech zu deem Gesetz wollt maachen. Nach eng Kéier: Ech fannen et sécher e wichtegt Gesetz, mä ech fannen et nach méi wichteg, dass mer och regelméisseg, ech mengen och an der Kommissioun, iwwert d'Exekutioun vun deem wichtige Gesetz vun 2004 zesumme mat der Regierung kucken, wann do weider Adaptatiounen ze maache sinn.

Well d'Mediëwelt geet ëmmer weider, ob dat elo d'Printmedië sinn oder och déi elektronesch Medien. Do geschéien andauernd nei Saachen, do kommen andauernd nei Entwécklungen vun Informatioun, mä och vun Infotainment, vun der Manéier wéi een d'Leit wëllt beaflossen an informéieren. Dofir musse mer permanent un deenen Instrumenter schaffen, fir dass mer als Gesellschaft au diapason mat där Entwécklung sinn an déi och kennen esou encadréieren, wéi dat enger demokratescher Gesellschaft entsprécht.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Här President, de Statsrot hat a sengem éischten Avis bedauert, datt keng allgemeng Analys vum Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Liberté d'expression an de Medië gemaach ginn ass. Mir hunn dat eigentlech och bedauert. A wann ech den Här Fayot richtig verstane hunn, huet en am Fong deeselwechte Point de vue, datt eben déi Analys net gemaach ginn ass.

Mir hunn eis hei effektiv just op e puer Punkte beschränkt. D'Definitioun, wéini kann ee sech als Journalist bezeichnen?; wéi kann een d'Beruffsbezeichnung vum Journalist schützen?; wéi sollen d'Méiglechkeete vum Recours ausgesinn, wann een als Journalist d'Journalistekaart refuséiert kritt?; an datt de Presserot d'Personnalité civile unerkannt kritt, sinn d'Objete vun deem Gesetz.

Ech wëll dann och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Thiel, Merci soe fir säi mëndlechen a säi schrëfleche Rapport, wou hie prezis den dach awer relativ holperige Wee vun deem Gesetz, wat mer eigentlech als ganz simpel ugesinn hunn, beschriwwen huet. Mat holperigem Wee mengen ech déi vill Oppositions formelles vum Statsrot.

Déi Gréng hätten, grad wéi de Statsrot, och iwwer aner Aspekter vum Pressegesetz matdiskutéiert. Mir haten et och an der zoustänneger Kommissioun - den Här Berger huet et och scho gesot; mir waren zesumme -, wou mer den Zougank vun de Journalisten zu Informatiounen vu Statsdénsgchter zur Sprooch bruecht hunn. Well awer weder den zoustänneger Minister nach de Presserot selwer en Interessi gewisen hunn, dee Punkt an dëst Gesetz mat ze integréieren, war d'Diskussioun eriwwer, ier se richtig ugefaangen hat.

Här President, déi gréng Fraktioun bedauert, datt net méi an deem Gesetz steet, wéi eben drasteet. Et steet awer och näischt dran, wou mer missten eng Opposition formelle maachen. Duerfir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Jean Colombero

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Här President. Här President, wann Der erlaabt, ech wëllt gär hei eng Motioun déposéieren, ier ech ufänken. Et geet em d'Nationalstrooss RN7, Nordstrooss, déi...

(**Brouhaha général**)

Jo, wann ech gelift! Ech gi se nëmmen of.

(**Brouhaha général**)

Jo, jo, reegt lech net op! Ech gi se nëmmen of.

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.** - Den Här Kaes léisst dat do net zou!

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. le Président.** - Här Colombero, da gitt mer elo déi Motioun an da kommt Der zum Sujet vum Dag!

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Jo, ech gesinn, et ass ganz kritesch. Ech schwätzen eng aner Kéier doriwwer, Här President. Merci.

(**Hilarité**)

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant que la route nationale RN7 (E421) est le théâtre de nombreux accidents graves;*

- *considérant que cet axe européen arrive à saturation;*

invite le Gouvernement

- *à porter la RN7 à deux fois deux voies de circulation, séparées par un mur californien, entre Wempehard et Colmar-Berg;*

- *à construire toutes les voies nécessaires pour éviter les agglomérations se trouvant le long de cet axe routier;*

- *à mettre en place une voie d'évitement («bypass») au rond-point Fridhaff;*

- *à faire construire les ouvrages d'art nécessaires pour éviter toutes les bifurcations par la gauche;*

- *à intégrer toutes ces mesures dans le plan sectoriel «Transports».*

(s.) *Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.*

Op jidde Fall, Merci, Här Kaes, fir d'Petitioun, mä ech wollt lech rappelléieren, dass et ganz wichteg fir d'Regierung ass, do eppes ze ennerhuelen.

6. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite)

Discussion générale (suite)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëlle mir dem Rapporteur, dem Här Thiel, Merci soe fir dese mëndlechen a schrëfleche Bericht. Dëst Gesetz gesäit verschidde punktuell Adaptatiounen vir, verschidde Virschléi, mat deenen de Conseil de presse averstanen ass, esou dass mir den Accord zu dëser Virlag wäerte ginn.

Ob et elo wichteg ass, fir eng Pressekaart ze hunn, oder net, dat steet op engem anere Blat. Vill méi wichteg ass d'Roll, déi d'Press an engem demokratesche Land muss spillen.

Wat ass eng fräi Press? Sécherlech ass dat net eng neutral Press, mä éischer eng pluralistesche Press, wou all Zorte vu Meinungen kënnen vertruete ginn, an d'Pressehellé ass wichteg fir d'Iwwerliewe vu verschidde Presseorganer. Et gëtt keng Demokratie, ouni eng fräi a pluralistesche Press. Ech gebrauchen hei den Term vun „watchdogs of democracy“.

Fundamental ass d'Protection des sources, an hei erënneren ech un den Arrêt Goodwin vun 1996, wou de Journalist refuséiere kann, fir d'Informanten ze zitieren a se soumat schützen kann. Mir hunn dat och am Pressegesetz drastoen, mä leider gouf et awer Fäll, och hei zu Lëtzebuerg, wou dat net respektéiert gouf, an d'Justiz sech doriwwer ewechgesat huet. Ech erënneren hei un déi zwou bekannt Affären, d'Affär Rob Roemen géint de Michel Wolter an d'Affär Contacto, wou et zu Perquisitiounen kumm ass.

Wat brauch e fräie Journalist nach? Den Här Berger huet gesot, hie brauch den Accès zu den administrativen Donnéeën an de Verwaltungen, wéi et Usus ass an de skandinavesche Länner. Wann de Secteur public Donnéeën huet, da mussen déi accessibel sinn. Hei zu Lëtzebuerg hänke mir nach hannendran. Do soll ee Gesetz an der Maach sinn. Offiziell hu mir awer nach keen Accès un déi administrativ Donnéeën. Ech erënneren do un d'Affär Mouvement écologique géint de Minister Krecké. Ech wollt dann de Minister froen, wéi wäit dass mer an deem Projet do sinn.

Eng aner Fro, déi ech wëllt stellen, ass déi heiten: Ass den Ukas Santer definitiv opgehewen oder besteet deen nach? Bekanntlech goufen hei d'Fonctionnaire gebieden, keng Informatiounen méi erauszeginn, ouni dass de Minister säin Accord sollt ginn.

► **Une voix.** - Wou ass de Sujet?

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Schliesslech ass dat drëtt wichtegt Element, dass d'Fräiheet vun der Expressioun am Équilibrium muss si mat dem Schutz vun den individuelle Rechter. Hei besteet dann e Flou, well et keng legal Definitioun vum Privatliewe gëtt, an d'Grenz tëschent dem öffentleche Liewe vun engem Politiker zum Beispill mat sengem private Liewen ass schwéier ze definéieren.

Mir begrëssen, dass d'Décisiounen vun der Commission des plaintes publizéiert ginn, a mir mengen, dass d'Sanktiounen, wa se ausgesprach ginn, méi effektiv solle sinn.

Dës Punkten, wéi gesot, si méi wichteg, wéi de Fait fir eng Pressekaart ze hunn

oder net. Wéi geféierlech et fir e Journalist ass, beweist dat rezent Beispill vun italienesche Verteidigungsminister. E freelance Journalist wollt dem italienesche Premier eng Fro stellen, ouni säin Tour ofzewaarden. Hien ass fir d'éischt ofgewise ginn. Dunn huet en insistéiert. Du gouf e vum Verteidigungsminister mam Kolli geholl an aus dem Sall erauskomplimentéiert. Déi zwee Personagé gesi sech beim Riichter erëm. Esou eng Situatioun ass hei zu Lëtzebuerg net denkbar, mä an Italien schloen d'Auere bekanntlech aneschtens.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Partei.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Colombero Merci. Dann ass als Nächste den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech mengen net, ech hat net den Androck, dass mer hei nëmmen eng punktuell Ännerung vun engem Gesetz hätten, sondern ech hunn den Androck, dass mer hei wichteg Prezisiounen agefouert hunn, déi onbedéngt gefeelt hunn. An dat ass natierlech un alleréischer Stell déi Definitioun vum Journaliste professionnel an domadder op d'mannst indirekt och d'Protektioun vun deem Titel.

Ech mengen och, dass et eng vernünfteg Léisung no villem Hin an Hier war, de Journaliste professionnel esou ze definéieren, an d'Konditioun, Journaliste professionnel mussen ze sinn, fir eng Pressekaart ze kréien, festzehalen, mä net emgedréit. Dat heescht also, net mussen eng Pressekaart ze hunn, fir kënnen professionnelle Journalist ze ginn, well et jo och där gëtt, déi, aus welleche Grënn och ëmmer, ënner Émstänn vläicht déi Pressekaart guer net wëllen.

Richtig a kohärent ass et och, dass de Presserot d'Personnalité juridique, d'Personnalité civile kritt, well en déi Pressekaart vergëtt, dat heescht, well also do dann och Contestatiounen méiglech sinn. An ech mengen, och déi Léisung, dass et de Presserot ass, dee bedeelegt ass, et awer en onafhängeger Magistrat ass, dee presidéiert, ass déi richtig a vernünfteg Léisung an där Fro.

Ech bedauern awer och, dass mer vun der Geleeënheet net profitéiert hunn, fir eng allgemeng Diskussioun iwwer eist relativ aalt - relativ aalt, mat der Entwécklung, déi haut ganz schnell geet - Pressegesetz, déi Reflexioun ze féieren, wou dann och d'Fro vun dem Accès zu den Informatiounen bei de Verwaltungen an esou weider, déi den Här Berger ugeschnidden huet, wou déi Fro dann och misst behandelt ginn.

Ech hunn eng prezis Fro mer gestallt, wéi ech d'Gesetz gelies hunn: Wéi gesäit et aus mat de Journalisten aus dem Ausland a mat deenen hire Rechter, wa se eng eege Kaart hunn aus dem Ausland? Dorop kann entweder de Rapporteur oder de Minister vläicht kuerz äntworten.

Dann en Ofschlosswuert ganz allgemeng: D'Pressefräiheet ass net nëmmen en zentral Biergerrecht, mä ass och eng zentral Viraussetzung fir eng oppen, demokratesch Debatt. Dat bedeit awer dann, dass de Pluralismus muss ofgeséichert ginn, an de Pluralismus, deen däréi awer net eleng doranner bestoen, dass et eng Rei vu Presseorganer gëtt, déi alleguerte méi oder wéineger no bei enger bestëmmter politescher Partei stinn. Dat soll wuel net ausgeschloss ginn, mä domadder ass awer d'Fro vum Pluralismus net ofgedeckt.

An ech mengen, dass ee scho muss feststellen, dass mir hei zu Lëtzebuerg relativ wéineg, am Ennerscheed awer zum Ausland oder zu verschidde Länner aus dem Ausland, awer relativ wéineg wierklech onafhängeg, an deem Sënn parteipolitesch wierklech onafhängeg Presseorganer hunn. Dat ass einfach eng Feststellung. Dee Prinzip vun der Meinungsfräiheet, dee leet natierlech dem Journalist op där enger Säit eng grouss Verantwortung op, verlaangt awer vun der Gesellschaft och eng grouss Protektioun vun deem Journalist.

Da wëll ech awer eppes betounen, wat haut nach kee gesot huet, eng Protektioun



vum Journalist net nëmme par rapport zu méigleche staatlechen Agrëff, sondern och eng Protektioun vum Journalist par rapport zu dem Propriétaire vu Presseorganer. Deen Aspekt ass haut nach net ugeschnidde ginn. Dee stellt sech bei eis méiglecherweis e bëssen anescht wéi an anere Länner. Et ass awer fir mech en entscheedende Punkt. An ech mengen, dass dee Punkt onbedéngt och an enger allgemenger Diskussioun iwwer eist Pressegesetz misst nach eng Kéier opgegraff ginn.

► **Une voix.**- Très bien.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An elo hunn ech nach als age-droene Riedner den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass wichteg, dass mer den Text vun haut stëmmen. Mä erlaabt mer d'Wuert ze ergräifen, fir e spezifesche Fall vu Lëtzebuerg ze ernimmen.

Mir hunn eng Press gehat, déi bis elo eng objektiv Press war, déi, och wann een de Code de déontologie gekuckt huet, dee respektéiert huet. Ech hunn eise Code de déontologie hei vun der Lëtzebuurger Press gekuckt. Ech hunn en anere fonnt, dat ass d'Charte de Munich, deen ass méi kuerz. Dofir hunn ech mer erlaabt, deen ze huelen, well deen huet zéng Artikelen. Do sinn einfach «Les dix devoirs de la charte» vum Journalist:

Artikel 1: «Respecter la vérité quelconque puissent être les conséquences pour lui-même, et ce à raison du droit que le public a de connaître.»

Artikel 2: «Défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique.»

Artikel 3: «Publier seulement les informations dont l'origine est connue, ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent.»

Artikel 4: «Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.»

Artikel 5: «S'obliger à respecter la vie privée des personnes.»

Artikel 6: «Rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte.»

Artikel 7: «Garder le secret professionnel et net pas divulguer la source d'information obtenue confidentiellement.»

Artikel 8: «S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation, les accusations sans fondement.»

Artikel 9: «Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui de publicitaire ou du propagandiste. N'accepter aucune consigne directe ou indirecte des annonceurs.»

Artikel 10: «Refuser toute pression. N'accepter de directives rédactionnelles que des responsables de la rédaction.»

Här President, dat do si Regeln, do si mer eis eens, déi e Journalist ze respektéieren huet. Mir hunn awer leider säit e puer Joren hei zu Lëtzebuerg eng Press, an ech muss lech soen, wann ech déi zéng Artikelke kucken, weess ech net, ob se iwwerhaapt ee respektéieren.

► **Une voix.**- Ech och net.

(**Interruptions**)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- «Respecter la vérité», kennt déi Zeitung net. «Publier seulement les informations dont l'origine est connue», kennt déi Zeitung net. «Ne pas utiliser de méthodes déloyales pour obtenir des informations», kennt déi Zeitung net. «S'obliger de respecter la vie privée des personnes», kennt déi Zeitung net. «S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation», kennt déi Zeitung net.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- «Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui de propagandiste», kennt déi Zeitung net.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- «Refuser toute pression et n'accepter de directives rédactionnelles que des responsables de la rédaction», kennt déi Zeitung net, well do ass een, dee seet, wat d'Leit solle schreiwen.

Här President, ech hoffen,...

(**Interruption**)

...ech wëll just soen, Här President, dass ech hei muss soen... Ech ginn lech nach e puer Beispiller: Wann ee bei d'Eltere vun engem telefonéiert oder laanschtgeet a seet, et géif ee gären eng Iwwerraschung maachen, oder et wier ee geschéckt gi vun enger Persoun, wat gelunn ass a wat eng Zuel vun eis heibannen erlieft hunn, fir u Fotoen ze kommen an Informatiounen iwwert d'Kandheet vun engem Politiker.

Wann ee sech erlaabt, bei engem Offiziéier, dee sech ëmbruecht huet, bei seng Fra zwee Deeg duerno ze goen an ze soen, et wier een e Schoukolleeg vun him gewiescht. Wann ee sech erlaabt, bei de Bäcker vis-à-vis schellen ze goen, fir ze froen, wéi eng Mëtschen een all moies keeft, dat nennen ech kee Journalismus!

(**Interruption**)

Dat nennen ech kee Journalismus, Här President!

Wann ee sech erlaabt, op Facebook d'Fotoe vun deem engen oder vun deem aneren einfach ze printen. Wann ee sech erlaabt, Saachen an d'Welt ze setzen, déi net stëmmen an emol net gekuckt gëtt, ob se stëmmen. Wann ee sech erlaabt, Fotoen à l'insu vun de Leit ze huelen an ze publizéieren. Wann ee Saache schreift iwwert d'Privatliewe vun deem engen a vun deem aneren, d'Haiser fotografiéiert a publizéiert, dat nennen ech kee Journalismus, Här President!

Déi gi sech awer, an do ass meng Fro, als Journalisten aus, Här President. Déi Leit gi bei d'Leit schellen, andeem se Visitekärtercher hunn a soen, mir si Journalist. Ech nennen dat net Journalist. An do-wéinst, Här President, insistéieren ech, dass d'Chamber d'Regierung invitéiert, dass den Ënnerscheid gemaach gëtt tëschent engem Journaliste professionnel an engem Journalist, deen den Numm net verdéngt huet, esou genannt ze ginn, mais a contraire e Rapporteur, e Colporteur an e Calomnieur, deen nëmme Sauereien iwwert deen een oder deen anere schreift!

Ech akzeptéieren dat net, an dowéinst wier ech frou, Här President, wann hei aus dëser Debatt eraus, an och en Appel un d'Regierung, dass eng Campagne gemaach gëtt, dass gesot gëtt, wat Journalismus ass, wat professionnelle Journalismus ass a wat de Rescht ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Bravo!

(**Applaudissements**)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, an elo kritt de Kommunikatiounsminister François Biltgen d'Wuert.

(**Brouhaha et hilarité**)

Ech géif lech bieden, elo dem Här Biltgen nozelauschteren!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(**Interruptions**)

Entschëllegt, et sinn der nach e puer amgaangen.

Wéi laang hunn ech?

► **M. le Président.**- Ma, Dir hutt eng Véirelstonn.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat den Här Bettel elo zum Schluss gesot huet, dat ass eigentlech de ganzen Objet vun dësem Projet de loi gewiescht, nämlech fir ganz kloer ze soen, wien dann e Journaliste professionnel ass a wie sech och un déi néideg Regeln hält.

Déi ganz Diskussiounen, déi mer haten, notament mam Statsrot, hunn ëmmer erëm dorop higewisen, wou d'juristesche Schwierigkeete leien, fir dat ze maachen, an enger Welt, wou d'Liberté d'expression ee vun de grousser Prinzipien ass. Duerfir wëll ech e bëssen Historique maachen, ier dass ech op de Projet de loi selwer kommen an déi Froen, déi hei opgeworf goufen.

Ech hat heiansdo haut d'Gefill, dass verschidde vun de Kolleegen nach e bës-

selchen an där uraler Welt waren, nämlech vun eise virleschte Pressegesetz aus dem 19. Jorhonnert, wou et drëm gaangen ass, d'Press ze kontrolléieren. Ech hunn ëmmer Problemer, wa gesot gëtt: Elo musse mer kucken, wat d'Ausrichtung vun der Press ass. Ass se objektiv oder steet se engem no? Wiem gehéiert se?

D'Press muss kënne fräi sinn! An déi Illusioun ze mengen, et kéint ee sougenannt objektiv Presse maachen, wou d'Leit keng Meenung hätten, dat ass eng falsch Meenung. D'Leit, déi Press maachen, mussen eng Meenung kënnen hunn. D'Presse d'opinion ass eppes, wat wesentlech d'Demokratie ervirbruecht huet.

Wat ech méi geféierlech fannen, dat ass, wann et ënnerschwellig Opiniounen gëtt, déi sech net kloer nennen. Mä mech huet et ni gestéiert, wann ech weess, déi Zeitung huet déi dote Ligne éditoriale. Si versicht esou vill wéi méiglech ze informéieren, mä si hält hir Ligne éditoriale.

Grad dat war d'Diskussioun, déi mer haten, ier dass mer zum Pressegesetz vun 2004 koumen. Mir haten dee Moment e Gesetz aus dem 19. Jorhonnert, wat e repressiivt Gesetz war. D'Press, d'Fräiheet vun der Press war eigentlech éischer d'Exceptioun wéi d'Regel. A wat mer gemaach hunn, dat ass gekuckt, d'Regel ze maachen.

Den Historique war och esou, dass ganz vill Drock gemaach ginn ass vun där d'ärzäiteger majoritärer Journalistevereenigung an hirem Rechtsberoder, fir esou vill wéi méiglech vun de Précepté vum Conseil de l'Europe ze iwwerhuelen, wat eng modern Liberté d'expression ubelaangt. Sou dass mer effektiv an deem Projet de loi, dee mer hei der Chamber virgeluecht hunn, relativ an den Detail gaange sinn, och vu Rechter a Flichte vun der Press.

Et ass eréischt zum Schluss vun der Diskussioun, an ech mengen, Äre President ka sech gutt erënneren, well e Rapporteur ass, wou vun der Press selwer, notament vun den Éditeure gesot ginn ass: „Majo, dat ass alles schéin a gutt, wat Der wëllt, mä sollt Der dann net der Press selwer méi Autonomie loossen an d'Press selwer dat regelen loossen? Soll net d'Press sech organiséieren, hir Deontologie organiséieren, amplaz dass de Gesetzgeber dat mécht?“

Dat huet eis dozou bruecht, dass mer eng Partie Amendementen zesummen ausgeschafft hunn - ech ka mech jo gutt erënneren, vu dass ech jo deemools schon en charge war an zu den Auteurs gehéiert hu vun deem Pressegesetz - an dass eng Motioun gestëmmt ginn ass, déi just Folgendes gesot huet, an dat wëll ech hei widderhuelen: Dass et net soll un der Regierung sinn, an net soll un der Chamber sinn an éischer Linn, mä scho guer net un der Regierung, fir elo grouss ze definéieren, wat d'Suerge vun der Press sinn, mä dass mer sollen de Conseil de presse schaffe loossen, op dee waarden, deem seng Suggestiounen ophuelen, a wann dee Suggestiounen mécht, op déi agoen an dorobberhin d'Gesetz selwer délestéieren an dem Conseil de presse méi Autonomie ginn.

Dorunner hu mer eis och zënterhier gehalen. Dat huet och den alen an erëm neie Minister vun der Press dozou bruecht, fir ze soen: „Ech wëll elo net vun uewen erof den Avis vum Statsrot kommentéieren. Kommt, mir kucke mam Conseil de presse zesummeschaffen.“ Ech mengen, dat huet Är Kommissioun mam Président-rapporteur Lucien Thiel ganz gutt gemaach. Dir hutt selwer de Conseil de presse gehéiert, de Minister huet en och gehéiert. Mir sinn zesummen iwwregens bei de Statsrot gaangen, deen eis zesummen invitéiert huet, fir och do d'Souciens ze erklären, a mir hu versicht, eppes ze maachen, fir den Titre professionnel no vir ze bréngen.

Genee dat, wat de Conseil de presse wollt, ass net duerchkomm. Wéinst enger ganzer Partie vu juristesche Problemer, wou ech och de Statsrot verstinn. Well mer de Conseil de presse, wéi en elo funktionéiert, net tel quel kënne gläichsetze mat engem Conseil de l'ordre vun den Affekoten oder vun anere Professions réglementées.

Mir hunn awer elo emol den Titre professionnel geschützt. Wuel ass et net, kann

een net soen, wann een d'Kaart net huet, da kann een net Titre professionnel sinn. Et kann een awer dovunner ausgoen, dass een, deen d'Kaart huet, sech un d'Deontologie hält, an dass et och wichteg ass, dass mir zesummen, a virun allem de Conseil de presse, dee schon ugefaangen huet, dat ze maachen, Reklamm maachen. Dass, wann ee kënnt an e schellt un der Dier a seet „Ech si Journalist“, d'Leit de Reflex hunn, fir ze soen: „Ma da weis mer emol deng Kaart, ob s de dat och méchs!“

Mir kënnen an enger zweeter Phas nach weider nobesseren. Dat wëlle mer awer nëmmen zesumme mam Conseil de presse maachen.

Woufir steet de Code de déontologie elo net am Gesetz? Well e keng Base légale huet, well et en Akt ass, deen ausgeschafft gouf vum Conseil de presse, deen awer keng Valeur légale huet, well en net am Mémorial bis ewell publizéiert gouf, well de Conseil de presse dat och bis elo, aus enger ganzer Partie Grënn, net gefrot huet. Dat ass eng Fro, déi een duerno muss weiderdiskutéieren mam Conseil de presse, fir ze kucken: Soll een net eng Kéier dohinnergoen, dass de Code de déontologie géif publizéiert ginn am Mémorial an doduerch de Code de déontologie, wéi bei den Dokteren, eng Valeur légale hätt? Da kënne mer e vill méi mat eranhuelen an all déi Froen, déi do sinn.

Déi Froen, déi den Här Bettel opgeworf huet, déi sinn absolut richtig. Et gëtt där Beispiller ganz vill. Mir hunn och eng ganz Partie diskutéiert. Mir hu versicht, d'Gesetz vun 2004 ze dépenaliséieren. Mir hunn esou mann wéi méiglech Droit pénal gemaach, fir eben de Journalist fräi schaffen ze doen, wat da mat sech bréngt, dass eng Partie Normen dra sinn, déi net stroferechtlech geahnt ginn; déi kënnen zivilrechtlech geahnt ginn, awer net stroferechtlech geahnt ginn.

Elo ginn et der, déi hale sech net dorun. Do kann effektiv, obwuel de Plainten zum Beispill sinn, wa Fotoe gewise gi vu Jonken, déi sech ëmbruecht hunn, oder esou. Dat ass eigentlech verbueden. Et ass awer keng stroferechtlech Bestëmmung drop, well mer dovunner ausginn, dass mer eng responsabel Press hunn, déi sech dorun hält. De Problem ass, wann natierlech ee sech elo net dorun hält, kann dat net stroferechtlech verfollegt ginn.

Mir mussen natierlech dann och oppassen, dass mer elo net opgrond vun Deviativen, déi kommen, op eemol erëm dat ganz Pressegesetz penaliséieren an doduerch de seriöse Journalist erëm ënner Drock setzen.

Duerfir, mengen ech, ass haut e ganz wichtige Schrëtt, dee mer maachen. Dat ass guer net esou „anodin“, wéi dat ausgesäit. Et ass doudsicher net de leschte Schrëtt, dee mer musse kucken, fir dass mer hei eng responsabel Press, ech wëll net soe kréien, mä behalen, well mir hunn... Ech kommen elo vill am Ausland erëm. Gitt emol e bësse kucken, wat do alles publizéiert gëtt! Ech muss awer soen, dass, och wann ech emol ëmmer erëm moies opstinn a mech schrecklech opreegen iwwert dat, wat ech an där enger oder an där anerer Zeitung lesen. Ech mengen, et ass bal keng, wou ech mech ni driwwer opgereegt hunn,...

(**Interruption**)

...keng, wou ech mech nach net driwwer opgereegt hunn. Mä da soen ech, dass mer awer hei zu Lëtzebuerg eng responsabel Press hunn. An dat ass och dat heiten.

Duerfir wëll ech och soen, déi Kritiken, déi hei komm sinn, elo hätt missen d'Regierung e Bilan maache vum Pressegesetz. Ech soen lech, dass ech refuséieren, dat ze maachen. Wann de Conseil de presse wëllt e Bilan maachen, ass et um Conseil de presse. Ech wëll net, dass mer heihinner kommen an Diskussiounen, egal wéi gutt se geméint sinn, dass mer hei op eemol italienesch Diskussiounen féieren iwwert d'Press. D'Regierung soll sech eraushalen. Et ass net un der Regierung, e Bilan ze zéien. Et ass um Conseil de presse, de Bilan

ze zéien. Et ass um Conseil de presse, eis hei mat Iddien ze fidderen. An dat solle mer an Zukunft maachen.

Dat ass déi Motioun, déi Dir gestëmmt hutt hei an der Chamber! Deemoos. Net jiddweree war derbäi. Eng Partie sinn net méi derbäi. Ech mengen awer, dass, wann net eng nei Motioun kënnt, déi Motioun nach ëmmer richtig ass, an dass mer eis och dorunner sollen halen. Domadder si mer bis elo gutt gefuer an dësem Land. Mir sollen och weider esou goen.

Duerfir e puer Äntwerten nach op parti- culière Froen. Mä dat doten ass fir mech den Haaptsubjekt, dass mer mussen dëst Gesetz emol benotzen, weider diskutéiere mam Conseil de presse, wéi mer kënnen op deem Niveau weidergoen, mä net, wéi gutt et och gemengt ass, op eemol erëm ufänken, menge mir missten d'Press kontrolléieren.

Pressepluralismus: Mir hunn an der Regierungserklärung gesot, dass mer eis Presse- hëllef wëlle stoe loossen. Dir gesitt, iwwerall an der Welt sinn, notament bei der geschriwwener Press, vill Problemer. An do riskéiert de Pluralismus ewechze- falen. Ech mengen, dass ee Pluralismus net an de Grëff kritt, andeem een d'Besetz- verhältnisse géif kontrolléieren, wéi den Här Hoffmann dat elo gefuerdert huet. De Pluralismus kréie mer an de Grëff duerch déi Hëllef, direkter an indirekter, déi mir maachen.

Iwwert d'direkt Pressehëllef hält de Plura- lismus op, awer vill indirekt Pressehëllef hëllef och dem Pluralismus. Wéi d'Cam- pagnen, déi d'Regierung mécht an de ver- schiddene Presseorganer. Wéi offiziell Annoncen, déi se mécht. Alles dat hëllef, e gewëssene Pressepluralismus ze halen. Ech mengen, dass, wann ech mat Leit, mat Ministeren aus anere Länner schwät- zen, mir awer schon eng Position privi- légié hunn, dass mer esou vill Presse- organer hunn. An ech mengen, dat ass och gutt fir eist Land.

Och wann ech den Ausländer soen, den auslännesche Ministerkollege soen, wéivill verschidde Sproocher mer an eiser Press hunn, souwuel écrite wéi audiovisuelle, ass et jo awer och schon erstaunlech, dass mer hei regelméisseg Presseorganer, offizieller fannen, déi op Däitsch, Fran- sésch, Englesch, Portugisesch publi- zéieren. Ech mengen, dass dat ganz gutt ass fir dat Land. An duerfir, mengen ech, ass dee System gutt.

Et muss ee wëssen, dass dat net ëmmer esou einfach gëtt, och an der Zukunft. An och duerfir wëlle mer mat der Press zesum- meschaffen. Ech mengen, dass déi zwou grouss Erausforderunge fir d'Zukunft sinn, engersäits hei kucken, dass mer weider op deem Wee vun der verantworteliger Press ginn, am Kader vun engem offene Presse- gesetz, wéi dat vun 2004, wat mer haut adaptéieren; zweetens och kucken, dass mer de Pressepluralismus kënnen behalen, an dass d'Regierung weiderhi kann dee Pressepluralismus direkt oder indirekt finanziell ënnerstëtzen.

Déi Fro vun dem Zougank zu den Informa- tionen. Do musse mer oppassen, dass mer net zwou Saache mateneen duerjer- neegeheien. Dat eent ass déi ganz Dis- kussion vum Zougank vum eenzelne Bierger zu Informatiounen. Dat aner ass, wéi fiert d'Regierung mat der Press. Ech mengen, dat ass eng Saach, wou de Pre- mierminister op dem Neijoersempfang gesot huet, dass mer do solle kucken, wéi mer dat maachen. An duerfir soll een net dat eent vum Gesetz, wat en allgemengen Informationszougank ass, wat iwwregens och beim Premierminister läit, net beim Kommunikationsminister a Mediëminis- ter, dass mer dat sollen trenne vun där anerer Geschicht, wéi geet een am beschten ëm, dass ee ka gutt mat der Press schaffen.

Ech muss soen, dass ech seele Plainten héieren hunn. Dat kann een nach alles verstärken. Do geet et vill drëm, dass och den eenzelne Minister kuckt, dass d'Infor- matione kommen, dass et Réckmeldung gëtt. Dat ass doudsécher ze verstärken.

Ech wëll just warnen, wann ee wëllt den Zougank vun der Press zu Informatiounen regelen, wéi et zum Beispill a skandina- vesche Länner ass, da riskéiert een herno, dat esou ze regelen, dass viles net méi méiglech ass, wat méiglech ass. Duerfir soll een och do virsichteg virgoen. Dat eent ass d'Press, dat aner ass de Publi- kumszougank. Ech mengen, do muss eng Kéier geregelt ginn. D'Press soll een iwwer en anere Wee maachen.

Da kann ech mer awer net verknäifen, Här President, opgrond vun dem Optritt vum Här Berger hei, nach eng Kéier meng Fuer- derung virzebréngen: Ech hätt gär, dass d'Kommissionssitzunge live iwwer Cham- ber TV iwwerdroe ginn,...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här Presi- dent, ech kann deem nëmmen zou- stëmmen...

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- ...da kënnen d'Leit selwer héieren, wat ee seet,...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Voilà! Ganz richtig!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- ...an da gëtt net ëmmer erëm ëmgedreit, wat hunn ech gesot am Numm vum Conseil de presse.

Et ass de Conseil de presse, dee genee déiselwecht Distinction mécht, déi ech och elo gemaach hunn, dass dat eent e Sujet ass an dass d'Pressegesetz en anere Sujet ass. An dass et, opgrond vun all deenen Iwwerleeungen, déi notament den Här Bettel hei gemaach huet, fir de Conseil de presse extrem wichteg ass, dass mer endlech hir Forderungen, déi jo elo schon eng gewëssen Zäit zrëckginn - den Här Thiel huet et gesot -, dass mer déi elo ëmsetzen.

Iwwert d'Pressegesetz sinn eng ganz Partie aner Saachen. Et kann een iwwer Änt- wertrecht nodenken. Och do sinn eng Partie Saachen, wou ee muss soen, gëtt et elo wierklech, hu mer alles richtig ge- maach oder net. Ech mengen, mir solle weider op deem Wee schaffen, dass et de Conseil de presse ass, dee wierklech plura- listesch funktionéiert, deen eis hei seng Desiderata gëtt, seng Iwwerleeungen. Mat deene schaffe mer.

Wéi gesot, dat, wat mer haut stëmmen, ass net honnertprozenteg dat, wat de Conseil de presse gär gehat hätt. Mä mir sinn eis eens ginn, Regierung, Chambers- kommission a Conseil de presse, dass et à ce stade elo ganz wichteg wär, an ech mengen, duerfir ass et och wichteg, hoffen ech, dass mer hei eng Unanimitéit kréie fir d'Gesetz, an dass mer dann och Reklam- maachen, wat den Titre professionnel ass. Dat muss een ëmmer erëm maachen, fir dass et och an d'Käpp erageet. Dat soen ech fir d'Politiker, och wéinst hire Familjen- ugehöregen, déi sech heiansdo effektiv do a komesche Situatiounen kënnen erëm- fannen.

Dann hat den Här Hoffmann nach eng Fro gestallt zu den auslännesche Journalisten. Et ass ganz kloer, dass mer hei an enger europäescher Welt liewen an dass d'Titren, déi een am Ausland huet, och Titre sinn, déi hei unerkannt ginn. Also, et ass och schon haut esou. Wou gebraucht een zum Beispill d'Pressekaart? Déi brauch een, zum Beispill, fir kënnen op offiziell Presse- konferenz vum der Regierung ze kommen. De Service information et presse huet do eng ganz kloer Regel, wéi se och am Aus- land ass, dass een do mat Pressekaarte vum Ausland, déi offiziell unerkannt sinn, dass dann och de SIP direkt weess, ma dat doten ass en unerkannte Journalist an dee gëtt net dobausse gelooss, nëmme well e keng Lëtzebuurger Journalistekaart hätt. Eis Lëtzebuurger Journaliste brauchen dat och am Ausland. Dat ass also ee Problem, dee sech an der Praxis net stellt.

Ech mengen, dass ech elo op alles geänt- wert hätt. Ech hätt zwar nach eng Minut gehat, mä da schenken ech lech déi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kommunikationsminister François Biltgen, dass e sech esou genau u seng Zäit ge-

halen huet. Mir wäeren domadder um Enn vun eiser Diskussioun iwwert dee Projet de loi a mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procu- ration. De Vote ass ofgeschloss an hei ass d'Resultat:

De Projet de loi 6037 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Mme Marie- Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich- Duval), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitu- tionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite)

Mir kommen dann elo nach eng Kéier zrëck op déi Propositions de loi, well déi prozedural Schwierigkeete sech an der Zwëschenzäit geléist hunn. Dofir géif ech elo nach eng Kéier déi eenzel Propositions de loi hei opruffen, a mir decidéieren da fir all Proposition de loi, ob mer déi virun an der Procédure législative bäibehalen.

Ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass et hei keen Délai gëtt, innerhalb vun deem déi Propositions de loi mussen definitiv zum Vote kommen, mä dass mer do erëm an där normaler Procédure sinn, wéi dat och virun de Fall ass.

Mir fänken also nach eng Kéier mat där éischter Proposition de loi un. Dat ass den N°3442 vum Här François Bausch, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Waffen an d'Munitioun.

- Proposition de loi N°3442 portant modification de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

Ass d'Chamber domat d'accord, dass dës Proposition de loi weidergeleet gëtt?

Vote par main levée.

(Assentiment)

Mir fuere virun.

Déi zweet Proposition de loi N°3505, nach eng Kéier vum Här François Bausch, iwwert d'Pornographie.

- Proposition de loi N°3505 relative à la pro- duction, la propagation et l'utilisation de re- présentations pornographiques.

Ass d'Chamber d'accord, dass mer déi wei- derleeden?

(Assentiment)

Jo.

Da komme mer zu der Proposition de loi N°3699 vum Här Henri Grethen iwwert de Silence de l'Administration.

- Proposition de loi N°3699 ayant pour objet le silence de l'Administration.

Ass d'Chamber domat d'accord, dass mer déi viruleeden?

(Assentiment)

D'Proposition de loi N°4548 vun der Madame Lydie Polfer an dem Här Henri Grethen, eng Ofännerung vum Artikel 105 vun der Loi électorale.

- Proposition de loi N°4548 portant modi- fication de l'article 105 de la loi électorale du 31 juillet 1924.

Ass d'Chamber d'accord, dass mer déi viruleeden?

(Assentiment)

Da komme mer zur Proposition de loi N°4633 vum Här Jean-Pierre Klein iwwert de Congé de formation vun de Gemenge- politiker.

- Proposition de loi N°4633 portant intro- duction d'un congé de formation pour les élus locaux.

Ass d'Chamber d'accord, dass mer déi weiderleeden?

(Assentiment)

Jo.

Da komme mer zur Proposition de loi N°4676 vum Här Alex Bodry iwwert de Libre accès à l'information.

- Proposition de loi N°4676 concernant la liberté d'accès à l'information.

Ass d'Chamber d'accord, dass mer déi viruleeden?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou decidéiert.

Da kënnt d'Proposition de loi N°4684 vum Här Jean Colombara iwwert déi onkonven- tionnell Medezin.

- Proposition de loi N°4684 portant régle- mentation des pratiques de médecine non conventionnelle dans le domaine de l'art médical.

Ass d'Chamber och do d'accord, dass mer déi weiderleeden?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Déi nächst Proposition de loi ass d'N°4734 vum Här Alex Bodry iwwert de Congé associatif.

- Proposition de loi N°4734 portant insti- tution d'un congé associatif.

Och do: Ass d'Chamber d'accord, dass mer déi weiderleeden?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Déi nächst ass eng Proposition de loi N°4808 vum Här Zanussi iwwert de Vote iwwer Internet. Déi gëtt vum Här Alex Bodry iwwerholl, esou wéi den Artikel 66, Alinea 6 vun eisem Reglement dat vir- gesäit.

- Proposition de loi N°4808 sur le vote par Internet.

Ass och do d'Chamber d'accord, dass déi weidergeleet gëtt?

(Assentiment)

Dat ass also domadder decidéiert.

Déi nächst Proposition de loi ass d'N°4822 vum Här Camille Gira, eng Ofännerung vum Wahlgesetz.

- Proposition de loi N°4822 portant modi- fication de la loi communale du 13 décembre 1988 visant à rendre obligatoire la réunion extraordinaire du corps électoral pour procé- der au remplacement de tous les membres du conseil communal à la demande du corps communal.

Ass och do d'Chamber d'accord, dass mer se viruleeden?

(Assentiment)

Da gëtt dat domadder gemaach.

An da komme mer virun zur Proposition de loi N°4947 vun der Madame Renée



Wagener iwwert d'Adoptioun fir net be-
stueté Koppelen.

- *Proposition de loi N°4947 tendant à élargir les conditions requises pour l'adoption aux personnes non mariées.*

Fuere mer och mat där Proposition de loi virun?

(Assentiment)

Dat ass domadder och esou décidéiert.

Da komme mer zur Proposition de loi N°4969 vun der Madame Lydie Err, eng Ofännerung vum Code de Procédure civile.

- *Proposition de loi N°4969 portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de Procédure civile.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur viruleeft?

(Assentiment)

Dat ass domadder esou décidéiert.

Déi nächst ass d'Proposition de loi N°4979 vum Här Lucien Lux iwwert den Harcèlement moral.

- *Proposition de loi N°4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail.*

(Interruption)

Ass och do d'Chamber d'accord, datt se viruleeft gëtt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi nächst ass d'Proposition de loi N°5304 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Autorité parentale.

- *Proposition de loi N°5304 portant réforme de l'autorité parentale et instaurant la permanence du couple parental.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi virun an der Prozedur bleift?

(Assentiment)

Dat ass deemno esou décidéiert.

Déi nächst ass eng Proposition de loi N°5331 vum Här Alex Bodry iwwert d'Enquête-parlementaire.

- *Proposition de loi N°5331 sur les enquêtes parlementaires.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur weiderleeft?

(Assentiment)

Domadder gëtt dës Proposition de loi weidergereecht.

Da komme mer zu enger Proposition de loi N°5553 vun der Madame Marie-Josée Frank a mir selwer iwwert den Droit de la filiation an den Exercice conjoint de l'autorité parentale.

- *Proposition de loi N°5553 portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur viruleeft?

(Assentiment)

Domadder ass dat och esou décidéiert.

D'Proposition de loi N°5617 vum Här Michel Wolter iwwert d'Emblèmes nationaux.

- *Proposition de loi N°5617 portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur weidergeleet gëtt?

(Assentiment)

Da komme mer zur Proposition de loi N°5667 vum Här Henri Grethen iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes.

- *Proposition de loi N°5667 modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi viruleeft gëtt?

(Assentiment)

Domadder ass dat décidéiert.

Déi nächst, eng Proposition de loi N°5746 vun den Häre François Bausch, Camille Gira, Paul Helmingier a Claude Meisch iwwer eng Ofännerung vum Gemengesetz.

- *Proposition de loi N°5746 - modifiant la loi communale du 13 décembre 1988; - modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi viruleeft gëtt?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Déi nächst ass d'Proposition de loi N°5857 vun den Damme Claudia Dall'Agnol a Lydie Err an den Häre Marc Angel a John Castegnaro iwwert d'Prostitutioun.

- *Proposition de loi N°5857 sur la prostitution.*

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi weidergeleet gëtt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi nächst ass eng Proposition de loi N°6020 vun der Madame Err an dem Här Angel iwwert d'Kooperatioun.

- *Proposition de loi N°6020 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement.*

Och do, huelen ech un, ass d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur viruleeft?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Dann hu mer eng Proposition de révision vun der Constitutioun N°6030 vum Här Paul-Henri Meyers iwwer eng Neiuerdung vun der Constitutioun.

- *Proposition de révision N°6030 portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution.*

Ech ginn och do dervun aus, datt d'Chamber d'accord ass, datt déi an der Prozedur viruleeft?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

8. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Elo komme mer dann zum Retrait vun engem Projet de loi. Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech derfir ausgeschwat, fir de Projet de loi N°6053 iwwert d'Schafe vun enger Administration des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'État vum Rôle ze sträichen.

- *Projet de loi N°6053 portant création d'une Administration des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'État.*

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann hu mer nach eng Rei Proposition-de-loien a Propositions de révision de la Constitution, déi haut op Ufro vun den Auteurs oder vun deenen hire Fraktiounen a Sensibilité-politiquë solle vum Rôle geholl ginn. Ech zielen lech déi allegeren op an duerno stëmme mer doruwwer of.

Et ass fir d'éischt eng Proposition de loi N°4107 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vum Artikel 154 vun der Loi électorale

- *Proposition de loi N°4107 portant modification de l'article 154 de la loi électorale du 31 juillet 1924;*

dann eng Proposition de révision vum Artikel 52 vun der Constitutioun, N°4108, och vum Här Eugène Berger

- *Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution - N°4108;*

d'Proposition de loi N°4109 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vum Artikel 98 vun der Loi électorale

- *Proposition de loi N°4109 portant modification de l'article 98 de la loi électorale du 31 juillet 1924;*

d'Proposition de loi N°4236 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vun der Loi électorale

- *Proposition de loi N°4236 portant modification de la loi électorale du 31 juillet 1924;*

d'Proposition de révision vum Artikel 52 vun der Verfassung, N°4140, vun den Häre René Kollwelter a Marc Zanussi

- *Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution - N°4140;*

d'Proposition de loi N°4141 vum Här Marc Zanussi iwwert de Mindestalter bei de Wahlen

- *Proposition de loi N°4141 concernant l'abaissement de l'âge minimum relatif au droit de vote;*

d'Proposition de loi N°4458 vun der Madame Ferry Nicklaus-Faber iwwert d'Conjoint-aidanten

- *Proposition de loi N°4458 relative aux conjoints aidants;*

d'Proposition de loi N°4533 vun der Madame Renée Wagener iwwert d'Representatioun vu Fraen a Männer an der Politik

- *Proposition de loi N°4533 visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes;*

d'Proposition de loi N°4918 vum Här Ben Fayot iwwert d'Schafe vun engem Observatoire des médicaments

- *Proposition de loi N°4918 portant création d'un observatoire des médicaments;*

d'Proposition de révision vum Artikel 57, Alinea 2 vun der Constitutioun, N°5048, vum Här Paul-Henri Meyers

- *Proposition de révision de l'article 57, paragraphe (2) de la Constitution - N°5048;*

d'Proposition de révision vun den Articlele 46 a 47 vun der Verfassung, N°5088, vum Här Paul-Henri Meyers

- *Proposition de révision des articles 46 et 47 de la Constitution - N°5088;*

meng Proposition de loi N°5285 iwwert den Exercice conjoint vun der Autorité parentale

- *Proposition de loi N°5285 relative à l'exercice conjoint de l'autorité parentale;*

d'Proposition de loi N°5743 vum Här Marco Schank iwwert d'Schafe vun engem Service de bibliothèques publiques

- *Proposition de loi N°5743 portant création d'un Service de bibliothèques publiques;*

d'Proposition de révision vum Artikel 52 vun der Constitutioun, N°5944, vum Här Eugène Berger

- *Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution - N°5944;*

a schlussendlech d'Proposition de loi N°5945 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vun der Loi électorale

- *Proposition de loi N°5945 portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.*

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5849, eng Konventioun géint d'Folter. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

9. 5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions

Rapport de la Commission juridique

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5849, dee mer haut diskutéieren an iwwert dee mer

wäerten ofstëmme, ëmfaasst zwee Deeler: fir d'éischt emol d'Zoustëmmung zu dem Protokoll, dee sech op d'UNO-Konventioun géint d'Tortur a géint déi onmenschlech an dégradant Behandlung bezitt vun alle Leit, déi hir Fräiheet entzu kritt hunn; an zweetens d'Erweiderung vun de Kompetenze vum Médiateur.

De Protokoll, vun deem ech geschwat hunn, ass den 18. Dezember 2002 vun der Generalversammlung vun der UNO ugeholl ginn. Dëse Protokoll soll derzou bäidroen, dass d'Bestëmmunge vun der UNO-Konventioun géint d'Tortur, déi eist Land duerch d'Gesetz vum 31. Juli 1987 approvüert huet, besser agehalen a kontrolléiert kënnen ginn.

Den Zousazprotokoll gesäit dofir haaptsächlech zwou Moosname vir:

Fir d'éischt emol d'Schafung vun engem Sous-comité am Kader vun der UNO selwer, mat der Missioun, d'Tortur ze verhënneren. Fir dat ze erreechen, kann dee Sous-comité an deenen eenzelne Länner, déi dee Protokoll approvüert hunn, Kontrolle virhuelen an all Plaze besichen, wou Persounen an hirer Fräiheet beschränkt sinn.

Déi zweet Moosnam ass d'Schafung vun enger nationaler Instanz, mat der Missioun, op nationalem Plang d'Tortur an onmenschlech Behandlungen ze verhënneren, bei all deene Leit, déi op iergendeng Aart a Weis hir Fräiheet zum Deel oder ganz geholl kritt hunn.

All Land, dat den Zousazprotokoll ratifizéiert, muss och déi Instanz schafen, déi am Protokoll als Mécanisme national de prévention bezechent ginn ass an déi also déi Kontrollaufgaben huet, vun deenen ech geschwat hunn. D'Regierung huet dofir virgeschloen, déi Instanz am Rahme vum Projet de loi selwer ze designéieren, a se schléit vir, déi Missioun dem Médiateur unzevertrauen.

Fir d'Regierung erfëllt de Médiateur de Kritär vun der Onofhängegkeet, deen no dem Protokoll noutwendeg ass, fir déi nei Kontrollfunktioen ze erfëllen. D'Regierung war dofir och der Meenung, et bräicht ee keng nei Instanz ze schafen. Am Projet, deen d'Regierung den 13. Mäerz 2008 deponéiert huet, war virgesinn, déi nei Kompetenze vum Médiateur an d'Gesetz vum 22. August 2003 anzuschreiwen, wat de Médiateur geschafen huet.

D'Commission juridique war mat deem Textvorschlag net averstanen, well se der Meenung war, datt déi nei Kompetenzen, déi de Médiateur an dem Text, dee mer haut ofstëmme, kritt, sech wesentlech vun deenen Aufgaben ënnerscheeden, déi d'Gesetz vum 3. August 2003 dem Médiateur operleet.

Nom Gesetz vum 3. August 2003 huet de Médiateur d'Missioun, fëscht den eenzelne Bierger an den öffentleche Verwaltungen ze vermëttelen. Hie ka sech net selwer mat engem Fall saisiéieren. Hie kann nëmme d'Problemer, déi him zougedroe ginn a wou de Bierger mengt, dass e vun der Verwaltung net korrekt behandelt ginn ass, der Verwaltung virdroen a mat Argumenter probéieren d'Verwaltung derzou ze bréngen, fir dem Uleies vum Bierger nozeginn.

Et ass och esou, dass de Médiateur der Chamber ënnersteet. An e mécht och der Chamber e Rapport iwwer seng Aktivitéiten.

Dat sinn dräi wesentlech Punkten, op deene sech déi heiteg Kompetenze vum Médiateur vun deenen ënnerscheeden, déi en no deem neie Projet de loi 5849 zougesprach kritt. Well an deem neie Gesetz, wat mer haut diskutéieren, kritt de Médiateur eng Aufgab vu Controller, vu Contrôleur. Hie soll déi Plazen iwwerwaachen a kontrolléieren, wou Leit an hirer Fräiheet ageschränkt sinn, an e soll och derfir suergen, dass deene Leit hiert Grondrecht, dass se net torturéiert ginn, dass se korrekt behandelt ginn, agehale gëtt.

Hie brauch dofir vu kengem saisiéiert ze ginn. Et ass eng Aufgab, déi d'Gesetz em



uvertraut an déi en à tout moment exerciere kann, ouni dass een dat muss froen.

Hie kann zu all Moment déi Aufgaben erfüllen. An a senger neier Aufgab ass en onofhängeg an ënnerscheet sech do vun deenen Aufgaben, déi en als Médiateur huet, wou en also der Chamber ënnersteet. An deenen heiten Aufgaben ënnersteet en der Chamber net.

Fir déi Trennung an dee wesentlechen Ënnerscheed kloer zum Ausdrock ze bréngen, huet d'Commission juridique de Projet amendéiert an all Hiweis op d'Gesetz vum 3. August 2003 aus dem ursprénglechen Text gestrach.

Wat elo den Text selwer betrëfft, sinn nach dräi Bemierkungen ze maachen:

Éischtens, d'Regierung wollt all déi Plazen, wou Leit net fräi lieue kënnen an déi vum Médiateur kontrolléiert solle ginn, am Gesetz selwer opzielen. De Statsrot, an och d'Commission juridique vun der Chamber, war domat net d'accord, well déi Opzielung am Protokoll selwer net virgesinn ass a well d'Opzielung, esou wéi d'Regierung se proposéiert hat, de toute façon net komplett war. Dofir ass also och den Artikel aus dem Text verschwonnen. Ech hunn awer am Commentaire als Hiweis déi eenzel Gesetzer opgezielt, déi och d'Regierung an hirem Projet de loi ageschriwwen hat.

Zweetens, wat d'Kompetenze vum Médiateur ugeet, bleift ervirzehiewen, dass de Médiateur zu all Moment an ouni sech iwwerhaupt unzekenne Visiten op all deene Plaze ka maachen, wou e mengt, dass d'Leit net fräi kéinte lieuen. Dat sinn ënner anerem déi Plazen, déi d'Regierung och ugedeit hat. Hie ka sech fräi a confidentiel mat alle Persounen ënnerhalen a mat alle Persounen schwätzen, déi een op deene kontrolléierte Plaze virfënn. Hie ka sech begleede losse vun deenen Experten, wou e mengt, dass d'Präsenz noutwendeg wär. Hie muss och all Renseignementer kréien, déi e freet an déi e brauch, fir seng Missioun ze erfüllen.

De Médiateur muss dann all Joer e Rapport maachen, deen och un déi kompetent Autoritéit weidergeleet gëtt an déi dozou hir Observatiounen ka maachen. Dee Rapport muss veröffentlecht gi vum Médiateur selwer, an net vun der Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wéilt ech dann nach zwou méi allgemeng Bemierkungen maachen.

Déi éischt ass emol déi: Et gëtt Leit, déi soen, et kéint een e Land jugéieren no der Aart a Weis, wéi et mat deene Leit ëmgeet, déi am Prisong sinn. Dat ass vläicht eng Ausso, déi e bëssen iwwerspëtzt ass. Si huet awer a mengen Aen e groussen Deel Wourecht, well och déi Leit, déi am Prisong sinn aus iergendenger Ursach, verdéngen de Respekt a verdéngen, dass si mat där néideger Dignitéit behandelt ginn. Ee Grondrecht, wat jiddwerengem zoustee.

Dofir mengen ech och, dass dee Projet hei, wou mer dem Médiateur den Aufgabebereich uvertrauen, dee muss derfir suergen, dass ee korrekten Émgang mat de Prisonnéier geschitt, eis um Wee vun der Anhalung vun de Grondrechter e Stéck weiderbréngt. An ech sinn och der Meinung, dass an deem Konzept, an deem Puzzle, wat de Justizminister wéllt realisieren, och de Médiateur eng Roll ze spillen huet. An esou, wéi mer e kennen, wäert en déi Roll och spillen.

Eng zweet Remarque. D'Preventioun vun der Tortur, a besonnesch d'Preventioun vun allen onmenschlechen an dégradante Behandlungen, misst net nëmmen ziele fir Leit, déi am Prisong sinn, mä déi misst a gehale gi fir all Bierger, a besonnesch och fir eenzel Kategoriën vu Bierger, déi besonnesch esou enger Behandlung kënnen ausgesat ginn.

Ech denken do haaptsächlech... Ech wéll zwou Kategorien nennen. Dat sinn engersäits emol handicapéiert Persounen, dat sinn awer och eeler Persounen, déi net méi kënnen doheem sinn - souguer wa se

doheem sinn -, wou oft de Respekt an déi korrekt mënschlech Behandlung net ëmmer do sinn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- An dofir mengen ech, soll een och kucken... Et dærf een hei net stoe bleiwen. An et muss een och kucken aner Konventiounen ëmzesetzen, notamment déi iwwert d'Grondrecht, iwwert d'Recht och vun deenen handicapéierte Persounen. Et muss een och mat der Zäit kucken, wéi een aner Kategorië besser kann ofschützen.

Dofir ass eng Iddi, déi och an der Kommission opkomm war, zu Recht opgeworf ginn. Dat ass déi, ob een iwwert deen heite Projet eraus an Zukunft net awer eng Instanz misst schafen, déi derfir misst suergen, dass d'une façon générale d'Grondrechter besser respektéiert ginn, an déi och derfir misst suergen, dass jiddwereen, dee mengt, seng Grondrechter wieren net korrekt behandelt, sech un esou eng Instanz kéint wenden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene Bemierkungen géif ech d'Chamber bidden, hiren Accord zu deemem Projet ze ginn. An ech kann och elo schonn den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, fir d'éischt wéll ech dem Här Rapporteur Merci soen. Ech wéll just op zwou Punkten insistéieren.

Deen éischten huet de Rapporteur och schonn zitéiert. Dat ass, dass de Médiateur... Am Ufank war virgesinn, dass de Médiateur sech am Fong misst umellen, wann en iergendwéi eng Plaz wéilt kucke goen. Mir si frou, dass de Médiateur awer och d'Libertéit huet, fir op déi eng oder déi aner Plaz kënnen ze goen, ouni dass e sech am Virus muss umellen.

Et kann ee sech jo virstellen, wann e Problem ass, dass da par hasard deen Dag kee Problem ass, wann de Médiateur ukomm ass. An dofir si mer frou, dass op jidde Fall de Médiateur déi Latitute kritt huet, fir och kënnen fräi ouni Umellen... dat heescht d'Visite ze maachen, ouni sech am Virus laang ugekënnegt ze hunn.

Dann déi zweet Saach ass, Här President, fir dass de Médiateur déi Aarbecht ka richtig maachen, muss ee sech awer och d'Fro vum Personal beim Médiateur stellen. Et muss ee sech d'Fro stellen. Am Moment huet ee jo d'Gefill, dass se scho ganz vill Aarbecht hunn. A wann een dat wéllt seriö maachen, muss ee sech d'Fro stellen, ob et net wichtig wär awer beim Médiateur selwer ze intervenéieren, fir ze kucken, ob se personalméisseg net missten do opgestockt ginn, fir dass dat och ka seriö gemaach ginn.

Dat doten ass eng wichtig Saach. Et ass eng wichtig Fro, an där mir awer als Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäerten och e positive Vote ofginn. Mä wéi gesot, et wier net oninteressant awer ze wëssen, wéi dat personalméisseg elo beim Médiateur geregelt gëtt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn och vun eiser Säit den Accord zu deem heite Projet de loi, esou wéi en och amendéiert ginn ass opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer zu deem doten Text an der juristescher Kommissionen haten. Ech hunn och zu deene gehéiert, déi éischter eng Kéier geschléckt hunn, wéi se héieren hunn, dass d'Regierung eigentlech dem Médiateur déi heiten Aufgab géif ginn, well et effektiv e Broch duerstellt mat der Philosophie eigentlech, wéi bis elo d'Mission vum Médiateur an eisem Gesetz vum 2003 geregelt ass.

Wéi de Rapporteur ganz richtig ervirgestrach huet, kann de Médiateur nëmmen a

senger Kärfunktioun aktiv ginn op Reklamatioun hin an engem individuelle Fall. En huet net den Droit d'autosaisine. E kann also selwer net deklaréieren: Elo ginn ech emol aktiv an engem bestëmmte Beräich. E kann et also nëmme maachen, wann e prezis an engem Fall mat enger gewësserer Fro betreit ginn ass.

Hei ass et eng ganz aner Hypothees, wou de Médiateur elo d'Kompetenz kritt. Hei ass et ebe just net, wann eppes geschitt ass, wou en intervenéiert, mä en huet eigentlech eng reng preventiv Funktioun, en huet eng Kontrollfunctioun. E soll verhënnere, dass et zu Aschränkunge vun de Grondrechter kënnt, dass et zu Torture kënnt. Dat ass eng ganz aner Missioun.

Mir haten hie selwer och dozou héieren, d'Regierung dozou héieren. An et ass aus deenen Diskussiounen ganz kloer ginn, dass d'Regierung eigentlech dräi Méiglechkeeten hat.

Si hat d'Méiglechkeet, eng nei Instanz ze schafen, déi et nach net gëtt; also eigentlech eng nei kleng Verwaltung ze schafen, déi dann ausschliesslech déi dote Funktioun hätt, fir deen dote Kontrollmechanismus am Kader vun der Konventioun iwwert d'Tortur auszeféieren.

Oder awer si hätt d'Méiglechkeet gehat, eventuell och déi national Mënscherechtskommission mat esou enger Aufgab ze betreiben. Wat och duerchaus, mengen ech, denkbar gewiescht wär. Ech muss allerdéngs soen, dass déi nu par rapport zum Médiateur guer keng Infrastruktur praktesch zur Verfügung huet, ausser, mengen ech, engem Sekretariat, wat emol net voll besat ass.

Esou dass d'Regierung eigentlech aus praktesche Grënn d'Optioun geholl huet, fir dem Médiateur déi doten Aufgab ze ginn. Domadder kann een averstane sinn, wann een eng pragmatesch Approche huet. An déi huet sech schlussendlech och an der Kommission duerchgesat.

Nach, mengen ech, muss ee kucken, opgrond vun der Erfahrung, déi ee mat deem heiten Instrument huet, ob dat heiten elo eng definitiv Léisung ass oder ob ee sech mat der Zäit kann awer en aneren Agencement vun de Pouvoire virstellen, wéi dat elo am Gesetzestext festgehale ass. Dat gesot, steet eis Fraktioun hannert deem doten Text a wäert en och stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen.

► **M. Félix Braz (déi grëng).**- Merci, Här President. Mir kënnen och deemem Projet eis Zoustëmmung ginn. Ech wéll dem Rapporteur och Merci soe fir seng Aarbecht. Déi Explikatiounen, déi d'Virriedner scho ginn hunn, mengen ech, decken d'Problematik of.

Mir hunn eis och aus deeneselwechte pragmatesche Grënn deemem Text kënnen uschlëssen. Mä mir denken och, dass d'Fro vum Staff, vun de Mataarbechter vum Médiateur awer och muss kënnen gestallt ginn. Mir wënschen op jidde Fall deene Leit, déi sech heimadder wäerte beschäftegen, eng glécklech Hand, well dat ass eng ganz wichtig Aufgab, déi se hei iwwerdroe kréien, an déi Lëtzebuerg net méi schlecht ka maachen, mä nëmme besser.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, och dem Rapporteur Merci fir säi Rapport; net nëmme fir säi Rapport, mä virun allem fir dat, wat en zum Schluss vu senger Interventioun gesot huet. An ech sinn e bësse virwëtzeg, wéi déi Ukënnungen, déi en do gemaach huet, och par rapport zu Instrumenter, fir d'Mënscherechter net nëmmen am Prisong, mä och op anere Plazen ofzesécheren, wéi mer doranner weiderkommen.

An der Verfassung oder am Grundgesetz vun der Bundesrepublik Däitschland steet ganz am Ufank dee wonnerschéine Saz: „Die Menschenwürde ist unantastbar.“ Mir wëssen allegueren, dass dat an der Praxis selbstverständlech net ëmmer de Fall ass, net nëmmen hannert de Prisongsdieren, mä och op anere Plazen.

Ech wollt och déiselwecht Fro stellen, wéi dat mat de Mëttelen ausgesäit, déi de Médiateur kritt fir eng Aufgab, déi ganz spezifesch ass, déi ganz nei ass, wat iwwerhaupt keng Mediatiounsaarbecht méi ass, sondern eng Kontrollaarbecht. Ech war selwer net an der Kommission derbäi, fir ze wëssen, wat hie selwer dozou seet, mä ech ginn dervun aus, dass en do méi Personal brauch.

An zum Schluss, mir hunn haut natierlech keng Diskussioun iwwert d'Konzept vun eise Prisonge respektiv e Konzept vu Strofvollzuch. Dorobber muss mer also de toute façon nach eng Kéier zrëckkommen.

Selbstverständlech stëmmen ech och de Projet.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt den Här Justizminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Och fir d'éischt dem Här Paul-Henri Meyers Merci, net nëmme fir säi Rapport, mä och fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, fir dee Projet hei no villen Diskussiounen op déi Fassong ze bréngen, déi hei ass.

Ech kommen e bëssen op den Historique zrëck. Et gëtt eng international Konventioun iwwert d'Prévention de la torture, net nëmmen an de Prisongen. Hei schwätze mer iwwerengs vun alle Plazen, wou ee Fräiheitsentzuch huet. Dat ass net nëmmen eng Affär vum Justizminister - ech wéll dat ganz daitlech soen -, och wann et de Justizminister war, deen de Projet op den Instanzewee bruecht huet.

D'Fro huet sech natierlech gestallt: Woufir de Médiateur? Wat huet dergéint geschwat? Dergéint huet zum Beispill geschwat, dass de Médiateur jo eng haaptsächlech Missioun huet, wou e vun der Chamber agesat ass a wou en do ass, fir d'Beschwerde vun de Leit par rapport zu den öffentleche Verwaltungen ze huelen. Hei kritt en zousätzlech eng Aufgab, déi e fir d'Regierung mécht, well d'Regierung exekutiert d'Konventioun, wou natierlech dann erëm Verwaltung kontrolléiert ginn.

D'Fro, déi opgeworf gouf, ass déi: Riskéiert en net selwer an Zuchzwang ze kommen? Ech kommen zrëck op eis Diskussioun vum Pressegesetz. Och do huet de Minister gesot: Majo, de Médiateur ass eigentlech een Organ vun der Chamber, oder vun der Chamber agesat, an dofir diskutéiert mat him, dass hie ka seng Beweggrënn virleeën.

Well dass mäi Virgänger hie virgeschloen huet; de Médiateur hat zwou Ursachen. Déi éischt ass déi, wa mer hien net geholl hätten, hätte mer missen - an dat ass jo virdrun ugeklongen - eng ganz nei Instanz huelen, wat och erëm eng Partie Schwierigkeete mat sech bruecht hätt. Dat Zweet ass, dass de Médiateur selwer Demandeur war, fir déi Aufgab ze iwwerhuelen, well en elo scho ganz vill a Prisonge geet an do effektiv kontrolléiert, ob alles richtig zougeet.

Ech mengen, doropshin ass dee Konsens erauskomm, deen do war. An ech mengen, dass dat heiten e gutt Gesetz ass. Et ass och dann e bëssen de Complément zu deem, wat ech de Moien d'Geleeenheet hat an der Commission juridique virstellen, nämlech den neie Concept pénitentiaire. Wa mer an deem neie Concept pénitentiaire wëllen d'Normaliséierung vun den Haftbedéngungen als Virussetzung zu enger besserer Resozialisierung maachen - ech soe just an zwou Wieder dat, wat ech de Moie ganz laang an Ärer Kommission erkläert hunn -, dann ass d'Kontroll vun där Normaliséierung vun den Haftbedéngungen, déi de Médiateur da mécht, schonn eng wesentlech Virussetzung.

Ech wéll och op deser Tribün nach eng Kéier soen: Ech hunn dat Konzept de Moien an der Commission juridique erkläert. Mir hunn dat Konzept öffentlech gemaach.

Dat ass also e Concept pénitentiaire, kee Concept pénal, kee Concept pénologique, kee Concept préventif. Et muss een déi Saachen trennen. Mä ech wär frou, wa mer elo eis weider Konsultatiounsrone gedréit hunn, kucke Kritiken erakritt ze hunn, Objektivatiounen zu deem Concept

pénitentiaire, dass mer nach an dëser Sessioun en Débat d'orientation hätten. Well do ass ganz viles, wat mer mussen a wëllen änneren, a wou ech da frou wär, wann esou een Débat d'orientation géif zum Beispill dat erëmginn, wat mer de Moien an der Commission juridique haten, nämlech prinzipiell eng grouss Zoustëmmung.

(Interruption)

Et mécht et méi einfach fir e Minister, dat unzefänken, well et ass net an dëser Legislaturperiod, wou dat dote kann definitiv a Kraaft treden. Dofir wär et wichteg, dass mer hei eng large Majoritéit hätten.

Zu där Fro vun de Moyenë vum Médiateur: Ech weess net, u wien déi eenzel Orateurë sech adresséiert hunn, mä si kënnen sech op alle Fall net un d'Regierung adresséiert hunn. Si kënnen et nëmmen un d'Chamber adresséieren, well de Médiateur an all seng Moyenë gi vun der Chamber décidéiert.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Justizminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5849 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Fernand Boden), Norbert Hauptert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes (par Mme Christine Doerner), Marc Lies (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6001, e Protokoll iwwert d'Cour de Justice Benelux. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir kënnt mech vun der Riednerlëscht strächen. Ech hoffen, dass de Rapporteur esou komplett a kuerz ass, dass ech net méi muss agräifen.

► **Une voix.**- Dat ass deen doudsécher, Här Bettel.

► **Une autre voix.**- Et wär awer vläicht ganz interessant gewiescht.

10. 6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojekt 6001 ratifizéiere mir een Zousazprotokoll zum Traité, deen 1965 d'Cour de Justice Benelux geschafen huet. Dësen Zousazprotokoll staamt aus dem Joer 2008.

En huet zum Zweck, de Leit, déi beim Benelux-Markenamt schaffen, méi genee bei der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle, méi en ëmfaassende rechtliche Schutz ze ginn, wat hir Aarbechtssituatioun ubelaangt. Bis elo war de Regime vun de Mataarbechter vun dem Benelux-Markenamt iwwer e Protokoll aus dem Joer 1974 geregelt. Et huet sech awer herausgestallt, dass de Regime net méi der Evolutioun vun dem Aarbechtsrecht an der Rechtssprechung am Beräich vun de Mënscherechter ugemooos war. Dat gëtt elo geännert, andeems den aarbechtsrechtliche Schutz de moderne Standards ugepasst gëtt.

Konkret geet et hei ëm Folgendes:

Éischtens, d'Benelux-Geriicht kritt eng generell Kompetenz fir all Sträitfall tëschent dem Personal an dem Benelux-Markenamt. Jiddwer Mataarbechter - deemno och d'Direkteren; dat war bis elo net de Fall - kënnen e Recours bei der Cour Benelux maachen. Souwuel d'Form vun dem Recours wéi och den Inhalt, dat heescht d'Rekursmëiglechkeeten, sinn an Zukunft fir jiddwer Mataarbechter déiselwecht.

Zweetens, all Décisioun vun dem Markenamt, déi d'Aarbechtsrelatioun vun engem Mataarbechter betrëfft, ka virun dem Benelux-Geriicht attackéiert ginn.

Drëttens, de Protokoll limitéiert net, wéi bis elo, déi juristesch Mëttelen, also d'Natur vun den Argumenter, déi kënnen ugefouert ginn, fir e Recours ze maachen.

Véiertens, ier ee formelle Recours bei dem Benelux-Gericht kann agereecht ginn, muss fir d'éischt en internen administrative Recours gemaach ginn, dee vun enger Commission consultative aviséiert gëtt. Dës Kommissioun ass elo esou opgestallt, dass aus jiddwer Memberstat vun der Benelux Beamten dra vertruete sinn. Dës Kommissioun gëtt och vun engem Richter aus engem Benelux-Stat presidéiert.

D'Personaldelegatioun vun dem Markenamt ka bei der Besetzung vun dëser Commission consultative e Wuert matschwätzen. Esou ass och hiren Afloss op dem Niveau vun dësem administrativem Recours gesécher.

All Décisioun vun der Commission consultative, wat also eng Aart Décision interne préalable ass, kann da virun dem Benelux-Geriicht attackéiert ginn. D'Gericht huet d'Méiglechkeet, fir d'Décisioun einfach ze annulléieren oder komplett ze reforméieren. Et ass also e Recours de pleine juridiction.

Hei spillt ganz kloer den Afloss vun der europäescher Mënscherechtsjurisprudenz, déi jo alt gelegentlech och vum Statsrot ugeféiert gëtt, fir an esou Matière méi oft e Recours de pleine juridiction virzugesinn.

Fënneftens a leschtens, d'Prozedur virun der Cour de Justice Benelux wäert an Zukunft prinzipiell schrëftlech sinn, mat engem Austausch vu schrëftliche Mémoires, also de Stellungnahme vun den eenzelne Parteien. D'Partei kënnen awer och mëndlech hir Positioun verrieden. D'Gericht kann dat vu vireran och unuerdnen.

Här President, de Statsrot huet dëse Gesetzesprojekt den 21. Abrëll 2009 schonns aviséiert gehat. Hien hat keng Objektioun derzou. De Statsrot huet awer bemierkt, dass an deemselwechte Sënn och misst de

Protokoll vun 1969 iwwert d'Protection juridictionnelle vun dem Personal vun der Benelux-Unioun iwwerschafft ginn. Et dierft also net ausgeschloss sinn, dass mir an absehbarer Zäit erëm iwwer en ähnlechen Dossier an dësem héijen Haus wäerten ofstëmmen. Deemno, Affaire à suivre.

D'Commission juridique recommandéiert an hirem schrëftleche Bericht vum 3. Mäerz dëst Joer eestëmmeg, dëse Gesetzesprojekt ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gilles Roth fir säi komplette Rapport. Dee war esou komplett, datt, mengen ech, näischt méi weider doriwwer ze soen ass. Duerfir komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6001 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Fernand Boden), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6074, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech schonns ageschriwwen: den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner.

11. 6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet geet et ëm d'materiell Richtegstellung vun engem eenzelnen awer och eenzegen Artikel aus eisem Code d'instruction criminelle. D'Erklärung vun deem geet zrëck op e Gesetz vum Juli 2008, wou d'Bestëmmung vum schrëftlechen a motivéierte Rapport vum Untersuchungsrichter nei geregelt gi sinn. D'Verfaassung vun esou engem Bericht muss net méi an alle Fäll obligatoresch schrëftlech motivéiert oder eragi ginn.

Doropshi sinn d'Alineaen 2 an 3 vum Paragraph 6 vun dësem Artikel ersatzlech gestrach ginn. An dat ass eigentlech de Punkt. Dat war verkéiert, well domadder si wichteg prozessual Garantie verluer gaangen, wéi dat aus der Argumentatioun vun engem Arrêt vun der Chambre du Conseil ervirgeet.

Well et awer net am Sënn war vum Législateur, op esou Rechter ze verzichten, wëlle mir mat dësem Projet elo dës Alineaen 2 an 3 vum Paragraph 6 erëm nei an eise Code ophuelen - dat wëllt soen, reintegréieren -, mä do derbäi a souguer och nach de Prezisioun vum Statsrot Rechnung droen, andeems mer den éischten Alinea vum Paragraph 6 - dat wëllt soen, der Eventualitéit vun engem Rapport vum Juge d'instruction - och nach zousätzlech abauen.

Esou gëtt dësen Artikel 127 an all senge Punkten erëm ganz prezis a ganz kloer. An ech mengen, mir kéinten dee Projet esou unhuelen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Doerner, déi och, wéi mer et vun hir gewinnt sinn, erëm ganz komplett war, esou datt weder den Här Bettel nach en aneren... Den Här Bettel misst awer nach eng Kéier intervenéieren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, sorry, wann ech d'Wuert froen, mä ech wollt der Madame Doerner am Numm vun all den anere Fraktiounen Merci soe fir hire Rapport.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Bettel. Domadder kéime mer dann direkt zum Ofstëmmen iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6074 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Elo komme mer zum leschte Projet de loi fir haut, den 6106, eng Konventioun mat Indien iwwert d'Sécurité sociale. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell fest-

geluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Spautz a Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

12. 6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir hutt jo gesot, em wat et geet.

(Hilarité)

Dës Konventioun gouf no enger eenzeger Verhandlungsrund de 5. November zu New Delhi paraphéiert. Si gouf den 30. September 2009 hei zu Lëtzebuerg ënnerzeechent. Ze notéieren ass, dass den offiziellen Text vun der Konventioun op Englesch ass. Mä fir d'Aufgab vun deenen, déi mat där Konventioun schaffen mussen, gëtt et eng offiziös franséisch Iwwersetzung.

Den Haaptobjektiv vun dëser Konventioun zwëschen Indien a Lëtzebuerg ass et, fir d'Rechter an d'Flichten an der Matière vun der Sécurité sociale ofzesécheren. Et kann ee soen, dass am grouse Ganzen dës Konventioun deeslewechten Opbau huet, wéi aner bilateral Konventiounen an där Matière, wéi mer se schonn oft hei am Haus gesinn hunn.

Ze preziséieren ass awer, dass dat materiell Uwendungsfeld net esou wäit geet, wéi bei deenen aneren ähnleche Konventiounen, déi ech elo grad ugeschwat hunn. Dës Konventioun applizéiert sech exklusiv op d'Législatioun vun deenen zwee Länner an der Matière vun der Assurance pension en cas de vieillesse an Assurance d'invalidité et de survie. All déi aner sozial Mesurë sinn do net dran.

D'Konventioun preziséiert awer am Artikel 2, dass et awer méiglech ass fir d'Travailliers détachés a fir d'Membere vun diplomatesche Missiounen, gewëssen aner Rechter ze kréien.

De Statsrot huet dësse Projet a sengem Avis vum 23. Februar 2010 guttgeheescht. En huet a sengem Avis op en Iwwersetzungsfeeler beim Artikel 8, c an der offizieller Iwwersetzung higewisen. Ech hunn du mat mengem Aarbechter, mat där zoustänneger Damm, Kontakt geholl, a bei der Sécurité sociale an der offiziöser Versioun ass deen Iwwersetzungsfeeler verbessert.

Dofir géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif lech bieden, dës Konventioun ze stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel. Wéi mer dat vun him gewinnt sinn, war hien erëm extrem kloer a genau, esou datt kee méi d'Wuert ze ergräife brauch. Och net méi déi Häre Spautz a Wagner.

Mir kéimen direkt zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 6106 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Christine Doerner), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrigh-

Duval), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Schiltz freet d'Wuert.

13. Motion de M. Jean Colombero relative aux travaux à effectuer sur la RN7

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här President, wat déi Motioun vum Här Colombero ubelaangt, géif ech vorschloen, déi an d'Kommissioun ze renvoyéieren. Well wa mer se haut stëmmen, da mécht den Här Kaes eis vu Freed en Häerzinfarkt, a wa mer se oflehnen, da mécht en eis vun Trauer an Dépit en Häerzinfarkt. Duerfir kommt, mir maachen dat an der Kommissioun gemittlech.

(Interruption et hilarité)

► **M. le Président.**- Also, ech ginn dovun aus, datt den Här Colombero net de Risque vun engem Häerzinfarkt vum Här Kaes wëllt a Kaf huelen an domadder d'accord ass, datt déi Motioun an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt.

(Brouhaha général)

Den Här Colombero ass domadder d'accord, da gëtt also déi Motioun an d'Kommissioun...

► **M. Jean Colombero** (ADR).- Mä net op onbestëmmten Zäit!

(Brouhaha général)

Et ass awer ze wichtig.

► **M. le Président.**- Déi Motioun geet an déi dofir zoustänneg Kommissioun.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat N°6 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ambassaden, déi hei zu Lëtzebuerg zougemaach ginn. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

14. Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nodeems déi ungaresch Ambassade zu Lëtzebuerg schonn z'joert zougemaach gouf, huet viru kuerzem och déi schwedesch Ambassade annoncéiert, datt si hir Büroen zu Lëtzebuerg wäert zougemaachen. De Rumeuren no - an et wär interessant, vum Här Minister ze héieren, ob hien dat ka confirméieren - sollen och nach weider Ambassaden zu Lëtzebuerg zougemaach ginn.

Konsequenze vun där Entwécklung gëtt et der vill. Fir Lëtzebuerg bedeit dat un éischter Plaz e Prestigeverloscht als internationaler Hauptstadt. Eng Stad, déi net vill Ambassaden huet, gëtt um internationale Plang als éischter manner wichteg considéréiert. Et bedeit och eng Entrave fir

d'Promotioun vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg a sécher och e manner groussen Ureiz fir auslännesch Firmen, fir sech bei eis am Land niddereelossen.

D'Ambassadë leeschten e wichtige Bäitrag zum sozialen a kulturelle Liewen am Land. Manner Ambassaden heescht och manner kulturell Impulser.

Wann auslännesch Ambassadë feelen, da gëtt et fir eis Regierung vill méi schwéier, Lëtzebuergesch Positiounen an Ausland bekannt ze maachen a fir eis Interesse Reklamm ze maachen. Zumools dann, wann an deene betreffende Länner keng resident Lëtzebuergesch Ambassade existéiert, esou wéi dat zu Stockholm oder och zu Budapest de Fall ass.

Déi Ambassaden, déi vu Bréssel aus eist Land ofdecken, kënnen dee Rôle net spillen. Vill vun hinne komme just eemol am Joer op Lëtzebuerg, an zwar fir den Nationalfeierdag. Och en Honorarkonsulat huet nëmme ganz ageschränkt Méiglechkeeten a kann eng Ambassade op kee Fall remplacéieren.

Fir déi jeeweileg national Communautéiten hei am Land gëtt d'Liewen och méi schwéier, well vill vun hiren Démarchen an Zukunft iwwer Bréssel gemaach gi mussen, amplaz hei direkt op der Plaz. Dat schwächt selbstverständlech och d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg. Och gëtt et désagrèabel Konsequenzen, dacks Entloossunge fir dat lokalt Personal vun den Ambassaden.

D'Regierung, Här President, kann net soen, datt dat alles net schlëmm wär. Selbstverständlech ass et schlëmm, well mir déi auslännesch Ambassaden hei batter néideg brauchen!

Virun allem soll d'Regierung net probéieren ze erzielen, et wär net hir Matschold oder hir Matverantwortung, datt auslännesch Ambassaden hei zougemaachen. Sécher, vill auslännesch Staten hunn, wéi eis Regierung och, finanziell Problemer. Mä wann am Ausland eist Land nach géif aussepolitisch eescht geholl ginn, da géifen d'Ambassaden op anere Plazen zougemaach ginn an net hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn eng Regierung, déi d'Interesse vun eiselem Land net nëmmen net verdeeget, mä déi eist Land och nach finanziell geschwächt huet duerch eng falsch Décisioun no där anerer: am Dossier Bankgeheimnis, an der Zënsbesteuerung, am Dossier TVA, am Dossier Tanktourismus, duerch eng Kapitulation no där anerer virun Europa.

Datt d'Ambassaden zougemaachen, huet awer och domat ze dinn, datt d'Lëtzebuerg Regierung schonn e puermol de Schweden an den Ungarn versprach hat, d'Réciprocitéit spillen ze loossen an eng Lëtzebuergesch Ambassade zu Stockholm an zu Budapest opzemaachen. A fréiere Joren huet de Lëtzebuerg Ausseminister, Virgänger vum Här Minister Asselborn, a senger Erklärung zur Aussepolitik souguer dacks gesot, datt mir an all EU-Memberstat missten eng Ambassade hunn. Mä dat Versprieche gouf ëmmer nees gebrach. Stockholm als informell skandinavesch Hauptstadt wollt och ni vun eiselem Ambassadeur zu Kopenhagen mat ofgedeckt ginn. D'Rechnung krute mir elo presentéiert.

Mir sollten eis och froen, ob mir als Land deenen auslänneschen Ambassaden ëmmer optimal Liewens- an Aarbechtsbedéngungen offréieren. Eis fällt jiddefalls op, datt mir virun allem och um protokolaresche Plang heiansdo kéinte méi Héiflechkeet an Entgéintkommnes géigeniwwer eisen auslännesche Gäscht weisen.

D'Regierung Juncker/Asselborn verseet komplett, wann et drëms geet, nei international oder europäesch Institutiounen op Lëtzebuerg ze kréien. Mir kënnen eis jiddefalls net erënneren, datt zënter 2004 och nëmmen eng nei Institutioun op Lëtzebuerg komm wär. Keng eng! An engem Dossier, wou all Land säin Allerméiglechst mécht, fir nei Institutiounen ze kréien, ass bei eis just Passivitéit feststellen.

Ëmmer nees mussen mir feststellen, et gëtt keng Lëtzebuerg Aussepolitik ënnert dëser Regierung, ausser natierlech eng vehement antiisraelescher Linn vum Här Minister Asselborn. An och dowéinst maa-

chen d'Ambassaden zou. Do, wou keng Aussepolitik ass, ass och keng Ambassade.

Déi Entwécklung riskéiert nach virunzegoen, wann allerspéitstens 2014 en europäesch diplomateschen Déngscht an d'Existenz kënn. Mir brauchen deen Déngscht zwar net, mä d'Regierung wollt e jo hunn. E gëtt dann och ville Länner nei Argumenter, fir keng resident Vertriebung méi zu Lëtzebuerg ze ënnerhalen.

Här President, déi schwaarz-rout Regierung ass matverantwortlech fir d'Fermeture vun deenen auslänneschen Ambassaden zu Lëtzebuerg. A mir si gespaant drop, wéi den Här Minister Asselborn op dee Virwurf reagéiert.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An elo huet d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech mengen, et ass fir jiddwereen heibanne gewost, dass Ambassaden opmaachen an zougemaachen eng urrege Saach vun deene jeeweilege Länner ass. Ech wëll lech nëmme just drun erënneren, dass Lëtzebuerg virun zwee, dräi Joer eng Ambassade a Malaysia zougemaach huet, fir eng an Thailand opzemaachen.

Et stëmmt, dass zwou Ambassaden hei zougemaach hunn. Allerdéngs muss een do och wëssen, wéi de schwedeschen Ausseminister mech informéiert huet, huet en och gesot, dass dat jo och misst goen, dass ee kéint mat Nonrésidenten déi Aufgaben iwwerhuelen.

168 Länner sinn hei zu Lëtzebuerg akkreditéiert, 168! Dovunner sinn der 144 am Land. Et sinn also 24 Länner hei am Land vertrauden. 139 vun deenen 144 sinn zu Bréssel an et sinn der nach eng oder zwou zu London an zu Paräis. Dat heescht, dat fonctionnéiert. A wann een elo kuckt, wéi eisen Déngscht opgebaut ass no baussen: Mir si physesch präsent an ongeféier 30 Länner op der Welt. Mir sinn och physesch präsent an 20 internationalen Organisiatiounen. An do dernieft si mer nach a 40 anere Länner! Dat heescht, mir hu praktesch dräi Länner ofzedeeckt pro Ambassade.

An ech mengen, wat d'Land interesséiert a wat lech vläicht och hei interesséiert, dat ass, dass mer no där Conférence diplomatique, déi mer elo haten, probéieren nach méi Effikassitéit do kënnen opzebauen. Ech hu gesot, mir maache keng Ambassaden zou, mir maache keng Ambassaden op, mä mir kucken, fir méi effikass an Europa selwer, um Territoire vun Europa, net vun der Europäescher Unioun, mä an Europa selwer an och op der Welt, op deene Plazen, wou mer wierklech grouss Intérëten hunn, fir déi kënnen besser ofzedeecken.

Mir maachen dat mat ongeféier 100 Diplomaten. Dat sinn immens gutt ausgebildete Leit, déi och vill gudden Wëllen hunn an déi dacks véier, fënnf Länner ze zerwéieren hunn an dat och mat ganz vill Energie fäerdeg bréngen.

D'Lëtzebuerg Diplomat, Här President - vläicht sidd Der mat mir d'accord, an och déi Leit, déi hei nolauschteren, an och d'Leit dobaussen -, huet eefel Présidencé gemeeschtert, a mir ginn iwwerall als ee Land considéréiert, wat wierklech villes mat senger Diplomatie fäerdeg bruecht huet. Mir wäerten dat och an Zukunft maachen.

Mä ech - an ech mengen, keen aus der Regierung, och net de Grand-Duc an och net de Premierminister - hu keng Influenz op aner Länner, wat déi mat hiren Ambassade maachen. Ech wëll lech just soen, dass d'Schweden a fënnf Länner vun der Europäescher Unioun Ambassaden zougemaach hunn. A fënnf! A si sinn op Plaze gaangen, wou se nach vläicht virun zéng Joer ni dru geduecht haten dohinner ze goen, wéi op Kabul oder wéi an Transnistrien oder op aner Plazen. Mä dat ass de Choix vun hirem Regierung, fir dat alles ze maachen.

Ech géif och mengen, Här President, léif Kollegen, dass een net soll mengen, dass een haut - och virun allem mat Lissabon - misst an all europäeschem Land präsent sinn. Mir sinn haut e weéne an engem



anere Film. De Service d'action extérieure ass an de Kannerschong, dee wäert sech opbauen. Ech hunn dat schonn e puermol gesot. Um konsularesche Plang wäerte mir als Lëtzebuurger vun deem Service an der Welt do och Hëllef kréien. Mir kucken emol, wéi dee sech dévloppéiert.

Als Fazit - an ech wëll elo net op déi Geschichten agoen, déi elo grad hei gesot gi sinn - mengen ech awer, dass mir mat deem Instrument, wat mir an der Welt hunn, do ganz gutt kënnen operéieren, an dass mer hei zu Lëtzebuerg selbstverständlech jiddwereen, deen hei eng Ambassade opmécht, wëllkomm heeschen.

Mir hunn zwou Ambassaden am Ausland, zum Beispill an Indien, wou nach keng hei zu Lëtzebuerg ass. Mir probéieren natierlech och do eis ëmmer e wéineg esou anzebréngen, dass déi och géife bei eis kommen. Mä, wéi gesot, ech mengen, dass d'Diplomatie am 21. Jorhonnert net vun der Präsenz vun den Ambassaden ofhänkt. Do gëtt et haut ganz aner Mëtzel, obschonn d'Ambassade selbstverständlech eng Wichtigkeet behalen, déi an all Land an och an der Europäescher Unioun selbstverständlech an Zukunft unerkannt bleift.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister. Här Kartheiser, wëllt Der nach eng Kéier kuerz d'Wuert ergreifen?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

► **M. le Président.**- Kuerz!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Och Merci dem Här Minister, datt hien déi Statistiken hei nach eng Kéier erwähnt huet, déi mer awer schonn all kennen.

Den Här Minister ass heihinner komm, fir déi Theorie ze verbreden, datt mir hei keen Afloss hätten op d'Präsenz vun den Ambassaden. Dat ass awer méi komplizéiert. Mir hunn hei Verhalensweisen zu Lëtzebuerg, déi einfach net international üblech sinn. Zum Beispill missten déi Ambassaden, déi hei akkreditéiert sinn, mä déi awer eigentlech zu Bréssel sinn, u sech heihinner kommen, fir och konsularesch Aufgaben an deem Land ze maachen, wou si akkreditéiert sinn.

An der Praxis awer, wa mir zum Beispill Asylanteproblemer hunn, da féiere mir Leit, vun deene mer wëllen eng Identitéit feststellen, ouni richteg geregelt legal Basis op Bréssel, fir do mat den Ambassaden ze probéieren déi Leit ze identifizéieren. C'est le monde à l'envers! Ambassaden, déi hei akkreditéiert sinn, sollten heih kommen. A mir als souveräne Stat sollten och drop insistéieren, datt dat esou gemaach gëtt.

(Interruption)

Da froen ech awer den Här Minister Asselborn, wéi hie sech dann als Ausseminister zu där Tatsaach stellt, datt mir déi international rechtlech Normen a Gefloogenheeten an esou engem wichtege Dossier net anhalen.

Villmools Merci!

► **M. le Président.**- Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.**- Här President, ech wollt just soen, dass ech net domadder d'accord sinn, wat elo gesot ginn ass, dass déi meescht Länner just Nationalfeierdag erofkommen. Dat ass net wouer. Do sinn der derbäi, déi komme regelméisseg, net nëmme bei mech an de Büro, si kommen och bei d'Fraktionspresidenten, si kommen an d'Chamber. Ech mengen, si kommen och bei lech, Här Chamberspräsident. An do gëtt et Länner, et hänkt natierlech dovunner of, wéi aktiv dass se wëllen dat maache mat eis. Mä mir encouragéiere se. Mir soen hinnen: Eis Dier ass op. Wann Der eppes hutt, da mell lech bei eis. An dat fonctionnéiert.

Ech kann lech nëmme just soen, ech war zum Beispill d'lescht Woch a Südamerika, an déi Ambassaden hu ganz kloer matgeholl, dat alles ze organiséieren. Dass déi heihinner komm sinn an och gekuckt hunn, wat fir Intérëten dass an deene

Länner sinn, déi Iwwerschneidungen hu mat eisen Intérëten, dass mer do eng total gutt Zesummenaarbecht hunn.

Den Här Kartheiser huet elo eppes ugeschnidde vun de Réfugiéen, also vun den Asylanten. Dat stëmmt, dass mer do dacks eben de Wee maachen op Bréssel. Mä ech menge jo awer, wann déi schonn eis d'Dieren opmaachen an eis doranner wëllen hëllef, da solle mer dat och entgéintheelen an net einfach soen, wann Dir net hei bei eis kommt, da komme mir och net bei lech. Bréssel a Lëtzebuerg si jo awer praktesch Porte à porte. Et brauch een nëmme op Stengefort ze fueren, dann ass ee scho bal zu Bréssel,...

(Hilarité)

...an emgedréit och. Also dat meeschtere mer.

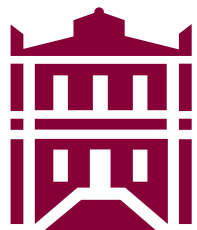
Merci.

► **M. le Président.**- Merci nach eng Kéier dem Ausseminister. An ech ka confirméieren, datt regelméisseg Ambassadeuren, déi just zu Bréssel sinn, och hei an der Chamber virsprechen.

Domadder wäere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.16 heures)



SÉANCE 25

JEUDI, 18 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M^{me} Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
- Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
2. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution
- M. le Président
- Vote sur la poursuite de la procédure législative
3. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
- Débat: M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel, Mme Lydie Err, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann, M. Marc Angel
- Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber heiriwwer eng Debatt. D'Madame Ministesch huet d'Wuert.

1. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Merci, Här President. Dir Dammen

an Dir Hären Deputéierten, d'Politikgestaltung am Allgemengen, an der Kooperatioun am Speziellen, verlaangt niewent der Bestännegkeet vum Asaz, ouni deen d'nohalteng Entwécklung eng eidel Hüls bleift, och eng Portioun Oppenheet fir nei Weeër ze goen, jo vläicht souguer eng Grimmel Kreativitéit a Fantasie, fir kënnen ze hoffen, deenen enormen Erausforderungen, déi sech eis an der Entwécklungswelt stellen, gerecht ze ginn.

De Rapport annuel vun der Lëtzebuurger Kooperatioun vum Joer 2009, esou wéi d'Gesetz e virgesäit, kritt d'Chamberskommissioun dëst Joer ewell viraussichtlech nach virun der Summerpaus. Haut geet et awer drëm, hei an eiser ieweschter politescher Instanz opzezeechen: éischten, wou déi international Diskussioun iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht histeiert; zweetens, wéi Lëtzebuerg sech un der Formulierung vun neie Perspektiven a Konzepter bedeelegt; an drëtten, wéi eng Optioun mer schliesslech zrëck behalen, fir eis national Kooperatiounspolitik effikass par rapport zu de Besoinen

a kohärent par rapport zu deenen anere Politike vun der Regierung ze gestalten.

Mä fir d'éischt wëll ech am Numm och vun eise Partnerlänner an a mengem eegenen Numm der Chamber Merci soen, datt d'Deklaratioun vun haut an d'Debatt doriwwer deeselwechten Dag kënn stattfannen. Et erlaabt den Ambassadeur vun eise Partnerlänner, eisen Échange direkt an integral ze verfollegen. Et ass dat méi wéi just ee manéierleche Geste, et ass den Ausdruck vu Respekt an enger dagdeeglech gelieferter Partnerschaft, an engem Donateur wéi Lëtzebuerg, dee regelméisseg op d'bonne Gouvernance an de Partnerlänner pocht, steet dat gutt zu Gesiicht. Et ass och déi Transparenz, déi mer wëllen, datt déi awer och an eisen nationalen Debatte praktizéiert gëtt. Ech wëll och elo ewell e grouse Merci soen den Dolmetscher fir hir Aarbecht an deenen nächste Stonnen.

D'Joer 2010 huet et a sech. An dat net nëmme weinst deem vollgepaakte Kalender vun internationale Rendez-vousen. Et wier wahrscheinlech ze vill einfach gewiescht, wann ech hätt kënnen nahtlos do uknäppen un där Trame, déi mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, d'lescht Joer op dëser Tribün fir d'Lëtzebuurger Kooperatioun opgezeechent hat. Ech wëll dem Jean-Louis Schiltz nach eng Kéier Merci soe fir dee substanzuellen Input, deen e gemaach huet, sougutt op nationalem wéi op europäeschem an op internationalem Plang, deem iwwerall, wou ech hikommen, mat grousem Respekt begéint gëtt.

Eng Rei vun deene Propositionen, déi den Här Schiltz d'lescht Joer hei gemaach huet, wäerte méi séier emgesat ginn, anerer vläicht méi spéit, och dat ënnert dem Diktat vun der Aktualitéit. An deem Sënn ass et dann och onémgängelech, haut un éischer Plaz hei vun Haiti ze schwätzen. Weinst dem Ausmooss vun där humanitärer Katastroph, mä och weinst där bemierkenswäerter Generositéit, mat där d'Bevölkerung hei zu Lëtzebuerg dorop reagiert huet an och viru reagiert, trotzdem, datt keng Kamerae méi op der Plaz sinn. Opgrond vun de Léieren, déi mer aus der Äerdbeiwekatastroph vun

Haiti kënnen zéien - mä och aus fréieren humanitären Asätz -, hunn ech wëlles, déi grouss Zich vun enger nach méi effikasser Lëtzebuurger Aide d'urgence virstellen: ee Konzept, dat noweislech op Lëtzebuurger Avantages comparatifs berout. Ech kommen herno dorobber zrëck.

Här President, wou steiert déi international Diskussioun iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht hin? Aus der entwécklungspolitescher Perspektiv steet 2010 virun allem am Zeeche vun de Millenniumsentwécklungsziler, den „Objectifs du millénaire pour le développement“. Zéng Joer nom Millenniumssommet, deen de politesche Wee fir déi ambitiéis Entwécklungsziler fräi gemaach huet, zitt d'UNO Enn September en Tëschebilan, an no zwee Drëttel vun dem Wee, dee bis 2015 am Fong misst zur Realisatioun vun deenen aacht OMDe féieren. A sengem Rapport am Virfeld vun dësem Nofolgesommet zeechent de Secrétaire général vun der UNO, de Ban Ki-moon, richtegerweis kee rosegt Bild vun der Situatioun.

Global gesinn ass d'Zuel vun de Mënschen, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen, zwar tëscht 1990 an 2005 vun 1,8 Milliarden op 1,4 Milliarden zrëckgaangen. Mä heibäi hat d'Evolution a China am stäerksten zu Buch geschloen. Déi detailléiert Analys vun der Situatioun ergëtt vill méi en nuanciéierten Tableau, dee vu Region zu Region an heiansdo vu Land zu Land anescht ass.

Sou ass an Afrika südlech vun der Sahara d'Zuel vun deenen, déi mat manner wéi 1,25 Dollar den Dag mussen auskommen, tëscht 1990 an 2005 ëm 92 Milliounen eropgaangen. Trotzdem gëtt et positiv Resultater a verschiddene Secteuren, wéi zum Beispill bei der Kannerstierflechkeet an dem Taux de scolarisation am Primärunterricht. D'Zuel vun de Stierffäll bei Kanner ënner fënnf Joer louch 2006, déi éischte Kéier zënter datt Statistike gefouert

goufen, ënnert der Zéng-Millioune-Grenz. Par rapport zu 1960 wor et eng Baisse vu 60%. A praktesch all de Regione vun der Welt läit den Taux de scolarisation am Primärschoulalter 2006 bei iwwer 90%, an Afrika awer leider nëmme bei 71%.

Dem Secrétaire général säi Rapport confirméiert och, datt et déi äermste Populationen an de Pays les moins avancés, den enclavéierte Länner an an de klengen Inselstate sinn, déi am meeschten ënnert dem kombinéierten Effekt vun Aarmut, Wirtschaftskris, Liewensmüttelkris a Pétrolspräisser ze leiden hunn. Obschonn et encouragéierend Beispiller gëtt, wéi de Cap-Vert, deen d'Emancipatioun aus dem Grupp vun deene Pays les moins avancés gepackt huet an deen d'OMDe wäert errechen, gesi mer dach awer, datt et déi benodelegt Länner sinn, wou d'Millenniumsentswécklungsziler dacks net bis 2015 kënnen ëmgesat ginn.

Virum Hannergrond vun dësem durchwuessene Bild variéieren d'Reaktiounen, an zwar tëschent deenen - a bei déi wëll ech d'Lëtzebuurger Kooperatioun och zielen -, déi sech net domadder zefridde ginn, en onzefriddestellende Constat ze maachen an dann d'Bengele bei d'Tromm ze leeën, an deenen, déi - ëmmer schéin am Wand vun der Zäit - elo d'Objectifs du millénaire en bloc ofschreiwen, ënnert dem Prétexte, si géifen den Erausforderungen net gerecht ginn. Dat sinn zum Deel déiselwecht, déi sech 2005 ënner Lëtzebuurger Présidence nach mat dozou engagéiert haten, 2015 endlech eng öffentlech Entwécklungshëllef vun 0,7% vun hirem Revenu national brut opweises ze hunn, an déi haut deenen nom Mond rieden, déi vun „dead aid“ schwätzen, wéi der Ekonomistin Dambisa Moyo aus Sambia - déi awer gemittelt an Amerika leeft - oder vun der Mort de l'APD, wéi de Jean-Michel Severino vun der Agence française de développement.

Et ass ze vill einfach, all Kéiers wann de Wand vun der Geschicht engem e bësse méi schaarf an d'Gesicht bléist, einfach ëmzefalen an nei pseudo-intellektuell Theorien ze entwéckelen, déi et erlabe sollen, sech aus der Verantwortung vun deenen eegenen Engagementer erauszufuddelen. Ewell zënter 2000 wor gewosst, datt d'Millenniumsziler net de ganze Spektrum vun de Problemer an der Entwécklungshëllef géifen ofdecken, mä - tëschent Gänsefëisercher - „nëmmen“ allgemeng unerkannte Prioritéite wieren. An zënterhier woussst och jiddwereen, dee sech seriö mat der Problematik beschäftegt huet, datt de Kampf géint d'Aarmut net zum Nulltarif kéint gewonne ginn.

Wouer ass par contre, datt d'Lëscht vun de Problemer an Erausforderungen zënter 2000 net méi kuerz, mä eisichter méi laang a méi komplex gouf. Effektiv wor deemools näischt gewosst, weder vun engem 11. September nach vun der Liewensmüttelkris, der Deirecht vun den Energiepräisser, der Finanz- an der Wirtschaftskris, an och net, wéi schwéier de Klimawandel géif schlussendlech an d'Wo falen.

An deem Kontext muss ee bedauern, datt den Niveau vun der internationaler Entwécklungshëllef net an deem Mooss eropgeet wéi versprach, mä et kann een awer net an deemselwechten Abléck dës Entwécklungshëllef doutrieden. Och wann nei Acteuren op der Zeen vun der internationaler Hëllef amgaange sinn, sech zu enger neier Zort vun Donateuren ze mausern - ech denken u privat Fondatioune wéi déi vun Bill a Melinda Gates oder och nei öffentlech Acteuren, wéi zum Beispill China um afrikanesche Kontinent -, dann ass et nach net realistesch, déi ronn 100 Milliarden Dollar international Entwécklungshëllef all Joers aus dem Finanzement vun der Entwécklungsarbeit ewechzedenken. Villméi muss een un deenen Entwécklungshëlfe festhalen an déi nei Acteuren, déi vläicht nach net ëmmer all mat deem néidege Solidaritéitsgedanken un d'Saach eruginn, op d'Grondregele vun der effikasser Hëllef am Sënn vun der Déclaration de Paris astëmmen.

Wéi bedeelegt Lëtzebuerg sech un der internationaler Diskussion? All dës nei Elementer an der Diskussion setzen den Drock op déi traditionell Donateuren - öffentlech a privat - erop. Dofir ass et ëmsou méi néideg, datt dës Froen an deenen dofir zoustännegen internationale Foren op d'Tapéit kommen, sief dat an der Europäescher Unioun, an der OCDE oder an der UNO.

Um europäeschen Niveau muss ee sech félicitéieren, datt mat Spuenien an der Belsch zwou successiv Présidencen den Agenda bestëmmen, déi um Fong vun der Entwécklungsdiskussion d'selwecht denke wéi mir.

Anerersäits werft deen neie Lissabon-Vertrag och am Beräich Entwécklungszesummenaarbecht eng Rei nei Froen op. Esou bleift nach ze klären, wéi d'Haute Représentante fir Aussepolitik an den Entwécklungskommissär respektiv d'Kommissärin vun der Aide humanitaire sech d'Aarbecht an der Relatioun mat den Entwécklungslänner wäerten opdeelen.

An där Diskussion net persounebezunn, mä argumentéiert villméi fir eng kohärent Léisung, déi deem, deen d'Responsabilitéit vun der Exekutioun vun der Entwécklungshëllef dréit, och e seriöt Matsproocherecht bei der Programmation zouspéich.

D'Endresultat soll och net esou ausfalen, datt eis EU-intern Organisatioun de Partnerlänner nach méi schwéier verständlech gëtt, wéi dat ewell de Fall ass. Et ass ze hoffen, datt déi nächst europäesch Conseile vun de Stats- a Regierungschefen an déi vun den EU-Entwécklungsministere hei kënnen Kloeerheit schafen.

Eis Aarbecht wäert et heibäi sinn, virum am Sënn vun enger kohärenter Entwécklungshëllef ze plädéieren bei deenen anere Memberlänner, an zesumme mat deenen neie Kommissären, dem Andris Piebalgs an der Kristalina Georgieva. Éischt Kontakter mat hinne konnte mer op enger informeller Ministeschréunioun am Februar knäppen.

An der OCDE war ewell d'lescht Joer ee Reflexiounsexercice iwwert d'Zukunft vun der Entwécklungszesummenaarbecht ugaangen. Dat steet der Organisatioun och gutt zu Gesiicht. Ëmmerhi war et de Comité d'Aide au Développement, de CAD, deen Enn der 90er Joren d'Weihe gestallt hat, fir d'Millenniumsentswécklungsziler ze definéieren.

D'Entwécklungsdirektioun am Ausseministère huet et sech deemno och net huele gelooss, aktiv un de Gespréicher am CAD deelzehuelen. D'Grondiwurzeegunge vun der Lëtzebuurger Kooperatioun, wéi zum Beispill déi, datt méi kompetenz-iwwerschneidend muss geschafft ginn, konnten hei zemoos beim Thema „global public goods“ mat erafléissen.

Wat eis Relatioun mam CAD soss nach ueget, hunn ech decidéiert, d'Offer vun President Eckhard Deutscher opzegräifen an nach dës Joer eng Revue à mi-parcours, also tëschent zwou „peer reviewen“, vun der Lëtzebuurger Kooperatioun duerchezéien. Dat wäert sécherlech méi e lichte Exercice si wéi eng „peer review“ u sech, mä trotzdem een Exercice vun Transparenz a Kredibilitéit, dee mer eis schëlleg sinn, wa mer wëllen an de Konzeptdiskussionen eschtgeholl ginn.

Am Kontext vun eiser Aarbecht bei a mat der UNO kréie mer dës Joer op d'mannst dräimol Geleeënheet, fir eis Vuen iwwert déi zukünfteg Gestaltung vun der internationaler Kooperatioun mat eranzubringen: elo am Abrëll, wa mer eis alljährlech bilateral Kontakter mat de Fongen an de Programmen hunn, Enn Juni op der ministerieller Sëtzung vun Conseil économique et social (ECOSOC) an am September um Nofolgesommet iwwert d'Millenniumsziler.

Ee Message, dee mer wichtig schéngt bei deene Geleeënheeten ze vermëttelen, ass deen, datt souguer eng komplett Ëmsetzung vun den Objectifs du millénaire bis 2015 d'Aarmut weltwäit ëm d'Halbschent géif drécken, esou wéi et och virgesinn ass, an deementspreechend viru konsequent Efforté vun der internationaler Gemeinschaft an och vun den Entwécklungslänner selwer mussen decidéiert an duerchgezu ginn; an zwar an engem Rhythmus, deen der demographescher Entwécklung och Rechnung dréit.

Et ass net nëmmen eng Geschicht vu Wuert halen oder Gesiicht verléieren, mä wann ee mat engem kloere Bléck a Geescht ënnersicht, wéi enk d'Aarmutbekämpfung, de Kampf géint Onsécherheet, de Kampf géint de Klimawandel, d'Gestioun vun de Migratiounen an d'Wirtschafts- an Handelsrelatioune matenee verstréckt sinn, kënn een och onweigerlech zum Schluss, datt all Effort, dee mer haut a muer an der Entwécklungszesummenaarbecht maachen, eis selwer zeguttkënn. An et brauch ee sech och net ze schummen, fir dat eng Kéier ze soen.

Här President, wéi eng Optioun wëlle mer spezifesch fir d'Lëtzebuurger Kooperatioun zréckbehalen? D'Kooperatiounspolitik, wéi all aner Politiken och, gëtt net an engem Vakuum konzepiert an ëmgesat. D'gesamt internatiounalt Ëmfeld, mat virop de Konsequenze vun der Finanz- an der Wirtschaftskris, ass zersat mat méi oder manner pertinente Contrainté fir d'Entwécklungszesummenaarbecht.

An ech wëilt hei zwou Zuelen an deem Kontext nennen: 2010 wäerten déi industrialiséiert Länner aus der OCDE kollektiv 21 Milliarden Euro ënner hiren ugekënnegten Hëllefsbudgete bleiwen. Mä nëmme véier Milliarden dovun sinn op de Réckgang vun deene respektiven nationalen Akommes, de Revenus nationaux bruts, zréckzeféieren. De Rescht sinn einfach onerfëllte Versprechen, virun allem vis-à-vis vun Afrika, an déi objektiv näischt mat der Kris ze dinn hunn.

An deem Kontext ass et sécher manner wéi jee eng Schan, mä méi wéi jee eng Eier, als Lëtzebuerg bei deenen ze sinn, déi hir Versprechen anhalen a sech och a schwierigen Zäiten als zuverlässigen internationale Partner bewiesen.

De Regierungsprogramm gesäit deemno vir, datt de quantitativen Effort vun der Lëtzebuurger Kooperatioun sougutt als Prozentsaz vun nationalen Akommes mat engem Prozent wéi och am Volume wäert bäibehale ginn. Als Kooperatiounsminister sinn ech natierlech besonnesch frou, datt dës wichtig politesch Orientatioun och vun der Chamber matgedroe gëtt.

An deenen nächste Woche wäert d'UNO méi prezis Donnéeën iwwert d'Realisatioun vun de Millenniumsziler Land fir Land produzéieren. Fir d'Lëtzebuurger Kooperatioun ass d'Diagnos iwwert d'OMDen elo besonnesch wichtig, well 2010 an 2011 mat eisen Haaptpartnerlänner déi drëtt Generatioun vun de Programmes indicatifs de coopération, d'PICen, verhandelt gëtt.

Dës Kadervertrag definéieren d'Haaptstoussrichtungen vun eiser Zesummenaarbecht mat deene Länner fir déi nächst véier bis fënnf Joer a sollen natierlech och der Ëmsetzung vun de Millenniumsziler déngen.

Nieft dem finanzielle Kader, deen an dese Programmer fixéiert gëtt, an natierlech ënnert dem Virbehalt, datt d'Chamber dee jeeweilige Budget stëmmt, läit et mer um Häerz, d'Qualitéit vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef virun ze verbessern. Dofir lafen am Moment d'Revues à mi-parcours vun de PICe vun der zweeter Generatioun. Dës Evaluatioune lafen op Recommendationen eraus, déi d'Ausrichtung vun deenen nächste PICe kënnen matprägen.

D'Gespréicher mat de Partnerlänner wäerten dann an engem kloere Kader verlafen, am Respekt vun internationalen an europäesche Richtlinnen, wéi zum Beispill der Déclaration de Paris iwwert d'Effikasitéit vun der Hëllef, dem „Accra Agenda for Action“ an dem europäesche Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail, mä och am Respekt vun jeeweilige Kontext an den eegenen Entwécklungsstrategie vun eise Partnerlänner.

Erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen, fir iwwert d'Situatioun am Niger ze schwätzen. No der konstitutioneller Kris d'lescht Joer am August huet Lëtzebuerg mat der Suspensioun vun all nei geplangten Accordé reagiert, lafend Projeten awer net ënnerbrach, fir net weinst Retarden onnéideg Käschten ze provozéieren. Och d'Ënnerstëtzung vun den ONGs-Projeten, déi direkt der Populatioun zeguttkommen, ass virugaang.

Et huet mer awer wichtig geschéngt, ze weisen, datt dat fir eis bonne Gouvernance keng eidel Wieder sinn. An trotzdem verlaangt esou eng Situatioun eng proportionéiert Äntwert, fir net kontraproduktiv ze sinn an d'Acquisé vun eiser Kooperatioun a Fro ze stellen. Eis Reaktioun war natierlech mat där vun den europäesche Partner, virop der Kommissioun, koordinéiert. Et goufen och zënterhier, a bis elo virun, regelméisseg Kontakter mat der Ambassade vun Niger zu Bréssel. An ech kann lech och soen, datt dat keng lücht Décisioun war.

D'Mediatioun am Niger tëschent der Regierung an der Oppositioun am Kader vun der Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, ass leider zënter Enn 2009 an enger Sakgaass. An de Coup d'État vum 17. Februar huet d'Situatioun och net vereinfacht.

Déi, déi d'Muecht u sech gezunn hunn, hu keng Legitimitéit. Et ass awer gutt, datt d'Gespréicher am Kader vun Artikel 96 vun den EU- an den ACP-Accorden, deen de politeschen Dialog an esou Fäll regelt, viruginn. Mir hoffen, datt den Niger esou séier wéi méiglech zréckfénn op d'Schinn vun der demokratescher Legitimitéit, fir net duerch manner Hëllef an duerch eng onrechtméisseg politesch Leedung déi Fraen, Kanner a Männer am Niger duebel ze strofen, déi keng Schold un der politescher Kris hunn an déi eis Hëllef brauchen.

Et sief an deem Zesammenhang och nach drun erënnert, datt den Niger 2009 op der leschter Plaz vun PNUD - dat heescht, dat 182. Land vun 182 - war, wat säin „human development index“ ubelaangt.

Komme mer zu der drëtter Generatioun vun de PICen, déi sollen engem dräifachen Objektiv déngen:

éischtens, Äntwerte bréngen op d'Besoiné vun eise Partnerlänner;

zweetens, op eise komparativen Avantagen opbauen, andeems mer eis op eis prioritär Secteure konzentréieren - zum Beispill an der Berufsausbildung, dem Gesondheitswiesen, der Gestioun vu Waasser an Ofwaasser, mä och an der Mikrofinanz an deenen neien Technologiën -, fir esou vun der Projetsapproche op eng sektoriell a programmatesch Approche iwwerzewieselen;

drëttens, Iwwerschneidungen an Duplikatioune mat anere Bailleurs-de-fonden ze vermeiden a verstärkt do, wou et Sënn mécht a vertribar ass, déi national Prozedure vun jeeweilige Partnerland unzeweenden. Eng Aufgab, un där mer zesumme mat der Agence Lux-Development amgaang sinn ze schaffen.

Déi pluriannuell Programmes indicatifs de coopération sinn deenen äermsten Entwécklungslänner besonnesch an Zäite vu Wirtschaftskris nach méi wäertvoll, well se hinnen duerch d'Previsibilitéit vun eiser Hëllef eng gewisse Planungssécherheet ginn, déi noutwendeg ass, fir deene komplexen Erausforderunge vun haut entgéintzuetrieden.

Ech wëll och haut hei den Engagement huelen, datt d'Chamber an där zoustänneger Kommissioun iwwert d'Substanz an d'Envergure vun deser drëtter Generatioun PICen informéiert gëtt, irer des Programme mat de Partnerlänner ënnerschriwwen ginn, fir domat och eng transparent Programmation vun de staatlechen Entwécklungsbudgeten ze garantéieren.

Här President, eng responsabel Begleitung vun eise Partnerlänner verlaangt och ëmmer méi dacks, iwwert d'Grenze vun dese Länner eraus ze kucken, an heibäi geet et net drëm, d'Diskussion ronderëm d'Lëscht vun de Partnerlänner nei opzemaachen. Villméi geet et drëm, d'Effikasitéit vun der Lëtzebuurger Entwécklungszesummenaarbecht ze garantéieren a verschiddene Realitéite besser Rechnung ze droen. Ech verweisen heifir op de Passage am Regierungsprogramm, dee virgesäit, datt d'Lëtzebuurger Kooperatioun verstärkt eng regional Approche soll hunn - do, wou et Sënn mécht - a sech och méi am Detail mat där sougenannter Situation de fragilitéit soll befaassen. Heizou e puer Erklärungen.

Lëtzebuerg ass weinst senger eegener europäescher Geschicht gutt gestallt, fir regional wirtschaftlech Integratioun ze



promouvéieren an ze ënnerstëtzen. D'Länner aus enger Region wéi Westafrika zum Beispill si mat deeneselwechten Erausfuere-derunge konfrontéiert: Aarmut, Onsécherheet, Klima an Demographie. Hei kann ee géigesäiteg Lektouren aus fréieren Erfahrungen austauschen. Hei kann aus der Experienz vum Noper geléiert ginn a gegebenenfalls kënnen hei Économies d'échelle gemaach ginn.

Dat verspricht zemoos do zoutreffen, wou et, ebe wéi a Westafrika, ewell regional Institutionen, wéi d'Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) oder d'Union économique et monétaire ouest-africaine, gëtt, déi gezielt institutionell Verstärkung brauchen, fir hir regional Politike besser kënnen ze formuléieren an ëmzesetzen. Hëllef vun där Zort dréit direkt zur Responsabilisatioun vun de Féierungskräften an den Entwécklungslänner bäi, déi d'Madame Moyo an hirem Buch esou vermësst. Mä amplaz dofir déi öffentlech Entwécklungshëllef ze verdamen, ass et sécher méi sënnvoll, déi öffentlech Entwécklungshëllef bewosst eben zu dësen Zwecker anzesetzen.

Lëtzebuerg huet och een Intérêt, sech verstärkt fir d'Fragilitéitssituatiounen no bei eisen traditionelle Partnerlänner ze interesséieren. Een Drëttel vun deene Länner, déi aus engem bewaffnete Konflikt erauskommen, verfare bannent fénnef Joer erëm an d'Gewalt, well d'Fridensdividend sech dacks net materialiséiert. De Risiko, datt d'Gewalt aus Nopeschlänner eriwverschwappt, ass net vun der Hand ze weisen. A wann den Hafe vun Abidjan erëm eng Kéier wéinst Biergerkrich an der Côte d'Ivoire sollt zougemaach ginn, da gëtt déi ganz westafrikanesch Sous-region nach eng Kéier ekonomesch ofgewiergt. D'Flüchtlinge passéieren op en Neits d'Grenzen a Länner, déi op keng Manéier virbereet sinn, fir se opzehuelen.

Dofir wäerte mer an Zukunft verstärkt d'Situatioun a Länner wéi der Guinée Conakry, der Guinée-Bissau, dem Sierra Leone, dem Liberia a Gambien am A behalen, mä och a Géigenden an eise Partnerlänner, déi manner stabil sinn. Ech denken heibäi un d'Casamance am Senegal, mä virun allem och un de Südbord vun der Sahara am Mali, am Burkina Faso an am Niger. Dës riseg an extrem dënn besiedelt Landstrécher, déi sech vu Mauritien bis an de Sudan erstrecken, si mat deene Mëtelen, déi déi Länner zur Verfügung hunn, net uerdentlech ze iwwerwaachen an zéien deementsprechend all méiglech Zorte vun illegalen Aktivitéiten un, vun Terrorismus iwwer Waffeschmuggel bis zum Drogen- a Mënschenhandel.

Konkret kënnen mer an Nokrichssituatiounen, dat heescht an der Transitionphasen tëscht dem Enn vun engem Konflikt an den traditionellen Développementsaktivitéiten, iwwer eis Action humanitaire hëllefen, d'Situatioun ze stabiliséieren. Et ass absolut complémentair mat deem, woufir Lëtzebuerg zënter méi wéi zwee Joer an der Peacebuilding-Kommissioun zu New York asteet.

Souwäit zur Kohärenz tëscht dësen zwou Forme vun aussepolitischer Aktivitéit. D'Zesummesspill tëscht Entwécklung a Sécherheet wäert iwwerengs och an der Lëtzebuerg Kandidatur fir e Sëtz vun 2013 bis 2014 am UNO-Sécherheitsrot eng wichteg Roll spillen.

Här President, fir eis all deenen Erausfuere-derungen ze stellen, zielen ech virun allem op déi gutt Zesummenaarbecht mat eise Partner. Deenen aus dem Süden, den internationalen Organisatiounen, an hee-heim virop mat den Entwécklungs-ONGen. Mat deenen ONGen hu mer - niewent eise regelméisseg Aarbechts-grupp - zënter enger Rei Joren d'Assises de la Coopération als privilegiéierte Forum fir Austausch an Diskussioun. D'Editioun 2010 ass fir déi drëtt Septembeerwooch geplangt; an ech hoffen, domat jiddwerengem mat dem Datum entgéint-zekommen.

Ech wëllt bei dëser Geleeënheet den ONGe Merci soe fir déi koordinéiert Reaktioun - Commentairen a Propositionen - op déi sektoriell Strategien, déi de Ministère am Laf vun dësem Joer an de Beräicher Santé, Waasser an Assainissement,

Éducatioun, Landwirtschaft, Ëmwelt, bonne Gouvernance, Genre, Développement local, Mikrofinanz an Action humanitaire virgeluecht huet. Mir versprechen eis vun dëse sektorielle Strategien, ënner anere och d'Aarbecht vun den ONGen op eng nützlich a verträglech Aart a Weis ze begleeden. Dofir ass et och fir eis natierlech, d'ONGen an dëse Prozess mat anzubannen. Dat misst och hëllef bei der Formulatioun a bei der Evaluatioun vun de Projeten.

Mir gesinn och d'Noutwendegkeet, grad an dëser Zäit d'Entwécklungsproblematiken an déi méiglech Äntwerten dorop dem Publikum am grouse Ganze méi no ze bréngen; ee Sujet, dee jo och den ONGen um Häerz läit.

Ee Sondage, deen d'ONGen an Opdrag ginn hunn, confirméiert, wat den Eurobarometer och ewell festgestallt huet: An der Populatioun hei am Land gëtt d'Entwécklungshëllef mat grouser Majoritéit als eng wichteg respektiv als eng ganz wichteg Aktivitéit ugesinn. Wann et awer ëm déi eenzel Konzepter an Instrumenter vun dëser Hëllef geet, besteet ganz kloer Erklärungsbedarf. Mir huelen dëse Message eescht, an et ass eis Intentioun, de Besoinen an den Erwaardungen, déi aus de Sondageresultater erauszulesen sinn, mat enger substanzierter Kommunikatiounsstrategie entgéintzekommen, sou wéi och den CAD se 2008 am Rapport vun der leschter „peer review“ proposéiert hat. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer och mat deene bestehende Budgetsmëttele fir dës Sensibilisatioun nach méi effizient kënnen schaffen.

Esou eng Kommunikatiounsstrategie gesi mer an zwou Parteien: éischtens d'Kommunikatioun fir Entwécklungsergebnisser erbäizeféieren, andeems mer erklären, wat als Objektiv ugestriift gëtt - zum Beispill d'Objectifs du millénaire - a wéi se sollen erreecht ginn - iwwer de Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail -; zweetens d'Kommunikatioun fir Entwécklungsergebnisser ze vermëttelen, zum Beispill de Réckgank vun der Kannerstierflechkeet, wou virun zwee Joer eng Brochure „La coopération, ça marche“ erauskomm ass.

Esou eng Kommunikatiounsstrategie leeft fir eis och iwwer zwou Schinnen: duerch intern Kommunikatioun, déi de Ministère a Lux-Development abegräift, an zweetens duerch eng extern Kommunikatioun vis-à-vis vun eisen direkte Partner, den ONGen, de bilaterale an de multilaterale Partner, mä och vis-à-vis vun de Medien an dem Grand public.

D'Éducation au développement gesi mer als e wichtige Bestanddeel vun dëser Strategie, als Complément an net als Konkurrenz vun aneren Initiative vun der Regierung, wéi zum Beispill d'Éducation au développement durable, wou de Comité interministériel ënner dem Virsëtz ass vun dem Éducatiounsministère. D'Opklärungsaarbecht, déi verschidden ONGen am Kader vum Klimabündnis mat an de Gemenge leeschten an déi sougutt vum Kooperatiouns- wéi och vum Nohaltegkeetsministère finanziell ënnerstëtzt gëtt, geet an dëselwecht Richtung.

Mä och méi detailléiert Informatiounen iwwer Stage- a Formatiounsméiglechkeeten um Terrain gehéieren an esou eng Strategie, sou zum Beispill Informatioun iwwer de Service volontaire de coopération, dee mer zesumme mat den ONGen a mam Service National de la Jeunesse an d'Liewe geruff hunn. An och Informatiounen iwwer d'Méiglechkeeten, sech Berufserfahrung ze sammelen a Stagen a Formatiounen bei der nationaler Entwécklungsagence Lux-Development, bei der Europäescher Kommissioun a bei de Fongen a Programme vun der UNO.

Här President, ech sinn op d'Konsequenze vun der Finanz- an der Wirtschaftskris fir déi international Entwécklungshëllef agaangen. Mä wann een nohaltege Entwécklungspolitik wëllt gestalten, muss een och där aner globaler Realitéit kënnen an d'Ae kucken, déi den Développement durable am Groussen a Ganzen hypothekéiert. Ech schwätze vum Klimawandel.

No dem enttäuschende Resultat vum Klimasommet de leschten Dezember zu Kopenhagen bleiwe mer och 2010 staark

an d'Diskussioun iwwer de Kampf géint de Klimawandel mat agebonnen. Deen nächste Rendez-vous um héchsten Niveau ass fir Enn des Joers zu Cancún. De Finanzement vun de Mitigatiouns- an den Adaptatiounsmesurë weltwäit, also och an den Entwécklungslänner, wäert virun e wichtige Deel vun de Verhandlung bleiwen. Datt d'Budgete fir d'Entwécklungshëllef heifir net a Fro kommen, war ewell zu Kopenhagen staark zum Ausdrock komm, net zulescht och vu Lëtzebuerg. Sait. Dofir kommen déi additionell néng Milliounen, déi Lëtzebuerg iwwer déi dräi nächst Jore fir den „fast start“ a Finanzement vun Adaptatiouns- a Mitigatiounsmesuren am Süden ugekënnegt huet, och net aus dem Budget vun der Kooperatioun.

Dat hënnert eis awer net drun, zesumme mat de Kollege vum Nohaltegkeetsministère nei Weeër an Opportunitéiten ze identifizéieren, déi sougutt den Entwécklungslänner wéi och der Lëtzebuerg CO₂-Bilanz zeguttkommen. Virsichtegerweis hu mer op Basis vun de CAD-Regelen ausgelot, wéi eng Dépense an dësem Kontext nach als APD kënnen zielen a wou a wéini aner Budgetquelle mussen ugezapt ginn, fir zum Beispill Emissiouns-rechter iwwer en „clean development mechanism“ ze kafen. Wann dat bis viru kuerzem nach net jiddwerengem kloer war, sou krute mer elo versécher, datt mer och eis Kooperatiounssëil net bräichten ze verkafen, wa mer eise Partnerlänner mat technescher a finanzieller Hëllef zur Sait stinn, fir déi CDM-Projete ze identifizéieren an ze formuléieren.

Fir den eventuelle Finanzement bei der Ëmsetzung vun esou engem Projet wier vu Lëtzebuerg Sait awer héchstens de Kyoto-Fong zoustänneg. Gewëss wäerte mer doriwier nach de Procès d'intention gemaach kréien. Ech kucken deem gelooss entgéint. Villméi hätt ech et irresponsabel fonnt, wa mer eis verwiert hätten, dës Iwwerschneidungen tëscht Aarmutsbekämpfung a Klimawandelbekämpfung ze exploréieren. D'Sujete, ëm déi et hei geet, sinn effektiv vill ze vill eescht, fir datt ee sech kéint erlaben, Zäit mat Gestëppels an och Kompetenzgerangel ze verléieren.

Här President, een Dossier, dee berechteterweis vu speziellem Intérêt fir d'Chamber ass, ass dee vun der Reform vun Gesetz iwwer d'Kooperatioun. Am Regierungsprogramm ass virgesinn, datt mer d'Opportunitéit vun esou enger Reform wäerten ënnersichen. Éischt Kontakter an deem Sënn woren och ewell mat den Auteure vun der Proposition de loi, déi dës Reform virschléit, zustane kommen.

Mir sinn der Meenung, datt mer eis op dësem Dossier net mussen hetzen. D'Zuel vun de Plazen, op deenen, an d'Zuel vun de Geleeënheeten, wou iwwer Entwécklungszesummenaarbecht geschwat an debattéiert gëtt, ass esou héich wéi se nach ni wor: hei am Chambersplenum bei der alljährlecher Deklaratioun; an der Chamberskommissioun esou dacks, wéi dat néideg a gewünscht ass, a virun allem och bei der Presentatioun vum Rapport annuel; am Comité interministériel; am Groupe de travail tëscht dem Ministère an den ONGen; a während den Assisen.

Virun allem ass et awer wichteg, datt déi bestehend Versioun vum 96er Gesetz weder d'Regierung an hirer Handlungsfräiheet aschränkt nach gëtt duerch den Text der Chamber hire legitimen Droit de regard limitéiert.

Här President, erlaabt mer, esou wéi ech et am Ufank vu menger Ried versprach hat, op d'Aide d'urgence zrëckzekommen, op Basis vun deene rezenten Erfahrungen an Erfahrungswäerter vun der Äerdbiewekatastroph op Haiti. Virop e ganz spezielle Merci un all déi, déi iwwer de generéise Spendegeste eraus hir eege Persoun, hir Zäit, hir Energie an den Déngscht vun den Äerdbiewenaffer 7.000 Kilometer wäit ewech vu Lëtzebuerg gestallt hunn. Deen Asaz ass méi wéi een normal kann erwaarden a setzt anormal vill Courage a Selbstlosegkeet viraus. An eiser individualistescher Gesellschaft vun haut e Beispill an e Virbild fir eis all!

An ech wëll dës Geleeënheet och net verpassen, deene Merci ze soen, déi eis - an de Ministère, den Ambassaden, den ONGen an um Terrain - gehollef hunn,

een anere Volet vun der humanitärer Hëllef op Haiti, nämlech den Adoptiounsvolet esou séier, esou unbürokratesch an dach mat där héchstméiglecher Rechtssécherheet ze géréieren.

Et ass am Gespréich mat de Leit vun der Croix-Rouge an der Protection civile, mä och mat de Vertrieeder vun den ONGen, déi zënter laange Joren op Haiti schaffen, datt mer déi Haaptbarrière konnter ausmaachen, déi d'Hëllefaktiounen am Moment nach onnéideg bremsen. Dobäi ass jo grad d'Vitesse vun der Reaktioun zentral, fir Mënscheliwen ze retten. Am Debriefing, dee mer als Coordinateur am Ausseministère mat den Équipes organiséiert haten, war et méiglech, relativ séier zwou Haaptconstrainte fir nach méi Effektivitéit am Asaz erauszulesen. Et sinn dat engersäits d'Dauer vum Transport op d'Plaz vun der Katastroph, an anerersäits déi onzouverlässig Kommunikatiounsméiglechkeeten op a vun der Plaz.

Dës Analys hat eis dozou ugereegt, Kontakter mat zwou Zorte Lëtzebuerg Opérateuren ze verdéieren, well hir kombinéiert Kompetenzen eventuell eng Lëtzebuerg Äntwert op dës Problemer kéinte bréngen. Et handelt sech hei engersäits ëm Luxembourg Air Rescue, déi bannent enger Stonn vun der Alerte prett sinn, fir mat hire Jeten op egal wéi eng Plaz an der Welt ze fléien. An anerersäits d'Firmaen Astra TechCom Services an HITEC, déi op Basis vun SES-Satellitecapacitéit global Internet-Connectivitéit fir Telefon, Biller an Dateniwermëttlung via e mobilen Terminal ubidden. Mir wäerten an nächster Zäit versichen, d'Vitesse vun deem engen an d'Räichwäit vun deem aneren zu engem effikassen Antikatastropheninstrument ze verbannen.

Well mer jo awer wëssen, datt mer, egal wéi effikass a wéi séier mer sinn an eisen nationalen Asaz och ass, näischt eleng an enger Katastrophesituatioun kënnen bewirken, schloen ech och vir, eis Reaktiounscapacitéit virun an nach méi systematesch an déi europäesch an international Hëllefmechanismen anzeschreiwen.

Här President, ouni elo hei wëllen op déi technesch Detailler vun esou Servicer anzegoen, wollt ech heimadder meng Deklaratioun vun haut ofschléissen an an engem eng Zort Démarche illustréieren, déi eis a méi wéi engem Dossier erlaabt huet, operationell Plus-valuen do ze fannen, wou mer se soss vläicht net siche gaange wäeren. Dës Plus-value läit do verstoppt, wou Kompetenzberäicher sech beréieren a souguer liicht iwwerschneiden: tëscht Administratiounen, tëscht dem öffentlechen an dem Privatsecteur a mat der Zivilgesellschaft. D'Komplexitéit vun de Problemer, déi mer musse léisen, erlaabt et net méi, dat jiddwereen a sengem Eck probéiert, säi Stéck vun der Wourecht ze erfannen.

An der Kooperatioun hu mer eis zur Method gemaach, dës Iwwerschneidungsberäicher ze erfuerschen, wann et Sënn mécht, all Acteuren, déi un engem Sujet interesséiert sinn, un een Dësch ze bréngen, fir ee gemeinsamen Dossier kënnen am Intéressi vun all Einzelmem virunzudreiwen, ouni dobäi déi formell Kompetenzopdeeling iwwer de Koup ze geheien. Dat géllt eis viru ganz gutt an der Mikrofinanz. Mir sinn dat amgaang am Kampf géint de Klimawandel. Dat mécht Sënn am Zesummesspill tëscht Entwécklungshëllef a Sécherheet, an dat proposéiere mer elo fir d'Aide d'urgence.

An et ass och déi Zort vu Politikkohärenz, déi den CAD eis am leschte Rapport vun der „peer review“ verschriwwen huet. A fir mat engem konkrete Beispill ofzeschléissen, géif ech mer erlaben, lech déi nei Versioun vun der Strategie sektorielle „Genre“ ausdeelen ze loosse. Déi heibannen, déi mech elo e bësse besser kennen, déi hu sech bestëmmt ewell gewonnen, datt ech net méi staark drop insistéiert hunn, wéi wichteg d'Gläichheet tëscht Männer a Fraen a besonnesch an den Entwécklungslänner wier.

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh! Très bien!

► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Et d'äerf lech deemno net verwoneren, datt d'Strategie sectorielle „Genre“ elo déi éischt ass, mat engem neie Plan d'action, dee mer an den nächste Woche mat allen Interesséierten wëllen duerchdiskutieren, fir en duerno als Referenzdokument fir déi drëtt Generatioun vu PICen ze gebrauchen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech ginn der Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs Akt vun hirer Deklaratioun.

ler mer elo zu der uschléissender Debatt kommen, musse mer nach eng Kéier kuerz op d'Prozedur vun de Propositions de loi zrëckkommen.

2. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et d'une proposition de révision de la Constitution

Mir haten an der Sitzung vu gëschter iwwer en Assentiment festgehalten, datt 22 Propositionne sollten an der Prozedur weidergoen. D'Lëscht vun deene jeeweilige Propositionen ass un lech verdeelt ginn.

Well den Artikel 62 virgesäit: «À l'issue de la discussion, la Chambre se prononce par un vote sur la poursuite de la procédure législative», géife mir also elo déi prinzipiell Décisioun vu gëschter iwwert de Wee vun engem elektronische Vote formaliséieren.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an déi Proposition ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la décision de poursuite de la procédure législative est adoptée à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Marc Spautz), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert (par M. Fernand Boden), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Lydie Err), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. André Bauler), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domadder ginn all dës Propositionne weidergeleest:

- Proposition de loi N°3442 portant modification de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions,

- Proposition de loi N°3505 relative à la production, la propagation et l'utilisation de représentations pornographiques,

- Proposition de loi N°3699 ayant pour objet le silence de l'Administration,

- Proposition de loi N°4548 portant modification de l'article 105 de la loi électorale du 31 juillet 1924,

- Proposition de loi N°4633 portant introduction d'un congé de formation pour les élus locaux,

- Proposition de loi N°4676 concernant la liberté d'accès à l'information,

- Proposition de loi N°4684 portant réglementation des pratiques de médecine non conventionnelle dans le domaine de l'art médical,

- Proposition de loi N°4734 portant institution d'un congé associatif,

- Proposition de loi N°4808 sur le vote par Internet,

- Proposition de loi N°4822 portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988 visant à rendre obligatoire la réunion extraordinaire du corps électoral pour procéder au remplacement de tous les membres du conseil communal à la demande du corps communal,

- Proposition de loi N°4947 tendant à élargir les conditions requises pour l'adoption aux personnes non mariées,

- Proposition de loi N°4969 portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de Procédure civile,

- Proposition de loi N°4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail,

- Proposition de loi N°5304 portant réforme de l'autorité parentale et instaurant la permanence du couple parental,

- Proposition de loi N°5331 sur les enquêtes parlementaires,

- Proposition de loi N°5553 portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale,

- Proposition de loi N°5617 portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée,

- Proposition de loi N°5667 modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes,

- Proposition de loi N°5746 - modifiant la loi communale du 13 décembre 1988; - modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

- Proposition de loi N°5857 sur la prostitution,

- Proposition de loi N°6020 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement, et

- Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution - N°6030.

Mir kommen elo zu der uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgesetzt. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis a Bettel, d'Madame Err, den Här Braz, den Här Kartheiser, den Här Hoffmann an den Här Angel. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

3. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suite)

Débat

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, 2010 ass e wichtegt Joer fir d'Entwécklungshëllef. Am September wäert d'Assemblée générale vun de Vereente Natiounen zu New York de Bilan maachen iwwert d'Efforten, déi weltwäit ënnerholl si ginn, fir d'Millenniumsobjektiver 2015 ze errechen. Zum Schluss vum Joer wäert et dann un der Europäescher Unioun sinn, fir ze kucken, wat vun hire Versprieche aus dem Joer 2005 ëmgesat konnt ginn. Deemools huet et geheescht, dass d'Memberstaten 0,56% vun hirem PIB fir déi sougenannten APD,

dat ass d'Aide publique au développement, bis 2010 zur Verfügung stelle géifen, fir dann am Joer 2015 den Niveau vun 0,7% ze errechen.

D'Uspréich, déi mir eis gestallt hunn, presentéiere sech haut an engem méi donkele Liicht, an zwar duerch d'Finanzkris, déi sech als uergste Wirtschaftskris zënter den 30er Joren entpuppt huet. Dëst huet onweigerlech Konsequenzen och fir d'Entwécklungslänner. Den Abroch vun den auslänneschen Investissementer, vum Export, de Verfall vun de Rohstoffpräisser oder vun den „remittances“, dat heescht, deene Fongen, déi déi Emigréiert hire Familljen zouschécken, fir just e puer Beispiller ze nennen, droe ganz entscheidend dozou bäi, dass d'Wirtschaft an den Entwécklungslänner ëmmer manner gutt dréit, an domat verschidde Staten hir Scholden net méi Meeschter ginn.

Aner Konsequenze vun der Kris, wéi d'Deierecht vun de Medikamenter oder deen ëmmer méi groussen Technologie-defizit am Süden, droen derzou bäi, dass mir eisem eigentlechen Objektiv, der Erfüllung vun de sougenannte Millenniumsobjektiver, net nëmmen net méi no kommen, mä souguer riskéieren hannert dat zrëckzefalen, wat bis elo schonn erreecht ginn ass.

Et ass awer berouegend feststellen, dass d'Hëllef fir d'Entwécklungslänner am Joer 2010 weider geklommen ass an e Rekordmontant erreecht huet. Zënter 2004 gouf et en Zouwuess ëm ronn 35%. Déi meescht europäesch Memberlänner hu sech un hiert Versprieche gehalten. Ënner anerem England a Spuenien hunn hir Entwécklungshëllef eropgeschrauft, och wa si selwer staark vun der Kris betraff sinn. Dat beweist ganz einfach, dass budgetär Constrainten net onbedéngt manner Solidaritéit mat den Entwécklungslänner bedeiten.

Ëmsou méi schued ass et awer, op där anerer Säit feststellen, dass dës Montant leider nach ëmmer wäit hannert de Versprieche leien, déi vun den Haaptspender um Weltniveau am Joer 2005 beim G8-Sommet zu Gleneagles a bei der UNO hirer Millennium +5-Konferenz zu New York gemaach goufen. Obwuel eng Majoritéit vun Länner hiert Versprieche agehalen hunn, gëtt et keng wirklech Fortschrëtt, well eng Rei vun deene wichtegste Spenderlänner net méi esou richtig matzéie wëllen.

Et wäert wuel net ausbleiwen, dass de Volume vun der Entwécklungshëllef zrëckgeet, schonns ganz eleng doduerjer, dass de PIB vun de Geberlänner agebrach ass. Op där anerer Säit verschäerft sech d'Ernährungskris an enger Rei vu Länner, déi dann och nach ënner deene fir si destruktive Konsequenze vun der Globalisatioun wéi och ënner dem Klimawandel ze leiden hunn.

An dëser Perspektiv kann een ermiesen, wéi wichteg et ass, dass de Geescht vun deene Versprieche, déi op deene groussen internationale Konferenze gemaach goufen, nach ëmmer gëlle muss. Dobäi ass och driwwer nozedenken, wat de Begrëff Solidaritéit eigentlech bedeit.

Kann et da sinn, dass elo, wou et eis e bësse manner gutt geet, mir am Budget vun der Engwécklungshëllef Aschnëtter maache sollen, well et eis perséinlech do am mannste wéi deet? Eis Responsabilitéit ass haut ëmsou méi grouss, well dës Kris an der sougenannter entwéckelter Welt - dat si mir - zesummegekacht gouf. An et wär carrément irresponsabel, eis Budgeten zugonschte vun der sougenannter APD ze kierzen. Dovun ofgesinn, géif esou eng Haltung eis selwer hannen um Enn ganz deier ze stoe kommen. Eng Multiplikatioun vun der Aarmut bréngt selbstverständlech och eng Multiplikatioun vun hire Konsequenzen och fir ons mat sech.

Här President, erlaabt mir a mengen Ausféierungen op dräi spezifesche Aspekter anzegoen: Éischtens wollt ech gären d'Kritiken un der Entwécklungshëllef thematiséieren a widerleeën, déi besonnesch iwwert dat lescht Joer un Intensitéit hei am Land gewonnen hunn; zweetens wollt ech e puer Pisten opweisen, wéi ee versiche sollt, d'Entwécklungshëllef nach besser auszeriichten; an ofschléissend wollt ech mech kuerz mat eiser Kooperatiouns-

hëllef heiheim beschäftegen. Ech wëll hei virun allem e puer Denksteiss ginn, fir d'Effektivitéit vun eiser Kooperatiounshëllef nach weider ze verbesseren.

Éischtens, d'Kritiken. Firwat grad iwwer Kritik schwätzen? Ma ganz einfach: Wann een iwwert dat lescht Joer d'Rapporten an d'Kommentaren iwwer ons Entwécklungshëllef verfollegt huet, da gesäit een däitlech, dass d'Kritiken un der Entwécklungshëllef oder och un der Aart a Weis, wéi se bedriwwen gëtt, un Intensitéit gewonnen hunn.

Esou gëtt et e sëllege kritesche Geeschter, déi sech géint eng Opstockung vum Volume vun der sougenannter APD wieren. Hei gëtt behaupt, dass de Bilan vun der Entwécklungshëllef a sengem Ganze méi wéi bescheiden ass. Dës These stëtze sech op d'Argument, dass, obwuel säit de 50er Jore vum leschte Jorhonnert, zënterdeem d'Iddi vun der Entwécklungshëllef opgedaucht ass a lues a lues eng Form kritt huet, dës Hëllef kontinuierlech erhéicht gouf, awer d'Zil, d'Aarmut ze eliminéieren, bäi Wäitem net erreecht ginn ass.

Ganz am Contraire schéngt et, wéi wann et villen, an do besonnesch déi afrikanesche Länner, méi schlecht géif goe wéi um Ufank vun hirer Onofhängegkeet. Pauschal Beschëllegung wéi déi, dass d'Entwécklungshëllef näischt bréngt, räissen d'Saachen aus hirem Kontext, deen awer elementar ass, fir besonnesch deene Leit dobaussen ze weisen, dass d'Thema méi komplex ass, wéi een dat um éischte Bléck kéint mengen.

Obwuel ech elo net an den Detail vun dëser Fro agoe kann, wëll ech trotzdem bemerken, dass iwwert déi lescht sechs Jorzéngten ëmmer nei Uspréich un d'Entwécklungshëllef gestallt goufen, wat ëmsou méi komplex mécht, fir iwwer hir Pertinenz oder eben hir Réussite ze riichten. Et ass einfach net méiglech, d'Entwécklungshëllef no de Kritären, déi mir haut u si riichten, déi awer net onbedéngt deene vu virun enger Partie Joren entsprechen, ze jugéieren.

Wa mir wirklech wëlle kucken, ob d'Hëllef, déi geleescht gouf, effikass ass, musse mir den Impakt vun der Hëllef an deene verschiddene Beräicher mat den Zilsetzungen, déi ugestriift goufen, vergläichen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Da muss een awer och bedenken, dass den Impakt vu verschiddenen Entwécklungspolitike kuerzfristeg net visibel ass, dës Efforten awer wichteg sinn, wéi zum Beispill d'Beméiungen, géint d'Destabilisatiounseffekten vun der Mondialisatioun virzegoen, de Klimawandel, d'Pandemien, d'Gefärdung vum Fridden a vun der internationaler Stabilitéit; fir der just e puer ze nennen.

Dovun ofgesi kann een, wéi esou muncher et maachen, aus dem PIB als eenzege Wuesstumskritär de Wuelstand vun enger Natioun net erausliesen, esou wéi mir dëst bei der Diskussioun hei am Land ronderëm de PIB du bien-être begraff hunn.

Schliesslech wëll ech och nach ënnersträichen, dass et souwisou eng Illusioun ass oder enger Illusion gläichkënn, ze mengen, dass d'Hëllef, déi bis dato geleescht gouf, iwwerhaupt hätt kënnen dem afrikanesche Kontinent säi Wuesstum ophiewe loosser. D'Hëllef u sech kann dat guer net. D'Hëllef kann nëmmen de Wuesstum stimuléieren, begleeden oder seng negativ Auswierkunge korrigéieren.

An dach ass et ganz wichteg, dës kritesche Stëmmen nozelauschten, well vill vun deem, wat si soen, net falsch ass. Wann ee gesäit, dass vill vun de vehementesten Kritiker un der Ausriichtung vun der Entwécklungshëllef aus Afrika kommen an dass afrikanesch Politiker sech hinnen uschléissen, muss een hinnen nolauschteren. Esou ass et e Fakt, dass den Norden oft gemengt huet, dass Afrika sech genau no deene Kritären entwéckele kéint, déi säin eegene Succès assuréiert hunn. D'Hëllef, déi geleescht gëtt, entsprécht esou dacks éischter eisem eegene Wonschbild, wéi de Realitéiten an de Besoinen um Terrain bei de Leit doënne.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Mir hunn oft d'Tendenz, d'Aarmutsbe-



kämpfung fir déi Aarm ze maachen, amplat zesumme mat hinnen. Wéi ech dëst scho virdrun ugedeit hunn, kënnen d'Entwécklungslänner, wéi all Mënsch an all Gesellschaft, sech hannen um Enn just selwer entwéckelen.

Dës Erkenntnis ass awer an Afrika oft ennerbonne ginn duerch eng Zort Paternalismus, wou d'Geberlänner ze vill Responsabilitéit u sech gezunn hunn. Derbäi kënnt dann och nach, dass ee richtegen Austausch mat den Empfängerlänner als gläichwärtig Partner iwwert d'Hëllef, déi allouéiert gëtt, vill ze oft vernoléisseg gëtt.

Dës Tendenzen hunn oft als Resultat, dass d'Empfängerlänner sech oft net seriö geholl fillen oder sech einfach hirer Responsabilitéit entzëien.

Op där anerer Säit kann ee sech froen, ob mir net heiansdo mat enger gewëssener Arroganz versichen, den Entwécklungslänner eis demokratesch Prinzipien, esou wéi mir se bei eis mengen ze kennen, per force opzedrängen.

Esou geet een oft dervun aus, dass et ouni Demokratie keng wirtschaftlech Entwécklung ka ginn an dass déi zwee Elementer onzertrennbar sinn. Obwuel eis demokratesch Präferenz fir d'Weiderentwécklung vun den Empfängerlänner legitim ass, soll een d'Fuerderungen no engem demokratesche System, deem an Fong vu bausen octroyéiert oder imposéiert gëtt, net als *Conditio sine qua non* fir all Entwécklungsprogrès maachen.

Bei der Demokratie handelt et sech ëm ee progressiven Opbauprozess, dee vu bausen zwar ugestouss ka ginn, deem awer nëmme intern vun enger Gesellschaft ze leeschten ass.

Fir also wierklech effikass ze sinn, wier et gutt, fir vun ze vill rigidé Postulaten ofzegesinn. Trotzdem mussen och d'Länner an dem Süden agesinn, dass, wa si op de Wee vun engem wirtschaftlech responsabelen a gerechte Wuesstum goe wëllen, dëst virun allem duerch hiren eegenen Effort geschéie kann, an zwar am Kader vun enger gewëssener Governance, déi sech duerch eng minimal politesch Stabilitéit a sozial Gerechtegkeet auszeechent. Ech schwätzen hei vun der Existenz vun engem Rechtsstat, der Trennung vun de Pouvoiren, engem onofhängege Justizsystem souwéi och enger Form vu sozialem an zivilem Kontrakt, deem alleguer d'Parteien akzeptéiere mussen.

Eng aner Kritik, déi mir eis och zu Häerz huele mussen, ass déi, dass mer an de leschte Joren den Akzent net genuch op d'Entstoen an d'Entwécklung vun Privatsektor an de Länner, deene mer Geld ginn, gesat hunn, deem an den Ae vun de Kritiker absolut noutwendig fir d'Entwécklung vun deenen arme Länner ass. Esou verfanke mer eis vill ze vill oft a Gewëssenskonflikter, wou eis Diskussiounen iwwer Entwécklungshëllef an eis Diskussiounen iwwer Entwécklung vun private Maart laanschtene lafen, amplat dass dës Diskussiounen sech iwwerschneide gëfen.

Virun allem ginn awer vun de Kritiker déi sougenannte Budgethëlfe net nëmme a Fro gestallt, mä carrément ugeprangert, well grad dës Hëlfe et sinn, déi zu Korruptioun um Niveau vun de Regierunge féieren, d'Eegeninitiativ vu ville State verhënnen oder och nach de Wëllen no grondlegende Reforme brieche. D'Geschichte vu Verschwendung a vu Vetterwirtschaft, déi regelméisseg an d'Öffentlechkeet kommen, beleëen esou Theesen. Dat Schlëmmst heibäi ass, dass d'Populatioun doënne am meeschten ënnert deene Mësselen ze leiden huet, well all dëst op hir Käschte geschitt.

Schliesslech wollt ech nach kuerz d'Inkohärenz, déi d'Entwécklungsarbeitsrecht ëmgëtt, uschwätzen. An den Ae vun de Kritiker ennermauert dës Inkohärenz tëschent deene verschiddene Politiken, déi op déi eng oder aner Aart a Weis d'Entwécklungslänner betreffen, d'Entwécklungsbeméiungen an hirem Ganzen. Wa mir vun den Empfängerlänner seriö geholl ginn, a wa mir all eisen Engagementer gerecht wëlle ginn, mussen mir och tatsächlech kohärent an eiser Virgehensweis sinn.

Besounnesch an enger Zäit vun der Globalisierung, wou, wéi ech schonns virdru bemierkt hunn, d'Empfängerlänner am

meeschten ënnert den negativen Auswirkungen ze leiden hunn, ass et wichtig, dass mir géint dës Inkohärenz virginn. Mir kënnen an d'ärfen eis et net méi erlaben, eng Entwécklungspolitik ze féieren, déi an eng Richtung geet, wa mir an engem aneren Domän eng aner Politik bedreiwen, déi just de *Contraire affirméiert*.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Fir ee vun eise fréiere Kooperationsministeren ze zitieren, kënnen mir net mat enger Hand eppes ginn, fir mat där anerer Hand nees eppes ewechzehuelen. Dës Problematik ass zu engem gewëssen Deel op eng schlecht Koordination tëschent de Geberlänner zréckzuführen, ass ganz oft d'Resultat vu verschiddearten Intérëten, déi sech opposieren.

Besounnesch am Kontext vum Handel, a ganz spezifesch vun de verschiddenen Agrarsubventionen, vun deene vill vun den europäesche Bauere profitieren, fir um *Marché* kënnen ze iwwerliewen, mécht sech d'Inkohärenz vun eiser Politik bemierkbar. Wat mir hei maachen, ennermauert eis aner Efforten zur Ennerstëtzung vun de lokale Baueren an enger Rei vun Entwécklungslänner. Esou hu strukturell Ajustementsprogrammer aus den 80er Joren, awer och nach duerno, mat sech bruecht, dass d'Entwécklungslänner an der *Moyenne* lächerlech niddreg Zolltariffer praktikéiere mussen, mat deene si sech guer net géint déi auslännesch Konkurrenz wieren a schützen kënnen.

Wa mir d'Erausforderung vun der Entwécklung unhuele wëllen, mussen mir géint dës grous Hypokrisie, wéi de Joseph Stiglitz se genannt huet, virgoen an hir een Enn maachen. D'Entwécklungslänner mussen op eng fair Aart a Weis an den internationalen Handel agebonne ginn, esou wéi och hir wirtschaftlech Aktivitéite besser an déi international *Échange* verankert mussen ginn, fir dass den Handel dee Wuesstum ervirbréngt, dee fir de Stat a seng Leit erfuerderlech ass.

Esou ass et un eis, als Memberstat vun der Europäescher Union an der OMC, der Organisation Mondiale du Commerce, fir d'Partnerlänner vun der OMC nees erëm un en Dësch ze kréien an ze versichen, déi däreg Diskussiounen ronderëm den Doha-Zyklus, déi déif an der Sakgaass stiechen, nei unzegoen. Obwuel dësen Zyklus eng ganz Rei Imperfektione mat sech dréit, begräift hien awer eng Partie Verbesserungen, déi fir méi Kohärenz an den Handelsrelationen tëschent Nord a Süd suerge kéinten. Hei läit d'Fuerderung um Dësch, d'Subventionen fir d'Exportatioun vu landwirtschaftleche Produkter ofzeschaffen, souwéi déi vun enger méi grousser, eesäiteger Öffnung vun de Mäert vun den entwéckelte Länner zugonschte vun deenen, déi an hirer Entwécklung wäit hannendra sinn.

Esou wollt ech mengem Kolleg, dem fréiere Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz, seng Iddi opgräifen an derfir plädieren, dass mir um internationale Plang derfir antrieden, fir d'Resultater vun den OMC-Diskussiounen vun Hong Kong aus dem Dezember 2005, déi zum Doha-Zyklus gehéieren, vum Doha-Zuch lasse koppelen an dës souguer méi séier a Kraaft trieden ze loossen. Dës gesinn nämlech vir, dass déi entwéckelt Länner hir Exportsubventionen bis 2012 ofschafe kënnen.

Erlaabt mir awer och nach op ee Punkt kuerz anzegoen, deem an mengen Aen eng schwéier Belaaschtung fir d'Mënschen an der Drëtter Welt ass. Zënter e puer Joer sinn eng ganz Rei vu räiche Länner derbäi, riseg Areale vun der Agrarsurface an Afrika an an Asien opzekafen oder ze pachten. Am Joer 2006, elo kuerz, waren dat dem Food Policy Research Institute no schonn 20 Milliounen Hektar. Enner anerem 500.000 Hektar Räsfläch an Indonesien, 500.000 Hektar an Tansania a souguer 10.000 Hektar an onsem Partnerland Mali. Eleng an Afrika liewe ronn 500 Milliounen Mënschen an der Landwirtschaft, an deene gëtt de Buedem geklaut. Dës Mënsche kommen an en Däiwelskrees, an um Enn steet d'Hongersnout an et kënnt zu gewaltege soziale Spannungen ëm Waasser a Liewensmittel.

Däerf ech lech, Madame Ministesch, drëm bieden, dass Dir dese Sujet op dem

nächsten oder engem vun de kommende Conseils européens an Ärer Kompetenz op den Dësch bréngt? Mir sinn net befasst, mä anerer. Ech soen lech *Merci* am Virfeld.

Zweetens, d'Pisten. Här President, zënter enger Rei vu Joren huelen d'Acteuren am Beräich vun der Entwécklungshëllef all dës Kritike ganz eescht. Esou kann ee behaupten, dass de Wëllen, fir aus de Feeler ze léieren a besser ze hëlfe, den Haaptmotto vun engem *Renouveau* vun eiser Entwécklungshëllef ass, dee sech och elo ukënnegt - mir hunn et elo grad héiere vun der Madame Ministesch. Vill Leit aus dem Beräich vun der Hëllef realisieren, dass, fir eisen Ziler, déi mir eis am Joer 2000 gesat hunn, méi no ze kommen, d'*Mise au point* vun enger subtiler, intelligenter, an awer och ganz komplexer Entwécklungshëllef néideg ass.

Domat kommen ech dann zum zweeten Deel vu menger Ried, wou ech e puer Denkestüess wollt ginn, wéi d'Entwécklungshëllef méi effikass gemaach ka ginn. D'Erausforderungen, déi sech eis stellen, sinn enorm an *dépasséiere* bäi Wäitem deen eigentleche Kader vun der Entwécklungshëllef. Nieft de globalen Erausforderunge wéi dem Klimawandel, den Epidemien, de Migrationen, dem Terrorismus oder de Konsequenze vun der Wirtschaftskris, déi zwar d'Welt am Ganze betreffen, ënnert deenen awer d'Entwécklungslänner am meeschte leiden, muss am lokale Kader versicht ginn, déi verschidden Aspekter vun der Entwécklung nach besser ze gestalten a vill méi staark mateneen ze vernetzen.

Ech denken hei engersäits un eis Beméiungen, der Populatioun an deenen ärmste Länner hir Grondrechter ze garantieren, wéi d'Recht op Ernährung, Gesondheet an Educatioun, wéi anerersäits un d'Entwécklung vun attraktive wirtschaftleche Strukturen, wéi de Privatmaart, den Handel, déi regional Zesummenaarbecht, d'Förderung vun der Privatinitiativ souwéi och d'Participatioun vun alle Volleksschichten un dese Strukturen. Et geet jo drëms, fir d'Konditiounen ze schaffen, fir déi Aktivitéiten, déi elo schonns zu engem groussem Deel fir den Akommes vun de Länner zoustänneg sinn, nach weider auszubauen.

All dëst kann natierlech just da funktionéieren, wann d'Konditiounen heifir do sinn, dat heescht an éischer Linn de Fridde souwéi och eng gewësse Governance. Soulaang vital Kollektivgüter wéi Sécherheet, Responsabilitéit a Rechenschaft ofliwwere keng Selbstverständlechkeet sinn, ass et net méiglech, dass d'Entwécklungslänner vun all dese Facteuren zu Gonschte vun hirer Entwécklung profitieren kënnen.

Esou wäerte si och net à même sinn, fir aus hire Ressourcen - oft *Ressources naturelles* - dat Kapital fir d'Land erauszuschloen, wat hinnen eigentlech zousteet.

Da kann ee sech an deemem Kontext froen, ob d'Entwécklungshëllef net och ëmmer mat enger Politik fir Fridde a Sécherheet zesumme geduecht misst ginn. D'Fro, déi sech eis da ganz konkret stellt, ass déi: Wéi muss eng besser Entwécklungspolitik ausgesinn? Ech sinn der Meinung, dass et heirop keng eenheetlech Äntwert ka ginn. Ech denken, dass mir eis vill méi virun Aen hale mussen, dass all Entwécklungsland eng op seng Situatioun zougesechneidert Hëllef kréie muss.

All Land, all Region an all Gesellschaft ass a funktionéiert anescht, an d'Problemer an den eenzelne Länner sinn oft op aner Facteuren zréckzuführen. Esou erschéngt et engem logesch, dass et keng pauschal Äntwert op d'Aarmut ka ginn, an och keng Gebrauchsanweisung, sech deser ze entledegen. Villméi muss all Land a sengem aktuelle politeschen a wirtschaftleche Kontext, a senger Geschicht, a senger geographescher Situatioun souwéi och a senger Struktur betruecht ginn an et muss versicht ginn, déi Hëllef ze leeschten, déi un d'Situatioun vum Land ugepasst ass.

Fir ee Beispill ze nennen, kann een an engem Land, wou mer e rechts- a verfassungsstaatleche Kader hunn, roueg d'Entwécklungshëllef iwwert déi staatlech Strukture lafe loossen. Wa mer et awer mat engem Land ze dinn hunn, dat sech duerch en zentralisteschen, bürokratesch-

autoritäre Regime charakteriséiert, muss versicht ginn, déi reformorientéiert gesellschaftleche Kräften ze ennerstëtzen, fir dass d'Populatioun och wierklech eppes vun der Hëllef huet an op dese opbaue kann. Hei muss d'Hëllef ganz einfach nom Bottom-up-Prinzip kommen. Et muss vun ennen erop wuessen.

Wichtig ass et an deemem Débat festzhalen, dass souwuel d'Aarmutbekämpfung, am Sënn vun de gesatene Milleniumsobjektiver, ganz wichtig ass, esou wéi och d'Entwécklung vu wirtschaftleche Strukturen hir Wichtigkeet huet. Et muss ee sech bewusst ginn, dass net dat eent op d'Käschte vun deem anere privilegiéiert ka ginn, mä dass d'Entwécklung vun deenen zwee parallell lafe muss wéi och zesumme lafe muss, wa mir an eisen Efforten effektiv Réussité wëlle gesinn.

Wichtig ass just, dass mir als Geberlänner kohärent an eisen *Démarché* virgoen mussen, déi mer ëmmer nees hannerfroen, evaluieren a wann néideg souguer nei adaptéiere mussen. D'Evaluatioun vun de Projeten ass eng vun de gréissten Erausforderungen, déi sech eiser Entwécklungshëllef stellt. Wéi bréngt mer et fäerdeg, erauszufannen, ob déi viséiert Finalitéit vun engem Projet och tatsächlech erreicht gëtt, oder ob de Projet net gegräff huet, oder schlëmmstefalls souguer geschuet huet?

Leider ass et awer esou, dass mir oft net à même sinn, fir en *connaissance de cause* och wierklech behaupten ze kënnen, dass déi Programmer a Projeten, déi mir uwenden, och wierklech eppes erreicht hunn. Mir fannen ons oft genuch an enger Situatioun erëm, wou mir Hëlfeprogrammer an den Entwécklungslänner realisieren, ouni fiabel Informatiounen iwwer hire Succès oder hiren Échec ze hunn. Grad a besounnesch déi *éducativ* a gesondheetlech Projeten an de Länner doënne sinn esou wesentlech, dass mir hir Ausféierung net dem Zoufall vun den *Émstänn* oder och der Improvisatioun iwwerloosse kënnen. Dese Problem mécht ville Leit, déi am Beräich vun der Entwécklungshëllef tätég sinn, vill Kappzerbriechen an et gëtt tatkräfteg no enger neier, effikasser Evaluatiounsmethod gesicht.

Ech wëll an deemem Kontext kuerz op d'Esther Duflo, eng renomméiert *Perséinlechkeet* am Beräich vun der Entwécklungshëllef, ze schwätze kommen, déi an hiren neie Publikatiounen genee dës Problematik uschwätzt. Esou huet d'Madame Duflo mat enger ganzer Équipe eng Evaluatiounsmethod op d'Bee gesat, déi an allen Ecken vun der Welt ausprobiert ginn ass. Ouni an den Detail vun deser Method anzegoen, wëll ech just bemierken, dass der Madame Duflo hir Method Friichten dréit, an dass ganz interessant an oft ganz iwwerraschend Resultater bei hiren Evaluatiounen erauskomm sinn. Hir Etüde bekräftegen d'Thees, dass et keng uniform Method fir Entwécklungshëllef ka ginn, mä dass all Land, all Kultur an all Gesellschaft anescht gestréckt ass an anescht op verschiddearten Interventiounen reagiert.

Op deser Plaz wëll ech awer am Numm vun der CSV-Fraktioun all deene Mënschen, déi sech an der Lëtzeburger Entwécklungshëllef engagieren, eisen déiwe Respekt a *Merci* aussprechen. Si sinn an eisen Aen eng Zort vun Ambassadeuren, déi e Stéck vun eis an déi grousse Welt dobaussen droen.

Drëtte Punkt: Lëtzebuerg. Här President, Dir Damm an Dir Hären, Madame Ministesch, an deemem Deel wëll ech eng Äntwert op d'Fro fannen, wéi mir et heiheim fäerdeg bréngt kënnen, där Entwécklungshëllef den Opdriff ze ginn, dee se brauch, fir déi ambitiéis Ziler ze erfüllen, déi se sech gesat huet an déi Dir elo grad opgezechent hutt.

D'OCDE huet eis als globale Leader am Beräich vun der Entwécklungshëllef bezeechent. Wéi kënnen mir awer dës Positioun nach stärken, fir deser Roll nach besser gerecht ze ginn? An deemem Kontext géif ech gär op eng ganz schlëmm Saach an der Drëtter Welt hiweisen, déi de vergaangenen 22. Februar an engem Rapport



vun der Kommissioun fir Ëmweltprogramm vum de Vereenten Natiounen zu Nairobi public gemaach ginn ass. Et handelt sech ëm den Dossier Elektronikschrott, deen an de räiche Länner ufält an deen der „Basel-Konventioun“ no an deene räiche Länner selwer misst recycelt ginn.

Et fale ronn 40 Milliounen Tonnen Elektronikschrott am Joer un, vun deem e ganz groussen Deel no Afrika an Asien heemlech an den Autoe mat verschëfft gëtt. Eleng am Joer 2008 sinn aus Däitschland, eisem Nopeschpartner, ronn 155.000 Tonnen, ronn 20% vun der agesammelter Meng, an déi Länner exportéiert ginn. Nodeem dës Charge an deenen aarme Länner ukënnt, gëtt dat da vu Kanner a Jugendliche auserneegebastelt, fir d'Metallen, ënner anerem Gold, Platinium, Koffer an Aluminium ze gewannen. Dobäi ootmen déi Kanner schwéierbelaaschte Loft, mat Bläi a PCB verseucht, an, well dës Elektrogeräter verbrannt ginn. Derniewent ginn Dioxin a Furane mat de Baachen an de Flëss mat an d'Mier geschwemmt, an déi gefaange Fësch si voll vu giftege Substanzen. Um Enn sinn d'Mënschen doudkrank an hir Ëmwelt verdeckt, an dat, well déi räich Länner d'finanziell Mëttele fir de Recycling net wëllen ausginn.

Och hei, Madame Ministesch, wëll ech lech bieden, eng kleng Demande vu menger Säit a vun der CSV-Fraktioun: Huet dat mat, kuckt emol no, wat ka gemaach ginn, dass dësem Ëmstand... ëmmerhin hunn 150 Länner an der Welt d'Baseler Konventioun ratifizéiert, mä vill huelen dat als en eidelt Stéck Pabeier.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Ech si mat der CSV-Fraktioun der Meenung, dass mir et fäerdeg bréngen kënnen, fir och um internationale Plang nach besser an d'Gewiicht ze falen. Dëst net nëmme, well mir an dësem Beräich als absolute Virreider gëllen, wat eis Leeschtungen ubelaangt, a mir et am Joer 2010 fäerdeg bréngen, ronn 1% vum PIB ze errechen - dat si ronn 300 Milliounen Euro, eng Leeschtung, déi nëmme nach vu Schweden getoppt gëtt mat 1,03%. Neen, och well mir eng Entwécklungshëllef wëlle bedriewen, wou konsequent versicht gëtt, sech de Realitéiten um Terrain unzepassen, esou dass d'Hëllef esou effikass wéi nëmme méiglech ausgeriicht ka ginn.

An dass mir awer op där anerer Säit tatkräfteg dru schaffen, eng Partie vun den autonomen Entwécklungsinstrumenter matzeentwéckelen, unzepassen, ze verbesseren an ze promovéieren. Besonnesch mir, déi iwwer eng grouss Expertise souwuel an der Entwécklungshëllef wéi och am Finanzsektor verfügen, déi op eng ganz aktiv Participatioun vun den Organisatiounen aus der Zivilbevölkerung souwéi och op de Savoir-faire vun enger jonker, mä ganz effikasser Uni kënnen zréckgräifen, müssen tatkräfteg mat upaken, fir nach méi kohärent an nach méi effikass Weeër anzuschloen, fir zur Entwécklung vun deenen aarme Länner bäize droen.

Wat eis Entwécklungsarbecht um Terrain ubelaangt, wollt ech just d'Décsioun vun der Madame Ministesch Marie-Josée Jacobs begréissen, sech an der Zukunft op eng nach méi kleng Palette vu Länner ze konzentréieren, fir ons Hëllef nach méi effikass ze maachen.

Ech wollt am Kontext vu Lëtzebuerg virun allem awer op zwee aner Aspekter ze schwätze kommen, déi a mengen Ae vu grousser Bedeitung sinn, wa mir an eise Beméiungen nach méi effikass wëlle sinn. Ech wollt hei d'Sich no enger weiderer Kohärenz a Synergie tëschent deene verschiddenen Interventiounen, déi der Entwécklung zeguttkommen, kuerz thematiséieren.

Mir kënnen elo schonns zënter dem Joer 1996 op dee sougenannten „Comité interministériel“, deen ënnert der Autoritéit vum Kooperationsminister steet, zréckgräifen. Dës Comité soll derzou bäidroen, déi Brécken tëschent den eenzelne Poli-

tiken hei am Land ze bauen, déi mir brauchen, fir kënnen effikass an der Kooperationspolitik virzegoen.

Et ass eng Tatsaach, dass d'Aussepolitik vum den industrialiséierte Länner an de Beräicher wéi dem Handel, der Landwirtschaft oder dem Kampf géint de Klimawandel ee méi groussen Impakt op d'Entwécklung vun den aarme Länner wäerten hunn. Et ass ëmsou méi néideg, déi verschidde Politiken, déi d'Entwécklungsänneren betreffen, zesummenzeleeën a méi kohärent mateneen ze verbannen.

Nieft der Kohärenz tëschent deene verschiddenen Acteuren a Politike sinn d'Synergien tëschent dësen an och tëschent allen Acteuren, déi am Beräich vun der Kooperationspolitik eng Roll spillen - oder spille kéinten -, op d'mannst gradesou wichteg. A genau hei muss mir versichen, vun eisen Atouten an dëser Hisiicht esou vill wéi méiglech ze profitéieren. Mir sinn e klengt Land, ee Facteur, deen eng Zesummenaarbecht tëschent allen Intervenanten am Beräich vun der Entwécklungshëllef vill méi einfach mécht.

D'Kooperationsarbecht hei zu Lëtzebuerg hätt sech iwwert déi lescht 30 Joer net esou entwéckele kënnen, wéi si et gemaach huet, wa si net esou effikass vun den Acteuren aus der Zivilgesellschaft begleet gi wier. Esou ass et eng Tatsaach, dass sech schonns, laang ier d'Kooperationspolitik um Niveau vun de staatléche Strukturen u Form gewonnen huet, déi éischt ONGen hei zu Lëtzebuerg organiséiert hunn, déi sech iwwer Jore staark professionaliséiert hunn an iwwer eng unerkannten Expertise am Beräich vun der Entwécklungshëllef verfügen. Esou hunn dës Organisatiounen jo hir fest Plaz an der Diskussioun iwwert d'Kooperationshëllef, wéi de Cercle de coopération an och déi alljährlech Assises de la coopération beweisen.

Een aneren Acteur an der Kooperationsarbecht, deen ëmmer méi u Gewiicht gewënnt, ass eis Universitéit. Besonnesch haut, mat der Komplexitéit vun den Erausforderungen, déi sech un d'Entwécklungsarbecht richten, ass d'Abannung vun der Wëssenschaft een noutwendegt Mëttel, fir dës Aarbecht um Terrain dobausse besser ze gestalten.

Nieft Initiativen, déi an dëser Hisiicht iwwert dat lescht Joer vun der Regierung ausgaange sinn, huet d'Universitéit sech och schonns selwer an d'Spill bruecht, andeems si am Oktober d'lescht Joer eng Konferenz mam Thema „Les enjeux de la science et de la technologie pour le développement en Afrique“ organiséiert huet. Bei dëser Konferenz goung et drëms, fir d'Grundlag vun enger wëssenschaftlecher an technologescher Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg an dem afrikanesche Kontinent unzestriewen. Dësen Intérêt fir de Sujet, dee vun der Universitéit selwer ausgeet, muss ënnerstëtzt ginn. Mir kéinten hei souguer eiser Universitéit dozou verhëllefen, sech zu engem Centre d'excellence fir alles, wat d'Recherche an der d'Entwécklungshëllef ubelaangt, ze entwéckelen. Dëst ass net vu Muttwëll, well do gëtt jo och deen anere Sujet fir d'Recherche selwer, deen eng Roll spillt hei, ënnerstëtzt.

Ech schwätze vun enger Microfinance, ee Sujet, deen ech ofschléissend nach wollt kuerz thematiséieren. Egal wéi muss mir an der Zukunft méi oft a méi selbstverständlech op d'Wëssen an d'Expertise vun dësen zwee Acteuren, der Universitéit an der Microfinance, zréckgräifen an de Synergien tëschent de staatléche Strukturen, den ONGen an der Universitéit wéi och all deenen aneren Instituts de recherche hei zu Lëtzebuerg méi staark ënnerstëtzt ginn.

Här President, fir ofzeschlësse wollt ech nach de Sujet vun der Microfinance an hirer Bedeitung fir eis Kooperationsarbecht uschwätzen. Mir wëssen alleguerten, dass d'Microfinance kee Wonnermëttel ass, mä dass si en essenziell Hëllefsmëttel an der Aarmutsbekämpfung duerstelt. Dës Method huet hir Preuv gemaach an et konnt sech weisen, dass den Zougank zu dësen Finanzleschtungen onverzichtbar ass fir d'Entfalung vun engem eegendynamesche wirtschaftleche Wuesstumsprozess an den Entwécklungsänneren. D'Mikrofinanzinstitute hu mëttlerweil milliounefach bewisen, dass déi Aarm och kreditwürdig

sinn. Den Zougank och zu klengen Beträg vum Investitionskapital erméiglecht et hinnen, hir Produktivitéit ze valoriséieren a sech an hire Familljen an aller Würd een Akommes ze erwirtschaften.

No fënnef Joer huet sech d'Semaine de la microfinance hei zu Lëtzebuerg als e wichtegt Standbeen opgebaut. D'Attraktivitéit, déi dës Veranstaltung ausübt, weist sech schonns eleng doduerch, dass si net méi ausschliesslech vum Stat, mä och vu private Sponsoren matfinanziert gëtt. Zesumme gëtt hei versicht, d'Synergien tëschent den eenzelne Facteuren, de Finanzinstitutiounen, den Entwécklungshëlfeorganisatiounen, den ONGen, der Politik an der Uni opzesichen an doriwwer eraus och Experienze mat deene verschidde Mäert a Länner dobaussen auszutauschen.

Mëttlerweil huet sech och d'„European Microfinance Platform“, déi dës Woch organiséiert gëtt, fest hei zu Lëtzebuerg etabliert, mat der Visioun, fir ze versichen, bannent de kommende fënnef Joer um europäesche Plang den Haaptzentrum vun der Microfinance ze ginn. Si ass eng enk Verbindung mat de Länner aus dem Süden.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et wichteg, dass mir an dës Richtung resolut weiderginn, déi d'Regierung virun e puer Joer ageschloen huet, an dass mir si an hiren Efforten ënnerstëtze wëllen. Esou ass d'Regierung gewëllt, fir bei den direkte Finanzéierungen verstärkt mam Privatsektor zesummenzeschaffen. An dësem Sënn ass dann och d'Décsioun vun der Regierung ze interpretéieren an ze félicitéieren, ab dësem Joer de Fongen, déi sech der Microfinance widmen, d'Steier, déi normalerweis bei der Umeldung vun engem Fong néideg ass, ze erloossen.

Des Weidere setzt sech d'ATTF, dat ass d'Agence de transfert de technologie financière, an Zesummenaarbecht mat aneren Organisatiounen fir eng besser Professionalitéit vun der Branche an. Et ass e Fait, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg elo schonns eng immens wichteg Roll am Sektor vun der Microfinance spillt. Déi 23 Investmentvehikelen, déi bei eis d'Mikrofinanzierungen tätigen, hunn ee Volume vu bal zwou Milliarden Euro. Esou kann ee behaupten, dass insgesamt 45% vun de weltwäit investéierte Gelder iwwer Lëtzebuerg elo scho lafen.

Mir hu virun allem an dësem Beräich d'Chance - an déi muss mir netzen -, fir op den Know-how vun de Finanzleit zréckzegräifen, déi der Lëtzeburger Entwécklungshëllef zur Säit stoe kënnen. Et muss dem Stat d'Roll vun engem Katalysator zoukommen, fir op deene Plaze matzehlëfen, deen néidege Wirtschaftskader opzebauen, wou spéider dann Direktinvestitiounen ugekuerbelt ginn.

Esou versicht jo de Ministère, och elo schonns verstärkt u grouss Projeten an eisen Zillänner deelzuelen, wou Institutiounen op der Plaz méi intensiv ënnerstëtzt kënnen ginn. Niewent de Mikrokrediter ass et awer och wichteg, aner Formen vun der Microfinance weiderzuentwéckelen, wéi Mikrospuerbicher, Mikroversicherungen, Mikrorente souwéi och e Kader fir déi international Geldiwwerweisungen. Esou ass et wichteg ervirzehiewen, dass bei der Geleeënheet vun der Woch vun de Mikrofinanzen den Akzent op den universellen Zougank zu diversifizéierten an adaptéierte finanzielle Services gesat gouf.

An der Microfinance stécht een enormt Entwécklungspotenzial, wou mir mat där Expertise, déi mir hunn, eng Haaptroll spille kënnen bei der Förderung vun der Privatinitiativ an den Entwécklungsänneren an esou dann och beim Opbau vum Privatmaart do ënnen.

Elo gëtt et vill Leit, déi der Microfinance méi wéi skeptesch géigeniwwerstinn. Si gesinn d'Roll vun den Investmentfongen souwéi och déi vun de Banke manner altruistesche a beschëllegen dës, virun allem op der Sich nom Profit ze sinn. Natierlech gëtt et ëmmer Déerven, déi gëtt et an all Systemer. D'Konscht besteet eben doranner, op där enger Säit dës Acteuren aus dem Privatsektor fir d'Iddi vun der Microfinance, déi op der sozialer Responsabilitéit baséiert, ze begeeschten, an op där

anerer Säit een effikasse Contrôle auszeüben, fir eben da keng Déerven ze fannen.

Et muss ee ganz einfach ee séchere Kader schaffen, mat Regeln a Gesetze, fir dass dës Hëllef an déi richteg Richtung fléisst. Eng vun den Haaptkonditiounen, fir dass dës Projet vun der Microfinance iwwerhaapt funktionnéiere kann, ass engersäits eng permanent Evaluatioun vun der Effektivitéit vum System, déi eng kontinuierlech Aus- a Weiterbildung verlaangt, souwéi anerersäits de permanente Conseil an de Suivi.

Esou gëtt hei och den Akzent iwwert déi nächst Joren op d'Recherche geluecht. Esou huet sech d'Zesummenaarbecht mat Chercheuren iwwert déi lescht Jore weiderentwéckelt an et sinn intensiv Kontakter um europäesche Plang entstanden.

An dësem Sënn huet d'Regierung sech zu deems virgeholl, iwwert d'Konferenz am Land hei a bannent der Europäescher Unioun fir de Mikrofinanzsektor ze werben, mat der Iddi, Lëtzebuerg zu engem Exzellenzzentrum am Beräich vun der Microfinance ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech war e bësse laang, entschëllegt villmools.

(Interruption)

Ech wëll meng Ried ofschléisse mat der Bemierkung, dass mech pauschal an ongerecht Kritiken an der Entwécklungshëllef ëmmer schockéiert hunn, well ech selwer um Terrain schaffen. Do gëtt et Ënnerstellungen, déi een nëmme als kontra-produktiv verwerfe kann, well se mat enger wierklech konstruktiver Haltung näischt ze dinn hunn.

Besonnesch an Zäiten, wou et de Leit net esou gutt geet, läit et oft no, grad do d'Euroen anzespuren, wou et am mannste wéi deet. Wann ee sech dann op déi Argumentatioun berufft, déi behaupten, dass d'Entwécklungshëllef méi Schued mécht wéi Guddes, wär et jo dann nëmme logesch ze soen, dass guer keng Entwécklungshëllef déi Bescht wier. Dat ass eiser Meenung no awer grondfalsch.

Mir wieren eis géint esou eng Zort vun Defätismus, a mir dierfen net midd ginn, de Leit dobaussen ze erklären an ze weisen, wéi wichteg d'Entwécklungshëllef ass, dass et dorëms geet, nach eng Schëpp bäizeleeën. Dat heescht awer virun allem, dass mir ons ganz genee iwwerleeën müssen, wat mir mat onsen Euroe maachen a wat fir Projete mir ënnerstëtzen an investéieren. Eis Dépensé muss gutt iwwerleucht ginn an am Konsens mat allen Acteuren decidéiert ginn, fir dat Bescht aus deem ze maachen, wat mir un Hëllef deenen ubidde kënnen, déi et esou néideg hunn a brauchen.

Eis Entwécklungshëllef muss een no deem Motto gesinn: „deelen no baussen“. Et muss eis eng Eier sinn, wa mir en Deel vum erschafte Räichtum mat deene Mënschen deelen, déi net op der Sonnesäit vun eiser Gesellschaft stinn. Dofir muss et eist Bestriewe sinn, hinnen ze hëlfe, op der Sozialleeder, wou mir ganz uewe stinn, méi eropzeklammern.

Hale mir fest: Soulaang déi Aarm an der Drëtter Welt op der Sich no bessere Liewensbedéngunge sinn, sinn och déi Räich op dëser Äerd net roueg.

Zum Schluss wëll ech awer mäi perséinleche Merci un d'Mataarbechter a menger Fraktioun ausdrécken, déi mer gehollef hunn, dat hei zesummenstellen. An ech soe Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Marcel Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel age droen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, wien haut Kris seet, denkt automatesch un d'Finanzkris vun 2008, déi sech zu enger Wirtschaftskris entwéckelt huet an an där mer haut drastiechen. Dës Wirtschaftskris ass nach net iwwerstanen, an et dréit ëmmer méi eng Déif Sozialkris, wat déi beonrouegend Chômagezele leider weisen.

D'Kris ass demno e Fait, och wann nach net jiddweree se ze spiere krut. D'Politiker,



d'Wirtschafts- a Finanzexperte strecken d'Käpp zesummen, fir eng sougenannten „exit strategy“ ze fannen, Weeër ze fannen, wéi een aus dëser Kris esou séier wéi méiglech erauskënnt. Et gëtt probéiert, d'Effetë vun der Wirtschaftskris, esou wäit et geet, ofzefiederer, esou séier wéi méiglech a mat esou mann wéi méiglech Verloschter iwwert de Bierg ze kommen.

Dass mer an nächster Zukunft wäerten iwwert de Bierg kommen an d'Kris iwwerwannen, dorun zweifelen ech eigentlech net. Et bleift ze hoffen, dass mer dat packen. Ech sinn Optimist.

Manner optimistesche, Här President, geet et, wann een awer op d'Situatioun an den Entwécklungslänner kuckt. Jo, och si a virun allem si sinn d'Opfer vun der Finanza vun der Wirtschaftskris, och wann dës Problematik gréisstendeels bei eis oder soss an den industrialisierte Länner verkannt gëtt, well mer ze vill mat eisen eegene Problemer beschäftegt sinn.

Dobäi ass d'Situatioun op verschidde Plazen dramatesch. D'Kris huet do eng schwierig Lag verschäerft. Den Impakt vun der Wirtschaftskris op Länner mat enger ekonomesch labiler Konjunktur a souguer op Länner mat wirtschaftlech Opschwung huet wéi en Tsunami ageschloen a riskéiert, déi Efforten an déi Fortschreitter aus deene leschte Joren ze anéieren.

Dofir dierfe mir bei all eise Besuegnerisser em eis eegen ekonomesch Situatioun d'Entwécklungslänner net vergiessen. Au contraire. Mir dierfen elo net déi falsch Reflexer spille loosser a soen, dass elo an där ekonomesch méi kritescher Situatioun bei der Entwécklungshëllef misst gespuert ginn. Dat wier fatal fir dës Länner a fir hir Populatioun.

Scho virun der Kris wor d'Erreche vun de Millenniumsziler, also d'Halbéierung vun der Aarmut, nach wäit ewech. Dëst Zil ass duerch d'Effetë vun der Kris nach méi wäit ewechgeréckelt.

Vergiesse mer net, dass zwar scho virun der Finanzkris vill vun den Entwécklungslänner a virun allem déi ärmste vun enger Nahrungskris getraff goufen, doduerch, dass d'Basisproduitë sech permanent verdeiert hunn. Vergiesse mer och net, dass vill vun deene Länner duerch d'Energiekris praktesch an d'Faillite gedréckt goufen. Vergiesse mer och net, dass d'Klimakris virun allem dës Länner trëfft, sief et duerch Naturkatastrophen oder soss Effetë vum Klimawandel, déi ganz Récoltë futti-maachen.

D'Finanzkris, déi esou wäit ewech vun esou Entwécklungslänner hiren Ulaf geholl huet, huet dës prekär Situatioun extrem belaascht, an dat huet sech schonn Enn 2007 bemierkbar gemaach an ass am-gaangen, verschidde State virun de finanziellen Ofgrond ze stoussen, aus deem et extrem schwierig wäert ginn, erëm erauszekommen.

Wien elo gemengt hat, d'Finanzkris géif nëmme an eleng déi entwéckelt Länner affectéieren an deenen hire Finanzsystem, louch leider falsch. Wa bei eis d'Finanzkris sech ëmmer méi zu enger sozialer Kris entwéckelt, esou ass dat och fir d'Entwécklungslänner de Fall, woubäi sech och do nach eng humanitär Kris kreéiert.

Fir dës dramatesch Situatioun ze illustréieren, kann een eng Partie Zuelen nennen, déi fir sech selwer schwätzen. E Wirtschaftswuesstum, deen 2009 nëmme e Véierel par rapport zu 2007 ausmécht an en Drëttel par rapport zu 2008, en Trend, deen déi nächst fénnef Joer soll unhalen. E Präisabroch vu Matière premières - ausser Pétrol - vu ronn 20%. 10% manner Handelsvolumen.

En Abroch um Niveau vun de Privattransferten, déi d'Emigranten, déi an entwéckelt Länner schaffen, an hir Pays d'origine schécken, Zommen, déi och als en Deel vun der Entwécklungshëllef considéiert ginn. 2008 woren dat ronn 338 Milliarden Dollar. Am Joer 2009 just nach 317 Milliarden Dollar, mat Tendenz daitlech no ënnen. Eng Entwécklungshëllef, déi och daitlech zréckgeet. Sou sinn der Europäescher Kommissioun no am Joer 2009 ronn 22 Milliarde manner gefloss wéi dat Joer virun. Domadder leie mir wäit ënnert den Objektiv, déi um G8 vu Gleneagles fir 2010 fixéiert goufen.

Sollt den Trend sech confirméieren, Här President, da kann een dovunner ausgoen, dass ronn 100 Millioune Leit bäikommen, bei déi eng Milliard, déi an der extremer Aarmut haut liewen.

Dépensë virun allem a Beräicher wéi Éducation, Santé, Infrastrukturen, Protection sociale, déi schonn net ganz héich woren, wäerten nach ëmmer weider no ënne gedréckt ginn.

Et ass kloer, dass déi dramatesch Situatioun an den Entwécklungslänner och negativ Répercussiounen op d'Croissance um Niveau mondial wäert hunn. Mir hunn deemso och en Intérêt drun - wann een dat esou dierf soen -, dass mer dës dramatesch Situatioun an de Grëff kréien. Dës Erkenntnis ass och op internationale Konferenzen wéi Accra, Doha, de G20-Réuniounen, sief et zu London oder Pittsburgh, gemaach ginn a kloer Aussoe si gemaach ginn, dass d'Entwécklungshëllef och e Moyen ass, fir laangfristeg aus der globaler Kris erauszekommen.

Et geet awer net dier, zu där Erkenntnis ze kommen. Et mussen och konkret Engagementer geholl ginn. Och wann dëst nach meeschtens geschitt, dann hapert et duerno awer bei den effektiven Hëlfe, déi nëmme zéiflësseg duerno an deene concernéierte Länner ukommen. Wa mer wëllen de Misär an deene Länner reduzéieren, da muss séier gehandelt ginn. Da muss direkt gehandelt ginn.

Mä et schéngt mir awer gradesou kloer, dass net hott an har där gehandelt ginn. Dass et net mat e puer isoléierte Mesuren duergeet. Mir brauchen eng koordinéiert, méi koordinéiert wéi an der Vergaangenheet Entwécklungshëllef haaptsächlech op europäeschem Niveau. Mir brauchen eng Stratégie à long terme. An et schéngt mer och wichtig, dass do Prioritéite festgehale ginn. An Hëllef do asetzen, wou se am néidegsten ass. Dass mer net nëmme mat Suen hëlfe, mä och kucken, dass Strukturen opgebaut ginn, déi et der lokaler Bevölkerung erméiglechen, op laang Siicht sech selwer ze hëlfe.

D'Europäesch Unioun muss an der Entwécklungshëllef d'Heft an d'Steier an d'Hand huelen a fir déi noutwendeg Kohärenz suergen. Dës ass och eng Fro um Niveau vun der Gouvernance. Leider feelt et awer grad do an der néideger Kohärenz.

Um Niveau vun der Kommissioun, Här President, ass d'Kompetenzopdeeling alles aneschtens wéi kloer. Den Andris Piebalgs - wéi seet een et genau?

► **Une voix.**- Piebalgs!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Den Andris Piebalgs ass wuel de Kommissär fir Kooperatiouns- an Entwécklungshëllef. Mä d'Madame Ashton, d'Haute Représentatrice fir d'Affaires étrangères, deelt sech och d'Kompetenzen an deene Beräicher grad wéi an der Aide humanitaire, wéi elo rezent beim Äerdbiewen op Haiti.

Hei misst een en Acteur an der Kommissioun ausmaachen, dee sech em dës Froe prioritär këmmert, deen eng Lecture an eng Analys vun der Situatioun mécht.

Och um Niveau vun den europäesche Budget- a Finanzmëttel feelt et u Kohärenz. Et gëtt engersäits den DCI - Development Corporation Instrument -, deen eigentlech déi gesamt Entwécklungszesummenaarbecht vun deene 27 Memberstate soll regruppéieren. Derniewent gëtt et awer och nach e Fonds européen du développement, deen d'Instrument vun der Kooperatioun mat den ACP-Staten ass, dat duerno an den Accordë vu Cotonou jo geregelt ass, an de Pays et territoires d'outre-mer. Dëse Fonds européen de développement fënnt sech bis haut net am Budget communautaire général erëm a gëtt vun deenen eenzelne Memberstate finanziert. Et gëtt ëmmer erëm gefuerdert, dass och dës Fong soll budgétiséiert ginn, woubäi d'EU sech fir d'éischt emol kloer finanziell Attributioun misst ginn.

Et bleift also puncto Kohärenz, Här President, vun de Politiken op jidde Fall nach munches ze dinn.

Et gëtt och ëmmer méi evident, dass mer op globalem Niveau eng nei Entwécklungsarchitektur muss kréien, wat d'Décisionsstrukturen vun den internationale Gremien ugeet, andeems och gekuckt

gëtt, dass d'Entwécklungslänner selwer méi Matsproocherecht kréien, wann et em Entwécklungshëllef geet.

En anere Problem ass a mengen Aen dee vun der Visibilitéit respektiv de Manktum u Visibilitéit, wat d'Kooperatioun an d'Entwécklungshëllef betrëfft. D'Visibilitéit soll elo net d'Haaptzil vun der Kooperatiounspolitik duerstellen, mä kann awer e Mëttel sinn, fir d'Akzeptanz an der Opinion publique ze förderen. D'Visibilitéit vun de Fortschreitter an de Resultater um Terrain, mä och vläicht méi Visibilitéit vun de Problemer um Terrain.

Et brécht all Kéiers eng regelrecht Solidaritéitswell aus, wa spektakulär Naturkatastrophe wéi en Tsunami oder en Äerdbiewen, wéi kierzlech op Haiti, d'Welt erschütterer. Mir sollen dat net déploréieren. Mä et muss ee bedenken, dass op vill Plazen op der Welt all Dag kleng Tsunamië vu Leed a Misär stattfannen, déi keng spektakulär Zich hunn. Eng grouss Naturkatastroph soll net déi vill alldeeglech Katastrophen éclipséieren.

Ech wëll an deem Kontext op den Asaz vun den ONGen opmierksam maachen, deenen hire Mérite enorm ass, natierlech wat hiren Asaz um Terrain betrëfft, mä och wat d'Sensibiliséierung ugeet. Hinnen och e grouse Merci fir déi Explikatioun, déi se eis an der Kommissioun ginn hunn.

Nieft den ONGe gëtt et och nach Associatiounen, déi um Terrain schaffen. Ech hat d'Chance, viru kuerzem an de Ruanda ze fueren, wou ech selwer gesinn hunn, wou Leit, Associatiounen Fongen hei zu Lëtzebuerg récoltéiert hunn an dohanne Projete maachen. Ech muss soen, ob elo ONG oder Associatiounen, all Hëllef gëtt gebraucht an deene Länner, a gleeft mer et: Heiansdo sinn et fir eis net vill a kleng Saachen, déi fir si ganz vill bedeuten.

De Klimawandel, Här President, an déi negativ Effeten treffen an eisichter Linn déi ärmste Länner, woubäi dës Länner am mannsten un der Äerderwärmung verschëllt sinn. Géint de Klimawandel weltwäit ugoen, heescht also och deene concernéierten arme Länner eng weider Laascht ewechhuelen.

Dës Länner mussen awer och mat agebonne ginn, a mer kënnen och net vun hinne verlaangen, op Wirtschafts- an op Industrieentwécklung ze verzichten. Op der Klimakonferenz zu Kopenhagen am leschten Dezember ass probéiert ginn, eng global Léisung fir d'Period no Kyoto, dat heescht no 2012 ze fannen, mam Resultat, wat mer all kennen.

Et zweifelt awer kee méi un der Erkenntnis, dass Entwécklungshëllef och klimapolitesch Aspecté muss considéieren. Et muss deene Länner gehollef ginn, sech wirtschaftlech ze entwéckelen, ouni gläichzäitig d'Ëmwelt an de Klima futtizemaachen. Méi konkret zu der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef: Dës läit bei bal engem Prozent vum Revenu national brut, 0,92% vum RNB, a betrëfft nach wie vor zéng Zillänner. Les pays cibles de la coopération luxembourgeoise sinn am Moment an Asien: Vietnam a Laos; Amérique centrale: Nicaragua a Salvador; an Afrika: Niger, Namibien, Cap-Vert, Senegal, Mali a Burkina Faso. D'Palästinenser: „Les territoires palestiniens occupés bénéficient des mêmes avantages que ceux en vigueur dans les pays cibles“ - ech zitieren.

Aner Länner wéi Tunesien, d'Île Maurice an den Équateur befanne sech am Régime transitoire, dat heescht, d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef gëtt fir dës Länner, vu hir positiv Performance, progressiv erof-gesat.

Et ass, mengen ech, un der Zäit, fir bei eisen zéng Zillänner ze kucken, wéi eng sech mëttlerweil esou gutt opgestallt hunn an net méi op déi voll Hëllef ugewise sinn an duerno an de Régime transitoire kéinte kommen. Et ass op jidde Fall wichtig, dass mer net higin a vun haut op muer Hëllef radikal sträiche ginn. Parallell misst natierlech och gekuckt ginn, wéi eng Entwécklungslänner dréngend Hëllef brauchen an ob mer eis Zillänner net missten nei definéieren. Evident ass awer, dass mer och eng gewësse Continuité brauchen an net all puer Joer eis nei Zillänner eraussichen.

Et misst ee méi pluriannuel denken an eng Partie Projeten iwwer e puer Joer finan-

zéiere kënnen. Wéi gesäit d'Madame Ministesche dat? Sinn nei Zillänner envisagéiert? Ech wär frou, fir do vläicht e puer Informatiounen ze kréien.

Nieft eisen Zillänner, Här President, an déi am Régime transitoire, gëtt et nach eng Rei sougenannte Projektlänner wéi de Ruanda, de Burundi, de Maroc, awer och Partner wéi Südafrika, Indien, Chile oder China. An dës Länner gi spezifesch Projeten ënnerstëtzt. Wann een dës Länner, dës Lëscht vun de Länner ukuckt, an zumools State wéi Südafrika, Indien oder China, déi an de leschte Joren e phänomenale Wuesstum opweises hunn, och wann nach laang net alles am Botter ass, kann ee sech awer froen, ob net op aner Plazen et méi sennvoll a méi noutwendeg wär ze hëlfe. Ob do d'Madame Ministesche och meng Meinung deelt, géif mech interesséieren.

D'Assistance humanitaire, déi sech op verschidde Regionen an Afrika konzentréiert, awer och Länner wéi Afghanistan, mécht ronn 10% vun der gesamter Lëtzebuurger Entwécklungshëllef aus. Et handelt sech hei em Krisegebidder, betraff sief et vu Kricher, Konflikter oder Naturkatastrophen. Do geet et deemno drëms, dës Gebidder beim Opbau ze hëlfe, woubäi natierlech drop geuecht soll ginn, dass Konflikter an an Zukunft Kricher wa méiglech solle verhënnert ginn, soss riskéiert d'Entwécklungshëllef zu enger Sisyphusaarbecht ze ginn, wou dat, wat geschter opgebaut ginn ass, muer erëm zerstéiert gëtt. Mir haten e Beispill a Palästina.

Materiell Hëllef, jo, mä och derfir suergen, dass d'Institutiounen funktionéieren, dass d'Konflikter eng friddlech Léisung fannen. Dat ass allerdéngs méi einfach gesot wéi effektiv an der Realitéit ëmzesetzen. De Kampf géint d'Korruptioun ass och e wichtige Volet, deen een net soll ignoréieren. Dovunner hänkt och vill vun der Kreditibilitéit a vun der Akzeptanz vun der Entwécklungshëllef of.

Et ass och a mengen Aen extrem wichtig, dass um Terrain d'Hëllef ukënn a ka fructifiéiert ginn. Et ass och fir mech wichtig, dass d'Hëllef der Allgemengheet eppes bréngt, an net just enger Kategorie vu Leit, sief et exklusiv enger Glawenggemeinschaft oder soss enger Communautéit, wëssend, dass d'Gesellschaft an deem engen oder anere Land sech oft op eng komplex Aart a Weis am Laf vun der Zäit opgebaut huet.

D'Mënscherechter, Respekt an Toleranz muss beuecht ginn. Mir mussen an der Entwécklungshëllef kohärent mat eis selwer sinn. Ouni e Gesellschaftsbild an deene Länner imposéieren ze wëllen, muss mer awer beuechten, dass eng Rei vu Prinzipie respektéiert ginn.

Ech muss lech soen, Här President, dass d'Kooperatiounspolitik och zu Lëtzebuerg e Sujet war, dee ganz laang och net déi Importenz hat, déi en haut huet. Haut hu mer eng Debatt, haut gëtt vill driwwer geschwat.

Ech perséinlech muss soen, dass d'Madame Err déi éischt Persoun war, wou ech eng Persoun op d'Kooperatioun, en Numm op d'Kooperatioun konnt setzen. D'Madame Err wor déi éischt Persoun, déi Associatiounen empfangen huet oder gekuckt huet, wéi se konnt hëlfe. Leider war d'Carrière ministérielle vun der Madame Err ze kuerz,...

(Hilarité)

...fir kënnen weider dat ze maachen. Ech muss lech soen, datselwecht dem Här Goerens, dee während fénnef Joer eng ganz gutt Kooperatiounsarbecht gemaach huet, an deen och duerno net méi Kooperatiounsminister war, an dann do den Här Schiltz, deen och Kooperatiounsminister war an net méi ass.

Madame Jacobs, ech wënschen lech „bonne chance“ fir déi nächst Wahlen!

(Hilarité)

Wat awer och ganz wichtig ass, Här President, ass, an dat soll een och net vergiessen, dass vill Gemengen hei am Land

och Efforté maachen, fir kënnen ze hëllefen. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob et net méi wichteg wär, och beim Syvicol ze intervenéieren, dass eng méi grousse Kohärenz och gekuckt gëtt, fir verschidde Sujeten ze cibléieren, a verschidde Länner mat ze cibléieren. Well et gëtt gesot, et muss ee just kucken, dass se unerkannt ginn, deen een oder deen anere Projet, an et wär awer wichteg, wa vill Gemengen - mir hunn der jo vill, déi bereet sinn ze hëllefen -, dass een do zesumme kuckt, wéi ee ka méi kohärent op jidde Fall d'Gemengenhëllefe vis-à-vis vun der Kooperatioun maachen.

Här President, zur Konklusioun: Wien haut vu Kris schwätzt, muss wëssen, dass et net just eng Finanz- an eng Wirtschaftskris an den industrialiséierte Länner ass. Och manner entwéckelt Länner si betraff, an do sinn d'Konsequenze vill méi gravéierend. Elo wëllen an den Entwécklungslänner spueren, wär de falsche Reflex. Et wär fatal.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et mussen nei Prioritéite gesat ginn. Mir brauche méi eng grousse Kohärenz an der europäescher Entwécklungshëllef. Mir brauche laangfristeg Perspektiven. Mir mussen et fäerdeg bréngen, dass d'Leit verstinn, dass den Entwécklungslänner an hire Populatiounen Perspektiven ze ginn net nëmmen eng Hëllef ass, mä eng Chance fir eis allequerten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Madame Minister, Kolleegen a Kolleginnen, fir Lëtzebuerg ass d'Entwécklungszesummenaarbecht e wichtige Punkt, net nëmme qualitativ, mä och quantitativ, oder vläicht ëmgedréit: net nëmme quantitativ, mä och qualitativ. An ech mengen, dass vill méi drun hänkt bei eis un dëser Entwécklungszesummenaarbecht wéi an anere Länner, well eis Aussepolitik sech ouni Zweifel och orientéiert un dëser Zort vu Politik, an et kann ee sech froen, firwat dat esou ass, firwat déi Wichtegkeet ass.

Ech denke perséinlech, dass et dorunner läit, dass eis Entwécklungshëllef oder -zesummenaarbecht eng vun deene weinegen ass, déi net liéiert ass. Wou net probéiert gëtt, de Länner mat de Partnerlänner, mat deene mer schaffen, Produkter, Experten, Material vu Lëtzebuergger Entrepreneuren ze octroyéieren oder net, mä mir kucke wierklech: Wat passt an d'Strategie vun eisen Zillänner?

Dat ass jo och den Zweck vun de PICen, déi d'Ministesch ugeschwat huet. Mir probéieren, eist Kënnen am Kader vun hirer nationaler Strategie anzusetzen, an eis Erfahrungen op deem Gebitt, déi hunn et erlaabt, eis op gewëssene Gebidder ze spezialiséieren, wou mer entre-temps, mengen ech kënnen a grousser Bescheidenheet ze soen, net esou schlecht sinn.

Et ass esou e wichtegen Deel vun eiser Aussepolitik, dass den Ausseminister scho gelegentlech uklänge gelooss huet, dass, wann en op den Tour geet, fir eis Kandidatur am Conseil de Sécurité vun der UNO ze verkafen, e wäert drop opmierksam maachen, wou Lëtzebuerg steet mat senger Entwécklungszesummenaarbecht, wéi vill, wéi gutt an - iwverhaupt - wéi fein mir sinn.

Dat beweist also, dass fir Lëtzebuerg d'Kooperatioun méi wichteg ass vläicht wéi an anere Länner, well mir wëssen, dass eis Positioun an den Affaires étrangères en tant que telle sécherlech net déi stäerksten ass. Hei ass eis Positioun au contraire eng aner.

Fir dass déi Kooperatiounspolitik och weidergeet an där Qualitéit an an där Quantitéit, wéi mer se elo hunn, brauche mer de Support aus der Bevëlkerung. An dat ass, mengen ech, e kritesche Punkt an

Zäite wéi an deene mer haut sinn. An ech wëll mech haaptsächlech op dat Thema beschränken, well mäi Fraktiounskolleeg, de Marc Angel, am Fong sollt hei als éischte Riedner ufänken. Ech awer leider muss, Madame Minister, an ech bieden lech mech duerfir ze entschëllegen, well ech lech e puer Froe stellen, mä net wäert do sinn, wann d'Äntwert kënnt, mä de Marc Angel seet mir sécherlech, wat Är Positiounen dozou waren, well ech e Rendez-vous eben hunn, fir deen ech muss fortgoen.

Et geet also net duer, dass, wa mer esou wëlle weiderfuere, de Ministère gutt a méiglechst transparent schafft an heiansdo eng Campagne mécht, sief dat an der Zeitung oder am Kino. Mä fir méi e grousse Impakt ze hunn, si mer ugewisen op d'Acteuren, op all d'Acteure vun den ONGen, deenen hir Zuel ëmmer nach eropgeet; wat engersäits e gutt Zeechen ass fir de gudden Wille vun eise Matbieger, wat anerersäits net ganz rationell ass fir d'Organisatioun vun hirer Aarbecht. Ëmmerhi sinn dat esou vill Multiplicateurs fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, op déi een net verzichte kann an och net verzichte wëllt, wann een d'Verantwortung an deem Beräich do huet.

Richtig ass, dass en importenten Deel vun de Sue benotzt gëtt aus dem Entwécklungsbudget, fir Projekte vun ONGen ze kofinanzéieren. Kloer Ufuerderungen un d'Qualitéit, de BAT, deen technesch Hëllef gëtt fir d'Ausschaffung vun de Projeten, etc., dat féiert alles dozou, fir méi Kohärenz ze kréien zwëschent der offizieller, dat heescht der Regierungskooperatiounaarbecht, an den Aktivitéite vun de staatléchen an de privaten Acteure par ailleurs.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg op deem Wee weiderzefuere. D'ONGe gi weider ënnerstëtzt vun de Gemengen - an dat ass och en Uleies, wat ech wëll hei umellen -, d'Gemengen, déi sech selwer agebonnen hunn, obschonn et net an hire Fonctiounen dem Gesetz no ass, spillen entre-temps esou eng wichteg Roll, dass se als Acteur an dësem Beräich net méi ewechzeddenke sinn.

Duerfir sinn ech mat deenen d'accord, déi hei gefrot hunn, fir se besser an engem Réseau ze organiséieren. An ech denken, dass mer d'Instrument dofir jo hunn, de Syvicol oder de BAT, deen Aide technique fir d'theoretisch ONGe gëtt, dee kéint vläicht och en Deel vun där Verantwortung do iwverhuelen, fir dass allgemeng déi Ufäng, net erëm ufänken, d'Rad nei ze erfannen, mä sech kann inspiréieren u Projeten, déi an anere Gemenge lafen. A wa méiglech natierlech mat enger Ulfafstellung um Ministère, dee jo fir d'ONGe geschaffe ginn ass an dee sécherlech fir d'Gemengen och nützlich wier.

Et géif bal Zäit ginn, dass den Innenminister - a vläicht kënnt Dir hien dat froen, Madame Minister - eng Kéier géif Positiounen huelen, wéi hien dozou steet. Well eigentlech kënnt Dir nëmmen eppes méi maachen aus där Zesummenaarbecht mat de Gemengen, wann de Kolleg aus deem anere Beräich domadder d'accord wier. An no all deem, wat ech bis elo hei héieren hunn, mengen ech, wiere mir all der Meenung, dass d'Gemenge solle weiderfuere, dat ze maachen. Si sollen et allerdéngs maachen an engem Kader, dee se de Moment net hunn, a mat enger Zesummenaarbecht an engem Réseau, deen ze schafen ass.

Ech denken, dass et wichteg ass, op all deem gudden Wille vun deene Leit an de Gemengen an den ONGen opzebauen. An deem Kontext wëll ech och wierklech ervirsträichen, wéi wëllkomm dee Service volontaire de coopération vum Service national de la Jeunesse ass. Et freet mech festzustellen, dass eng Motioun, déi ech virun zwielef Joer hei déposéiert hunn an deem Sënn, net ugeholl ginn ass, mä dass et zwar laang gedauert huet, mä ëmmerhin, och ouni Motioun, déi Saach an d'Praxis ëmgesat gëtt.

Firwat? Well et Nowuess fir d'ONGen ass. Well et Nowuess fir an de Gemengen ass. Well et en Nowuess ass vu Multiplicateurs vun der Iddi vun der Kooperatioun. An ech fannen, dass dat wierklech eng gutt Saach ass, an ech hoffen, dass mer och bei Geleeheneit, Madame Minister, eng Kéier e bësse méi doriwwer gewuer ginn, wéi vill jonk Leit dovunner profitéieren.

Well ech denken, dass besonnesch jonk Leit, déi an esou Länner ginn, net d'selwecht erëmkomme wéi se fortgaange sinn, an dass dat de beschte Garant ass, fir dass d'Opinion publique och a schwierigen Zäite wéi deene vun haut weiderfiert eisen Effort fir d'Kooperatioun ze ënnerstëtzen.

D'Sensibiliséierung huet vill Aspekter, op déi ech eigentlech net kann agoen. Ech wëll just vläicht nach zwou, dräi Saache soen.

Éischtens zu der Kris: Mir wëssen, dass et ufänkt difficile ze ginn. An déi Demagogien, déi mengen kënnen ze proposéieren, an dësem Kontext unzufänken ze spueren do wou d'Suen am néidegste gebraucht ginn, op déi mussen mer eis virbereeden. Mir mussen eis och virbereeden, wat mer äntwerten, wa gesot gëtt, wou mer solle spueren, well dat Kapitel geet jo och elo deemnächst un.

Ech hoffe just, dass net gespuert gëtt op der Envergure vun eiser Entwécklungshëllef, mä eventuell punktuell gekuckt gëtt, wou eventuell eng Aspuerung méiglech wier.

Ech denken, dass et méiglech ass an dass et muss erlaabt sinn ze froen, ob Länner, wou Äre Virgänger, Madame Minister, d'lescht Joer gesot huet, de Salvador, Namibien an de Vietnam wieren an enger „exit strategy“, fir et emol salopp esou ze nennen. Wann ech awer richtig weess, ass elo erëm amgang e PIC ausgeschafft ze gi mam Vietnam.

Ech perséinlech fannen, dass dat kee Sënn mécht. Mir bleiwe vill ze laang an deene Länner - an et huet ee vu menge Virriedner hei dat och scho gesot -, wou mer gewinnt sinn ze schaffen, ze vill laang do.

Ech denken, dass ee muss méi kloer maachen, wéi laang Entwécklungshëllef dauert. Vu wéini un dass se ufänkt ofzehuelen. An eigentlech kéint ee sech an Zäite vun der Kris och froen, ob et net normal wier, dass een egal wéi, a wat fir engem Land ee schafft, vun Ufank u géif eng Contrepartie oder eng Participatioun vun de Länner, an deene geschafft gëtt, verlaangen, sief dat a Suen, an Aarbecht, an Know-how, un Expertise oder wat och ëmmer. Well a mengen Ae wier dat net nëmmen eng Erspuernis, mä dat wier och am Fong eng Verstärkung vum Partneriatsgedanken. Well eppes, zu deem ee selwer bäidréit, ass sécherlech méi säin Eegent, wéi eppes, wat ee komplett geschenkt kritt huet.

Mécht et Sënn, wa mer aus deenen dräi Länner, déi ech elo opgezielt hunn - wat ech hoffen -, erausginn, an zwar deemnächst, dass mer dann nach op zwee Kontinenter mat engem Land aktiv géife bliewen, oder wier et net méi rationell, am Sënn vun der Konzentratioun vun der Hëllef, op engem Kontinent ze bliewen? An zwar eleng op deem ärmsten, dat heescht an Afrika? An do eben dann och duerch déi Konzentratioun onnéideg Käschten, Administrationskäschten, Déplacementskäschten ze évitéieren?

Ech denken, dass eng kloer Sprooch - an ech wier frou, wann Der mer dorobber géift eng Äntwert ginn, Madame Minister - an där Hisiicht geschwat gëtt, an et ass ugeklungen d'lescht Joer an dëser Debatt vun neien Zillänner. Ech mengen, dass de Moment net gënschteg wier, fir dat ze maachen. Et wier awer au contraire wichteg fir ze konzentréieren, d'Zuel vun de Länner, d'Zuel vun de Secteuren, fir esou mann wéi méiglech Fraisen an esou vill méi méiglech Resultat erauszeschloen. Och fir dann no bausse kënnen ze beweisen, dass dat, wat d'Leit elo nach net wëssen, awer wësse wëllen, dass déi Suen, déi mer an d'Kooperatioun stiechen, gutt investéiert sinn. An dass och vläicht méi konkret no bausse, hei am Haus, an och iwwert de Wee vun der Kommunikatioun en général gewisse gëtt, wat mat deene Suen do geschitt.

Ech denken duerfir, dass et wichteg ass, dass d'ONGen, wéi dat, wat si eis gefrot hunn, méi Öffentlecheitsaarbecht musse kënnen maachen. Net nëmmen an de Schoulen, mä och bei Erwuessenen, fir eben déi Motivatioun vun de Lëtzebuergger oder vun der Bevëlkerung en général oprechtzeerhalen, fir op deem Wee, wou mer sinn, weiderzagoen.

Wa se méi solle maachen, Madame Minister, da wësst Der, wat dat heescht, da

brauche se och méi Suen. Si mengen, dat misst vun 0,63 op 2% eropgoen. Dat ass a mengen Aen e bësselchen héich gegräff. Besonnesch dann, wa keng genee Projekte virleien. Mä eppes ass sécher: Recht hu si, wa se soen, si missten, an ech mengen si si besser placéiert wéi de Ministère fir déi richtig Leit dohinner ze schécken, bei déi Jonk a bei déi manner jonk Leit, fir ze erklären, wat lass ass, fir déi Aarbecht ze maachen. An et ass dat, wat mer brauchen, fir de Konsens zu der Kooperatiounspolitik am Ganzen ze behalen.

Zum Schluss zwee Wierder nach; un lech eng Fro. D'Strategie „Genre“ hutt Der hei ganz kuerz zum Schluss ugeschwat. Ech hätt gär méi derzou héieren. Ech denken, mir kréie vläicht d'Geleeheneit, eng Kéier an der Kommissioun derfir ze suergen. An eng zweet Remarque iwwert de Sort, deen Dir eiser Proposition de loi, vum Marc Angel a vu mir, wëllt reservéieren.

Ech sinn e bësschen enttäuscht, dass dëst Joer am Fong zwee Kolleegen aus op deemselwechte Gebitt, aus darselwechter Partei, op eemol eng aner Meenung hei vertrieben, obscho se deeselwechte Conseiller nach ëmmer hunn. D'lescht Kéier huet Äre Virgänger gesot, e wier positiv, e géif mengen, et wier en Handlungsbedarf op deem Gebitt. An ech denken, dass es ass. Mir brauchen Evaluatioun, mir mussen wëssen, wéi e PIC ausgeschafft gëtt. Mir mussen déi öffentlech Transparenz och hei an der Chamber diskutéieren. Mir mussen eis Strategien, eis PICen, etc., alles an engem Gesetz aschreiwten. Mir brauchen Evaluatioun, mir brauche Recherche. An all dat steet net an eistem Text.

Ech denken duerfir, dass Der Onrecht hutt, Madame Minister, fir ze mengen, mir kéinten dat doten op d'laang Bänk schiben. Wann Dir dat ze vill laang schiibt, dann hu mer natierlech en anere Wee fir dat virunzebréngen. Ech hoffen awer, dass mer lech kënnen iwverzeegen, vläicht e bësselchen méi séier do virunzekommen, wéi Dir dat haut uklänge gelooss hutt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Err Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt emol ënnersträichen, dass déi gréng Fraktioun et wierklech eng gutt Saach fënn, dass mer bei der Kooperatiounsdebatt déi Debatt an och d'Äntwerte vun der Chamber deeselwechten Dag maachen. Dat war jo net ëmmer esou. Mä mir fannen dat e flotte Modell, fir déi Diskussioun ze féieren, wann een direkt den Dag selwer der Ministesch kann op hir Interventioun äntwerten a Froe stellen. Dat mécht, mengen ech, och fir déi Leit, déi sech fir dat Thema hei interesséieren, déi Debatt insgesamt e bësse méi interessant.

Et ass déi éischte Kéier, wou d'Madame Jacobs als nei zoustänneg Ministerin an d'Chamber kënnt, fir zu dësem Thema ze schwätzen. An dat an engem Land, wou et Konsens ass, dass eng Participatioun vum Stat, eng Aide à la coopération an der Héicht vun 1% vum PIB ausbezuellet gëtt.

Dat ass a weinege Länner de Fall. Éischtens op der Héicht vun der öffentlecher Hëllef, awer och um Fait, dass et Konsens doriwwer gëtt. Zumindest bis haut gëtt et Konsens hei zu Lëtzebuerg, fir op deem doten Niveau öffentlech Suen an d'Kooperatioun ze investéieren.

Ech hunn der Madame Minister mat Opmierksamkeet nogelauschert, fir erauszufannen, ob et en neit Positionnement géif ginn op wesentlechen Aspekter, ob et Neierunge géif ginn.

Ech mengen, dass dat net de Fall ass. Dee Konsens, dee mer hei zu Lëtzebuerg an de grouse Linnen hunn, dee schreift sech och an an der Deklaratioun vun der Ministesch. Et ass eng Kontinuitéit, mengen ech, déi hei vun der Regierung an hirer neier Ministesch viséiert gëtt. An et ass och, mengen ech, vun hir kloergemaach ginn, dass bei de Pays cibles keng grousse Annerungen ze erwaarde sinn. Et solle keng derbäikommen, et sollen och keng ewechgeholl ginn. Wouriwwer awer muss



kënnen diskutéiert ginn, dat ass periodesch en Update ze maachen, ob et nach ëmmer déi richteg Länner sinn, mat deene mer eis Kooperatiounsaarbecht maachen.

Dir hutt Är Ried och gestallt ënnert d'Millenniumsziler, d'Halbéierung vum Hunger an der Welt bis zum Joer 2015. Och dat ass en Zeeche vun der Kontinuitéit. Dir hutt drop verwisen, dass vun 1990 bis 2005 eng Rei Succèsë konnte verbucht ginn. Och wann de Rhythmus mat Sécherheet net séier genuch war. Den Hunger an der Welt ass licht réckleefeg gewiescht. Et muss een awer och soen, dass et no 2005 net an déiselwecht Richtung weidergaangen ass. Dass mer zënter 2005 duerch eng Rei vu Phenomeener déi Entwécklung leider gesinn hu stagnéieren a se sech éischter nees an déi aner Richtung entwéckelt huet.

Dat heescht, mir si leider net ganz no drun, déi Millenniumsziler ze errechen. Mir musse souguer zolidd Kurskorrektur virhuelen, well am Moment d'Entwécklung eng aner ass wéi déi, déi uviséiert gi war.

Et muss een och constatéieren, dass am internationalen Émfeld et eng Rei Länner gëtt, déi et mat hiren Engagementer net méi esou eescht mengen. Déi déi gestachen Ziler, déi vu sech selwer deklaréiert Ziler am Moment a Fro stellen am Kontext vun der Finanz- a Wirtschaftskris. Dir hutt d'Ziele vun der OECD och genannt. Et feele méttlerweil iwwer 20 Milliarde par rapport zu deem, wat versprach war. An dat ass natierlech e Betrag, deen enorm ass.

Positiv gesi mer, dass Der an Ärer Interventioun och ënnerstrach hutt, dass et wichteg wier, Är Kooperatiounspolitik ze verstoen als e Package, zu deem och d'Klimapolitik gehéiert, zu deem och d'Politik vun den Handelsregele gehéiert an zu deem och d'Politik vun der Migration gehéiert. Woubäi ech awer do nach herno wëll eng Kéier drop zréckkommen, well dorënner, mengen ech, kann een ënnerschiddlech Saache verstoen.

Dir hutt, Madame Ministesch, an Ärer Interventioun vill Wäert drop geluecht, ze ënnersträchen, dass Lëtzebuerg bezilt a seng Engagementer anhält. Dass d'Regierung zu deem Zil géif stoen. An Dir hutt och gesot, dass d'Chamber dat jo hei och géif ënnerstëtzen. Ech géif souguer soen, d'Chamber hätt d'Regierung dozou opgefuerdert. Um Héichpunkt vun der Kris war et am Kader vun enger Debatt hei am Parlament, wou déi gréng Fraktioun eng Motioun eragereecht huet, fir genau dat doten dem Parlament ze proposéieren, dass d'Regierung trotz der Kris bei där do Politik net soll spueren.

An et war virun de Wahlen, an ech mengen och, dass et wichteg war, dass et virun de Wahlen zu esou enger klärender Diskussioun koom, dass et eng Eestëmmegkeet hei am Parlament gouf, fir ze soen, trotz Kris därefer mer eis Engagementer, eis international Engagementer am Beräich vun der Kooperatioun net a Fro stellen a mir musse se prozentual an och a Chiffres absolutus respektéieren, och an de Joren zéng an eelef vun der Kris. An ech hoffen emol, dass déi Eestëmmegkeet, déi hei virun e puer Méint bestanen huet, och am Moment nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg besteet.

Wéineg hutt Der geschwat, Madame Ministesch, iwwert d'Cohérence des politiques. Dir hutt och wéineg geschwat iwwert dat Griemium, wat hei zu Lëtzebuerg zum Deel zoustänneg ass fir eng gewësse Kohärenz an der Kooperatiounspolitik ze maachen, de Comité interministériel. Zweek Themen awer, wou ech mengen, dass ganz viles ze soe wier an och eng ganz Partie Saachen anescht ze maache wieren.

Wat mer net esou gären héieren hunn, Madame Ministesch, dat ass, dass Der en Deel vun eiser Kooperatiounspolitik, notament an Afrika, och an de Kontext gestallt hutt - oder an d'Perspektiv gestallt hutt, besser gesot - vun der Lëtzebuurger Demande, fir an den UNO-Sécherheitsrot ze kommen.

D'Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik huet sech bis elo ëmmer doduerch ausgezeechent, am Ennerscheid vun anerem, dass mer eng selbstlos Kooperatiounspolitik gemaach hunn, dass mer ni wirt-

schaflech Interesse verfollegt hu mat eiser Kooperatiounspolitik. Dass also Kooperatiounspolitik keen Argument war, fir hannendru Wirtschaftspolitik ze maachen. Dat ass nach ëmmer de Fall. Mir hunn och ni politesch Intérêt vertrueden, ausser déi, dass mer eis Iwwerzeugungen och probéiert hu mat deene Länner ze deelen a se an hirer Nout esou ze ënnerstëtzen, dass se eleng kënnen besser eens ginn.

Dass mer dat elo an Är Ried an e Kontext gestallt kritt hunn an an eng Perspektiv, dass dat eis och kéint Pluspunkte bréngen am Kader vun der Diskussioun vun der Lëtzebuurger Kandidatur fir den UNO-Sécherheitsrot, gesi mir als gréng Fraktioun manner gären.

Mir mengen, mir sollen ouni dee gréngsten Zweifel an ouni Malentenduen dobäi bleiwen, dass d'Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik eng ass, déi ouni Hannergedanke gemaach gëtt. Sief et wirtschaflech Hannergedanken nach politesch Hannergedanken. Och déi ronderëm eis Kandidatur, ronderëm Posten am UNO-Sécherheitsrot. An ech wier frou, wa mer dat doten haut och herno an Ärer Interventioun eng Kéier kéinte klären, fir dass et do keng Malentendue gëtt.

D'Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik ass selbstlos. Dat ass hiert Markenzeichen. Et ass ënner anerem dofir, wou se op enger Rei vun Aspekter virbildlech ass fir anerem. Kommt, mir zerstéieren dat doten net. Kommt, mir halen dat Virbild, wat vill Leit och an der Welt wëlle gebrauchen, fir anerem oprecht an där Form, wéi mer et hunn.

Dir hutt och an Är Ried geschwat vum Asaz vun eise Cooperanten. An ech mengen, deem huet sech jo méttlerweil all Fraktioun ugeschloss. Dat maache mir selbstverständlech och. Dat ass berechtigt a verdéngt. Et wier awer dann och gutt, wann Der lech mat de Problemer, déi et bei deene Leit zum Deel um Niveau vun der Protection sociale nach gëtt, géift méi intensiv beschäftegen. Dir wësst, dass de Cercle des ONG regelméisseg drop opmierksam mécht, dass et do nach Froen ze kläre gëtt.

Och dat géif hëllef, wann een déi dote Problemer zesumme vläicht mat Ärem Minister vun der Sécurité sociale kéint am Kader och vun engem Dialog mam Cercle des ONG diskutéieren a klären. Dat géif deene Leit och weisen, dass eis Ennerstëtzung net nëmme mëndlech ass, mä dass mer och hir Problemer, déi se kënnen hunn, eescht huelen. Och an deenen dote Saache vun hirer laangfristeger sozialer Ofsecherung, dass mer déi wëlle respektéieren.

Dir hutt och, Madame Minister, op dat aktuell Beispill vun Haiti higewisen, an Dir hutt ënnerstrach, dass mer duerch den Asaz vun zwou Privatsociétéiten et elo géife fäerdeg bréngen, à la fois am Transportberäich mat der LAR an och an der Kommunikatioun wierklech do en technesch Outil, eng technesch Plattform ze kréien, déi eis vill kéint hëllef, notament am Beräich vun de Katastrophenasätz. Dat ass wuel richteg an och luewenswäert, an natierlech ass et gutt, wann een effikass Instrumenter zu senger Verfügung huet.

Mä och do géife mer e kleng Bémol maachen a soen: Kommt, mir passen awer och op, dass mer selbstverständlech esou effikass wéi méiglech sollen hëllef, mä mir sollen awer bei eiser Kooperatiounspolitik nach ëmmer grondsätzlech an dominant bei der struktureller Hëllef bleiwen, an dass mer net ze vill en Iwwergewicht op eemol géife kréie mat de Katastrophenasätz, woubäi Dir natierlech ëmmer eis Ennerstëtzung hutt, wa Lëtzebuerg op esou Plaze wëllt intervenéieren.

Mä mir maachen hoffentlech net dat, wat d'Amrikaner laang gemaach hunn, déi hir Hëllef ëmmer nëmme op Katastrophenasätz weltwäit mat US-Aid limitéiert hunn, ni wollten eng aner Form vu struktureller Kooperatioun kennen. Mir sollen dat net maachen. Mir sollen do eng Gewiichtung maachen, déi plus/minus déi ass, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn: strukturell Hëllef als éischt, Katastrophenhëllef natierlech och. Mä d'Gewiichtung muss stëmmen. Dat ass och bis haut de Fall. Mir wëlle just ënnersträchen, dass et eis wichteg ass, dass et dobäi och bleift.

Elo muss ech just hei eng Note erëmfannen - voilà. Wat ech an Ärer Interventioun ganz e bësse vermëscht hunn, et ass och an engem Clin d'œil op Äre Virgänger, de Minister Schiltz. Dir hutt an Är Ried net déi drai „D“-e beméit,...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Ech wollt elo domadder kommen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - ...Développement, Diplomatie an Défense. Dat war Ärem Virgänger, deen...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - D'Madame Err hat mech dozou provoziert...

(Hilarité)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Deen huet dat a kenger Interventioun vermësse gelooss. Mä all Minister huet säi Stil. Dir wäert Ären dann och präge kënnen.

Wat an de leschte Jore schonn zu enger Tradition ginn ass hei an der Chamber, dat ass, dass déi zoustänneg Kommissioun eng Entrevue huet mam Cercle des ONG am Virfeld vun der Debatt. Dat hale mer fir eng ganz gutt Tradition, well et wichteg ass, dass de Cercle des ONG säi Standpunkt ka verteidegen, erklären, och bei der zoustänneger Kommissioun, net nëmme iwwert d'Öffentlechkeet. Dëst Joer huet de Cercle des ONG sech als Haaptsubjekt erausgesicht d'Éducation à l'environnement. Ech mengen, d'Virgänger si schonn drop agaangen. Ech wäert dat zum Schluss och eng Kéier maachen.

Ech wëll awer elo schonn e kleng Bäitrag leeschten zu där Éducation à la coopération - pardon, sot ech à l'environnement? -; ech wëll och e kleng Bäitrag elo scho leeschten zu där Éducation à la coopération, mat einfach e puer Zuelen.

Dir kennt wahrscheinlech déi meescht vun deenen Zuelen. Mä fir déi Leit, déi eis vläicht haut suivéieren an déi sech fir Kooperatioun interesséieren, ass et vläicht awer gutt, och wann déi Zuele laang bekannt sinn, dass een e puer Zuelen einfach emol heiansdo rappeliert, fir nach eng Kéier d'Verhältnissen op eise Planéit mat Zuelen duerstellen a fir kloerzemaachen, wéi déi Verhältnissen tëscht den eenzelne Länner a Kontinenter, Geschlechter an esou weider sinn.

Dat sinn Zuelen aus engem Dokument vum Cercle des ONG, dee se hu vum PNUD, vum Programme des Nations Unies pour le Développement, an ech wëll einfach eng Dosen där Zuelen hei just kurz erwähnen, fir dass ee se erëm am Kapp huet.

Haut liewe méi wéi eng Milliard Leit op eise Planéit mat manner wéi engem Dollar den Dag. Dat ass e Sechstel vun der gesamter Mënschheet; all sechste Mënsch huet manner wéi een Dollar den Dag. 2,8 Milliarde Mënschen op dem Planéit, also net wäit vun der Halschent, musse liewe mat manner wéi zwee Dollar pro Dag. Bal all zweete Mënsch leeft mat manner wéi zwee Dollar den Dag. Dat si keng Randerscheinungen, dat ass gewaltig.

Bal eng halfe Milliard Kanner si permanent op der Limite zu der Krankheet oder zum Ofrutschen an den Doud - eng halfe Milliard Kanner! Net wäit dovun. Ee Kand op fënnf huet keen Zougank haut zur Éducation. Bal 900.000.000 vun den Erweessene vun dem Planéit sinn Analphabeten, dovunner sinn zwee Drëttel Fraen.

All Dag stierwe ronn 30.000 Kanner vu manner wéi fënnf Joer u Krankheeten, déi kënnen évitéiert ginn. All Dag 30.000 Kanner! An de Pays en développement erreicht ee Kand vu sechs den Alter vu fënnf Joer net. All sechst Kand gëtt net fënnf Joer al.

Den Aids ass haut zu iwwer 90% an den Entwécklungslänner. Um Horizont 2020, dat ass an zéng Joer vun haut, wäerten eng Partie afrikanesch Länner ronn e Véierel vun hirer Populatioun, vun hirer aktiver Populatioun verléiere kënnen wéinst dem SIDA. E Véierel vun der aktiver Populatioun wéinst dem SIDA, wann näischt ännert.

Iwwer eng Milliard Mënschen huet keen Zougank zu Dréinkwaasser. All sechste Mënsch huet keen Zougank zum Dréinkwaasser. An der Afrique subsaharienne

huet d'Halschent vun de Leit keen Zougank zum Waasser - carrément d'Halschent! 2,4 Milliarde Mënschen hu keen Zougank zu sanitären Anlagen. Iwwer 40% vun der Mënschheet hu keen Zougank zu deem, wat mir als selbstverständlech glécklecherweis kënnen ugesinn.

Dat sinn Zuelen, déi net déi ganz Bandbreit ofdecken, mä ech mengen, dass et heiansdo awer och nützlich ka sinn, e puer esou Zuelen ze rappeliere, fir dass jiddweree sech dat Bild, wat ee sech vläicht soll maache vun der Situatioun um Planéit, nach eng Kéier kann aktualiséieren.

Ech hunn et virdru scho gesot, de Cercle des ONG huet dëst Joer d'Éducation à la coopération als säin Haaptthema an d'Fenster gestallt. En Thema, wat ech fir ganz wichteg halen. Mä ech wëll awer virdrun nach zwee, drai aner Themen och eng Kéier kurz erwähnen, well ech mengen, dass déi iwwert d'Jore betruecht och hir absolut Wichtegkeet hunn, och wann déi eng an déi aner dëst Joer méi Aktualitéit haten.

E Wuert zum Sommet vu Kopenhagen, deem Sommet, deen dee Problem sollt léisen, fir deen déi ärmste Länner um Planéit, déi ärmste Mënschen um Planéit am mannste kënnen, awer ënnert deene Problemer Mënschen aus deenen ärmste Länner am meeschte leiden. Dat war de Sommet vu Kopenhagen. Deen hat sech där Eerausforderung gestallt. Leider ass d'Resultat e katastrophaalt Versoen. Alles, wat gesot ginn ass, fir dat schéinzerieden, ass an eisen Ae falsch.

Kopenhagen ass glécklecherweis net de Schluss vun der Geschicht. Um Enn vum Joer kënnen d'Diskussiounen zu Cancún weidergedouert ginn an och doriwwer eraus, wat awer näischt drun ännert, dass Kopenhagen an eisen Aen e katastrophalen Échec war, aus ville Grënn. Mä ee Grond, mengen ech, ass awer deen, deen ee muss kënnen als Hauptgrond benennen. Et ass deen, dass déi Länner, déi déi gréisste Verursacher si weltwäit, einfach net bereet sinn, nach ëmmer net bereet sinn, juristesche verbindlech Engagementer anzeuhuelen.

Et gëtt vill driwwer geschwat an et gëtt vill Léiwes gesot, mä wann et dorëms geet, e Vertrag ze maachen, wou kloer juristesche Engagementer drastinn, dann ziere sech déi op der Welt, déi am meeschten dofir responsabel sinn, sou dass déi Länner nëmme Aen hunn, fir ze kräischen, wa se suivéiert hunn, wa se suivéiere konnten, wat zu Kopenhagen gesot ginn ass.

Lëtzebuerg huet do sécher net déi schlechteste Roll gespillt, och wann net alles am Detail bekannt ass iwwert d'Lëtzebuurger Interventiounen. Mä och hei zu Lëtzebuerg maache mer net alles richteg. Och zu Lëtzebuerg ginn zum Beispill am Verkäiersberäich d'CO₂-Emissiounen nach ëmmer an d'Luucht. Dat ass e Fait, an zënter laange Joren ass dat esou. A mir kréien déi Tendenz bis haut zu Lëtzebuerg net gedréit.

Et ass wuel luewenswäert, dass mir déi néng Milliounen Euro fir déi éischt drai Joer vum „fast start“ zur Verfügung kënnen stellen, dass mer déi och net bei Kooperatiounsbudgete siche ginn. Mä nach vill méi wichteg wär et, wann zu Lëtzebuerg eng gewësse Kohärenz géif bestoen. Wa mer doheem et géife fäerdeg bréngen, ze reduzéieren. Wa mer dat kéinten hei bei eis maache mat Investitiounen, déi an d'Zukunft orientéiert sinn, amplaz dass mer am Ausland akafe ginn, déi CDMen - Dir hutt se jo virdun an Ärer Interventioun ënnerstrach.

Mir mengen, dass dat, wat elo probéiert gëtt ze maachen, déi - ech soen emol - Vermëschung tëscht Émweltpolitik bei de CDMen a Kooperatiounspolitik, dass dat keng gutt Entwécklung ass. Do kann ee sécher mat enger Rei Argumenter verteidegen, dass et net grondfalsch ass. Mir mengen awer, dass et besser gewiescht wär, op enger anerer Schinn ze bleiwen an där doter Matière, an déi Schinn ass eben nach eng Kéier doheem ze probéieren, seng Hausaufgaben ze maache bei de



Reduktionsziler, déi mer eis engagéiert hunn ze respektéieren, an dass mer weiderhin mat de kooperatiounspoliteschen Instrumenter dat maachen, wat bis haut d'Kooperatiounspolitik ausgemaach huet. Dat ass elo net méi esou kloer auserneegehalen, an dat fanne mir eigentlech net gutt.

Mir erwaarden eis do aner politesch Impulser, och vun lech als nei Ministesch, fir déi Saachen do besser auserneegehalen an an eisen Aen och méi effizient ze maache fir Lëtzebuerg. Et ass fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg och méi interessant, wann hei kann investéiert ginn, amplaz dass, wéi gesot, iwwer CDMe sech do fräikaaft gëtt.

Zu Lëtzebuerg ass och vill Aarbecht ze maachen. Ech sot et schonn, notamment am Transportberäich, wou d'CO₂-Emissionen leider net réckleefeg sinn. Mir hunn eng Rei Léisungssätz zu Lëtzebuerg scho laang an der Diskussioun: den Tram, deen elo erëm eng Kéier, wéi et dann heescht, ënner Finanzéierungsvirbehalt ass.

Mir hunn awer an de leschten Deeg mat grousser Verwonderung matkritt, wéi a Projeten investéiert gëtt, oder an Aussicht gestallt gëtt, dass investéiert gëtt: de Projet vu Léiweng, wou zeg Milliounen öffentlech Suen noutwendeg wäeren, fir d'Infrastrukturen ze schafe fir dee Projet. Dat hale mir fir grondfalsch. Dat sinn nach ëmmer déi falsch Prioritéiten, déi gesat ginn.

Da muss ee sech awer nach dee Virwurf gefale loosse vun der Inkohärenz vun der Politik, wa mer mat ville Suen am Ausland probéieren, Saache richteg ze maachen, a gläichzäiteg doheem nach ëmmer dee Problem verschäerfen, deen ebe grad an deene Länner zu deene Schwieeregkeete féiert, iwwert den Émwee vum Klimawandel. Dann ass dee Prozent manner wäert wéi 1%, wann dat doheem ausgeglaach gëtt mat enger Verschäerfung vun deene Konditiounen an am Lëtzebuergeser Rôle an der Klimadebatt. Och wann net jiddwereen dat dote gären héiert, dat ass awer esou.

Dee Problem stellt sech awer och an der Europäescher Unioun. Déi Incohérence des politiques kennt Europa och. 2005 ass wuel probéiert ginn, sech méi e kohärente Kader ze ginn, fir an der Entwécklungspolitik virunzekommen. Fakt ass awer och do e bësse wéi bei Kopenhagen, dass et keng verbindlech Mechanismen, dass et keng verbindlech juristesche Mechanismen gëtt, an dass keen och ka viru seng Verantwortung gestallt ginn, wann e seng Engagementer net géif respektéieren.

Et bleift also och do bei enger Politik zum Deel vum Scheck, zum Deel vun de gutt gemengte Rieden, vun de politesche Lëppebekanntnisse. Mä wann et da wirklech drëms geet, ass et awer diluabel, dann ass et awer négociabel an dann ass et awer net esou gemengt, wéi et viru gesot gi war. Et ass keng Prioritéit, déi net méi kann diskutéiert ginn, et ass eng Prioritéit, déi leider en fonction vun der Aktualitéit nees mat aner Prioritéiten kann opgeweicht ginn. An da sinn natierlech d'Konditiounen net ginn, fir wirklech virunzekommen.

Mir wëllen och nach op zwou an eisen Ae Feelentwécklungen hiweisen, déi am Kader oder ronderëm d'Kooperatiounspolitik bestinn an och amgang sinn, sech ze entwéckelen. Dat Éischt ass, mir gesinn net mat engem gudden A, wann ëmmer méi - och am Kader vu Cotonou, mä net nëmmen - en enke Lien probéiert gëtt ze maachen tëscht Kooperatiounspolitik a Migratiounspolitik. Dat kann ee wuel maachen. An et gëtt och eng Rei Aspekter, wéi een et ka richteg maachen. Wat mer manner gäre gesinn, dat ass, wann ëmmer méi de Lien gemaach gëtt tëscht Kooperatiounspolitik, tëscht Aide à la coopération an Accords de réadmission.

Wa Migratiounspolitik nëmme verstan gëtt als eng Diskussioun ronderëm d'Accords de réadmission, da si mer der Meinung, da geschitt just eppes: Da gëtt d'Kooperatiounspolitik a Geiselaft geholl, fir eng restriktiv Migratiounspolitik duerchzusetzen. Wann dat de Lien ass, dee soll

gemaach ginn tëscht Kooperatioun a Migratioun, da fanne mer dat net richteg.

Wann dat anescht interpretéiert gëtt, an enger méi offener Gesellschaft, wou een och ka legal Immigratioun organiséieren, wou ee kann eng Fuite de cerveaux évitéieren doduerch, dass ee wierklech hin an hier organiséiert tëscht béide Länner, mat enger géigesäiteger Beräicherung; wann dat et ass, da fënnt een eng Rei Aspekter, wou déi gréng Fraktioun bereet ass, ze ënnerstëtzen.

Et gesäit een awer um europäesche Plang - et ass elo keen direkte Virwurf un d'Lëtzebuergeser Regierung, mä mir fuerderen lech op, um europäesche Plang an déi dote Richtung ze argumentéieren, wéi mir et elo gemaach hunn, fir dass et net méiglech ass, dass um Niveau vun der Europäescher Unioun sech eng Majoritéit géif dégagéieren, déi mengt, dass dee Junktim tëscht Kooperatioun a Migratioun soll dee sinn, dass et nëmme Sue gëtt, wann och Accords de réadmission ënnerschriwwen ginn. Dat kann et net sinn, a mir hoffen, dass Lëtzebuerg sech géint déi doten Zort vun Entwécklung wäert stäipen.

En zweete Punkt, wou an eisen Aen eng Feelentwécklung amgang ass stattzefannen, dat ass déi Vermeschung, déi och ëmmer méi oft gemaach gëtt, och hei zu Lëtzebuerg, tëscht Kooperatiounspolitik a Militärschutz. Dee berühmte Saz, dee beméit gëtt - „Keng Kooperatioun ouni Stabilitéit, keng Stabilitéit ouni Kooperatioun.“ - ass sécher richteg. Et brauch ee selbstverständlech Sécherheet, fir kenne Kooperatiounen ze maachen, an et verbessert een d'Sécherheet, wann ee gutt Kooperatioun mécht. Et soll een awer an eisen Ae gutt drop oppassen, déi zwee auserneegehal ze kréien.

Dofir kenne mer et nëmme bedauern, wann och hei zu Lëtzebuerg an der leschter Zäit déi Diskussioun ronderëm dee Militärtransporter, deen A400M, ëmmer nees souguer mat ganz aktuelle Krise probéiert gëtt ze justifiéieren. De Statsminister huet net gezéck, fir an der Diskussioun ëm den A400M Haiti ze erwähnen. Dat ass an eisen Aen net déi richteg Argumentatioun. Kommt, mir halen déi zwou Saachen ausenaner.

D'Diskussioun ronderëm de Militärtransporter wäert an der Chamber nach eng Kéier misse gefouert ginn. Do kenne jo déi einzel Fraktiounen nach eng Kéier erklären, firwat se derfir oder - wéi mir deemools - dergéint waren. Kommt, mir begrënnen awer net den A400M mat hypothetischen Interventiounen am Kooperatiounsberäich. Dat ass der Kooperatiounspolitik kee gudden Déngscht geleescht. Et kritt een alles an all Géigend vun der Welt ouni den A400M vun der belscher Arméi, wou mir eppes bäigesteiert hunn.

(Interruption)

Da kommt, mir halen dat ausenaner. Dat ass keng gutt Aart a Weis an, ech mengen, och net am Intérêt vun deene Leit, déi eis an der Welt vertrieben.

Stéchuert dann Éducation à la coopération. Mir mengen och, dass et extrem wichteg wär, déi ze verbessern. Et ass wichteg haut, well et geet ëm Akzeptanz, Akzeptanz doheem. Et muss een de Leit vermëttelt kréien, wat d'Konsequenze si vun deem, wat mer hei maachen. Nëmme en informéierte Bierger kann e responsabele Bierger sinn. Déi Informatioun ass noutwendeg, fir jiddwereen e reelle Choix ze ginn, fir sech ze decidéieren, wat e keeft, wat en net keeft. D'Leit brauchen Informatiounen a keng Virschreften.

Dat bedéngt awer Informatioun. Do huet de Cercle des ONG eiser Meinung no komplett Recht. Si proposéieren och an hirem Dokument eng Augmentatioun vun der Hëllef am Beräich vun 2%. Ech wär frou, wann d'Regierung, Madame Ministesch, eis kéint soen, wéi se gedenkt op dee Virschlag do ze reagéieren, ob se d'accord ass, fir eng Augmentatioun an deem dote Mooss virzehuelen.

Zu der Éducation à la coopération gehéiert eiser Meinung no awer och, dass een d'Parlament méi staark abënnst an déi doten Diskussiounen. Mir hunn dat an de leschte fënnf Joer méi wéi eng Kéier gesot

an e puermol widderholl, dass mer mengen, dass et och misst an der Lëtzebuergeser Kooperatiounspolitik net nëmmen eng Regierungspolitik ginn, mä dass misst och eng Plaz geschafe gi fir Kollaboratioun tëscht de Parlamenten.

An eise Pays cibles ass et oft an de Parlamenten, wou et och an den Oppositionsbänke Leit gëtt, wou et awer interessant ass, Kontakter oprecht ze halen, déi kënnen um parlamentareschen Niveau stattfannen. Mir hunn och schonn Diskussiounen an der Chamber gefouert. Déi sinn net negativ verlaft, mä si entwéckele sech nach net esou séier, wéi mir eis géife wënschen.

Dofir wär mer frou, wa mer kéinten och op deem dote Punkt mat der Regierung zesammen, well dat ass net géint d'Regierung gerichtet, mä et soll an enker Zesummenaarbecht mat der Regierung stattfannen, wierklech virkommen an och eng Dimension parlementaire eiser Kooperatiounspolitik ginn. Och dat ass fir eis e Stéck vun der Éducation à la coopération, well dann och hei am Land méi Diskussioun an eng aner Diskussioun kéint stattfannen.

Als Ofschloss, Här President, wëll ech just nach eng Kéier mat engem Beispill ënnersträichen, wéi komplizéiert awer och d'Kooperatiounspolitik ka sinn, well déi eng eppes maachen an déi aner de Contraire dovunner maachen. Weltwäit ass d'Kooperatiounspolitik alles anescht wéi koordinéiert.

Mir huelen d'Beispill vum Burkina Faso, ee vun eise Pays cibles, e Land, wou d'Leit zu 90% hire Liewensënnerhalt als Bauer verdéngen, wou de Kotteng ronn 70% vun den Exporteinnahmen ausmécht, a wou ee weess, dass, wann d'USA zum Beispill net géifen hire Kottengproduzente massiv Subventiounen ginn, da kéint de Präis um Weltmarché ëm e Véierel ongeféier klammen, wat fir déi Baueren op der Plaz natierlech dann eng ganz gutt Saach wär, wat awer net statffënnt, well Amerika dat mat Subventiounspolitik am eegene Land blockéiert.

Gläichzäiteg ass awer eng Weltbank do, wou mir jo awer och, wann och nëmmen e klengt Wuert, awer och e klengt Wuert kenne matschwätzen. Et ass eng Weltbank do, déi dann de sogenannte BT-Kotteng subventionéiert. Dat ass e gentschlech modifizéiert Kotteng, wou hannert dem Virwand vun der Aféierung vu sougenannte Biosécherheetsregelen an -gesetzter am Fong nëmmen den Terrain preparéiert gëtt, fir genmodifizéiert Semencë kënnen anzeféieren.

Wat alt erëm eng Kéier heescht, dass och do, wou mir probéieren als klengt Lëtzebuergeser Land am Burkina Faso ze hëllefen, parallel dozou Monsanto mat Ënnerstëtzung vun der Weltbank, mat Suen, wou mir nëmmen dreeme kënnen dovunner, dat Land an deem Sënn opkeeft, fir kenne genmodifizéiert Plantatiounen do ze maachen.

Da kritt ee vläicht eng kleng Sekonn als Lëtzebuergeser d'Flemm. Mä déi Flemm soll séier verfléien. Mir sollen net opginn, mir solle persévéréieren an eiser Hëllef. Mä et ass alles anescht wéi licht, wann ee gesäit, wat anerer kenne maache mat anere Moyaen wéi mir. Mä dat soll eisem Enthusiasmus keen Ofbroch doen. Mir solle weiderhin eis Ziler, hoffentlech weiderhin am Konsens, zu Lëtzebuerg verfolgegen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Félix Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi mënschlech Solidaritéit an d'Ethik vun der Nächsteléift, déi och d'Grundlag vun der Entwécklungspolitik duerstellen, sinn hei an der Chamber onëmstridden a ginn och soss bei de Leit kaum a Fro gestallt.

Mir sinn e Land, dat weess, dass et soll deelen an datt et muss un déi denken, déi manner hunn. Vill Leit engagéiere sech fräiwëlleg oder berufflech fir eis Matmënschen op deser Welt. Vill anerer gi Suen, sammele Gezei an aner Saachen oder organiséiere Convoien, fir deenen ze

hëllefen, deene si sech besonnesch no fillen. Hinnen all schwätzen ech hei am Numm vun der ADR eis héich Unerkennung aus.

Eng ganz besonnesch Bedeitung kënt an deem Zesammenhang der Hëllef am Katastrophefall zou. Do, wou Naturkatastrophen oder och vu Mënsche verschëllte Leed d'Leit an d'Hoffnungslosegkeet an an de Kampf ëm d'Iwwerliewe stierzen, musse mir Lëtzebuergeser präsent sinn. Mir sollten am Beräich vun der humanitärer Hëllef souguer nach méi maachen, wéi mir bis elo gemaach hunn.

D'ADR ass jiddefalls dozou bereet, iwwer zousätzlech humanitär Capacitéiten nozedenken, och am Hibleck op d'Aufgabe vun der Arméi an den Hëllefdsdengschter hei am Land. An d'ADR denkt och, dass do, wou et néideg ass, d'Katastrophenhëllef net nëmme soll punktuell sinn, mä datt déi Leit, déi onbeschreifliche Misär erlidden hunn, musse méi laangfristeg begleet ginn.

Eise prinzipiellen „Jo“ zur Entwécklungshëllef heescht awer net, dass mir domat d'accord wieren, wéi eis Regierung d'Entwécklungshëllef upaakt. Am Kader vun deser Debatt wëlte mir duerfir op e puer Aspekter ganz besonnesch insistéieren an Alternative proposéieren.

Wien d'Entwécklung besonnesch an Afrika analyséiert, dee mierkt, dass déi westlech Entwécklungshëllef an deene leschte 50 Joer vill Guddes geleescht huet, zum Beispill och am Kampf géint eng Rei vu schwéiere Krankheeten. Mä et muss een awer och feststellen, dass si dacks net effikass war. Vill Projekte si gescheitert.

Trotz aller Tentativen an deene leschte Jore vun de westlechen Natiounen, fir hir Entwécklungspolitik duerfir progressiv nei ze orientéieren, ass awer nach relativ weínege geschitt. Vill Regierungen an den Entwécklungslänner weisen nach ëmmer net deen néidege Wëllen zur Reform. Dacks erlaabt hinnen d'Entwécklungshëllef jo och genee dat: net missen ze reforméieren, well anerer sech ëm dat Néidegste këmmen. Prinzipiell ass festzhalen, dass et net den Norden oder de Westen ass, deen Afrika kann entwéckelen, mä dat kenne just d'Afrikaner selwer.

D'ADR ass dowéinst iwwerzeegt, dass d'Basis vun enger gudder Entwécklungspolitik eng eendeiteg Definitioun vun der Verantwortung ass, och vun der Eegeverantwortung. Mir sollte just nëmmen deenen hëllefen, déi sech och selwer fir hir Leit engagéieren. Eis Projekte sollten ëmmer vun eise respektive Partnerlänner mat finanzéiert ginn an no Ofschloss vun eisem Engagement eegeverantwortlech an effikass weidergéiert ginn. Wien déi Efforten net wëllt maachen, deen ass fir eis kee Partner.

Här President, d'Entwécklungshëllef ass eent vun den Instrumenter vun der Lëtzebuergeser Baussepolitik. Iwwerdeems si de Leit an der Welt hëlleft, steet si awer däitlech am Déngscht vun den Interesse vun eisem Land, deene politeschen an och deenen ökonomeschen. Et ass am Interessi vum Westen an och vu Lëtzebuerg, fir besonnesch an Afrika präsent ze sinn. Et ass e Kontinent, dee wichteg Ressourcen huet. Duerch d'Entwécklung vun deem Kontinent reduziere mir den Emigrationsfluss a Richtung Europa. Duerfir sinn och déi Accords de réadmission vu besonnescher Wichtigkeet.

Mir Europäer sinn an enger strategescher Konkurrenz op deem Kontinent, virun allem mat den USA a mat China. Dat heescht, éischters, dass et keng Kontradiktiounen tëscht der Baussepolitik an der Entwécklungshëllef däerf ginn. De Kader vun de Liené mat deene betraffene Länner gëtt vum Ausseminister definéiert, an d'Entwécklungspolitik muss sech deem fügen.

Émgekiert muss d'Aussepolitik sech awer och ëm eng Kohärenz an der Gesamtapproche géint iwwer eise Partnerlänner beméien. Besonnesch eis Handelspolitik, mä och eis Agrarpolitik däreft keng Konditiounen schafen, déi et deene manner entwéckelte Länner ze vill schwéier maachen, fir hir Ökonomie an hir Landwirtschaft ze entwéckelen. Mir betounen och, dass et net en enger Organisatioun wéi der OECD ass, fir eis iergendwellech Virschreften an deem dote Beräich ze maachen.



Zweetens däerf et keng Parallelstrukture vum Entwécklungshëllefministère niewent deene vum Ausseministère ginn. Dat Wëssen iwwert d'Welt, dat an deem Beräich gesammelt gëtt, muss mat an déi politesch an ökonomesch Evaluatioune vun der Aussepolitik afléissen. Lëtzebuerger Ambassaden an aner Missiounen an den Entwécklungslänner mussen och integral an d'Strukture vum Ausseministère integréiert ginn. Dat kënnt och der Entwécklungshëllef zegutt, well d'Fonctionnementskäschte vun deene Missiounen dann net méi bal integral als Entwécklungshëllef kënnen verbucht ginn. Dat ass méi transparent a méi éierlech.

Drëttens mussen mir och d'Mechanisme vun der Ëmsetzung vun der Entwécklungshëllef iwwerpräiwen, an dat géllt besonnesch och fir d'Lux-Development. Et gëtt do och eng Rei vu Froen, souwuel wat d'Héicht vun de Fonctionnementskäschten ugeet wéi och, a wéi engem Mooss d'Lux-Development eist Land a seng Interesse vertritt. Och dat si Froen, déi mat der Visibilitéit vun eisem Land duerch d'Entwécklungshëllef a mat enger Gesamtkonzeption fir eis Bausepolitik an engem ganz enken Zesammenhang stinn.

Här President, an Zäiten, wou et dem Land schlecht geet, schéngt et eis evident ze sinn, datt d'Entwécklungshëllef net däerf vun deenen allgemenge Spuerefforté verschount bleiwen. D'Suen, déi sollen an d'Entwécklungshëllef goen, mussen ewell zu engem groussen Deel geléint ginn, proportional zum Undeel vun der Entwécklungshëllef um ordinäre Budget. Dat heescht, datt si eis an déi nächst Generatiounen duerch d'Zënslascht nach vill méi deier kascht wéi hire nominelle Wäert vun haut.

Deemools, wou mir ugefaang hunn, mat der Entwécklungshëllef iwwer 0,7% vum Bruttonationalakkomes erauszegoen, ass daitlech gesot ginn, datt mir den zousätzlechen Effort mussen nees kënnen zréckschrauwen, wann et eis eng Käier net méi esou gutt sollt goen. Deen Abléck ass elo komm. Mir mussen also d'Héicht vun der Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef op 0,7% vum BNA limitéieren.

Doriwwer eraus muss alles op d'Entwécklungshëllef ugerechent ginn, wat international erlaabt ass, fir dorobber unzerechnen. Mir sollten eis do un der Praxis vu Länner wéi Frankräich inspiréieren. Zu deenen, weinstens zum Deel urrechbare Facteuren zielen och eng Rei vun Dépenses am Klimaschutz an och bei der Immigratioun. Hei ass genee ze präiwen, wat alles méiglech ass, an all kontabel Méiglechkeete mussen voll genotzt ginn.

Et sief am Abléck nëmmen niewebäi bemierkt, datt och de Prozentsaz vun 0,7% aus ville Grënn kann hannerfrot ginn. Zu deem Abléck, wou en errechent gouf, an dat sinn no u 40 Joer hier, huet eis Welt nach ganz anescht ausgesi wéi haut.

Här President, et ass absolut legitim, fir eis Hëllef weinstens zum Deel esou ze gestalten, datt eis ökonomesch Acteuren an eis Gehaltsempfänger kënnen dovou profitéieren. Esou wäit wéi méiglech soll d'Entwécklungshëllef duerfir eng gebonnen Entwécklungshëllef sinn. Jiddefalls muss si awer bei all Euro gebonne sinn, deen iwwert de Grenzwäert vun 0,7% vum BNA erausgeet. An Däitschland, dat an absoluten Zuelen en héije Bäitrag leescht, mä proportional vill manner ausgëtt wéi Lëtzebuerg, fléissen 80% vun der Hëllef an däitsch Produiten.

Mir brauchen eng ganz staark Kontroll. Et gëtt eng Rei vu Projeten, déi Lëtzebuerg finanzéiert huet, awer déi op d'mannst zäitweilig, wann net definitiv zu engem Fiasko gi sinn. Leider kommen déi Saachen nëmme geleentlech un d'Öffentlechkeet. Zu der Geschicht vun de finanzielle Katastrophen an der Entwécklungshëllef gehéieren anscheinend e Spidol am Senegal, dat verkoum, soubal et deene lokalen Autoritéiten iwwergeri gouf, an d'Maria-Teresa-Spidol am Laos. Dëst Spidol ass anscheinend net nëmmen op där falscher Plaz gebaut ginn, mä et schéngt och nëmmen e puer Méint am Joer ze funktionéieren. Esou stoung et emol an der Zeitung.

Wat mir brächten, wier also e Rapport vun der Cour des Comptes iwwert d'nohalteg

Effizienz vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik. Déi Auditen, déi vum Entwécklungshëllefministère gemaach ginn, sinn an eisen Aen net onofhängeg genuch.

Um Niveau vun der Entwécklungshëllef kann d'Mikrofinanz e sënnavolle Bäitrag leeschten. Dozou gehéieren enner anerem Kreditter, Assurancen a Spuerprogrammer. Mir freeën eis driwwer, datt d'Lëtzebuerger Finanzplaz an deene leschte Joren en zolitten Know-how op deem Gebitt entwéckelt huet.

D'Mikrofinanz muss jiddwerengem zeguttkommen, dee se brauch: de Familljen, de Fraen an de Männer. Hei am Land ass leider alze dacks och vun héije Perséinlechkeete behaupt ginn, datt nëmme Frae kéinte mat esou Kreditter verantwortungsvoll ëmgoen. Männer géife mat deene Suen, an ech zitieren, „nëmmen an de Café goen an drénken“. Enn vum Zitat. Esou e Sexismus am politeschen Discours ass absolut inakzeptabel. Vill Familljepäpp wiere glécklech, fir mat engem klengen Kredit kënnen e Betrib ze grënnen, deen hinnen et géif erlaben, fir hir Famill ze ernähren. Schwaarz Schof gëtt et sécher och, mä net nëmme bei de Männer!

Här President, mëttelfristeg mussen mir eis onbedéngt iwwerleeën, ob d'Entwécklungshëllef, wéi mir Lëtzebuerger an Europäer se leeschten, iwwerhaapt hiren Zweck erfüllt. An do ass et interessant ze notéieren, datt ëmmer méi kritesch Stëmmen ze héiere sinn, virun allem och vu villen afrikaneschen Intellektuellen. Kritiken an Denkestéiss gëtt et der vill. Ech wëll hei just - enner anere méiglechen - den „Bonner Opruff“ zitieren, dee villes op de Punkt bréngt, wat eemol muss daitlech gesot ginn.

D'Entwécklungshëllef ass vill ze vill wichteg a vill ze vill eier, fir naiv Drëtt-Welt-Ideologien ze priedegen an d'Ae virun deenen eegeverschëllte Mëssstänn an deene Länner zouzemaachen. Mir wëlle keng Komplize vu Kleptokraten a Plutokratie sinn, mä mir hätte gär endlech méi eng staark demokratesch an ökonomesch Entwécklung och am Afrika südlech vun der Sahara.

Mir sollten domat ophalen, fir déi skandaléis Messwirtschaft a ville Staten ze iwwersinn, schéinzeschwätzen oder eis och nach d'Schold oder eng Matschold dorun ze ginn. Niewebäi bemierkt, Lëtzebuerg huet keng moralesch lersschold géintwuer deene Länner. Anescht wéi all eis Noperen hat eist Land ni Kolonien, an et sinn net déi puer Lëtzebuerger, déi à titre personnel am belsche Kongo waren, déi eisem Land eng historesch Verantwortung um Kolonialismus géife ginn. Eis moralesch Verpflichtung ass eng vu menschlecher Solidaritéit, an déi, Här President, ass ganz sécher keng zu blanner Naivitéit.

Esou Studië wéi déi zur „Debatte der Steueroasen, der Fall Luxemburg“, mir erënneren eis un dat, wat do iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg verzaapt gouf, si Beispiller vun esou enger grujelecher Naivitéit. Jiddwereen, dee sech och nëmmen e bëssen an der Welt auskennt, weess, datt eng ganz Rei vun Drëtt-Welt-Magnaten den Erléis aus dem Rohstoffhandel, dem Waffenhandel, der hemmungsloser Korruptioun, dem kriminellen Détournement vun Entwécklungsgelder, der Exploitatioun vun der eegener Populatioun bei gläichzäiteger Mëssuechtung vun deenen elementarste Mënscherechter net op d'Finanzplaz Lëtzebuerg bréngen, mä dacks an hir exkolonial Haaptstied. Do hu se hir Propriétéiten, zu Paräis, zu London an op der Côte d'Azur.

D'Entwécklungshëllef mengt et gutt, mä wéi mer wëssen, gëtt et grouss Ennerscheeder tëschent gutt gemengt a gutt gemaach. Si iwwerhëlt eng ganz Rei vun deene sozialen Obligatiounen, déi eigentlech déi lokal Autoritéite sollte garantéieren. Si hëlt de sozialen Drock fir progressiv gesellschaftlech Evolutiounen aus deene Länner eraus. Si schwächt d'Noutwendegkeet zu sozialen a rechtsstaatleche Reformen a si hëlleft domat zwar de Leit kuerzfristeg, hirer Clique un der Spëtzt awer laangfristeg.

Ass dat nohalteg Entwécklungspolitik? Ganz sécher net! Wa mir als Weste wëlle sënnavoll Entwécklungspolitik leeschten, da

solle mir fir d'alleréischte eis Agrarsubventionen iwwerdenken, fair Handelskonditiounen offréieren an eis Marché fir Produiten aus der Drëtter Welt opmaachen. D'EU huet op deem Gebitt scho ganz vill geleescht, si kann op deem Wee och nach e Stéck viruoen.

Entwécklungspolitik heescht awer och, datt mer sollen am Beräich vun der Sécherheet mat den Entwécklungslänner zesummeschaffen, fir géint déi organiséiert Kriminalitéit virzegoen, a mer sollen duerfir Polizisten a Riichter ausbilden, zum Beispill mat Hëllef vun Interpol. Mir solle keng Budgethëllef ginn, mä tendenziell ëmmer méi Kreditter. Mir sollten och nëmme mat deenen éierleche Regimer zesummeschaffen, an net mat deene korrupten. Mir sollen déi ënnerstëtzen, déi selwer alles probéieren, fir transparent an éierlech ze sinn.

A ganz wichteg: D'Mënscherechter solle fir eis ëmmer vun zentraler Wichtigkeet bleiwen. Dobäi solle mer keng iwwerzunn Forderung stellen, kee Wäerte-Kolonialismus bedriewen, awer ëmmer nees op dat insistéieren, wat iwwert de westleche Kulturkrees eraus zu deenen allgemengen universelle Mënscherechtsvirstellungen op deser Welt gehéiert, zum „ius cogens“. Mir bleiwen och der Iwwerzeugung, datt Mënscherechter an éischer Plaz Rechter vun den Individue sinn. Kollektivistesch Virstellungen däerfen d'Rechter vun deenen eenzelne Mënschen ni a Fro stellen. D'Doudesstrof iwwerall ofschafen an de Rechtsstat promouvéieren mussen eis Uleies sinn a bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt Zäit, datt mir d'Ofhängegkeet vun den Entwécklungslänner net weider fördern, mä datt mir déi lokal Autoritéite virun hir eege Verantwortung stellen. Mir brauche méi Eegendynamik, net méi westlech Entwécklungshëllef. Och net méi westlech Arroganz a Besserwësserei, mä méi Vertrauen an d'Capacitéite vun deene Leit op der Plaz.

Mir brauche kee kulturelle Messianismus a keen „nation building“ no westlech Virbild, mä en éierleche Respekt fir déi lokal Kulturen. Mir brauchen och net de Leit an enger Rei vu grouse Schwellelänner ze hëlfe, esou sympathesch déi Leit och ëmmer sinn an esou schwéier d'Laascht vun hire Problemer och ass, wann hir Regierung gläichzäiteg Milliarde fir Massevernichtungswaffen ausginn. Et ass un deene Regierungen, fir déi sozial Problemer an hirem eegene Land ze léisen, an net un eis, fir indirekt d'Oprüstung vun deene Länner ze subventionéieren.

Mir brauchen endlech och en anert, méi en differenziéiert a méi en équilibréiert Bild vun Afrika. Sécher, et gëtt op deem Kontinent vill Problemer, mä all dat Positiiv, dat d'Afrikaner selwer geleescht hunn, fir hire Kontinent ze entwéckelen, gëtt an eise Medië leider kaum ernimmt. Ëmmer nees gëtt Afrika eesäiteg als e verlorene Kontinent porträtiert: aarm, exploitéiert, vu Kricher a vu sexueller Gewalt geplot. Dat ass zwar leider alles weinstens zum Deel wouer, mä et ass awer vill ze vill eesäiteg.

Esou en Zerrbild vun Afrika gëtt awer dacks och vun den Hëlleforganisatioune gefördert, schliesslech ass et hir Geschäftsgrundlag. Kuckt lech emol déi Plakater a Reklammen un, mat deene mir konfrontéiert ginn, zemoos am Advent.

Mä et gëtt en anert Afrika, dat vu ville wonnerbaren a couragéierte Leit, engagéiert, intelligent an éierlech, déi hir Länner och ouni eis Hëllef virubuecht hunn. Et gëtt e puer ökonomesch Succesen an Afrika. Et gëtt en afrikanesche Stolz, deen et sat ass, fir Afrika ëmmer nëmmen an enger Ofhängegkeetsrelatioun zum Westen ze gesinn. Vill Afrikaner kucken op déi Länner an der Welt, besonnesch an Asien, déi hir Entwécklung praktesch ouni Entwécklungshëllef réusséiert hunn. Et gëtt Zäit fir ëmzedenken!

Här President, als Éischt brauche mer méi Effizienz an der Entwécklungshëllef. Méi Suen heescht net onbedéngt méi Erfolleg. Mir hunn eng Hällewull vun ONGen, vun deenen eng et besser mengt an eng et besser weess wéi déi aner. Afrika ass voll vun esou Organisatiounen, déi sech zu engem gudden Deel ënnerenee Kon-

kurrenz maachen. Mir brauchen also méi Koordinatioun, Konzentratioun an Effizienz.

D'ONGe gi vum Stat staark ënnerstëtzt. Si hunn also eng Verantwortung virum Steierbezueler, fir effikass ze schaffen. Och do sollt d'Cour des Comptes eemol genee drop kucken. Mir mussen sécher sinn, datt mat eise Steiere gutt geschafft gëtt. Mir mussen d'Fonctionnementskäschte vun den ONGe genee am A behalen. Besonnesch muss och iwwerpräift ginn, datt si selwer keng Korruptioun an der Drëtter Welt ënnerstëtzen. Wéi gesot, déi Audite vum Entwécklungshëllefministère ginn eis net duer.

De Cercle des ONG hat eis an der aussepolitescher Chamberskommissioun besicht. Dobäi ass eis opgefall, datt de Cercle d'Schold un der Korruptioun an der Drëtter Welt anscheinend virun allem bei eis sicht an duerfir och nach d'Bankgeheimnis verantwortlech mécht. Si hunn eis e Film gewisen, fir ausgerechent de G20 a sengem Kampf géint richtig et vermeintlech Steieroasen ze ënnerstëtzen.

De G20 ass de Club vun de Waffenhändler. Dat hate si awer vergiess ze ernimmen, wéi och nach munch aner Tatsaachen. De G20 ass och e Club ouni all völkerrechtlech Legitimitatioun, deen d'Souveränitéit vun deene klengen Länner, sief et an Afrika oder an Europa, net respektéiert. Esou e Veräin ënnerstëtze mir net. A mat naiven Drëtt-Welt-Ideologien ass eisem Land an eise politeschen an ökonomeschen Interessen net onbedéngt gedéngt.

D'ONGen hu keng moralesch Immunitéit a keng moralesch Iwwerleeënheet. Si stellen zwar den Usproch, fir eis ze soen, wéi mir solle liewen a wéi mir eist Liewe missten hirer Meinung no veränneren. An déi Virstellung sollen dann och nach an de Schoule verbreet ginn. Mir denken awer, datt et gutt wier, wann eis Schoulen, eis Professeren an eis Schüler ganz allgemeng géife méi a Rou gelooss ginn, fir datt si sech kéinten op hir Haaptaufgabe konzentréieren.

Här President, wa mir méi Effizienz fuerderen, denke mir och un déi Hëllef, déi vun der EU geleescht gëtt. Ganz vill Geld gëtt fir Etüden ausginn, zum Beispill fir Machbarkeetsstudien an Impaktstudien, déi awer um Terrain dacks ganz weing bis iwwerhaupt keng Wierkung hunn, duerfir awer d'Gléck vu ville spezialiséierte Boité maachen. Et wier och emol interessant ze wëssen, wéi vill lëtzebuergesch Steieren an eisem Entwécklungsbudget fir esou, dacks iwwerflësseg, Etüden ausgi ginn, a wie genee esou Opräg kritt. Och dat ass eng Fro fir d'Cour des Comptes.

Här President, mir brauchen net nëmme méi Effizienz, mä och manner Ideologie. Wa mir scho wëllen Afrika konkret déngen, a besonnesch dem Friden an Afrika, wat jo wuel onbestritten eng ganz gutt Iddi wier, da sollte mer den EU-Beoptragte fir déi verschidde Konflikter, déi et do gëtt - Darfur, déi Grouss Seeën, fir nëmmen déi ze nennen -, e puer gutt Lëtzebuerger Diplomaten an e klengen Budget zur Verfügung stellen. Dat hätt weinstens konkret a positiv Auswierkungen.

Här President, d'ADR steet zur Entwécklungshëllef, awer fir eng aner Entwécklungshëllef. Eng Hëllef, déi finanziell vertrietbar ass, zemoos an Zäite vu Kris, an déi de politeschen an ökonomeschen Interesse vun eisem Land déngt.

Villmols Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, «Vous voulez les pauvres secourus, je veux la misère abolie», sot de Victor Hugo. La misère abolie, also la misère, weltwäite Misère, datt ass virun allem déi dramatesch Ongläichheet, déi an deene leschte Jorzéngte jo offensichtlech nach zougeholl huet. Ech wëll mech op een Thema beschränken, awer fir mech en

entscheidend, an dat ass d'Thema vun der Kohärenz vun eise Politiken, vun eise verschiddene Politiken an deem wäiten a komplexe Beräich vun der Entwécklung, vun der Aarmut, vun der Ongläichheet an esou weider.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Déi Fro vun der Kohärenz, déi stellt sech um nationale Plang, um europäesche Plang, an natierlech betrëfft se och d'Positiounen vun eiser Regierung, oder d'Positiounen vun der Europäescher Unioun an internationale Gremien, wéi zum Beispill d'UNO oder d'Weltbank, oder den Internationale Währungsfong, vun deene mer wëssen, dass se grad a puncto Entwécklung vun de Länner vun der sougenannter Drëtter Welt net ëmmer eng ganz rühmlech Roll gespilt hunn.

Et gouf tatsächlech jo d'lescht Joer - an den Här Kartheiser huet nach eng Kéier drun erënnert, awer anescht wéi ech -, et gouf d'lescht Joer jo tatsächlech eng grouss Opreegung iwwer eng Etüd, déi zur Schlussfolgerung komm ass, dass mer duerch Steierflucht méi Gelder hei zu Lëtzebuerg erafléisse gesinn hätten, wéi mer der als Entwécklungshëllef ausginn hätten. Ech sinn natierlech net an der Lag, weder d'Konklusiounen vun där Etüd ze bestätegen nach se ze widderleeën. Ech hunn awer festgestallt, dass all déi, déi deemools sech esou iwwert déi Etüd opgereegt hunn, inklusiv eise Premier, sech awer net getraut hunn, fir iergendwéi ze probéieren, eng Géigerechnung opzestellen, fir d'Konklusiounen vun där Etüd dann och wierklech iwwerzeugend ze widderleeën.

Kohärent - dat ass d'Fro vun der Kohärenz. D'Kohärenz vun de Politiken, dat heescht iwwerpräwielen, wéi wäit eis Finanzpolitik, eis Steierpolitik, eis Handels-, eis Wirtschaftspolitik, eis Agrarpolitik, eis Militärpolitik, etc. mat den deklaréierten Ziler vun der Kooperatioun, vun der Entwécklungspolitik iwwerenerenstëmmen oder och net.

An da komme mer natierlech net laanscht d'Fro, ob a wéi eis Produktionsweis, eis Konsumtionsweis vereinbar ass mat enger eenegermoosse gläicher Entwécklung vun der ganzer Mënschheet a mat enger weltwäiter nohalteger Entwécklung. An da muss mer natierlech och d'destruktiv Tendenze vun dem sougenannten „fräie Maart“ a Fro stellen, souwéi och deen enorme Pouvoir vun de multinationalen Industrie- a Finanzkonzerner, déi manifestement eppes ze dinn hu mat där ongläicher Entwécklung an der Welt an och mat der Mëssuechtung vun de Mënscherechter. «Les cosmocrates» - sou nennt de Jean Ziegler se -, «les cosmocrates n'aiment les droits de l'Homme que pour autant qu'ils n'entravent pas la machine à exploiter, à broyer les peuples.»

De Begrëff „footprint“, deen entre-temps, mengen ech, bal jiddweree kennt -, „Fousofrock“, de Fousofrock ze moosse vun eiser Produktions- a Konsumtionsweis -, géif ech gären ausgedehnt gesinn an deem Zesammenhang, dass „footprint“ net nëmmen heescht, dass mer Flächen oder Ressourcéverbrauch moosse par rapport zu eiser Liewensweis, sondern dass mer och kucken, wéi eng Auswirkung virun allem eis Wirtschafts-, eis Handels-, eis Agrarpolitik an iwwerhaupt eise Wirtschaftssystem op eng eegestänneg, dauerhaft, gläich Entwécklung an der Welt hunn.

Da muss mer natierlech och de Courage hunn, Konflikter ze benennen, well nëmmen, wann ee Konflikter däitlech benennt, da kann ee sech entscheiden, op wéi eng Säit dass ee sech an deene Konfliktsituatiounen stellt respektiv wéi eng Léiung een zu deene Konflikter wëllt ausschaffen.

Ech wëllt der Madame Ministesch eigentlech gären dräi Froen an deem Zesammenhang stellen, an ech wär frou, wa se mer och dorobber kéint äntweren.

Éischtens: Si mer bereet, eng seriö, onofhängeg Recherche iwwert déi Zesammenhäng, iwwert déi Kohärenz vun deene verschiddene Politiken an Optrag ze ginn, eng seriö, onofhängeg Recherche?

Zweetens: Wäre mer bereet, am Ënnerschied mengen ech awer zu deem, wat d'Madame Ministesch gesot huet, d'Kooperatiounsgesetz tatsächlech relativ schnell ze reforméieren, an dann an dat Kooperatiounsgesetz anzuschreiwien och d'Obligatioun vun enger systematescher Observatioun, Analys, Auswärtung vun där Kohärenz tëscht deene verschiddene Politiken?

An drëtten - vu dass mer amgaange sinn, um Niveau vun der Chamber ze diskutéieren iwwert deen neien Nohaltegekeetsplang, also iwwert déi einsteiwileg Fassung vun deem Nohaltegekeetsplang, deen awer grad an där Fro vun der Kohärenz nach munch Mängel opweist -, also ass d'Madame Ministesch och bereet, hire Ministère ze beoptragen, fir an déi iwwerschaffte Versioun vun deem Nohaltegekeetsplang déi do Fro vun der Kohärenz mat eranzebréngen?

Wéi gesot, Merci d'avance fir d'Äntweren.

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Dann als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Angel gefrot. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Madame Presidentin, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, eng rücksichtslos Handelspolitik, en Échec beim Klimaschutz oder déi iwwerméissig Ausbeutung vun natierleche Ressourcé kënnen all eis Efforten an der Kooperatiounspolitik zunichtemaachen. Dat ass de Grond, firwat mer all Joer erëm vun der Kohärenz an der Entwécklungspolitik schwätzen an och dovun, dass weltwäit ze wéineg Fortschreiter gemaach ginn.

Den internationale Bilan ass net erfreeslech, déi grouss gefeiert Millenniumsziler wäerte mer wuel net errechen. Zumindest wat d'Ziler am Beräich vun der Biodiversitéit, déi jo och e Baustee vun den „millennium goals“ duerstellen, ugeet, hu mer versot. Grad an deem Joer 2010, am Internationale Joer vun der Biodiversitéit, huet d'EU missen agestoen, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn, de Verloscht vun der Biodiversitéit ze stoppen. Elo hu mer dann nei éiergäizeg Ziler fir 2020.

Wat de Klimaschutz ugeet, hu mer et um internationale Plang jo net fäerdeg bruecht, eis op verbindlech Ziler ze eenegen, an déi, déi mer eis an der EU ginn hunn - an déi och domat hei zu Lëtzebuerg verbindlech sinn -, wäerte mer wuel 2012 net errechen.

Ähnlech realistesch muss een och de politesche Wëllen aschätzen, wann et ëm den internationalen Handel geet. D'Wëssen, dass Entwécklung, Wuelstand an Handel enk matenee verbonne sinn, huet nach net zu enger kohärenter Politik gefouert.

D'Europäesch Unioun huet traditionell eng besonnesch Relatioun zu den AKP-Staten a versicht zënter Joren, iwwer verschidden Accorden e bessert Gläichgewicht tëscht Entwécklung an Handel ze schafen. An dee Kader reit sech och de Cotonou-Accord eran. Dëst Partnerschaftsofkommes gouf am Joer 2000 zu Cotonou am Benin ënnerschriwwen. 2005 - ënner Lëtzebuerg EU-Présidence - gouf déi éischt Revisioun vun dem Cotonou-Accord hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Elo dëst Joer steet déi zweet Revisioun op der Dagesuerdnung a misst bis Enn 2010 ofgeschloss ginn.

Ech hunn am Kader vun dem Cotonou-Accord öfters hei an der Chamber op déi schwierig Verhandlungen iwwert déi sougenannten APE - Accords de partenariat économique - higewisen, an och déi vill Problemer, déi si stellen, hunn ech hei opgefouert. Ze bemerken ass, dass déi APE-Verhandlungen nach ëmmer op der Plaz trëppelen.

D'AKP-Länner goufen a sechs Regiounen ageedeelt, an nëmme mat enger eenzeger, der Regioun vun de Caraïben, koum et zu enger Ënnerschrëft vun engem APE, also zu engem Ofschloss. Et goufen och nach eng Rei Interims-Accorden mat anere Länner ofgeschloss.

Een Haaptproblem gesinn ech: dass duerch déi Regionaliséierung vun dem AKP-Ensemble déi ganz Kohesioun vun deem Ensemble dreet ausenanerzebriechen. An och d'Kohesioun vun de Länner innerhalb vun enger Regioun dreet ausenanerze-

briechen. De Rapport aus der Entwécklungskommissioun vum Europaparlament weist an déiselwecht Richtung hin. Och do, och zu Bréssel an där Kommissioun vum Europaparlament gëtt sech Suerge gemaach iwwert d'Kohesioun vun dem AKP-Ensemble, a si maachen drop opmierksam, dass déi Regionaliséierung vun de Bezéiungen tëscht den AKP-Staten an der EU och gréisser institutionell Auswierkungen huet.

Schonn eleng d'Tatsaach, dass et sechs verschidde Regiounen fir d'APe ginn, féiert och zu der Regionaliséierung vun den AKP-EU-Relatiounen. Et gëtt zwar am Moment keen offizielle Wonsch, fir d'AKP-Grupp opzeléisen. Et herrscht awer zu Bréssel Besuergrnis doriwwer, dass dat passéiere kéint, wann den AKP-Ensemble a seng bestehend Strukturen iwwerflësseg kéinte ginn.

Et gëtt am Moment nach eng paritétesch parlamentaresch Versammlung tëscht EU-Deputéierten an Deputéierten aus den AKP-Länner. Derniewent kéimen dann nach d'paritétesch parlamentaresch Kommissiounen mat deene sechs Regiounen. D'Madame Eva Joly, d'Rapportrice vun engem Rapport aus där Kommissioun zu Bréssel, geet ausféierlech heip an, an och si stellt fest, dass dat Ganzt a besonnesch déi Multiplikatioun vun Organer och net am Sënn vun der Cohérence des politiques ass.

Ech wär frou, wann d'Madame Minister eis eng Kéier virum definitiven Ofschloss vun der zweeten Revisioun an eiser Chamberskommissioun iwwert dës Verhandlungen informéiere kéint. Mir wäerte si op jidde Fall invitieren, an ech sinn och sécher, dass si déi Invitatioun wäert unhuelen.

Ech wollt och nach drop hiweisen, dass bis elo, trotzdem, dass am Cotonou-Accord d'Wichtigkeet vun der Société civile ervirgestrach gëtt, d'Verhandlungen iwwert dës zweet Revisioun an enger totaler Dunkelkammer gefouert ginn. Et gi keng oppen a keng transparent Consultatiounen mat den net staatelechen Acteuren, dat heescht mat den ONGe gefouert, an och d'Roll vun den nationale Parlamenten ass nach net richtig ënnerstrach ginn.

Fir d'LSAP ass dës zweet Revisioun also eng Chance.

Am Joer 2010 hu mer nämlech eng ganz aner Situatioun op der Welt wéi am Joer 2000, wéi deen Accord ënnerzeechent ginn ass, oder wéi am Joer 2005, wéi déi éischt Revisioun virgeholl ginn ass.

D'Weltwirtschaft ass elo am Joer 2010 an enger multipler Kris: enger kreditgedriwwener Finanzkris a Wirtschaftskris, Klimakris, steigend Liewensmëttelpräisser a Kombinatioun mam Kaf vun enorm vill Agrarland duerch auslännesch Investoren, dat virun allem an Afrika. Ech mengen, de Marcel Oberweis ass jo ganz laang dorop agaang, duerfir kann ech dat kieren.

D'Revisioun vun dem Cotonou-Accord muss also eng Chance sinn, fir déi wesentlech Ursaache vun all deene Krisen ze behandelen an aus de vergaangene Feeler ze léieren a sënnavoll, wichteg, néideg Ännerunge virzehuelen.

Madame Presidentin, léif Kolleginnen a Kollegen, bei eiser alljährecher Debatt iwwer Entwécklungszesummenaarbecht muss mer dëst och hei zu Lëtzebuerg am Zesammenhang kucke mat deem, wat um EU-Niveau geschitt. An ech menge besonnesch elo, am Ufank vun dem Joer 2010, wou sech zu Bréssel viles geännert huet, ass dat wichteg, an et muss een op déi folgend Changementer opmierksam maachen.

Säit dem 1. Dezember 2009 hu mer de Lissabon-Vertrag. Dëse Vertrag verännert jo virun allem déi institutionell Viraussetzung fir Aussebeziungen an der Unioun. An och wann dee Kouhandel iwwer politesch Zoustännegkeeten an iwwer Budgeten nach net ofgeschloss ass, ass et awer ze hoffen, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht an Zukunft méi eng wichteg Roll an Europa spillt.

Mir hunn och säit Juni 2009 en neit Europaparlament, an och säit kuerzem eng nei EU-Kommissioun, déi sougenannte Barroso-2-Kommissioun. D'Kommissioun ass am Amt mat neie Responsabele fir Kooperatioun, Aide humanitaire an Han-

del. Derbäi kënnt och nach, véiertens, deen neie Service extérieur, dee bis Enn Abrëll dostoe soll an deen der Vizepräsidentin vun der Kommissioun, déi och gläichzäitig sougenannten Ausseministerin vun der EU ass, ënnersteet.

Erlaabt mer zu deene véier Punkten e puer Remarquen ze maachen a Froen an de Raum ze stellen.

Duerch d'Akraafttriede vum Lissabon-Vertrag kritt jo, wéi gesot, d'EU deen neie Cadre institutionnel, an och besonnesch dee Service extérieur stellt eng Erausforderung un eng kohärent Entwécklungspolitik duer. Hei stelle sech folgend Froen, an et wier vläicht interessant, wann d'Madame Minister herno - si huet dat jo schonn ugeschwat, eis schonn eng éischt Richtung ginn - vläicht am Detail nach eng Kéier hir Positioun kéint erklären.

Wéi wäert sech, oder wéi soll sech dat Zesummespill vun europäescher Ausse- an Entwécklungspolitik ënner enger neier EU-Kommissioun, ënner zwee nei geschafene Posten, dee vum Conseilspresident, dem Här Van Rompuy, an dee vum dem Haut Représentant oder Ausseministerin, der Madame Ashton, mat deem neie Lissabon-Vertrag aspillen? Konkret heescht dat, wéi kënnen déi zwee Kommissären, de Responsabele fir d'Entwécklungspolitik, den Här Andris Piebalgs, an déi Responsabele fir humanitär Hëllef, d'Madame Kristalina Georgieva, sech behaapte vis-à-vis vun deem neie Service extérieur, awer och vis-à-vis vun der Baroness Ashton a vum Här Van Rompuy? Bleift d'Identifikatioun vun de Problemer a Politiken an d'Erschaffe vu Strategië bei de Kommissären, oder gi si just responsabel fir d'Exekutioun?

De Service extérieur iwwerhëlt jo och all déi Delegatiounsbüroe vun der EU-Kommissioun, déi et elo a villen Drëttstate gëtt an déi an de Partenerlänner vun der EU sinn an och do vill sech ëm Entwécklungszesummenaarbecht gekëmmert hunn. An der Zukunft heeschen déi sougenannten EU-Ambassaden „Délégation de l'Union européenne“. Ech wollt an deem Zesammenhang bemerken, dass et wichteg ass, dass an dese Büroen och Spezialiste si fir Entwécklungszesummenaarbecht a Spezialiste fir Handel. Kohärenz an der Entwécklungspolitik, déi d'EU sech jo esou grouss op de Fändel schreift, soll schonn op der Plaz an deenen EU-Delegatiounsbüroen ufänken.

Ech wollt d'Ministesch och froen, ob si dës Froe schonn an informelle Ministerrot mathire 27 Kooperatiounsministerkollegen diskutéiert huet a wat do d'Tendenze sinn an deem Gremium.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei och nach soen, dass eis aussepolitesch Kommissioun, ënner der Opsicht vum Ben Fayot, och ënner anererem all déi Kommunikatiounen vun der Europäescher Kommissioun analyséiert, déi mat Aide au développement a mat Aide humanitaire ze dinn hunn. Wann een eis Diskussiounen zu dese COM-Dokumenten vun der EU-Kommissioun an eiser Kommissioun vergläicht mat den zum Deel kritischen Analysen, déi Experten an ONGen oft méi spéit maachen, mierkt een, dass eis munchmol Informatiounen an der Kommissioun feelen. Et wier duerfir gutt, esou fréi wéi méiglech e regelméissegen Austausch tëscht der Chamber an aneren Acteuren ze hunn iwwert d'Entwécklung um europäeschen Niveau.

Ech erënnere drun, dass um Internetsite vun der Chamber all déi COM-Dokumenten opgefouert sinn, wéi eng Sujete se uschwätzen an a wéi enge Kommissiounen se behandelt ginn. Et ass also eng Invitatioun un d'ONGen an un all d'Chamberen, déi interesséiert sinn, och der Chamber hir Vuë matzedeelen, wat déi COM-Dokumenten ugeet. Als Beispill wëll ech op eng Kommunikatioun mam Titel „La cohérence politique pour le développement établissant le cadre politique pour une approche de toute l'Union“ verweisen, déi aus dem ONG-Milieu spéiderhi staark kritiséiert gouf.

Ech hu mer soe gelooss, dass dës Kommunikatioun, déi jo nach aus der Barroso-1-Kommissioun staamt vum leschte September, vun där neier Kommissioun och net mat esou grousser Begeeschterung ugesi ginn ass. An et wier vläicht wichteg,



ech weess net, wann d'Madame Ministesch dat haut kann oder eng Kéier eis géif soen, wéi si déi Kommunikatioun do gesäit. Well do geet et drëm, d'Kohärenzberäicher, déi zwielef Kohärenzberäicher an der EU-Politik op fënnf oder sechs ze reduzieren, an et geet och ëm déi APD-plus-Politik vun anere Finanzflouen. Ech kann dat elo net am Detail hei explizéieren, mä et wier awer interessant, dass mer do Erklärungen géife kréien.

Nieft den institutionelle Problemer stelle sech an der EU virun allem och Froen zum politesche Wëllen an deenen einzelne Memberstaaten, fir där extremer Aarmut a verschidde Regiounen vun der Welt en Enn ze maachen. Ass do genuch Wëlle bei deenen aneren? Dat ass eng wichteg Fro. An erlaabt mer drun ze erënneren, dass am Joer 2005, ënner Lëtzebuurger Présidence, jo grousse Versprieche gemaach gi sinn. Si si schonn erwähnt ginn, duerfir widerhuelen ech se net. Europa ass awer am Moment hannendran a ka seng Versprieche net halen.

D'Previsiounen fir d'APD fir d'Joer 2010, déi d'OECD de 17. Februar 2010 publizéiert huet, beleechen dat ganz kloer. Och d'EU-Kommissioun huet an engem rezenten Dokument dat Netanhale vu Versprieche vu ville Memberstaaten dénoncéiert. Et schéngt, wéi wann d'Joer déi 27 Länner 54 bis 55 Milliarden Euro fir Entwicklungshëllef zur Verfügung stellen. Dat sinn 0,45 bis 0,46% vum RNB. Et feelen also d'Joer zwielef bis 13 Milliarden Euro, fir 2010 dat Zil vun 0,56, wat 2005 festgehale ginn ass, ze errechen. Et gesäit also am Moment net gutt aus, fir am Joer 2015 also op déi 0,7% ze kommen.

Trotz der Wirtschaftskris koom et awer net an alle Länner zu Reduktiounen vun der APD, an d'Kommissioun erënnert awer duerfir an hirem Bericht, dass et och gutt Schüler gëtt, wou niewent Lëtzebuerg och Schweden, Holland, Dänemark an d'Belsch lobend ervirgestrach ginn. Spuenien a Groussbritannien hu considéabel Progrès gemaach. Et ass ze bedauern, dass Länner wéi Frankräich mat 0,46% an Däitschland mat 0,4%, déi jo esou gär de Lead an Europa iwwerhuelen, hei d'Kredibilitéit vun Europa, weltwäit géint d'Aarmut ze kämpfen, op d'Spill setzen. Net ze schwätze vun Italien mat 0,2% a mam Discours, deen den Här Berlusconi a seng Frënn iwwer d'Kooperatioun an d'Entwécklung halen.

An deem Kontext ass et nämlech wichteg drun ze erënneren, wat an eisem Regierungssaccord steet: «Le Gouvernement maintiendra l'effort quantitatif de la coopération luxembourgeoise en volume et en pourcentage du RNB. 1% du RNB dans les années à venir. Et le Gouvernement travaillera à une qualité toujours croissante de la coopération luxembourgeoise.» Enn vum Zitat.

Lëtzebuerg huet sech an der Kooperatioun u seng Versprieche gehal a wëllt dat och an Zukunft maachen. An ech mengen, dat ass wierklech wichteg ëmmer erëm hei ze widerhuelen. Lëtzebuerg huet, mir wësen dat all, zënter den 80er Joren immens Fortschritter am Beräich vun der Entwicklungszusammenarbeit gemaach. Eis Regierung, an ech si frou doriwwer, féiert déi Politik fort, andeem se alles drusetzt, fir d'Qualitéit vun dëser Aarbecht ze erhalen an - d'Ministesch huet et jo och an hirer Interventioun gesot - déi gutt Qualitéit och nach weider ze verbesseren. Wat d'Quantitéit ugeet, hale mer um Zil vun

1% fest, an dat kann een, wéi gesot, net oft genuch soen.

Soulaang mer eis eegen Efforten héich halen, hu mer och genuch Kredibilitéit, fir anerer un hir Pflicht ze erënneren. Och dat ass wichteg. Och wa mir hei an der Chamber zënter Joren e Konsens driwwer hunn, dass et richtig a gutt ass an dass et keng Selbstverständlechkeet ass. Dat géllt ëmsou méi elo a schwierigen Zäiten.

Heiansdo héiert ee jo och scho Fuerderungen, dass bei den Ausgabe fir Entwicklungszusammenarbeit gespuert soll ginn. Et ass normal, wann d'Leit sech d'Fro stellen, firwat mer Suen ausgi fir Leit a Länner, déi wäit ewech sinn, wann et an eisem eegene Land och Leit gëtt, deenen et net esou gutt geet.

D'Äntwert ass souwuel eng moralesch wéi eng politesch. Wat d'Politik ugeet, si mir iwwer d'OCDE verpflichtet, 0,7% vun eisem RNB fir international Entwicklungszusammenarbeit auszeginn. De Fait, dass déi meeschten aner Länner hir Pflicht an deem Kontext net erfüllen, dierf fir eis keng Excuse sinn, fir et d'selwecht ze maachen. Well mir et richtig fannen, dass Lëtzebuerg als eent vun deene räichste Länner vun der Welt e besonneschen Effort mécht, fir deenen Ärmsten ze hëlfe, hu mir am Konsens decidéiert, iwwer eis international Pflicht erauszegoen. Politesch gëtt dat eis an deem Domän, wéi gesot, en héijen Niveau u Kredibilitéit a Visibilitéit, dee mer als klengt Land kënnen notzen, fir ons Gehéier ze verschafen.

Niewebäi gesot, ass eisen Engagement an der Kooperatioun och en Argument, dat mer eisen Nato-Partner entgéintsetzen, wa vun eis gefuerdert gëtt, eis verhältnisméisseg kleng Militärausgaben ze erhéien. Wat déi moralesch Verpflichtung betrëfft, brauch ee sech nëmmen unzuekucken, ënner wat fir enge schreckleche Bedéngunge Milliounen Mënsche grad just iwwerliewen, fir ze verstoen, dass jiddwereen, deem et gutt geet an deen d'Méiglechkeeten dozou huet, muss e Bäitrag leeschten, fir dës onerdreiglech Zoustänn ze verbesseren.

Elo kann ee soen, dass mir net schold um Misär op der Welt sinn an dass dat alles eis näischt ugeet. Dat hu mer jo virdu vun engem Virriedner héieren. Mä fir e Sozialist ass dat keng Optioun. Mir dierfen eis Aen net zoumaache virun deenen onmenschleche Bedéngungen, ënnert deene grousse Dealer vun der Weltbevölkerung ausserhalb vun de Grenze vun Europa liewen.

Et gëtt en natierleche Reflex, dass jiddwereen an Zäite vun Onsicherheit als Éischt no sech selwer kuckt. Jiddwereen huet Angscht, eppes ze verléieren, a virun allem méi ze verléiere wéi deen aneren an doduerch ze kuerz ze kommen. Et kënnert awer fir keen, mengen ech, eppes dobäi eraus, wa mer deem Reflex fräie Laf loosse. Eng solidaresch Gesellschaft funktionéiert ganz einfach besser wéi eng, wou jiddwereen just op säin eegene Virdeel beduecht ass a voller Näid drop oppasst, dass keen aneren eppes ze vill kritt.

D'Solidaritéit ass kee Bonbon, deen een no Loscht a Laun kann ausdeelen. D'Solidaritéit ass eng Grundhaltung, déi een huet oder net. An et soll ee sech net vun der Iddi verféiere loosse, dass eng Regierung, déi Sue bei der internationaler Kooperatioun spuert, dofir ëmsou méi Sue fir déi Aarm am eegene Land ausgëtt.

Wien haut Grënn fënnt, fir onsolidaresch mat deenen Ärmsten an der Drëtter Welt ze sinn, sicht muer no Argumenter, fir Sue bei de Frontalieren ze strächen, fir auslännesch Matbierger ze benodeelegen, fir RMG-Bezëier a Chômeuren als liddereg duerstellen an ze prellen. Jiddwereen, dee sech virstelle kann, iergendwann op d'Solidaritéit vun deenen aneren ugewisen ze sinn, well en aarbechtslos gëtt, well en en Accident hat, oder well en einfach nëmme schwaach a krank gëtt, soll et sech gutt iwwerleeën, ob en de Statsbudget wëllt an d'Hänn vun deene Leit ginn, déi am léifsten op d'Käschte vun deene Schwächste spueren.

Wann d'Solidaritéit ofhëlt, dann hëlt se op allen Niveauen of. Dat gesäit ee ganz gutt, dat gesi mer jo ganz gutt an der Europäescher Unioun. Et gëtt, wéi virdu gesot, ëmmer méi onwahrscheinlech, dass d'EU hir eegen Ziler erreicht an domat och hir Versprieche anhält. Den Drock vu verschidde Länner, fir Transferten aus anere Beräicher, déi net wierklech der Reduktioun vun der Aarmut déngen, fir dass se déi kënnen als Entwicklungshëllef ugerechert kréien, deen Drock, deen hëlt zou. Gläichzäitig wiist och den Drock op den europäesche Sozialmodell. An ongeheennert Konkurrenz huet Virrang vis-à-vis vu subventionierter Grundversuergung. Dat passt zesummen.

Et ass normal, dass een, wéi de Geert Wilders an Holland, deen Entwicklungshëllef fir Blödsinn hält, och wéineg Sënn fir Solidaritéit innerhalb der EU huet. An an Däitschland war d'FDP virun de Wahlen der Meenung, et misst een de Ministère fir Kooperatioun ofschafen. Haut stelle se de Minister, an dee fënnt, Däitschland géif ze vill fir Entwicklungshëllef ausginn. Folgerichtig kritiséiert déi däitsch FDP och de Sozialstat. Sou Discoursé gi gehal vu Leit, déi et gutt fannen, wann déi Räich ëmmer méi räich ginn, an deenen et egal ass, wann déi Aarm ëmmer méi aarm ginn.

Wann een esou Leit net wëllt Argumenter liwweren, muss ee sech d'Méi ginn, fir ze garantéieren, dass déi Suen, déi fir d'Entwicklungszusammenarbeit benotzt ginn, och do ukommen, wou se sollen. An och hei, d'Evaluatioun ass do ganz wichteg, an do ass de Marcel Oberweis...

(Interruption)

...och drop agaangen.

Datselwecht géllt iwwerens fir Sozialeschtungen am eegene Land. Dat ass keng einfach Aufgab, an dofir kënnen mer frou sinn, dass et an deene leschten zwee Jorzéngte gelongen ass, esou vill Kompetenz opzebauen. Mir kréie jo och do vu bausse dat regelméisseg bestätegt. Ouni en eierlecht Engagement vun all deene Responsabele wär dat net méiglech. Ech wëll dofir all deene Leit aus dem Ministère vun der Kooperatioun, all deene Leit aus den ONGen, Lux-Development, all deenen, déi um Terrain schaffen, ob se bënëvole oder professionell sinn, villmools Merci soen am Numm vun der LSAP.

D'Iddi vun der Proposition de loi vun der Madame Err a vu mir war et, fir all dës Errungenschaften och an eisem Gesetz iwwer d'Kooperatioun festzehalen, an zwar op eng Manéier, déi et erméiglecht, weiderhi flexibel op nei Entwécklungen ze reagieren an ouni wichteg Prinzipien a Fro ze stellen.

Ech wollt just op dat reagieren, wat d'Madame Minister an hirer Ried gesot huet, wou se gesot huet, dass d'1996er Gesetz d'Chamber net an hirem legitimen Droit de regard limitéiere géif. Dat war och ni eis Absicht. Do ass vläicht e Malentendu. Op jidde Fall hu mir net de Besoin vun enger Proposition de loi gesinn an deem dofen Zesammenhang.

Mir begrëssen et och, dass d'Regierung sech virgeholl huet, dat bestehend Gesetz, wéi gesot, ënnert d'Lupp ze huelen an ze iwwerpräiwen. Dat hunn ech am Koalitionsaccord nogelies.

Während dëser Période de réflexion, déi d'Regierung sech jo gëtt, kann ee jo awer vläicht munch Virschléi aus eiser Proposition de loi an der Praxis schonn ëmsetzen, wéi zum Beispill d'Diskussioun iwwer e bestëmmt Partnerland an der Chamberskommissioun an och hei am Plenum, wa mer en neie PIC, déi PICe vun

der drëtter Generatioun si jo an der Maach, ënnerschreiw.

Ech soen der Ministesch och Merci fir déi éischt Strategie, déi jo elo en Aktiounspang ass, wann ech dat richteg verstanen hunn. Och dës Strategie wären derwäert, bei eis an der Kommissioun diskutéiert ze ginn a vläicht an den Assisen och nach eng Kéier erkläert ze ginn.

Am weltwäite Verglach steet Lëtzebuerg also gutt mat sengen Efforté fir d'Kooperatioun do. Wa mer déiselwecht Kredibilitéit och an anere Beräicher wëllen an et escht menge mat der Bekämpfung vun der Aarmut, geet dat awer net duer. Mir mussen genausou virbildlech ginn, wann et ëm Klimaschutz geet oder de Schutz vun der Biodiversitéit a ganz allgemeng ëm nohaltege Entwécklung.

Et ass eng falsch Logik ze mengen, dass ee mat gudder Leeschtungen an engem Beräich manner gudder an engem anere Beräich kéint kompenséieren. Au contraire, et riskéiert een esou, mat enger Hand ze zerstéieren, wat ee mat där anerer Hand opgebaut huet. Genau dat ass gemengt, wann ëmmer erëm méi Kohärenz an der Politik gefuerdert gëtt. Aarmutsbekämpfung ass net Aufgab eleng vun engem politesche Ressort, an dofir ass et och gutt, dass mer de Comité interministériel hunn, dee sech mat esou Froe beschäftegt.

Madame Minister, Äre Ministère publizéiert jo d'Rapporté vun deem Comité. Et ass interessant. Ech mengen, et wär nach wichteg, de Comité e bësse méi opzewäerten. An ech wär frou, dat gesäit ee ganz gutt op der éischer Säit ëmmer, wou d'Présencé sinn, dass verschidde Ministèren - hunn ech gesinn - waren an deem leschte Joer net eng Kéier mat hirem Vertrieeder an deem Comité vertrueden: Erënnert Är Kolleegen drun, well ech fannen dat net ganz gutt.

D'Kohärenz betrëfft och net nëmmen eis grousse politesch Strategien. Ech wollt an deem Zesammenhang och nach vun der Akafspolitik vum Stat a vun eise Gemenge schwätzen. Mir als LSAP begrëssen, dass d'Regierung sech an hirem Regierungsprogramm ausgeschwat huet, fir an Zukunft nach méi verstärkt op de Kaf am Kader vum Marché public op Gidder aus dem Commerce équitable zréckzegräifen.

Dofir hoffe mer, dass dese Wëllen...

(Interruption)

► **Mme le Président.**- Dir misst zum Schluss kommen.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Mir hu 46 Minuten, Madame Presidentin.

► **Mme le Président.**- Jo, jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech wäert mech ganz kuerzfaassen. Dofir ënnerstëtze mer dat, wat d'ONGen eis gefrot hunn an der Kommissioun, am Règlement grand-ducal vum 7. Juli 2003 den Artikel 89 ze änneren. Well ëmmer méi Firmen, multinationale Firme sech verkleeden als „fair trade“ - mir haten an der Belsch Prozesser an an Holland -, soll deen Artikel gekierzt ginn.

Dat wär et am Fong, wat ech lech wollt soen. Ech wollt just mat där klenger Proposition hei vun där Ännerung vun deem Artikel 89 vun deem Règlement grand-ducal, wou mer solle wierklech oppassen, dass méi prezisiéiert gëtt, wat Firme sinn, déi fairen Handel dierfe maachen. Mat deem klenger Virschlag wollt ech beweisen, dass et an der Kooperatioun net ëmmer nëmmen déi grousse Ziler sinn, déi ee muss am A behalen. Och kleng Mesuren am Alldag kënnen eppes bewierken.

Madame Minister, Dir hutt mat Haiti ugefaangen a mat Haiti opgehal. Ech hunn um Internetsite, dofir brauch ech dat net alles ze soen, op Ärem Internetsite steet genau, wat de Ministère mécht. Ech wollt just en Appel maachen: Dat Wichtigst, an dat wësst Der jo, bei Aide humanitaire an Aide au développement ass déi Transitioun tëschent deenen zwee, dass do kee Lach entsteet. Et ass eng gutt Transitioun do geschitt. Ech wënschen lech an Ären europäesche Kolleegen, dass Der do Succès kritt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN&MORE, agence en communication, Luxembourg



Ech soen lech alleguer Merci fir d'No-lauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Angel och Merci. Ech géif dann der Regierung, der Madame Minister Jacobs, d'Wuert ginn.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Merci, Madame Presidentin. Ech weess net, ob nach jiddwereen esou laang Gedold huet, fir elo hei all Froen nozelauschteren, wou ech misst drop äntwerten, déi hei gestallt si ginn. Ech denken, iwwer eng ganz Partie hat ech och ewell a mengem Discours virausger geschwat, sou datt ech net méi op alles wëll zrëckkommen. Ech wëll awer selbstverständlech nach eng Kéier hei meng Bereitschaft erklären, fir an déi Chamberskommissioun ze kommen, ëmmer wann et néideg ass a wann et gewünscht ass. An de President weess dat. Ech hat dat och virausger ewell eng Kéier gesot. Also, wéi gesot, dat ass fir mech net e Problem.

Mä ech mengen awer, datt et elo net méi ganz produktiv wier, fir nach eng Kéier d'Diskussioun vu vir bis hannen ze féieren. Ech wëll just äntwerten op eng Partie vu Froen, déi och vu méi Deputéierte gestallt gi woren. Dat ass zum Beispill och iwwert d'Evaluatioun. Sougutt de Marcel Oberweis wéi och den Här Hoffmann hate gefrot, wéi et mat der Evaluatioun an och mat der Recherche wier.

Mir sinn amgaang, iwwert d'Evaluatioun ass eng Strategie an der Ausaarbechtung, fir ebe just och ze kucken, datt dat och wierklech awer de Konditiounen entsprécht an datt dat net nëmme pro forma esou soll gemaach ginn. Dat heescht, dat, wat mer souwisou ewell mat de Länner jo ausmaachen an de PICen, dat ass jo net eppes, wat nëmme mir am Kapp hunn, mä awer och, wat muss koordinéiert si mat deem, wat d'Besoinen an deene Länner sinn. An eng Partie vun de Riedner hu gesot zu Recht, datt et net nëmme duer géif goen, fir datt mir wëllen, datt eppes soll fonctionnéieren, mä mir muss wierklech kucken, an do ass effektiv och vu Land zu Land ze gesinn, datt dat anescht ass. Et ass net d'selwecht an Afrika wéi an Asien an et ass net d'selwecht an Afrika an all Land.

Dofir mengen ech wierklech och, datt mer Recht hunn, fir och do op déi Partneriater an op dat Partneriat ze halen. Wou mer net méi haut soen, dat wieren Zillänner, well dat ewell e bëssen och esou e Goût hat awer fir ze soen, mir zilen elo dorobber, datt déi dat elo gutt solle maa-chen, an datt mir dat mat hinne gutt maa-chen, mä datt mer wierklech an enger Partnerschaft dat mateneen ausmaachen. Mir hunn och en Accord mam Fonds

national de la recherche, fir justement och d'Recherche am Développement ze kucken, wéi dat sech auswierkt an och dat ze orientéieren.

Ech mengen, datt de Marcel Oberweis selwer ewell gesot hat, datt e frou wier, datt d'Taxe d'abonnement vun de Mikrofinanzfongen ofgeschaaft gouf. Ech denken, datt dat e wichteg Element ass, och fir eben déi Mikrofinanze méi ze ënnerstëtzen. Wat haut net nëmme méi Mikrokreditter sinn, mä wat vill méi wäit geet. Mikrofinanze sinn och Mikrospuerprogrammer an och Mikroassurancen, déi enger ganzer Partie vu Leit an deene Länner natierlech zeguttkommen.

Ech si ganz d'accord mam Här Bettel, dee gesot huet, datt mer eis Hëllef net dierften erofsetzen, an ech wëll och do nach eng Kéier op ee vun deene Punkten insistéieren, déi en och gesot hat, an zwar, datt eben eng ganz Partie Geld net méi an déi Länner kënnt, well hir Leit, déi - wat si nennen - an der Diaspora sinn, net méi kënne Suen heemschécken. Mir wëssen, datt dat ganz dacks Leit sinn, déi op prekären Aarbechtsplaze sinn a kleng Paien hunn, déi dat awer heemgeschéckt hunn. Et ass also, datt een, ech wëll dat soen, wann een an dem Gedanke wier, fir ze soen, mir spueren elo a mir ginn deene manner Suen. Déi Leit kréien ewell vill manner Suen doduerch, datt hir eege Leit net méi Sue kënne heemschécken. Och wann dat net Sue sinn, déi unbedéngt a grouss Projekte gaange sinn. Mä wann déi manner gebraucht goufen, fir hir Populatioun ze ernähren, da wor dat jo ëmmer gutt gemaach.

Datt een och muss natierlech Strategien à long terme hunn, dat ass jo ee vun de Punkten, firwat datt mer eben och op déi PICen insistéieren, déi eben iwwer véier, fënnf Joer ginn. An datt een net haut an dat eent Land geet, muer an dat anert geet an dann erëm ophält, wéi et engem just an de Kapp kënnt, mä datt ee wierklech och laang Zäit mat de Leit zesummeschafft, fir ze kucken och, datt déi Projeten, déi ee mécht...

Datselwecht zielt iwwregens fir déi, déi gesot hunn, datt si och selwer sech missten do engagéieren. All déi Länner contribuéiere sougutt finanziell wéi och mat hirer Mataarbecht an deene Projeten, well mer och soen, et ass wichteg fir d'Appropriatioun vun deenen eenzelne Projeten, datt d'Länner och selwer mat dozou bäidroen, jee no hire Mëttele selbstverständlech, mä datt et och en Deal vun hire Sue sinn, déi mat doranner kommen, fir domadder och sécherstellen, datt, net wann ee bis fort ass, da kee méi duerno kucke geet.

Dat, wat ewell e bësselche méi schwierig gëtt, dat ass natierlech dat, wat mer de

Moment op dem europäeschen Niveau hu mat deenen dräi Représentanten oder deenen dräi Leit, déi an der Kommissioun do sinn. An ech hat lech och gesot, datt mer eis géife virun asetzen, och op europäeschem Entwécklungsministeschniveau, fir och ze soen, et ass wichteg, datt deen, deen d'Responsabilitéit huet, och muss kënne mat decidéieren, wéinstens deen, deen d'Haaptresponsabilitéit huet, fir mat ze decidéieren och, wat mat de Fonge geschitt.

An ech muss soen, et wor natierlech déi Katastroph op Haiti, huet der Madame Ashton jo net grad dozou gehollef, fir méi Popularitéit ze kréien. Wou ech awer net weess, ob dat an deem heite Fall gutt wor. Well ech menge wierklech, datt et méi sënnvoll wier, wann d'Madame Ashton zwar déi europäesch Aussepolitik géif maa-chen, mä datt ee vläicht méi dem Kommissär Piebalgs do géif d'Méiglechkeet ginn, fir sech dorëm ze këmmen. Mä da misst e selbstverständlech och d'Budgete kréien. Mä wann een natierlech där da reprochéiert, datt se net deen zweeten Dag op Haiti gefuer ass, da mengen ech gëtt dat schwéier, fir elo ze soen, hei gitt net dohinner.

An do kommen dann natierlech och erëm déi Froen, datt net op eemol och déi europäesch Politik nëmme nach Aide urgente ass. Well dat ass jo dat, wou d'Leit gesi ginn. Wann een op d'Plaz kënnt a CNN ass do, ass dat natierlech méi spannend, wéi wann een a Projeten, wou iwwer laang Zäit investéiert gëtt, wann een dohinner kënnt oder iwwerhaupt net dohinner kënnt, well dat och keen interesséiert.

Dat ass also eppes, wou ee muss oppassen, datt een net do an eppes erakënnt, wou een eigentlech iwwerhaupt net wollt kommen. An datt een och do ënnerstëtzt déi Leit, wéi gesot, eng Kéier de Kommissär Piebalgs, oder op där anerer Säit d'Madame Georgieva, déi eben zoustänneg ass fir d'Aide humanitaire. Mä ech hoffe jo och, datt dat an deenen nächste Méint a Woche wäert - wéi soll ech dat soen? - erëm zu engem normalen Niveau kommen, wou dann och jiddweree weess, wat eigentlech seng Prioritéite sinn, an datt dat dann och ka fonctionnéieren.

Dann ass et ëmmer erëm d'Fro vun der Sortie an och vun den Transitionen. Och do hat nach de Marc Angel zum Schluss gesot: Wéi ass dat, datt een och do garantiéiert, datt ee kuckt, datt déi Länner dann net eleng gelooss ginn? An ech hu gesot, ech si ganz frou, datt mer och hei zu Lëtzebuerg net nëmme, weder d'ONGen nach d'Regierung nach déi eenzel Leit, virufuere mat Haiti justement, och wann et net méi déi éischt Prioritéit an net méi déi éischt Neiegkeete sinn, mä datt een och do op méi laang Zäit wierklech dorobber tabléiert, well mer wëssen, datt wierklech

dat Land jo eigentlech ganz an ee Koup gefall ass, mat alle Problemer, déi et gëtt, déi et virausger ewell hat. Mir haten d'Geleeënheet, wéi dat geschitt ass, fir dorowwer ze schwätzen.

Déiselwecht Froe stelle sech natierlech och, wann een a Länner erausgeet, wann ee fortgeet. Mir sinn amgaang an Namibien. Et gëtt och Beméiunge sougutt am Vietnam wéi och am Salvador. Da muss een och oppassen dorobber, datt een net déi Aarbecht, déi a laange Jore gemaach gouf, op eemol erëm op d'Spill setzt an dann op eemol vun engem Dag op deen anere sech do aus de Féiss mécht. Dat kann och net de Sënn an den Zweck dovu sinn. Sou datt een dat och muss maachen.

An do sinn och zum Beispill mam Vietnam Gesprécher amgaang, och mam Commerce extérieur, fir och deene Leit, well wa mer gären hätten, datt déi Leit net nëmme méi vun eis ofhänken, da muss se jo d'Méiglechkeet kréien, fir och selwer eng Firma ze hunn. Da muss se d'Méiglechkeet kréien, fir selwer eng Industrie ze hunn. Da muss se d'Méiglechkeet kréien, fir eben autonom ze ginn. Da muss een och do hëllef, fir datt dat och kann zustane kommen. Well soss hëllef dat, wéi gesot, nëmme just dee Moment eppes an duerno ass dat souwisou fort.

Et ass gefrot ginn, mir si weder a China nach an Indien aktiv. Et sinn eenzel ONGen, déi nach zum Beispill och an Indien Spideeler hunn oder ähnlech Projeten, wou mer selbstverständlech och do net vun haut op muer ophalen. Mä wéi gesot, mir hu keng Kooperatiounshëllef direkt méi mat China a mat Indien.

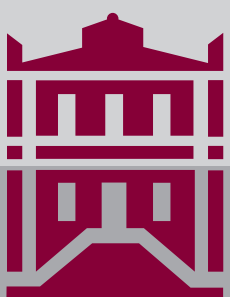
Et ass och fir eis kloer, an dat soe mer och eise Partnerlänner, an déi, déi nach do sinn, déi kéinten lech dat och confirméieren, datt mer ëmmer erëm do och insistéieren, datt de Kampf géint d'Korruptioun gefouert gëtt. Mir gi jo och keng Suen direkt an d'Budgeten, well mer ebe gären hätten, datt och séchergestallt ass, datt déi Suen do richtig ugeluecht sinn. Dofir hu mer och déi Büroen, déi eigentlech Ambassadé sinn an dofir also keng Duebelfinanzéierung fir den Ausseministère duerstellen, fir eben och ze kucken, datt déi Projeten an Zäite fäerdeg ginn, wa se net fäerdeg ginn, wat de Problem ass, ze hëllef, datt dat da gemaach gëtt.

An do kënne mer net soen, datt déi Lëtzebuerger, an dat ass, mengen ech, jo e wichtige Punkt, deen een hei sougutt am Parlament wéi awer och de Lëtzebuerger, de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a vill spenden, och ka soen, datt mer wierklech oppassen, datt déi Suen op déi richteg Plaze kommen, an net iergendwou a Feriologementer fir anerer.

Och mam Syvicol, deen ass och hei e puermol ugeschwat ginn, hu mer Kontakt

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





gehat, fir besonnesch och wat de fairen Handel ubelaangt ze kucken, datt een do hinnen a mat dem Syvicol, wann elo d'Geleeënheet sech eng Kéier bitt, och bei d'Gemengen ze goen, fir ze soen, mir géifen dat och ënnerstëtzen, oder iwwehapt emol de Gemengen ze soen, wat dat ass.

An deem Kontext wëll ech awer eppes soen, wat dat Reglement ubelaangt. Dat hu mer selbstverständlech jo och ënnerbreet kritt, datt dat e Problem wier, an ech hunn dat ipso facto bei déi Nächst, déi dofir zoustänneg sinn, wat d'öffentlech Ausschreiwunge sinn, virugginn, an déi hu mer gesot, dat wier net esou einfach, wéi mer et géifen duergestallt kréien. An der Belsch, déi haten dat, an déi hu selbstverständlech vun deenen décke Firmen e Prozess gemaach kritt, an dann hu se och selbstverständlech verluer. Dofir geet et net duer, fir dat erauszehuelen. Et muss een also e bësselchen och dat dann awer kucken, ob een dat a méi enger elaborierter Fassong eventuell fäerdeg kritt.

Mä, wéi gesot, et kann een net soen, well déi an déi Firma, wa mer un de Kaffi denken, brauch ech keen Numm ze nennen, an et ass net deen, deen esou heescht wéi ech,...

(Hilarité)

...datt et do also net drëm geet, fir ze soen, déi hu kee fair gehandelte Kaffi. Da kënne se awer aner Saachen hunn, déi fair gehandelt ginn. Da kanns de also net soen, déi entsprechen deem net. Dofir, wéi gesot, muss een och do virsichteg sinn.

Mir si selbstverständlech nach ëmmer, och an der Aussepolitik, um Wee vun den dräi „D“-en, vun der Diplomatie, vum Développement a vun der Défense. An do wëll ech virun allem emol deene soen, déi jo hei iwwe Afghanistan geschwat hunn, ass et fir eis als Regierung a war et fir déi lescht Regierung ewell datselwecht, datt mer soen, wa mer wëllen, datt eng Kéier do dee Krich ophält, da muss mer och kucken, datt d'Leit eng Chance hunn, fir kënnen ze iwwehuelen. Also gehéieren och déi zwou Saachen zesummen. Ech mengen och net, datt ech do mam Félix Braz géif Sträit kréien driwwer. Dat sinn also Saachen, déi wierklech kohärent sinn, a wou mer net nëmmen dat eent maachen, mä wou mer wierklech och probéieren, de Leit nei Perspektiven ze ginn.

Service volontaire, do sinn ech selbstverständlech frou, datt mer dat fäerdeg kritt hunn. An do ass gefrot ginn eventuell eng Kéier doriwwer ze schwätzen an enger Chamberskommissioun. Dat ass alles kee Problem.

Ech si schlecht drun, fir ze soen, datt ee kéint soen, et kéint een an enger gewësener Zäitspan soen, da gi mer eran an e Land, fir Entwécklungshëllef ze maachen, an dann hale mer op domadder. Well awer ganz vill Ongewëssheeten och doranner leien. Wann ech drun denken, wéi vill Liewensmëttelkrisen an deene leschte Jore waren, dann ass et ganz kloer, datt, wann een elo decidéiert, mir halen dann an dann do op, an dann ass zoufälleg do iergendeng Katastroph geschitt, da wier dat, mengen ech, och net dee richteg Message, dee mer géife ginn.

Sécher kann ee sech virstellen, datt, wa mer an deene Länner wéi an Asien an a Mëttelamerika géifen ophalen, et da sennvoll wier, fir an Afrika ze goen. Allerdéngs muss ech soen, datt an engem Land wéi dem Laos mir ee vun deenen Haaptbailleure sinn. Wa mir déi Leit elo géifen do am Stach loossen, da wier dat natierlech awer en total falsche Message. An ech géif awer och dat net wëllen deene Leit undoen.

De Comité interministériel ass och e puermol hei ugeschwat ginn. Ech wëll selbstverständlech nach eng Kéier kucken - d'Agriculture ass zum Beispill och an deem Comité interministériel net dran -, dee kënne mer duerchaus och erweideren an och do Leit derbäihuelen an och nach eng Kéier de Leit soen, wéi wichteg datt dat ass, well ech menge wierklech, datt et eng Roll spillt. Woubäi een awer soe muss, datt och vill Sensibilitäten an deene verschiddene Ministère sinn, well eng ganz Partie vun deene Leit, déi do sinn an ONGen, och fir d'Entwécklungshëllef täteg sinn,

esou datt ech mengen, datt mer och vun do awer net géint alles sinn, wat d'Koherenz vun der Politik ausmécht.

Ech gesinn net, datt de Conseil de Sécurité e Problem duerstellt. Fir ze soen, wa mer Entwécklungshëllef maachen an de Länner, och ze soen, mir si Kandidat fir dohinner ze kommen, datt dat eng Aide wier, déi liée wier, fir an där UNO do, well et ass jo näischt, wou mer e Geschäft domat maachen. Ech denken och, datt et wichteg wier, datt mer och do kéinten eis Kompetenze mat erabrénge, besonnesch ebe fir deene Länner ze hëllefen an deenen ze weisen, Beispiller ze ginn, wéi een dat maachen, och wann een e klengt Land ass an een net iwwe esou vill Sue verfügt. Ech mengen also net, datt dat eppes wier, wat kontradiktoresch wier mat deem, wat mer bis haut gemaach hunn.

Esou eenzel Problemer, déi sech stellen, wéi mat der Sécurité sociale fir Coopéranten, do sinn ech selbstverständlech gäre bereet ze kucken, wat mer do maache kënnen.

A fir eis bleift et och kloer, an ech denken, datt dat och aus mengen Ausféierungen ervirgaangen ass, datt et virun allem wichteg ass, strukturell Hëllef ze maachen an net nëmmen Aide humanitaire oder Aide urgente ze maachen. Och, wéi gesot, wann dat politesch méi spannend ass wéi dat anert. Et ass awer kloer, datt ee muss op laang Zäit dat kucken.

Elo kéinte mer eis während zwou Stonnen hei ënnerhalen iwwe Kooperatioun a Migratioun. Réadmissioun, mengen ech net, datt Lëtzebuerg domadder viséiert war, mä awer och ze diskutéieren, wat mer vu Migration circulaire halen. Also, ech perséinlech halen net der Däiwel vill do-vunner,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- ...well ech mer soen, dat kléngt alles gutt an der Theorie, mä an der Praxis, muss een ëmmer wëssen, spillt een, oder et spillt een, et geet do ëm Mënschen. Wann déi bis hei sinn an déi hunn hei hire Bekanntekrees, déi hunn eventuell hei aner Lienen opgebaut, da ginn déi natierlech net erëm gären heem.

An eenzelne Fäll kann dat awer och eppes sinn, wat fonctionnéiert. Ech gesinn zum Beispill am Centre hospitalier oder zu Esch am Spidol sinn eng Partie vun Dokteren, déi kommen, déi erëm zrëckginn, sougutt an Afrika wéi och an d'Mongolei. Mä, wéi gesot, et ass awer eppes, wou een net ka soen, dat ass elo d'Allheilmëttel.

Mir hu jo heiansdo esou d'Meenung, wa mer eppes Neies entdecken, dat wier dann d'Allheilmëttel. Datt dat an eenzelne Fäll gutt geet, do sinn ech domat d'accord, mä, wéi gesot, ech mengen net, datt dat och déi gréissten Hoffnung fir d'Entwécklungshëllef ass.

Dann ass natierlech d'Fro vun der Hëllef, déi de Cercle des ONG gefrot huet oder och freet, fir zwee Prozent ze kréien. Et muss ee wëssen, datt dat sechs Milliounen d'Joer géifen ausmaachen. Dat ass natierlech ee gewaltege Chiffer, a wou een och wësse muss, wann een déi sechs Milliounen hält - ech hunn net héieren, datt ee mer gesot huet... Ech war ewell frou, datt d'Majoritéit gesot huet, mer géifen op deem kënne bleiwen, wat mer hätten. Et muss ee wëssen, datt mer dann déi sechs Milliounen, déi mer hei eraus géifen huelen, op enger anerer Plaz mussen ewechhuelen.

Dofir géif ech da wëllen eng Kéier den Examen awer mat dem Cercle maachen a mat den ONGen, fir ze soen, da sot Dir emol, wou mer da se elo sollen aspuere goen. A wa mer do déi Sue fannen, déi dofir gebraucht sinn, da sinn ech domadder d'accord. Mä ech mengen awer, datt een och muss wëssen, datt et, wéi gesot, da riskéiert op d'Käschte vun anere Projeten ze goen. An ech mengen net, datt dann nach jiddwereen heibannen och mat darselwechter Begeeschterung derfir wier. Dofir mengen ech also, datt mer eng ganz Partie vu Saachen an deenen nächste Jore kënne maachen, wëlle maachen.

Wéi gesot, ech hunn dem Här Hoffmann gesot, datt mer bereet wieren, iwwe... also datt mer do en Accord hätte mat der

Sommaire des séances publiques N^{os} 24 et 25

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution pages 317-318

6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite pages 318-324

Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg page 324

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite pages 324-326

Dépôt d'une motion par M. Jean Colombara page 326

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite) pages 326-328

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite) pages 328-329

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 329

5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions pages 329-331

6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008 page 331

6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle pages 331-332

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009 page 332

Motion de M. Jean Colombara relative aux travaux à effectuer sur la RN7 page 332

Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg pages 332-333

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 333-347

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution page 336

Uni Lëtzebuerg. Ech hoffe fir lech, datt dat en onofhängege Partner ass, deen esou eng Recherche kéint maachen iwwert d'Kooperatiounsgesetz.

Ech sinn doranner ëmmer e bësse méi zrëckhalend. Et ass vläicht och, well ech ewell ze vill laang an deem Geschäft hei derbäi sinn. Et ass e Gesetz, wat mer hunn zënter '96. Et ass net vun engem CSV-Minister, dofir ass et also net, datt ech hei misst op iergendeen do Rücksicht huelen. Mä ech fannen, datt et ee gutt Gesetz ass, well mer wierklech, och wann do eenzel Saachen net drastinn, bis haut huet och nach kee mer kënne soen, mir kënnen eppes net maachen. Et géif vläicht méi modern ausgesinn, wa mer et géifen elo do draschreiwien, mä vu datt mer emol nach net wëssen, wat d'Auswierkungen zum Beispill vu Lissabon op d'Entwécklungshëllef sinn, kann et sech duerchaus, a kann ech mer gutt virstellen, datt do erëm nei Saachen an deenen nächste Jore kommen.

Datselwecht zielt iwwe regens och fir d'Millenniumsrevue, déi gemaach gëtt, wou och wahrscheinlech erëm nei Propositionen kommen. Dofir, wann d'Meenung ass, datt dat onémgängelech ass, mä da muss mer fir d'éischt nach eng Kéier doriwwer diskutéieren. Ech kommen och gären an d'Kommissioun, Här President, mä net haut a muer, mä wa mer eis Zäit ginn.

Mir hunn zum Beispill eis och ëmfrot an den Nopeschlänner. D'Belsch sinn annerhalef Joer amgang, d'Gesetz ze schreiwien, net ze déposieren. Mir brauchen heiansdo méi laang bis mer esou eppes da gestëmmt hunn. Mä bei hinnen ass et och nach net ofgeschloss, wat also weist, datt dat net esou evident ass. All déi aner Länner ronderëm hunn et keng nei Gesetze. Wann ee bis déi Béchs do opmécht, da weess ee just, wou se opgeet,

mä et weess een net richteg, wou ee se zoumécht. Vun dohier sinn ech, wéi gesot, e bësselche méi zrëckhalend, awer gäre bereet, ze kucken, och nach eng Kéier mat der Kommissioun, wann et bis esou wäit ass, wéi mer dat kënne maachen.

Zum gudden Schluss géif ech wëlle soen, datt ech ganz d'accord sinn och mat där Ausso, datt mer Solidaritéit heiheem brauchen, datt mer Solidaritéit dohause brauchen, an datt et ëmmer geféierlech ass, wann een op där enger Säit oder op där anerer Säit seet: Do brauche mer se net méi, well dann ass de Schratt net méi wäit, fir eben opzehalen an ze soen, wann ee se op där enger Plaz net brauch, brauch ee se op där nächster och net méi.

Ech géif lech villmools Merci soen, datt mer bal eng Unanimitéit haten, fir kënnen virunzefuere mat eiser Entwécklungshëllef op engem Prozent. An och mat Hëllef, déi net liée sollt sinn. An dofir freeën ech mech op déi nächst Zesummenaarbecht mat der Chamber, Madame Presidentin, a soen lech villmools Merci fir Är Opmerk-samkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Mir soen lech och Merci, Madame Minister. Dese Punkt ass domat ofgeschloss. Vu datt keng Motionen déposiert gi sinn, komme mer domat zum Enn vun deser Sitzung, an ech géif lech just drun erënneren, datt déi nächst Sitzung fir den 20., 21. an 22. Abrëll virgesi sinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.03 heures)



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 10 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0290	Ben Fayot	Transformation de logements en bureaux dans un quartier d'habitation
0400	André Bauler	Emplacement du Lycée Technique Agricole (LTA)
0401	Xavier Bettel	Conseil d'administration de la «Coque»
0402	Claudia Dall'Agnol, Fernand Etgen, Gast Gibéryen, Ali Kaes, Roger Negri et Raymond Weydert	Héliport pour le Centre hospitalier du Nord à Wiltz
0403	Ali Kaes	Aménagement prévu du bassin supérieur de la centrale à accumulation par pompage à Vianden
0406	Marcel Oberweis	Obésité
0407	Eugène Berger	Personnel de remplacement dans l'enseignement fondamental
0408	Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf	Énergie éolienne «offshore» et «onshore»
0409	Gilles Roth	Lutte contre le terrorisme
0410	Robert Weber	Chantier de la maison de soins ALYSEA à Crauthem
0411	André Hoffmann	Pension de survie en cas de divorce
0412	Eugène Berger	Supplémentation alimentaire en vitamine D
0413	Jean Colombero	Réplication de semence sous licence
0414	Roger Negri	Sécurité sur les pistes de l'Aéroport de Luxembourg
0415	Jean Colombero	Changement climatique
0417	Camille Gira	Plans d'action bruit
0418	Fernand Kartheiser	Fonds pour la préservation du site Auschwitz-Birkenau
0419	Henri Kox	Vignes hybrides
0420	Jean Colombero	Centre virtuel de cancérologie (CVC)
0421	Roger Negri	Train pendulaire entre Bruxelles et Luxembourg
0422 cf. 0426	Gilles Roth	Approvisionnement en sel de déneigement
0423	Eugène Berger	Avancement des mesures de dépollution dans les environs de l'aire de Berchem
0424	Jean Colombero	Filière de soins
0425	Claude Adam	Airtramp
0426 cf. 0422	André Bauler	Approvisionnement en sel de déneigement
0427	Marc Spautz	Intentions de l'opérateur de la bourse de Francfort de supprimer jusqu'à 10% de ses emplois en Allemagne et à l'étranger
0428	Eugène Berger	Inscriptions à l'Institut national des Langues (INL)
0429	Ben Scheuer	Rage
0430	Vera Spautz	Licenciement collectif auprès d'une d'entreprise de sécurité au Luxembourg
0431	Jean-Paul Schaaf	Procédure d'émission des fiches de retenue d'impôt
0432	Fernand Etgen	Agents professionnels des centres de secours à vocation régionale
0433	Jean Colombero	Télesanté
0434	Jean Colombero	Hospitalisation de personnes âgées
0435	Carlo Wagner	Réforme du système de pension
0436	Carlo Wagner	Taux débiteur
0437	André Bauler et Fernand Etgen	Contrat de collaboration entre une association sans but lucratif opérant dans le domaine de l'aide à la petite enfance et le Ministère de la Famille et de l'Intégration
0438	Gast Gibéryen	Pension de survie en cas de divorce
0440	Carlo Wagner	Achat d'un CD-Rom par le Gouvernement allemand contenant des données volées
0441	Marc Spautz	Manque d'effectifs à l'Aéroport de Luxembourg
0442	Marc Spautz	Réserves luxembourgeoises des vaccins autres que ceux contre la grippe A H1N1 et notamment ceux contre les maladies infantiles
0443	André Bauler	État de la route nationale N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont
0444	Camille Gira	Plan sectoriel «décharges pour déchets inertes»
0445	Claude Adam	Stages d'immersion des lycéens
0446	Félix Braz	Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne
0447	Jean Colombero	Resource Center for Healthcare Technologies - SANTEC
0448	Gast Gibéryen	Montants non encore encaissés par la Caisse de pension
0451	Mill Majerus, Marc Spautz et Gilles Roth	Légalité d'une publication au niveau communal
0452	Gilles Roth	Enseignement des langues
0453	Jean Colombero	Coûts des médicaments utilisés pour le traitement du cancer
0454	Fernand Diederich	Frais de scolarité
0455	Claude Haagen	Placement de mineurs dans un établissement spécialisé
0456	Jean Colombero	Technologies de l'information et de la communication au Luxembourg
0458	André Bauler et Fernand Etgen	Problèmes de liquidités des petites et moyennes entreprises (PME)
0459	Jean Colombero	Délais auprès du Conseil Arbitral des Assurances Sociales
0460	Robert Weber	Taux de T.V.A. des médicaments au Luxembourg
0461	Fernand Etgen	Abaissement des traitements initiaux au sein de la fonction publique
0462	Marcel Oberweis	Brevet de technicien supérieur (BTS)
0463	Xavier Bettel	Éventuelle poursuite judiciaire de l'organisateur du marathon
0465	Jacques-Yves Henckes	Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) - Visiteurs
0466	André Bauler	Plans d'aménagement généraux (PAG) des communes luxembourgeoises
0467	Anne Brasseur	Casemates du Fort Berlaimont
0469	Jean Colombero	Soins à domicile
0470	Jean Colombero	Euro Patient Empowerment Index 2009
0471	Jean Colombero	Continuité des soins
0472	Jean Colombero	Identification des personnes dans le secteur de la santé
0473	Jean Colombero	Instruments à disposition du Gouvernement pour aider des entreprises en difficultés
0475	Marc Angel	Journée internationale contre l'homophobie
0477	Jean Colombero	Liste de contrôle de la sécurité chirurgicale
0478	Viviane Loschetter et Henri Kox	Nomination de six représentants luxembourgeois auprès du Conseil Économique et Social Européen (CESE)
0480 cf. 0486	Jean Colombero	Évolution du Conseil européen
0481	Fernand Kartheiser	Recrutement de membres auprès de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP)
0484	Eugène Berger	Garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers
0486 cf. 0480	Fernand Kartheiser	Gouvernement économique européen
0488	Xavier Bettel	Perquisitions auprès d'une banque islandaise
0489	Marc Spautz	Services postaux
0491	André Bauler	Dotations étatiques par habitant des différents centres de développement et d'attraction (CDA)
0494	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Maison médicale dans la région Est du Luxembourg
0546 urgente	Félix Braz	Éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane
0550 urgente	André Hoffmann	Éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane
0588 urgente	Xavier Bettel	Tripartite



Question 0290 (2.12.2009) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **transformation de logements en bureaux dans un quartier d'habitation**:

Je reviens à ma question parlementaire N°0105 du 29 septembre 2009 à Monsieur le Ministre du Logement concernant l'affectation d'un logement à des bureaux dans un quartier d'habitation de la Ville de Luxembourg (cf. *compte rendu N°3/2009-2010*). Il s'agit en l'occurrence des bureaux de l'Agence immobilière sociale «Wunnengshëllef a.s.b.l.» installés à Bonnevoie, rue des Romains, «une rue typiquement résidentielle», comme se plaît à remarquer Monsieur le Ministre du Logement dans sa réponse du 9 novembre 2009 à ma question afférente. Monsieur le Ministre de préciser: «Pour ce qui est de la situation juridique de ces locaux à l'égard de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, il y a lieu de noter que le législateur ne se réfère aucunement au PAG d'une commune qui soumet la transformation d'un logement, tout en précisant qu'il doit encore s'agir d'une habitation habituellement louée pour servir de logement, en bureau ou local à usage commercial ou artisanal à l'autorisation de la part du collège des bourgmestre et échevins.»

En main une lettre de Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg en date du 9 novembre 2009 à l'adresse de Wunnengshëllef a.s.b.l. précisant que l'autorisation de bâtir du 22 mai 1968 porte «sur la réalisation d'une maison comportant un bureau au rez-de-chaussée, deux logements au premier étage et deux logements au deuxième étage. Aucune autorisation de bâtir pour changer d'affectation n'a été délivrée dans le passé.»

Monsieur le Ministre du Logement m'apprend que Wunnengshëllef a.s.b.l. «n'a pas été créée par le Gouvernement», dont acte, et que cette a.s.b.l. relève de la Fondation pour l'Accès au Logement qui elle est un établissement d'utilité publique financé sur base d'une convention par le Ministère de la Famille et le Ministère du Logement.

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration s'ils sont d'avis qu'une fondation et son a.s.b.l., qui militent pour l'accès au logement, sont dans leur rôle en transformant des logements en bureaux dans un quartier d'habitation. En signant la dite convention, Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ont-ils contrôlé que l'établissement public a bien respecté les dispositions légales en matière d'affectation d'un logement à des fins autres que le logement (voir copie jointe de la lettre de Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg)?

- Monsieur le Ministre m'apprend encore que dans la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation «le législateur ne se réfère aucunement au PAG d'une commune (...)». Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que le PAG d'une commune, dûment approuvé par le Ministre de l'Intérieur et destiné à développer de façon équilibrée un espace urbain, ne concerne pas l'État ni ses dépendances dans ses pratiques immobilières?

- Enfin, j'avais demandé dans ma question parlementaire N°0105 du 29 septembre 2009: «Mon-

sieur le Ministre peut-il me fournir une liste des organismes relevant du Gouvernement ou de l'État en général ou subventionnés par l'État disposant de bureaux qui sont installés dans les quartiers d'habitation de la Ville de Luxembourg, en contrevenant au PAG de la Ville?»

Comme je n'ai pas eu de réponse à cette question et que je connais de nombreux bureaux étatiques ou paraétatiques installés dans des maisons d'habitation dans la Ville de Luxembourg, je la réitère.

Annexe: copie de la lettre de Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Réponse commune (30.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Le développement urbain contemporain d'une ville se distingue et se caractérise, à côté d'une mixité sociale, par une mixité des fonctions urbaines. C'est donc à juste titre que le législateur a prévu, dans la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation la possibilité de procéder à un changement d'affectation d'une habitation habituellement louée pour servir de logement, sous réserve d'autorisation préalable de la part du collège des bourgmestre et échevins.

Seule l'autorité communale, sous la tutelle du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, est en mesure de contrôler l'exécution de son plan d'aménagement général, de ses plans d'aménagement particulier et de ses autorisations de bâtir.

Il est évident que non seulement l'État, mais aussi les communes sont obligés de se conformer aux dispositions réglementaires en matière d'urbanisme et d'aménagement communal.

En ce qui concerne le dernier volet de la question, il y a lieu de relever que pour satisfaire aux différents besoins de ses propres services, l'État a actuellement souscrit 153 contrats de location portant sur des immeubles ou des parties d'immeubles situés sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Depuis 15 ans, l'État a, par le biais de la Commission des Loyers rattachée au Ministère des Finances, poursuivi une politique de réduction du nombre d'adresses louées, de concentrer différents services publics à une même adresse et d'abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux.

Cette politique reste d'actualité, mais vu la diversité des services étatiques, on peut identifier 107 adresses louées différentes.

Parallèlement et pendant cette même période, l'État a veillé à ne pas prendre en location un immeuble qui aurait antérieurement servi à des fins d'habitation.

En ce qui concerne les organismes subventionnés par l'État, il y a lieu de noter que la question a été soumise aux départements ministériels compétents. Ce sont en effet ces organismes qui décident de leur lieu d'implantation.

Question 0400 (21.1.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**emplacement du Lycée Technique Agricole (LTA)**:

Selon des informations diffusées récemment par un quotidien, le lieu-dit «am Walebroch», situé sur le territoire des communes d'Erpeldange et de Diekirch, serait considéré comme site idéal pour l'implantation d'infrastructures scolaires, tels les nouveaux bâtiments du Lycée Technique Agricole (LTA).

Au cours de la dernière législature, l'État avait cependant procédé à l'acquisition de terrains près de Gilsdorf dans la commune de Bettendorf afin d'y implanter le nouveau LTA, les services techniques de l'ASTA et un bâtiment administratif pour les besoins de la Chambre d'Agriculture.

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministère est-il en train de chercher un nouvel emplacement pour le LTA? Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons?

- Est-il vrai que l'État est disposé à acquérir des terrains au lieu-dit «am Walebroch» pour y implanter des infrastructures scolaires? Dans l'affirmative, est-il également prévu d'y implanter, le cas échéant, le Nordstad-Lycée?

Un autre organe de presse vient d'annoncer que la construction de nouveaux locaux pour les services techniques de l'ASTA pourrait être mise en question pour des raisons budgétaires.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations et me fournir des explications supplémentaires en la matière?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite avoir quelques informations sur le site d'implantation du nouveau Lycée technique agricole (ci-après le «LTA»).

La première question concernant la recherche d'un éventuel nouveau site d'implantation pour le LTA peut clairement être réfutée. D'ailleurs, à préciser que les actes de vente pour les terrains acquis à Gilsdorf indiquent clairement qu'il s'agit d'une «acquisition dans l'intérêt de la construction d'infrastructures scolaires dans la région Nordstad». Changer l'affectation des terrains en question induirait en erreur les vendeurs des terrains qui ont notamment consenti à la vente alors qu'ils ont soutenu l'idée de la réalisation du LTA sur leur terrain.

L'acquisition de nouveaux terrains relève de la compétence du Ministère des Finances, qui comprend dans ses attributions le comité d'acquisition.

Le Nordstad-Lycée sera réalisé dans les infrastructures actuelles du LTA à Ettelbruck, dès réalisation du nouveau LTA à Gilsdorf.

Enfin, en ce qui concerne les locaux pour les services techniques de l'ASTA, leur déplacement est nécessaire pour libérer les infrastructures de l'actuel LTA Ettelbruck pour les besoins du Nordstad-Lycée.

Question 0401 (21.1.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **conseil d'administration de la «Coque»**:

L'année passée, le conseil d'administration du Centre national

sportif et culturel «Coque» avait refusé de prolonger la coopération avec l'organisateur de l'ING Europe Marathon en prétendant entre autres que la comptabilité de ce dernier n'était pas en règle. Cette décision avait comme suite que la prochaine édition de cet événement sportif majeur se tiendra sans la participation de la «Coque».

Il ressort de divers articles de presse, qu'après un audit des comptes de l'organisateur, les reproches du conseil d'administration se sont avérés comme intentionnels.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment le bilan de l'organisateur a pu atterrir au conseil d'administration de la «Coque» qui, sans en avertir le concerné, l'a fait réviser, alors que la connaissance de ces comptes était réservée au seul Ministère des Sports?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le conseil d'administration, en publiant à l'époque ces reproches dans une brochure financée par des moyens publics, a lui-même failli de respecter le principe de la gestion de moyens publics «en bon père de famille»? Quel a été le coût de l'impression et de la diffusion de cette brochure?

- Comment Monsieur le Ministre voit-il, vu les nouveaux faits dans cette affaire, la coopération future avec le conseil d'administration de la «Coque»?

Réponse (1.3.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question de Monsieur le Député, basée sur des articles de presse relatant les dires de l'actuel organisateur mandaté du marathon, peut étonner à ce stade puisqu'il l'avait déjà fait inscrire comme point particulier à l'ordre du jour de la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports à l'occasion de la réunion du 8 octobre 2009 et j'y avais répondu de façon très explicite.

Selon les itératives explications fournies par la «Coque», plusieurs motifs ont amené celle-ci à arrêter la coopération avec l'organisateur mandaté du marathon.

D'une part, les responsables de la «Coque» avaient des doutes sérieux concernant les comptes de celui-ci puisqu'il manquait notamment une structure financière transparente concernant l'organisation de cet événement. D'autre part, les relations entre les deux parties s'étaient à tel point détériorées qu'une collaboration sérieuse était devenue impossible.

Compte tenu des apports et services importants consentis par la «Coque» à un organisateur privé sans contrepartie financière directe, l'exigence d'être renseigné à livre ouvert sur les bénéfices et pertes de l'organisateur allait de soi.

Selon les informations dont je dispose, l'organisateur du marathon a remis de plein gré des documents comptables concernant l'exercice 2007 au Vice-président de la «Coque», celui-ci étant à l'époque également fonctionnaire du Département ministériel des Sports.

En accord avec le Ministre des Sports en exercice à ce moment, les documents communiqués ont été transmis à la fiduciaire de la

«Coque» à des fins d'analyse. Celle-ci concluait à un bénéfice concernant l'exercice 2007 de l'ordre de 160.000 € au moins, ce qui a été entre-temps confirmé par l'organisateur mandaté lui-même. Ces conclusions ont été communiquées aux membres du conseil d'administration de la «Coque».

Les renseignements publiés dans le «Coque-Flash» relatifs aux différends avec l'organisateur du marathon n'ont nécessité ni édition spéciale, ni dépense de deniers supplémentaires.

Question 0402 (21.1.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP), **M. Fernand Etgen** (DP), **M. Gast Gibéryen** (ADR), **M. Ali Kaes** (CSV), **M. Roger Negri** (LSAP) et **M. Raymond Weydert** (CSV) concernant l'**hélicoptère pour le Centre hospitalier du Nord à Wiltz**:

La Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police ainsi que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ont visité en date du 21 janvier 2010 les installations de Luxembourg Air Rescue au Findel. Les soussignés étaient impressionnés des missions nobles et du travail remarquable de cette organisation non gouvernementale au Luxembourg, dans la Grande Région et à travers le monde entier. Lors de cette visite, il a été porté à notre connaissance que la construction d'un hélicoptère a été rayé du programme d'investissement des travaux de modernisation à réaliser dans l'intérêt du Centre hospitalier du Nord à Wiltz.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations et nous dire qui est à l'origine de ces décisions, le cas échéant?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les motifs de cette décision?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle infrastructure présentant à la fois un gain de temps et de qualité indéniable soit indispensable pour tout hôpital orienté vers le futur?

Réponse (25.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le programme de mise en sécurité et de modernisation du site Wiltz, qui fait partie intégrante du Centre hospitalier du Nord depuis la fusion intervenue au 1^{er} janvier 2010, est réalisé en plusieurs étapes et prévoit bien un hélicoptère dans son projet.

Actuellement j'attends d'être saisi sous peu d'un avant-projet définitif (APD) concernant la dernière phase de modernisation de cet établissement.

Cela étant, je ne saurais donc confirmer les propos de Madame et Messieurs les Député(e)s selon lesquels la construction d'un hélicoptère aurait été rayée du programme d'investissement des travaux de modernisation à réaliser dans l'intérêt du Centre hospitalier du Nord.

Question 0403 (21.1.2010) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant **l'aménagement prévu du bassin supérieur de la centrale à accumulation par pompage à Vianden:**

Depuis 1964, la Société électrique de l'Our (SEO) exploite une centrale à accumulation par pompage à Vianden, servant à stocker l'énergie excédentaire et à produire du courant de pointe. Implantée dans la vallée de l'Our grâce à sa situation topographique favorable au cœur des centres industriels du nord-ouest de l'Europe ainsi qu'aux excellentes conditions géologiques et à la faible densité de population, la puissance totale installée des turbines de la centrale est de 1.096 MW.

Soucieuse de répondre de manière fiable au besoin croissant en électricité, la SEO prévoit d'agrandir la centrale dans les mois à venir en installant une onzième turbine supplémentaire d'une puissance de 200 MW. Dans le cadre de ces travaux la capacité utile du bassin supérieur de la centrale constitué d'un réservoir artificiel sur le Mont St Nicolas, sera portée de 6.840.000 m³ à 7.340.000 m³. De plus, il est également prévu de remettre en état le chemin bordant et contournant le bassin en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ainsi qu'à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Monsieur et Madame les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit opportun d'un point de vue touristique aussi bien que financier de profiter de la modernisation du bassin supérieur afin de ne pas seulement remettre en état le chemin bordant et contournant le réservoir d'eau mais de sécuriser et d'aménager ce dernier de manière à ce qu'on puisse s'y promener voire même y pratiquer du footing ainsi que d'autres activités sportives sans risque?

- Tout en sachant que la SEO vient de rénover récemment la galerie des visiteurs de la centrale à Vianden, Monsieur et Madame les Ministres partagent-ils mon avis qu'une exploitation plus touristique du bassin supérieur sur le Mont St Nicolas, offrant d'ailleurs une vue panoramique exceptionnelle du paysage environnant, augmenterait l'attraction de la région nord-est du Luxembourg?

Réponse commune (1.3.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Ali Kaes concernant l'aménagement prévu du bassin supérieur de la centrale à accumulation par pompage à Vianden, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La Société électrique de l'Our S.A. (SEO) est une société de droit privé avec comme actionnaires principaux et paritaires à raison de 40,3% chacun, l'État luxembourgeois ainsi que la société de droit allemand RWE Power AG.

L'activité principale de la SEO consiste en l'exploitation de la centrale hydro-électrique de Vianden ayant la spécificité d'être aménagée comme une centrale à accumulation par pompage. Les installations de cette centrale s'étalent sur le territoire des communes de Putscheid, Vianden et Tandel et comprennent notamment:

- le barrage de Lohmühle servant de retenue au cours naturel de l'Our, formant le bassin inférieur;

- un bassin supérieur aménagé sur la colline du Mont St Nicolas;

- une caverne souterraine accueillant neuf groupes électriques d'une puissance de 100 MW chacun;

- une centrale à puits abritant un 10^e groupe électrique d'une puissance de 200 MW;

- les conduites et galeries reliant la caverne souterraine ainsi que la centrale à puits aux bassins supérieur et inférieur;

- un bâtiment administratif et plusieurs ateliers à proximité des installations susmentionnées.

Le bassin supérieur est un bassin technique constitué de deux réservoirs distincts mais interconnectés, aménagés sous forme de cuves asphaltées. D'une capacité utile de 6,8 millions m³, ils servent de réservoir de stockage des volumes d'eau nécessaires à l'exploitation de la centrale.

L'accessibilité de ces bassins pour les besoins d'inspection, de surveillance et de maintenance par le personnel technique de la SEO est assurée par un chemin asphalté longeant la crête des réservoirs sur une longueur totale de 4,5 km. Du côté du bassin, ce chemin est côtoyé de glissières.

Dans le cadre de l'extension de la centrale de Vianden, actuellement en cours de réalisation, il est prévu d'augmenter la capacité du réservoir à 7,3 millions m³, moyennant un exhaussement de la cote maximale du plan d'eau jusqu'à la crête de la digue à une altitude de 511,3 m. Afin d'éviter un débordement des réservoirs, les glissières seront remplacées par un mur en béton amovible. La fixation de ce mur de type californien exige une stabilisation du chemin avoisinant avec comme mesure corollaire un réaménagement des canaux de câblage intégrés dans ce chemin.

Le bassin supérieur avec toutes ses composantes mécaniques et électriques est une infrastructure purement technique, à affectation industrielle et de ce fait inadapté à l'accueil de visiteurs ou de personnes non averties. Dans ces conditions, actuelles tout comme après achèvement des travaux de réfection, l'accès au bassin supérieur serait donc à prohiber dans un souci:

- de sauvegarder la sécurité générale sur les lieux des installations techniques;

- de protéger les installations techniques contre des actes de vandalisme ou de sabotage;

- de garder libre l'accès au bassin pour les interventions quasiment journalières de surveillance et de maintenance;

- d'assurer le bon déroulement des campagnes de mesurage effectuées par RWE dans le cadre du monitoring permanent de la stabilité statique des installations de la centrale, dont le bassin supérieur.

À cet effet, toute l'enceinte des installations techniques du bassin supérieur est entourée d'une clôture continue avec des bornes de

passage aux différentes rampes d'accès. Ces dernières sont placées sous vidéosurveillance, dûment autorisée par la Commission nationale pour la protection des données.

Parfaitement consciente de l'attrait général et touristique de ses installations et soucieuse de soutenir les efforts des autorités locales de promouvoir le tourisme dans la région de la vallée de l'Our, la SEO rappelle qu'elle investit systématiquement dans l'accueil de ses visiteurs. À citer notamment:

- une exposition didactique autour des sujets «climat et énergie», complètement modernisée en 2009, abritée dans une galerie souterraine avec accès direct à la caverne souterraine principale;

- des visites guidées gratuites pour tout public intéressé;

- l'aménagement d'une plateforme accessible depuis le parking du Mont St Nicolas avec vue panoramique sur le bassin supérieur. Cette plateforme étant inaccessible pendant les travaux d'agrandissement du réservoir en 2010, la SEO a prévu d'aménager une plateforme provisoire pour permettre au public intéressé de suivre l'état d'avancement des travaux;

- l'installation d'un centre d'information pendant toute la durée du projet d'extension de la centrale de Vianden permettant aux visiteurs de se renseigner sur la nature du projet.

Plus récemment et avec le concours des communes avoisinantes, la SEO est en train d'étudier la possibilité d'aménager un circuit pédestre permettant de mieux explorer le bassin inférieur parfaitement intégré dans la nature verdoyante de la vallée de l'Our et, de ce fait, nettement mieux adapté à une valorisation touristique.

Question 0406 (22.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'obésité:**

C'est surtout depuis ces dernières vingt années que l'obésité est en constante augmentation en Europe. Sa progression est telle que l'on estime aujourd'hui que 20 à 30% des habitants dans l'Union européenne présentent un excès de poids. Plusieurs études soulignent également le fait inquiétant que la prévalence de l'obésité et de la surcharge pondérale chez les enfants a augmenté de façon dramatique ces dernières années. Un enfant sur dix - qu'il s'agisse d'une fille ou d'un garçon - est touché par ce problème dès l'âge de quatre ans. Mal prise en compte, l'obésité peut, selon divers pédopsychiatres expérimentés, conduire à l'échec scolaire et à l'exclusion sociale.

L'obésité est une maladie chronique qui nécessite une prise en charge pluridisciplinaire à long terme. Cette dernière préconise entre autres une modification de l'alimentation, une augmentation de l'activité physique, des adaptations du mode de vie, un soutien psychologique voire même un traitement médicamenteux sous contrôle médical.

Au vu des développements antérieurs, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelle est la situation au Luxembourg? Est-ce que des données statistiques en vue du dépistage de l'obésité existent au Luxembourg, sachant que les enfants/écoliers sont contrôlés lors

de la visite médicale? Ces chiffres permettraient-ils des conclusions sur d'éventuelles différences selon les origines sociales des enfants?

- Les cantines scolaires tiennent-elles compte de cette évolution dans la conception de leurs menus? Le personnel enseignant est-il tenu à informer les jeunes des conséquences d'une mauvaise nutrition?

- Ne faudrait-il pas lancer une campagne nationale de sensibilisation et mettre en place un programme spécifique pour lutter contre l'obésité?

Réponse (10.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Sur base des définitions internationales, il y a lieu de distinguer entre surcharge pondérale et obésité proprement dite. À partir d'un indice de masse corporelle (body mass index/BMI) supérieur à 25, il y a certes surcharge pondérale, alors qu'une personne est considérée comme obèse à partir d'un BMI supérieur à 30. En cas de surcharge pondérale, la prise en charge préventive vise à surveiller le surpoids grâce à des conseils diététiques en vue de parvenir à un changement des habitudes alimentaires (alimentation équilibrée) et à une augmentation de l'activité physique.

L'obésité pathologique nécessite une prise en charge thérapeutique avec un régime diététique, la surveillance métabolique, ainsi que la promotion de l'activité physique.

Suivant les examens médico-scolaires réalisés dans les lycées, les statistiques en matière de surcharge pondérale et obésité de la population des élèves de l'enseignement secondaire (disposant d'un BMI supérieur à 25) se présentent comme suit:

Année	BMI >25
2004	11,83%
2005	12,36%
2006	13,97%
2007	12,67%
2008	11,92%
2009	11,90%

Depuis 2004, les chiffres des élèves présentant un BMI supérieur à 25 semblent marquer une légère tendance à la diminution. Toutefois, il faudra faire des analyses plus détaillées et sur des périodes d'observation plus longues avant de pouvoir en tirer des conclusions quant aux tendances évolutives.

Nous ne disposons pas de statistiques de santé se basant sur des différences sociales de la population scolaire. Toutefois, dans le rapport d'activité de mon Ministère relatif à l'exercice 2009 seront présentées les statistiques de certains indicateurs relevés lors des examens médico-scolaires, séparées par enseignement secondaire classique et enseignement secondaire technique. L'analyse des données par systèmes d'enseignement est un indicateur très valable de différences sociales de notre société, vu que dans l'enseignement technique le pourcentage d'enfants issus de milieux socioéconomiques moins favorisés est sensiblement plus élevé que dans l'enseignement classique.

Les statistiques médico-scolaires montrent des taux sensiblement plus élevés d'élèves avec un BMI supérieur à 25 dans l'enseignement technique que dans l'enseignement classique. Ces observations sont d'ailleurs confirmées au niveau international.

	TOTAL		
	Total	F	G
Obésité	11,9%	12,2%	11,6%

CLASSIQUE %		
Total	F	G
8,7%	8,3%	9,2%

TECHNIQUE %		
Total	F	G
13,7%	14,8%	12,7%

F: Filles G: Garçons

Depuis 2006, le Luxembourg a adopté une politique nationale pour promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique, notamment dans le cadre du programme «Gesond iessen, méi bewegen». Ce programme, qui a été lancé le 5 juin 2006, se caractérise par l'adhésion à une politique et à un plan d'actions communs des Ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Famille ainsi que du Département ministériel des Sports. Depuis lors, de multiples actions se sont développées tant au niveau national que communal ou local, de même que dans de nombreuses écoles, maisons relais et associations. Depuis 2007, environ 100 projets ont ainsi reçu le label «Gesond iessen, méi bewegen». La majorité de ces projets ont été réalisés dans le milieu scolaire.

Jusqu'à maintenant des recommandations nutritionnelles nationales ont été publiées par un groupe d'experts pour la population générale et les femmes enceintes. Les recommandations pour les élèves sont en train d'être élaborées. Dans ce contexte a été lancée pour la rentrée scolaire une campagne nationale pour promouvoir le petit déjeuner «No breakfast, No energy». Cette année-ci, la publication d'un classeur de recommandations nutritionnelles et pratiques pour la restauration des élèves est encore prévue (cantines scolaires, maisons relais etc.).

Beaucoup d'actions diverses ont déjà été entreprises dans les cantines scolaires par le service responsable dépendant du Ministère de l'Éducation nationale. Depuis 2006, nous travaillons d'une manière continue en réseau entre Groupe interministériel «Gesond iessen, méi bewegen», équipes de la médecine scolaire, enseignants et SPOS pour promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique des élèves. Cette promotion s'est concrétisée notamment grâce aux moyens suivants:

- réalisation de modules «promotion d'une alimentation équilibrée et d'une activité physique régulière» par le matériel pédagogique aid/pyramide alimentaire dans la plupart des écoles de l'enseignement fondamental, ainsi que dans un nombre croissant de lycées;

- réalisation de nombreux projets d'envergure dans des écoles, lycées, communes...;

- campagne nationale pluriannuelle «Meter fir Meter» du Département ministériel des Sports, pour promouvoir des activités physiques à la portée de tous (p. ex. en 2009: «Molly», cette année-ci «Komm mat op de Mound»).

Le programme «Gesond iessen, méi bewegen» est en pleine expansion avec de plus en plus d'adhérences.

Au cours de cette année est encore mis en œuvre dans les écoles du pays le projet européen intitulé «Fruit For School», qui est réalisé en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture.

Question 0407 (22.1.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **personnel de remplacement dans l'enseignement fondamental**:

En date du 10 décembre 2009, j'avais posé plusieurs questions à Madame la Ministre au sujet de problèmes concernant le remplacement d'enseignants dans l'enseignement fondamental.

Il me revient toutefois qu'à part le simple remplacement d'enseignants d'autres complications se sont manifestées en la matière au cours des derniers mois.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il exact que le personnel remplaçant n'a touché son salaire pour la période de septembre à décembre 2009 seulement ce mois-ci? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce retard dans le paiement des salaires?

- Est-il vrai que les personnes concernées n'ont pas reçu de fiche de salaire mais seulement un décompte provisoire?

- Est-il exact que le salaire horaire brut pour le personnel remplaçant a été diminué? Si oui, quelles en sont les raisons? Est-il prévu de rétablir le salaire horaire à son niveau original? Dans l'affirmative, dans quels délais?

Réponse (3.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les lois du 6 février 2009 portant organisation et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, entrées en vigueur à partir de la rentrée scolaire de septembre 2009, contiennent un certain nombre de dispositions concernant la reprise et la gestion de différentes catégories du personnel des écoles fondamentales par l'État.

A. Les chargés de cours engagés à durée indéterminée sous le régime de l'employé de l'État, membres de la réserve de suppléants

Quelque 350 chargés de cours qui bénéficiaient déjà d'un contrat à durée indéterminée auprès d'une commune à la rentrée scolaire 2009 ont été repris par l'État dans la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental. Ces agents touchent régulièrement leurs indemnités mensuelles de la part de l'Administration du Personnel de l'État.

B. Les employés de l'État détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements, engagés sur la base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dans cette catégorie de personnel, il y a lieu de distinguer deux groupes d'intervenants, à savoir:

- quelque 290 remplaçants engagés pour une durée égale ou supérieure à trois mois,

- quelque 500 remplaçants de courte durée.

Il y a lieu de relever que le nombre des remplaçants varie pratiquement de jour en jour, étant donné qu'il est tributaire non seulement du manque de personnel breveté, mais aussi et surtout des absences pour congé de maternité, pour congé de maladie ou pour convenances personnelles.

Un nombre restreint de ces agents a touché une indemnité provisoire (avance à valoir sur l'indemnité définitive) au courant du 1^{er} trimestre de l'année scolaire en cours et pour la majorité d'entre eux à la fin du mois de janvier.

Ce retard dans le paiement des indemnités définitives trouve son origine dans les circonstances suivantes:

- il est évident que la nouvelle organisation de l'enseignement fondamental, qui se caractérise d'une part par une grande autonomie pédagogique des écoles, mais d'autre part par une gestion administrative plus centralisée alors qu'antérieurement celle-ci se faisait principalement au niveau des autorités communales, a entraîné une chaîne hiérarchique plus longue et plus lente; en effet, elle passe maintenant de l'enseignant au président du comité d'école, puis à l'inspecteur assisté des collaborateurs du bureau régional pour aboutir aux services compétents du département de l'Éducation nationale qui transmettent à leur tour les dossiers à l'Administration du Personnel de l'État pour exécution des paiements.

- pour mettre l'Administration du Personnel de l'État en mesure de procéder au paiement définitif des indemnités, il faut obligatoirement qu'elle reçoive des services du Ministère de l'Éducation nationale un dossier personnel complet des personnes en cause. Or, la constitution et la vérification de près de 800 dossiers par les services des Ministères de l'Éducation nationale et de la Fonction publique, suivies de leur validation par le contrôle financier, prend un temps non négligeable, d'autant plus qu'il faut rappeler régulièrement à de nombreux remplaçants de présenter des documents faisant défaut dans leur dossier, notamment le certificat médical établi par le contrôle médical de la Fonction publique.

- du fait que tous les remplaçants sont engagés sous le régime de l'employé de l'État, je signale que le dossier à constituer pour l'intervenant de trois jours est le même que celui à présenter pour l'intervenant engagé pour une année scolaire entière: cette procédure imposée par la loi ne facilite certainement pas le traitement des dossiers des remplaçants de courte durée!

- je relève également que même si les services concernés des ministères susmentionnés ont bénéficié d'un renforcement de leurs effectifs, le nombre et la complexité des dossiers de remplaçants à gérer tendent à pousser les gestionnaires à la limite de leurs capacités.

Finalement, l'Administration du Personnel de l'État m'informe que, sous réserve de la fourniture correcte et complète des dossiers, des documents et des données à traiter, le premier paiement définitif pourra être opéré au cours du mois de mars 2010.

C. Taux d'indemnisation

Il n'est pas exact que l'indemnité mensuelle voire horaire des remplaçants a été diminuée.

En effet, les tarifs appliqués résultent

1. pour la période du 15 septembre au 31 décembre 2009, des dispositions du règlement du Gouvernement en Conseil du 5 décembre 2007 concernant les indemnités dues au personnel suppléant et aux chargés de cours de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de

l'enseignement spécial et les indemnités pour leçons supplémentaires,

2. à partir du 1^{er} janvier 2010, des dispositions du règlement grand-ducal du 18 décembre 2009 concernant 1) l'indemnité de remplacement due aux détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 2) l'indemnité due pour leçons supplémentaires assurées par les chargés de cours de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental respectivement par les détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

J'attire cependant l'attention sur le fait que les tarifs figurant dans le règlement du 5 décembre 2007, publié le 11 janvier 2008, étaient calculés sur base du nombre indice 668,46 et que ledit règlement ne prévoyait de les adapter que deux ans après sa publication, c'est-à-dire au plus tôt au mois de janvier 2010. Or, à cette date, le règlement du 5 décembre 2007 était déjà remplacé par le règlement grand-ducal du 18 décembre 2009, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2010, dont les tarifs sont calculés sur base du nombre indice 702,29.

Il se peut que certains remplaçants, qui croyaient avoir droit au nombre indice de 702,29 dès le 15 septembre 2009, supposent que leurs indemnités ont été diminuées unilatéralement par l'administration, alors que cette dernière n'a fait qu'appliquer les textes en vigueur.

Question 0408 (22.1.2010) de **MM. Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant **l'énergie éolienne «offshore» et «onshore»**:

Le paquet «énergie-climat», adopté par les États membres de l'Union européenne le 12 décembre 2008, prévoit que le Luxembourg doit porter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale à 11% d'ici 2020.

Tout en sachant qu'en 2009, la part des énergies renouvelables ne s'élevait qu'à environ 3,7%, force est de constater que 38 centrales éoliennes avec une puissance électrique totale de 35,3 MW ont été érigées jusqu'à présent au Grand-Duché. Néanmoins, depuis la fin de l'année 2007, deux des centrales éoliennes luxembourgeoises, se situant sur le plateau de Putscheid près de la centrale hydroélectrique de Vianden, se trouvent en position d'arrêt.

D'autre part, le Luxembourg vient d'entamer en janvier 2010, dans le cadre de la construction de parcs éoliens «offshore» en Mer du Nord, des pourparlers avec huit États membres de l'Union européenne. En même temps, la société Creos S.A. souhaite participer au projet de construction d'un ensemble éolien «onshore» en Lorraine, comportant au total trois centrales éoliennes d'une puissance électrique de 2,3 MW.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il y a lieu d'élaborer au Luxembourg un plan sectoriel «parcs éoliens onshore», afin de déceler les lieux appropriés pour l'implantation de centrales éoliennes, et ceci en conformité avec l'atlas éolien existant?

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit opportun d'encourager la société Enovos S.A. à acquérir les deux centrales éoliennes sur le plateau de Putscheid et d'y procéder au «re-powering», afin que la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie électrique soit augmentée?

- Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer la tranche de puissance électrique qui est prévue pour le projet «offshore» en Mer du Nord?

Réponse commune (10.3.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire N°408 du 22 janvier 2010 des honorables Députés Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf concernant l'énergie éolienne «offshore» et «onshore», nous pouvons vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la question sur un plan sectoriel «parcs éoliens onshore», nous tenons à rappeler qu'en raison de la situation géographique et orographique du Grand-Duché de Luxembourg et de son mitage, le nombre de sites pouvant accueillir potentiellement des installations éoliennes à grande puissance est fortement limité. Ces sites sont en grande partie connus et pour plusieurs d'entre eux, des projets de parcs éoliens se trouvent actuellement en phase de conception ou d'autorisation. L'élaboration d'un plan sectoriel sur la seule base des informations actuellement disponibles n'apporte guère une plus-value pour l'identification de sites potentiels. Au contraire, une telle démarche comporte le risque d'écarter des sites potentiellement intéressants pour l'exploitation de l'éolien. En outre, il y a lieu de considérer que le développement technologique au niveau des installations éoliennes n'est pas achevé et qu'un plan sectoriel «parcs éoliens onshore» risque d'être très vite dépassé par le progrès technologique.

Pour ce qui est de la deuxième question, nous devons souligner que nos ministères respectifs ne disposent pas d'informations quant aux raisons de la mise hors service des centrales éoliennes situées dans la commune de Putscheid. Les décisions sur un «re-powering» relèvent de la seule responsabilité des propriétaires ou exploitants des installations.

Sur demande, les sociétés Enovos et SEO ont confirmé qu'elles sont au courant de la mise à l'arrêt des éoliennes concernées et que leur engagement pour le développement du potentiel éolien au niveau national englobe aussi bien le développement et la mise en place de nouveaux parcs éoliens que la reprise et/ou l'extension de parcs éoliens existants.

En ce qui concerne la question sur la tranche de puissance électrique prévue pour le projet «offshore» en Mer du Nord, il y a lieu de souligner que la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir

de sources renouvelables prévoit que les États membres réalisent leur objectif national soit par le développement d'énergies renouvelables sur leur territoire national, soit par le biais de mesures de coopération entre différents États membres respectivement avec des pays tiers. Les mesures principales de coopération prévues par la directive 2009/28/CE sont le transfert statistique entre États membres, la réalisation de projets communs entre États membres ainsi que la réalisation de projets communs avec des pays tiers. Dans le contexte des mesures de coopération, les États membres ont dû publier et présenter à la Commission européenne, pour le 31 décembre 2009 un document prévisionnel indiquant une estimation de leur production excédentaire d'énergie produite à partir de sources renouvelables qui pourrait être transférée à d'autres États membres, une estimation des possibilités de projets communs jusqu'en 2020 ainsi qu'une estimation de la demande en énergie produite à partir de sources renouvelables à satisfaire par des moyens autres que la production nationale jusqu'en 2020.

Les services concernés du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur sont en train d'analyser les documents prévisionnels des différents États membres - qui n'ont pas encore tous été publiés jusqu'à la date de la réponse de la présente question - afin de déterminer les États membres avec lesquels existent des possibilités potentielles de réalisation de transferts statistiques respectivement de projets conjoints.

Question 0409 (22.1.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **la lutte contre le terrorisme**:

Lors du conseil informel JAI du 21 janvier 2010 à Tolède, l'UE et les États-Unis ont annoncé leur intention de coopérer plus étroitement dans la lutte contre le terrorisme, notamment au niveau de l'échange des données personnelles des passagers aériens. Il serait envisagé de constituer un registre de noms de passagers (PNR) commun à l'Europe, qui recueille systématiquement les données sur les passagers pour identifier plus en amont les personnes qui pourraient représenter un risque respectivement une menace pour la sécurité aérienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement par rapport à ce projet?

Réponse (1.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Au niveau international, l'Union européenne a conclu des accords avec l'Australie, le Canada et en 2007 avec les États-Unis. L'accord PNR avec les États-Unis est appliqué à titre provisoire et fera l'objet d'une conclusion par le Conseil européen conformément

à l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne après approbation par le Parlement européen.

Par ailleurs, un PNR européen, destiné à développer et mettre en œuvre l'échange et l'analyse des données des passagers à l'échelle européenne, est actuellement négocié au sein de l'Union européenne. La Commission européenne présentera, après des travaux entamés en 2007, un nouvel instrument juridique, en réponse au programme de Stockholm l'invitant «de proposer, sur la base d'une analyse d'impact, un instrument de l'UE concernant les dossiers passagers, qui garantisse un niveau élevé de protection des données, aux fins de la prévention, de la détection, des enquêtes et des poursuites relatives aux infractions terroristes et aux crimes graves.»

L'expérience des pays disposant d'un système PNR montre qu'un système européen aura une plus-value pour la sécurité de nos citoyens et le Gouvernement veillera à ce que sa conception se fasse dans le strict respect des droits fondamentaux, dont des garanties solides en matière de protection des données. En outre, un système PNR ne doit pas porter atteinte à la libre circulation des personnes en Europe.

Question 0410 (25.1.2010) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant le **chantier de la maison de soins Alysea à Crauthem**:

Selon mes informations, ledit chantier connaît actuellement un arrêt sur ordre du Parquet. Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que le Ministre du Développement durable est impliqué ou à l'origine de cette intervention du Parquet?

- Si oui, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les motifs à la base de cette décision?

- La commune de Roeser a-t-elle enfreint des lois et réglementations dans ce dossier?

- Quelles suites connaîtra l'arrêt du chantier?

Réponse (24.2.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

L'Administration de l'environnement a été saisie en décembre 2008 d'un dossier de demande relative à la construction et à l'exploitation d'une maison de soins projetée sur un terrain situé en zone d'activités d'après le plan d'aménagement général de la commune de Roeser. Selon ce plan, «l'installation de logements dans la zone d'activités est prohibée à l'exception d'un seul logement de service à l'usage du gardien éventuel...». Durant l'instruction du dossier, des agents de l'Administration de l'environnement ont constaté que les travaux de construction avaient été entamés en l'absence des autorisations requises en vertu de la législation sur les établissements classés. Conformément à l'article 23(2) du Code d'instruction criminelle, ils en ont informé le Procureur d'État. Ce dernier a ensuite sommé la S.A. Alysea de cesser immédiatement le chantier

jusqu'à la délivrance des autorisations requises.

Il appartient exclusivement aux juridictions de se prononcer sur la violation par la commune de Roeser d'une quelconque règle de droit.

La S.A. Alysea a retiré le dossier de demande «commodo-incommodo» précité en décembre 2009.

Question 0411 (25.1.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **pension de survie en cas de divorce**:

Selon la législation générale en vigueur, le conjoint divorcé, à condition de ne pas s'être remarié, bénéficie d'une pension de survie après le décès de son ancien partenaire, même si ce dernier s'est remarié - indépendamment des «torts» du divorce. La même règle vaut d'ailleurs pour le partenariat. Dans ce cas, la pension de survie est répartie entre les ayants droit proportionnellement à la durée des différents mariages ou partenariats.

Afin d'éviter un préjudice pour les personnes qui, selon la législation antérieure, bénéficiaient de la totalité de la pension de survie et qui auraient dû maintenant la partager avec l'ancien conjoint, le législateur a introduit par la loi du 27 juillet 1987 une dérogation transitoire, selon laquelle les conjoints divorcés avant le 1^{er} août 1978 et dont l'ancien conjoint s'est remarié avant cette date, ne bénéficient pas d'une partie de la pension de survie.

Le législateur, me semble-t-il, a ainsi légitimement évité une injustice, mais en a créé en même temps une autre, à savoir à l'égard des personnes, probablement majoritairement des femmes, qui ne touchent pas la partie de la pension de survie proportionnelle à la durée de leur mariage et donc ne bénéficient pas de la législation générale en vigueur.

Monsieur le Ministre pourrait-il donc me répondre aux questions suivantes:

- Combien de personnes tombent sous l'application de la dérogation prévue par la loi du 27 juillet 1987, et quelle est la proportion de femmes et d'hommes dans ce nombre?

- Quel serait le coût approximatif d'une mesure qui assurerait à ces personnes le bénéfice d'une part de la pension de survie proportionnelle à la durée de leur mariage avec l'ancien conjoint décédé?

- Ne faudrait-il pas envisager une modification de la loi qui lèverait le désavantage pour ces personnes?

- Pourrait-on donc leur restituer le droit à leur part de la pension de survie, sans porter préjudice aux autres ayants droit, par exemple par une disposition temporaire qui pourrait être financée soit par la Caisse nationale d'Assurance pension, soit par une contribution spéciale du budget de l'État ou du Fonds national de solidarité?

Réponse (1.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

L'honorable Député s'interroge sur la justification de l'article XVIII, 17) de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension. On notera, toutefois, que cette disposition n'a fait que maintenir la disposition finale,

inscrite à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1978 portant modification des dispositions concernant les droits de pension de la femme divorcée dans le régime des pensions contributif qui dit que «Les nouvelles dispositions sont applicables aux divorces prononcés après l'entrée en vigueur (i.e. 1^{er} août 1978) de la nouvelle loi ainsi qu'aux divorces prononcés avant cette date, à moins que le décès n'ait déjà donné lieu à des prestations et à condition qu'un remariage n'ait pas eu lieu avant l'entrée en vigueur.»

Deux remarques s'imposent:

- Le droit de la sécurité sociale est subsidiaire au droit civil. Ce n'est que dans la mesure où le législateur a aboli le divorce aux torts exclusifs de l'un des époux, qu'il a pu introduire les solutions actuellement applicables en matière de sécurité sociale, à savoir le partage de la pension de survie entre les conjoints et conjoints divorcés au prorata de la durée des différents mariages.

- En introduisant ces modifications substantielles, le législateur a eu soin de ne pas interférer dans les décisions coulées en force de chose jugée et de porter ainsi préjudice aux autres ayants droit.

La même problématique se pose d'ailleurs en ce moment où le législateur s'apprête à innover en matière de divorce. Les situations acquises resteront régies par la loi ancienne. La loi nouvelle ne pourra agir que pour l'avenir.

Comme les personnes concernées sont exclues du bénéfice de prestations de survie, elles ne sont pas recensées dans les statistiques de sorte que la Sécurité sociale ne dispose pas d'indicateurs fiables en la matière.

Question 0412 (25.1.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **supplémentation alimentaire en vitamine D**:

Suite à la recrudescence du rachitisme chez les enfants et à la fréquence accrue de l'ostéomalacie chez les personnes âgées par insuffisance, voire déficience de vitamine D, d'autres pays de même latitude que le Luxembourg ont adopté la supplémentation alimentaire en vitamine D (p.ex. le lait enrichi en vitamine D).

Partant, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale s'il envisage une mesure similaire dans ce domaine, d'autant plus que ces insuffisances et déficiences peuvent de cette manière facilement être prévenues?

Réponse (10.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La vitamine D a un rôle primordial dans le métabolisme phosphocalcique:

- en facilitant l'absorption intestinale du calcium et du phosphore,

- en aidant à la fixation du calcium dans les os, c'est-à-dire à leur croissance, à leur renouvellement mais aussi à son excrétion rénale,

- en agissant comme une hormone hypercalcémiant qui va entrer en rapport avec les autres hormones du métabolisme phosphocalcique.

L'essentiel de la vitamine D est synthétisé par la peau sous l'effet de l'exposition au soleil. On considère qu'avec un minimum

d'exposition (15 à 30 minutes par jour), l'essentiel de la vitamine D - de 50 à 90% - est produit par la peau. Le reste de la vitamine D est apporté par l'alimentation, essentiellement par les huiles de poissons, les poissons, le beurre, les céréales, les œufs, les foies d'animaux et aussi un peu le lait.

Les principaux groupes à risque pour des déficiences de vitamine D sont les suivants:

- les personnes très âgées en général;

- les personnes à peau foncée ou noire;

- les bébés (développement du squelette). Le lait maternel contient en effet relativement peu de vitamine D;

- les adolescents, particulièrement en période de croissance;

- les personnes peu exposées au soleil;

- les mois d'hiver pour les latitudes élevées (supérieures à 42°)^[6], car les UV-B responsables de la synthèse de la vitamine D y sont faibles.

Je voudrais porter à l'information de Monsieur le Député qu'il est très difficile de trouver des données statistiques sur le rachitisme, l'ostéomalacie et l'état nutritionnel en vitamine D de la population européenne. Ces données existent le plus fréquemment pour des populations peu exposées au soleil, soit par conditions géographiques (population des régions nordiques), soit par conditions culturelles (populations surtout féminines et infantiles du Proche Orient, de l'Afrique du Nord portant de longs habits, ainsi qu'un foudard, ne s'exposant que très peu au soleil et vivant la grande majorité du temps à l'intérieur des habitations).

Toutefois, plusieurs études scientifiques récentes sont venues à la conclusion que la prévalence de la carence en vitamine D dans nos régions est bien plus élevée que présumé, notamment chez beaucoup de personnes âgées, de femmes enceintes, d'enfants et adolescents qui sortent peu à l'air libre. En Suisse, les chiffres disponibles suggèrent une incidence de l'ordre de 6% dans la population générale, avec des pics pouvant atteindre 15% durant les mois d'hiver chez les personnes de plus de 70 ans.

Dans nos régions aux longues périodes hivernales, la supplémentation de la vitamine D chez les nourrissons, dû à leur développement du squelette et à leurs réserves réduites en calcium et en vitamine D, est appliquée de longue date. Il n'existe pas de recommandations officielles au Luxembourg, mais dans la pratique les médecins spécialistes en pédiatrie appliquent en général les recommandations en usage dans les pays avoisinants.

Un apport journalier de 300 à 500 UI de vitamine D est recommandé pour tous les nourrissons pendant toute la première année, qu'ils soient nourris au sein ou au lait de substitution, et indépendamment de l'exposition individuelle au soleil. La prophylaxie peut être poursuivie pendant les mois d'hiver au cours de la 2^e année de vie.

Il est recommandé en outre de se maintenir suffisamment longtemps à l'air frais et au soleil. Une exposition de 10 à 15 minutes aux rayons UV suffit pour garantir une production de vitamine D adéquate (temps un peu prolongé pour les peaux bronzées).

De l'avis des experts, le dépistage systématique d'une carence en vitamine D n'est pas indiqué. Mais devant une suspicion, un contrôle biochimique est fortement indiqué.

Certains pays ont effectivement autorisé l'enrichissement de certains produits laitiers en vitamine D, mais je crois savoir qu'il ne s'agit d'une supplémentation ni systématique ni nationale.

Cela étant, il m'importe de pouvoir sensibiliser davantage les professionnels de la santé à la problématique, notamment pour assurer la supplémentation de la vitamine D chez les nourrissons, et de détecter, le cas échéant, les déficiences chez les populations à risque, à savoir les personnes âgées et les adolescents.

Question 0413 (25.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **réplication de semence sous licence**:

In der letzten Generalversammlung der Luxemburger Saatgenossenschaft (LSG) kritisierte der Präsident den Selbstanbau von Saatgut. Dieses Saatgut sei nicht zertifiziert und stelle ein großes Risiko dar. Den eigenen Nachbau einer lizenzierten Sorte bezeichne er als Diebstahl. Wenn der Trend des Selbstnachbaus sich so fortsetze, würden die Züchter verstärkt Hybridsorten züchten und gegebenenfalls als letzte Maßnahme gegen diesen Selbstanbau auf genmanipuliertes Saatgut zurückgreifen.

Ein hiesiger Bauer berichtete mir, dass beim Nachbau einer lizenzierten Sorte das angebaute Feld einfach steril blieb und keine Frucht trug, so dass er davon ausging, dass es sich um genmanipuliertes Saatgut handelte, das nur eine Aussaat erlaubte.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was hält der Minister von diesen Aussagen?

2) Ist dem Minister bekannt, ob genmanipuliertes Saatgut (Terminator-Saatgut) in Luxemburg im Umlauf ist?

3) Wenn ja, wie viel wurde verkauft und wo wird es verkauft?

4) Warum darf Saatgut nicht mehrmals gebraucht werden und inwiefern verstößt dies gegen bestehende Patentrechte, zumal das Saatgut „normal eingekauft“ wurde?

Réponse (24.2.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1) Der Eigennachbau von Saatgut ist in der ganzen EU erlaubt. Dieses Prinzip wird als «Landwirteprivileg» bezeichnet und ist in der EU-Gesetzgebung verankert, insbesondere im Artikel 14 der Verordnung Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz. Gemäß dieser Verordnung dürfen Landwirte für ihren eigenen Gebrauch Saatgut vermehren und herstellen, auch wenn es sich um Saatgut einer urheberrechtlich geschützten Sorte handelt. Der Handel mit diesem hofeigenen Saatgut ist allerdings untersagt.

Der eigene Nachbau von Saatgut gewährt nicht die gleichen Garantien hinsichtlich der Qualität des Saatgutes wie zertifiziertes Saatgut. Zertifiziertes Saatgut wird während der Produktion sowohl durch Begehung der Feldbestände als auch durch Labor-



analyses behördlicherseits kontrolliert. Zertifiziertes Saatgut erfüllt deshalb, im Gegensatz zum Saatgut aus dem Eigennachbau, von der EU festgelegte Mindestnormen was die Reinheit, die Keimfähigkeit und den Gesundheitszustand des Saatgutes angeht. In Luxemburg ist die Administration des Services Techniques de l'Agriculture zuständig für die Zertifizierung des Saatgutes. Die Zertifizierung ist ein Kontrollmechanismus, der eine gewisse Mindestqualität beim Saatgut garantiert. Diese Garantie gilt nicht für Saatgut aus dem Eigennachbau. Folglich ist die Verwendung von hofeigenem Saatgut höheren Risiken ausgesetzt.

Die meisten Pflanzenzuchtfirmen sind kleine und mittelständige Firmen, die vom Verkauf des zertifizierten Saatgutes leben. Gehen durch den Eigennachbau die Produktion und der Handel von zertifiziertem Saatgut stark zurück, leidet auch der Umsatz der Pflanzenzüchter. In den USA hat der Eigennachbau dazu geführt, dass die mittelständigen Züchterunternehmen wirtschaftlich nicht mehr lebensfähig waren und von einigen wenigen großen Saatgutfirmen aufgekauft wurden. Letztere haben sich vor allem auf die Züchtung von Hybriden und genveränderten Sorten spezialisiert, um so den Eigennachbau zu verhindern, da der Selbstbau von Hybriden sich wirtschaftlich nicht lohnt und genveränderte Sorten patentierbar sind und deren Eigenanbau verboten werden kann.

Die Aussagen des Präsidenten der Luxemburger Saatbaugenossenschaft sind in diesem Kontext zu verstehen.

2) In Luxemburg ist kein genmanipuliertes Saatgut im Umlauf, da Handel und Anbau von genmanipuliertem Saatgut gegenwärtig in Luxemburg verboten sind.

3) Nicht zutreffend.

4) Anders als zum Beispiel in den USA dürfen Pflanzensorten in der EU nicht patentiert werden, sondern Pflanzenzüchter, die eine Neuzüchtung rechtlich schützen wollen, können dies nur im Rahmen der Verordnung Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz tun. Wie schon erwähnt, erlaubt Artikel 14 besagter Verordnung ausdrücklich den Eigennachbau von Saatgut geschützter Sorten. Allerdings ist dieser Eigennachbau verschiedenen Regeln unterworfen. So ist der Eigennachbau auf die wichtigsten landwirtschaftlichen Nutzpflanzen, wie Weizen, Gerste, Hafer, Raps etc. beschränkt. Zudem können die Züchter für den Eigennachbau von geschützten Sorten von den Landwirten eine Entschädigung einfordern. In Luxemburg haben die Züchter von diesem Recht noch keinen Gebrauch gemacht, da der Eigennachbau bis vor kurzem in Luxemburg sehr wenig verbreitet war.

Question 0414 (25.1.2010) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **sécurité sur les pistes de l'Aéroport de Luxembourg**:

La collision qui a eu lieu jeudi entre un Boeing 747-400 et une camionnette à l'aéroport de Findel attire l'attention publique sur un type d'incidents dont la gravité est souvent sous-estimée. Rappelons dans ce contexte que le plus grave accident de l'histoire de l'aviation a eu lieu au sol,

à l'aéroport de Los Rodeos à Ténériffe en 1977. Il s'agissait d'un impact entre deux Boeing 747 qui se trouvaient sur la même piste par temps de brouillard.

Le plan d'action européen pour la prévention d'incursions sur les pistes prévoit toute une série de mesures établies par Eurocontrol pour réduire au minimum le risque de tels événements. Ces mesures vont de la présence d'un «runway safety team» à chaque aéroport, de la sensibilisation et de la formation des aiguilleurs, pilotes, conducteurs ou tout autre personnel circulant sur l'aire de trafic, et de la signalisation jusqu'aux comptes rendus d'événements.

M. le Ministre peut-il me dire si toutes les normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), respectivement d'Eurocontrol en matière de prévention d'incursions sur les pistes ont été appliquées au Luxembourg?

M. le Ministre estime-t-il que l'incident de la semaine passée aurait pu être évité si l'aéroport de Findel disposait d'un système radar au sol permettant la surveillance du trafic? Est-il d'avis que l'installation d'un radar ou d'un autre type de système de surveillance à l'aéroport s'impose afin de réduire le risque d'un accident grave?

Réponse (18.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert à propos des mesures mises en place à l'Aéroport de Luxembourg pour prévenir les incursions de piste d'un véhicule ou d'un aéronef.

La prévention de toute incursion non autorisée sur la piste est une préoccupation permanente dès lors qu'un aéroport est ouvert au trafic avec des visibilités très faibles. On peut rappeler à ce sujet que les Boeing 747 de la compagnie Cargolux sont autorisés à se poser à l'aéroport de Luxembourg avec des RVR ou portées visuelles de piste de 125 m, (Runway Visual Range, équivalent de visibilité calculée à partir d'appareils de mesure du pouvoir transmissif de l'atmosphère situés en bord de piste en début, au milieu et à son extrémité) et ils peuvent décoller avec des RVR de 150 m seulement (125 m pour les avions exploités par la compagnie Luxair).

Néanmoins, et dans l'attente du rapport final des enquêtes actuellement en cours, il convient de rappeler qu'en l'occurrence, la pénétration de la camionnette du service électrique sur la piste avait été autorisée par la tour de contrôle 20 minutes environ avant l'accident. L'avion a lui aussi été régulièrement autorisé à l'atterrissage. À ce moment, les RVR mesurées sur l'aéroport variaient entre 350 m et 300m, en baisse, et de l'ordre de 250 m seulement en milieu de piste. Comme très souvent dans ces cas-là, l'enquête doit approfondir les aspects «facteurs humains», erreur et/ou non-respect des procédures, afin d'en tirer des conclusions positives permettant de prévenir de manière efficace un nouvel accident ou un incident grave à l'avenir et partant d'améliorer le niveau global de sécurité.

L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) exige dans ses Annexes relatives à la certification et à la supervision des compagnies aériennes, des exploitants d'aéroports et des ser-

VICES de la navigation aérienne, la mise en place d'un système de gestion de la sécurité (SMS-Safety Management System) approuvé par l'Autorité responsable de l'aviation civile dans le cadre du Programme national pour la sécurité de l'aviation civile (State Safety Programme). Ceci est d'ailleurs à recouper avec les exigences européennes définies par Eurocontrol selon la norme ESARR 3 «Safety Management System in Air Traffic Management» et rendues applicables au sein de la Communauté dans le cadre du programme Ciel unique européen, notamment au travers du Règlement CE N°550/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 relatif à la fourniture de services de navigation aérienne dans le ciel unique européen.

Pour le Luxembourg, l'autorité responsable de l'approbation du SMS pour l'aéroport est la Direction de l'Aviation Civile (DAC) qui certifie l'aéroport (infrastructures et services de la navigation aérienne, donc l'Administration de la navigation aérienne) comme tout autre exploitant de l'aviation civile, notamment au travers de son SMS. Au travers de ce SMS, il est demandé à l'exploitant d'identifier tous les dangers relatifs à l'exploitation aérienne de cet aéroport, de manière systématique, d'en évaluer les risques et de mettre en place les mesures de mitigation adaptées. Le risque d'abordage sur la piste, notamment en cas d'incursion non contrôlée lors d'un atterrissage ou d'un décollage, fait partie de ces dangers et constitue un risque majeur lors des opérations par faible visibilité qui doit être couvert dans le cadre d'un système agréé de contrôle et de guidage des mouvements au sol. Les procédures font elles-mêmes l'objet d'un examen méticuleux par la DAC, notamment au travers de l'acceptation du Manuel Air Traffic Services déposé par l'exploitant, et c'est l'un des objectifs essentiels de l'enquête en cours de déterminer si les procédures étaient réellement adaptées et ont été correctement suivies par tous les protagonistes.

En outre, la DAC reçoit tous les rapports d'incidents ou autres événements ayant pu compromettre la sécurité des vols de tous les acteurs placés sous sa supervision, compagnies aériennes, gestionnaires d'aéroport et organismes d'entretien. Tous ces rapports sont systématiquement analysés lors des réunions hebdomadaires «Safety Review» dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique d'Assurance sécurité, dans le cadre de ses missions, notamment d'assurer la sécurité et la sûreté de l'ensemble des activités aériennes civiles au Luxembourg en émettant les règles particulières à cet effet et en veillant à leur respect par tous les opérateurs du secteur de l'aviation civile, conformément aux exigences internationales, et ceci indépendamment de toute enquête diligentée par l'Administration des Enquêtes Techniques en cas d'accident ou d'incident grave.

La DAC a adopté une attitude proactive en matière de sécurisation des mouvements et se trouve à la base de nombreuses initiatives visant à prévenir les incursions sur les pistes:

- Campagne de sensibilisation lancée ensemble avec la Police grand-ducale par le biais d'une distribution de fascicules visant à rappeler les principales règles de circulation dans l'enceinte aéroportuaire en langues française,

allemande, anglaise et portugaise; campagne suivie par une phase répressive se traduisant par le retrait de l'autorisation de circulation aéroportuaire en cas de transgression des vitesses maximales autorisées ou des règles de priorité;

- Installation et refonte de la signalisation afférente (panneaux, marquage au sol...);

- Evaluation systématique et suivi permanent des rapports d'événements;

- L'Administration de la navigation aérienne a récemment participé à dispenser des cours de phraséologie aux conducteurs de véhicules terrestres, afin de minimiser le risque d'incursion de piste par ces derniers;

- La DAC procède actuellement à une campagne visant à réduire à un minimum nécessaire le nombre de personnes autorisées à circuler sur l'aire de mouvement de l'aéroport, tout en garantissant le maintien des opérations quotidiennes.

La DAC met actuellement en place un comité pour la sécurité de l'aviation civile (airport safety committee), à l'instar du comité national pour la sûreté de l'aviation civile (CONATSAC), ce dernier regroupant toutes les entités concernées dans le cadre de la sûreté aéroportuaire (security).

On peut noter que l'installation d'un système radar de détection et de suivi des mouvements au sol conforme aux recommandations de l'OACI constitue un outil de travail utile et efficace en matière de contrôle et de guidage des mouvements au sol en permettant aux contrôleurs aériens de visualiser et de se rappeler, à tout moment, la présence d'aéronefs et de véhicules sur les aires de manœuvre de l'aéroport et minimisant ainsi davantage certains risques au sol, notamment par conditions de faible visibilité ou de nuit, ainsi que sur les zones de l'aéroport non visibles depuis la tour de contrôle. En raison de la fréquence des conditions de brouillard épais sur le plateau du Findel et du fait des mouvements allant de pair avec la mise en service depuis mi-2009 du nouveau hangar Cargolux situé de l'autre côté de la piste, un tel système s'avère utile à l'Aéroport de Luxembourg. Ainsi les travaux afférents d'acquisition ont déjà été lancés bien avant l'accident du 21 janvier 2010 pour permettre la mise en service d'un tel dispositif. L'acquisition d'un tel système ou d'un autre système équivalent de surveillance des mouvements au sol sur l'aéroport doit cependant faire l'objet d'une évaluation approfondie et détaillée tenant compte du matériel et des procédures en place ainsi que des besoins en matière d'effectifs et de qualification des personnels appelés à l'utiliser.

En fonction des éléments recueillis à ce jour par la DAC dans le cadre de son enquête, on ne peut toutefois pas affirmer que la présence d'un tel équipement aurait à lui seul suffi à éviter l'accident du 21 janvier 2010.

Question 0415 (26.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **changement climatique**:

Der Weltklimarat (IPCC = Intergovernmental Panel on Climate Change) hat eingeräumt, dass seine Warnung vor einem Abschmelzen der Himalaya-Gletscher keine wissenschaftliche Ba-

sis hatte. Die 2007 veröffentlichte Prognose, wonach die Gletscher bis 2035 größtenteils verschwunden sein könnten, beruhen anscheinend auf einem Abschreibefehler oder Interpretationsfehler einer russischen Studie. Diese Studie spricht von einem Abschmelzen aller Gletscher weltweit bis auf ein Fünftel bis zum Jahr 2350. Kritiker hatten im Vorfeld bereits von einer Prognose „ohne einen Hauch von wissenschaftlichem Beweis“ gesprochen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie ist auf der Basis dieser von hochkarätigen Wissenschaftlern mangelhaft belegten Schätzungen die ganze Klimadebatte zu beurteilen?

- Müsste man nicht die ganze CO₂-Debatte angesichts dieser oben genannten wissenschaftlichen „Irrtümer“ einer tiefgreifenden Analyse unterwerfen, umso mehr als viele Forscher das CO₂ nicht als Hauptverursacher der Erderwärmung ansehen?

- Welches ist die Meinung der Regierung betreffend diese pseudo-wissenschaftliche Prognose des IPCC?

Réponse (3.3.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

In einem Abschnitt des fast 1.000-seitigen Berichts der Arbeitsgruppe II zum vierten Sachstandsbericht des IPCC (Weltklimarat) („fourth assessment report“) ist es unglücklicherweise zu einem Irrtum gekommen, was die Abschmelzrate und den Zeitpunkt eines kompletten Rückgangs der Himalaya-Gletscher angeht. Der IPCC hat dies bedauert und darauf hingewiesen, dass es wichtig sei, die Qualitätsstandards und Prozeduren strikt zu beachten. Trotzdem hat der Weltklimarat bezüglich des Abschmelzens der Himalaya-Gletscher nochmals bekräftigt, dass der in den letzten Jahrzehnten weit verbreitete Verlust an Gletschermassen und die Reduzierung der Schneedecke in diesem Jahrhundert laut Projektionen noch schneller werden könnte.

Die Regierung möchte darauf hinweisen, dass alle Mitgliedstaaten der UNO bei der Erarbeitung eines Sachstandsberichts des IPCC die Möglichkeit haben, Wissenschaftler als Autoren zu nominieren. So haben rund 450 Wissenschaftler als Hauptautoren am vierten Sachstandsbericht teilgenommen, 800 weitere koordinierende Hauptautoren und Gutachter. Tausende Experten haben über 90.000 Kommentare abgegeben. Auch werden neueste Erkenntnisse der weltweiten Klimaforschung vom IPCC gesammelt und eingeschätzt. Es kommt somit zu einer breitgefächerten Spanne von Sichtweiten und Begutachtungen, die eine tiefgreifende Analyse sicherstellen.

Auch wenn es zu diesem bedauerlichen Fehler hinsichtlich des Abschmelzens der Himalaya-Gletscher gekommen ist, so zweifelt die Regierung keinesfalls an der Arbeit und den eigentlichen Erkenntnissen des IPCC-Berichts. Der Einfluss des Menschen auf das Klima ist ein wissenschaftlicher Fakt. Der Klimawandel ist Realität. Angesichts der Dringlichkeit der Herausforderung ist auch klar: Der nationale, welt-

und europaweite CO₂-Ausstoß muss reduziert werden. Laut IPCC müssen die Treibhausgasemissionen weltweit bis 2050 mindestens halbiert werden, wenn die Temperatur an der Erdoberfläche nicht mehr als 2° Celsius im Vergleich zum vorindustriellen Zeitalter ansteigen soll.

Question 0417 (27.1.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant les **plans d'action bruit**:

En date du 9 février 2009 le Ministère de l'Environnement avait présenté à la Commission de l'Environnement de la Chambre trois projets de plans d'action de lutte contre le bruit pour les secteurs suivants: grands axes routiers, grands axes ferroviaires et Aéroport de Luxembourg. Ces projets ont été élaborés dans le cadre de la directive 2002/49/CE. Au cours de la première moitié de l'année 2009 ont eu lieu des enquêtes publiques ainsi que des réunions d'information pour la population concernée. Ensuite, le Conseil de Gouvernement aurait dû approuver lesdits plans d'action et les transmettre à la Commission européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la procédure d'élaboration et d'approbation des trois plans d'action?

- Quand est-ce que l'adoption définitive des trois plans d'action aura lieu?

Réponse (3.3.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les trois plans d'action furent adoptés dans leurs versions initiales en date du 9 janvier 2009 par le Conseil de Gouvernement.

Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, l'enquête publique a été lancée en février 2009 et fut accompagnée de deux séances d'information. La première a eu lieu le 16 mars 2009 à Sandweiler, axée sur le projet de plan d'action aéroport, et la deuxième à Schifflange le 1^{er} avril 2009, ciblée sur les projets de plan d'action rail et route. Pendant la période de l'enquête publique, la population avait la possibilité d'introduire son avis et ses commentaires auprès de 32 communes pendant 60 jours. Le délai de réponse pour les communes, d'une durée de 60 jours, imparti par la loi, fut dépassé par certaines communes.

Parmi les communes sollicitées, 31 ont fait parvenir leur avis au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions. Dix communes ont approuvé le plan d'action dans sa forme initiale, alors que les autres ont formulé un certain nombre d'observations. Suite aux observations obtenues, les plans ont été adaptés ponctuellement.

J'ai le plaisir de pouvoir vous annoncer que les plans sont en train d'être finalisés sur base d'échanges interdépartementaux et interministériels. Compte tenu

de la situation actuelle, une version définitive des plans sera soumise au Conseil de Gouvernement pour adoption au cours du premier trimestre 2010.

Question 0418 (27.1.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant **fonds pour la préservation du site Auschwitz-Birkenau**:

On célèbre en ce 27 janvier 2010 le 65^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Les rescapés des camps de concentration sont de moins en moins nombreux, ce qui rend d'autant plus urgente la mise en place d'institutions et d'organismes capables d'assurer la pérennité du souvenir des atrocités commises.

Or, les capacités financières du camp d'Auschwitz-Birkenau, malgré le grand nombre de visiteurs (dont de très nombreuses classes de jeunes), ne sont pas suffisantes pour assumer les travaux nécessaires pour maintenir le vaste site en état.

Le Parlement de Pologne a ainsi lancé un appel à de nombreux pays pour constituer un fonds permettant d'assurer l'autofinancement des travaux permettant la conservation du site d'Auschwitz-Birkenau. Ce fonds devrait réunir un montant de 120 millions d'euros, somme permettant de mettre à disposition des gestionnaires du site un montant de 4 à 5 millions d'euros par an.

Le Grand-Duché de Luxembourg a également un devoir de mémoire par rapport aux camps de concentration en général, et par rapport au camp d'Auschwitz-Birkenau en particulier. De nombreuses victimes, de nationalité luxembourgeoise ou déportées depuis le Luxembourg, ont souffert et ont péri dans ces camps. Par ailleurs, des jeunes suivant des cours dans les lycées luxembourgeois s'y rendent régulièrement et ces visites bouleversantes ne peuvent que les renforcer dans leur volonté de préserver les acquis de la démocratie et les valeurs liées aux droits de l'Homme.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Le Luxembourg entend-il contribuer au fonds pour la préservation du site d'Auschwitz-Birkenau?

2. Si oui, quel montant que le Grand-Duché va-t-il attribuer à ce fonds?

3. Quels sont les autres efforts que le Grand-Duché a fait et va faire pour contribuer à la préservation des camps dans lesquels les Luxembourgeois ont souffert suite à la barbarie nazie, y compris le camp de Tambov?

Réponse (2.3.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Monsieur le Député voudrait savoir

1. si le Gouvernement est disposé à contribuer au fonds pour la préservation du site d'Auschwitz-Birkenau;

2. quel montant le Gouvernement est disposé à attribuer audit fonds;

3. quels autres efforts le Grand-Duché a faits ou va faire pour contribuer à la préservation des camps dans lesquels des Luxembourgeois ont souffert, y compris le camp de Tambov.

Ad 1 et 2

À ce jour, le Gouvernement n'a pas encore pris de décision définitive quant à la contribution pour la préservation du site d'Auschwitz-Birkenau, de sorte que le montant d'une contribution luxembourgeoise n'a pas encore été fixé. Le Gouvernement a pris connaissance des demandes adressées par le Premier Ministre de la République de Pologne et le Parlement polonais à la communauté internationale pour doter le «Fonds perpétuel» d'une somme de 120 millions d'euros, dont les dividendes permettraient de subvenir aux besoins de restauration des camps d'Auschwitz.

Ad 3

Dans le passé, le Gouvernement a été saisi de demandes de subside pour des restaurations à effectuer dans des camps d'extermination ou de concentration. D'un commun accord avec les anciens prisonniers politiques, l'attitude générale a été de dire que cette tâche revenait aux responsables de la création de tels camps.

Néanmoins, au début des années 90, le Luxembourg a octroyé deux millions de francs luxembourgeois pour financer des travaux urgents de conservation du site d'Auschwitz.

Ensemble avec l'Amicale des anciens déportés (Émgesiedelt) un subside de 50.000 euros a été accordé à la «Fondation de Lubiaz» qui gère l'ancien monastère de Leubus, premier lieu de déportation en 1942, en vue d'y créer un mémorial de la déportation. Une partie des fonds sont utilisés à des travaux de rénovation de deux salles pour pouvoir y installer une exposition sur la déportation.

En ce qui concerne le camp de Tambov (camp soviétique de prisonniers de guerre N°188), où plus de 1.000 Luxembourgeois étaient internés et où 167 d'entre eux sont décédés, il faut constater que ce camp a été démantelé après sa fermeture et qu'il n'y a donc pas lieu à procéder à une restauration.

Question 0419 (27.1.2010) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **vignes hybrides**:

Les cépages hybrides ou interspécifiques (de: hybride oder interspezifische Rebsorten) sont des variétés de vignes issues d'un croisement et aux caractéristiques particulières, telle qu'une meilleure résistance au froid et surtout une résistance aux maladies très répandues (oïdium et mildiou). Leur origine se trouve dans l'Europe du XIX^e siècle, où le phylloxéra d'Amérique du Nord décimait rapidement les vignes européennes. La réponse de la viticulture fut alors de croiser leurs vignes avec des variétés américaines insensibles au phylloxéra.

Ces hybrides furent un temps à la mode puis délaissés, découragés ou interdits par après. Des recherches sur de nouveaux croisements ont néanmoins continué dans plusieurs pays et ont abouti à de nouvelles variétés aux caractéristiques plus poussées, issues de croisements multiples: les cépages interspécifiques.

Du point de vue écologique, les résistances naturelles de ces variétés permettent de réduire fortement, voire d'abandonner complètement le traitement

chimique intensif des vignes traditionnelles. Elles peuvent aussi contribuer à rendre la viticulture biologique plus attractive.

Or, la législation luxembourgeoise ne permet pas de plantation, sauf à titre expérimental et sur une surface très limitée. La Suisse, la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche ont par contre autorisé des variétés interspécifiques. Sur plusieurs centaines de variétés, la législation européenne concernant l'organisation commune du marché vitivinicole n'interdit en effet que six variétés, à savoir: Noah, Othello, Isabelle, Jacquez, Clinton et Herbemont.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre en charge de la Viticulture:

- Pour quelle raison les gouvernements précédents n'ont pas autorisé de variété interspécifique dans le registre national?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est favorable à une légalisation de certains cépages interspécifiques, vu leur impact environnemental bénéfique et une diminution considérable des produits chimiques phytosanitaires nécessaires? Dans l'affirmative, à quelle échéance?

- Combien de vignerons luxembourgeois cultivent actuellement ou ont cultivé des vignes interspécifiques à titre expérimental? De quelles variétés s'agit-il et depuis combien de temps sont-elles cultivées?

- Est-ce que le Ministère effectue régulièrement une évaluation qualitative des cultures expérimentales? Si oui, quel en est le bilan?

Réponse (1.3.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La question de l'honorable Député appelle les réponses suivantes de ma part:

- Les représentants de la profession viticole étaient plutôt opposés à inscrire ces cépages dans la liste des cépages autorisés pour la production de vin dans le cadre de la Marque Nationale des vins. Ils argumentaient qu'il est préférable d'attendre des résultats concluants des essais menés par l'Institut viti-vinicole avec les cépages interspécifiques dans nos conditions climatiques et pédologiques. Toutefois, quelques vignerons avaient déjà manifesté leur intérêt pour ces cépages dans les années 1990.

- L'Institut viti-vinicole a mis en place depuis 1992 des essais d'aptitude culturelle pour les cépages interspécifiques de la deuxième génération.

Les cépages suivants ont montré une bonne aptitude culturelle et donné un vin avec des qualités organoleptiques intéressantes:

Merzling (résistance contre le Botrytis cinerea parfois insuffisante!)

Johanniter (résistance contre le Botrytis cinerea parfois insuffisante!)

Bronner

Regent

Rondo

D'un point de vue qualitatif, rien ne s'oppose à inscrire ces cinq cépages dans la liste des cépages autorisés.

Nous n'avons pas encore de résultat pour le cépage Cabernet Cortis qui a été planté en 2009.

Il est prévu de planter en 2011 les nouveaux cépages interspécifiques de la troisième génération.

Ces cépages interspécifiques permettent d'économiser de façon substantielle les intrants, surtout en matière de produits phytosanitaires.

À la lumière des résultats concluants des essais menés par l'Institut viti-vinicole en matière de cépages interspécifiques, le Ministre est favorable à autoriser certains cépages interspécifiques pour la production de vins.

Dans le cadre de l'exécution de la nouvelle organisation communautaire du marché vitivinicole établie par le Règlement (CE) N°479/2008 du Conseil du 29 avril 2008 portant organisation commune du marché vitivinicole, la réglementation nationale en cette matière va être révisée en 2010 et 2011. Plusieurs solutions sont envisageables en ce qui concerne l'autorisation de ces cépages pour la production de vins. Le Ministre souhaite que ces solutions soient élaborées et discutées ensemble avec les représentants de la profession viticole.

Par ailleurs, l'Institut viti-vinicole a déjà entamé des discussions, des dégustations et des formations en cette matière avec la profession viticole.

- Le règlement grand-ducal du 6 mai 2004 fixant les variétés de vignes et certaines pratiques culturales et œnologiques prévoit à l'article 3 la possibilité de planter des cépages non autorisés au Grand-Duché de Luxembourg:

«La plantation des cépages non autorisés est soumise aux conditions suivantes:

- des contrats de culture individuels doivent être conclus entre l'Institut viti-vinicole et les personnes physiques ou morales ou groupements de personnes ayant l'intention de procéder à une telle plantation;

- ces contrats doivent être conclus avant la plantation et porter sur une durée minimale de cinq ans;

- ces contrats ne peuvent porter que sur une superficie maximale de dix ares par cépage et par exploitation;

- les personnes physiques ou morales ou groupements de personnes visés à l'alinéa précédent s'engagent à mettre annuellement à la disposition de l'Institut viti-vinicole, selon des modalités à fixer par celui-ci, des échantillons en vue d'un suivi analytique et organoleptique;

- les produits provenant d'une variété de vigne pour laquelle des recherches scientifiques ou des examens de l'aptitude culturelle sont en cours ne peuvent servir qu'à la production de vin de table sans indication géographique et ne peuvent en aucun cas être coupés avec un v.q.p.r.d. ou un produit apte à produire un v.q.p.r.d.»

Certains vignerons ont manifesté leur intérêt pour ces cépages. Ainsi dix ares de Regent et dix ares de Merzling ont été plantés dans la région de Niederdonven. La qualité de ces vins doit être bonne étant donné qu'ils réalisent un prix de 10 €/bouteille. Le vignoble a été planté en 2004 dans une terrasse peu accessible avec le tracteur viticole. D'autres exploitations ont entre-temps manifesté leur intérêt pour planter les cépages interspécifiques suivants et souhaitent leur inscription sur la liste des cépages autorisés:

- Cabernet blanc

- Pinotin

- Regent



- Rondo
- Merzling
- En conclusion, rien ne s'oppose à inscrire les cépages interspécifiques les plus prometteurs sur la liste des cépages autorisés. À la lumière des résultats concluants de nos essais, le Ministre est favorable à autoriser des cépages interspécifiques pour la production de vins. Toutefois, il est indispensable que ces autorisations soient discutées ensemble avec les représentants de la profession viticole. Dans le cadre de l'exécution de la nouvelle organisation communautaire du marché vitivinicole établie par le règlement (CE) N°479/2008 du Conseil précité, la réglementation nationale en cette matière va être révisée au plus tard 2011.

Question 0420 (27.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **Centre virtuel de cancérologie (CVC)**:

Seit vielen Jahren existiert die Idee, eine gemeinsame virtuelle Infrastruktur für die Krebsforschung zu schaffen. Ziel eines solchen nationalen CVC (Centre virtuel de cancérologie) sollte unter anderem die gemeinsame Auswertung von Behandlungsergebnissen oder auch das Einholen von Zweitmeinungen von „Centres d'excellence“ aus dem Ausland sein.

Nach nun rund zehn Jahren „Pilotprojekt“ möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie weit ist diese Infrastruktur des CVC heute in die Forschung mit eingebunden?

- Welchen konkreten und quantifizierbaren Nutzen können Krebspatienten aus Luxemburg aus dieser innovativen Struktur ziehen?

- Welche Rolle hat das Gesundheitsministerium beim Aufbau des Luxemburger CVC übernommen?

- Wie viel hat diese Infrastruktur gekostet? Wie teilen sich die einzelnen Zuschüsse und Subsidien auf?

- Wem gehört die Infrastruktur? Wer entscheidet über die Weiterentwicklung? Existieren Pläne, die Infrastruktur weiter auszubauen? Wenn ja, in welchem Maße?

- Welche Dienstleistungen bietet das CVC direkt für betroffene Patienten an?

- Ist der Minister persönlich mit diesem Projekt zufrieden?

Réponse (5.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Il y a quelques années, la Fondation luxembourgeoise contre le cancer avait poursuivi le projet d'un Centre de cancérologie virtuel et avait investi dans la recherche d'un logiciel adéquat, dont le but était la mise en commun et l'évaluation commune des résultats des différentes stratégies thérapeutiques appliquées aux patients cancéreux au Luxembourg, en vue d'une amélioration constante de la qualité des prises en charge. Malheureusement ce projet intéressant n'a pas abouti.

Avec l'introduction du nouveau plan hospitalier, nous avons entamé la réflexion sur la création de centres de compétences et d'excellence dans plusieurs domaines dont la cancérologie. Dans le cadre de ces réflexions, l'idée de centres de compétences virtuels est actuellement discutée.

Question 0421 (27.1.2010) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant le **train pendulaire entre Bruxelles et Luxembourg**:

Selon un article paru récemment dans le magazine «paperJam», la Ministre belge des Entreprises publiques estime que les travaux d'infrastructure qui permettront de faire circuler un train pendulaire sur la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg peuvent commencer. En effet, il semble que ces travaux d'infrastructure nécessitent un investissement limité et permettront de ramener le temps de parcours entre les deux capitales à 2h15, ce qui correspond à un gain de 22 minutes au moins sur les liaisons existantes.

Cependant l'utilisation de trains du type «Pendolino» est présentée comme une alternative «au délinant projet EuroCap-Rail, qui ne résistait à aucune analyse technique»

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la décision de la Ministre belge de faire réaliser des travaux en vue de l'utilisation d'un train pendulaire sur la ligne Bruxelles-Luxembourg?

- Est-ce que des travaux d'infrastructure seront nécessaires dans le contexte de ce même projet sur le territoire luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le projet EuroCap-Rail rencontre des problèmes d'ordre technique? Dans l'affirmative, le projet EuroCap-Rail serait-il remis en question, d'autant plus qu'une alternative relativement économique semble exister?

- Dans le cadre du projet EuroCap-Rail, une modernisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen est prévue. Monsieur le Ministre estime-t-il que ces travaux d'infrastructure doivent être réalisés indépendamment du projet EuroCap-Rail pour garantir la sécurité sur ce tronçon du réseau ferroviaire?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Roger Negri s'enquiert au sujet de la circulation de trains pendulaires sur la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg.

Les travaux de modernisation, qui sont actuellement en train d'être réalisés par le gestionnaire de l'infrastructure belge «Infrabel», réduiront le temps de parcours entre Bruxelles et Luxembourg de 20 minutes par rapport à la situation actuelle. La fin des travaux en question est prévue pour 2014. Par ailleurs, l'utilisation de trains pendulaires sur cette ligne diminuerait ce temps de parcours de huit minutes supplémentaires. Or, la mise en service de ces trains est conditionnée par des travaux d'infrastructure supplémentaires évalués à quelque 22,7 millions d'euros. Selon un communiqué de presse du 28 janvier 2010 d'Infrabel, il en ressort que celle-ci a décidé de réaliser ces travaux.

Après réalisation de tous ces travaux et en cas d'utilisation de trains pendulaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg, le temps de parcours sur cette relation sera de 1h50.

Une étude commune de rentabilité d'un service en trains pendulaires entre la SNCB, les CFL, la SNCF et les CFF est en cours. Les résultats sont attendus pour printemps 2010.

Pour la circulation de trains pendulaires, aucun travail d'infrastructure supplémentaire n'est nécessaire du côté luxembourgeois. Les travaux de modernisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen, prévus dans le cadre du projet EuroCap-Rail, seront réalisés comme prévu et ceci indépendamment d'une décision de mise en circulation éventuelle de trains pendulaires.

Question 0422 (28.1.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**approvisionnement en sel de déneigement**:

Selon mes informations, les services des Ponts et Chaussées luxembourgeois ne se voient plus approvisionner en sel de déneigement de la part de leur fournisseur.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Quelles sont les mesures qui sont envisagées en vue d'assurer l'entretien hivernal des voiries étatiques et communales en cas de période prolongée de neige ou de gel?

Question 0426 (29.1.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**approvisionnement en sel de déneigement**:

Je viens d'apprendre qu'il existe actuellement des difficultés en matière d'approvisionnement en sel de déneigement et que, par conséquent, le service d'hiver risque d'en souffrir sensiblement sous peu.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelle a été l'évolution du stock national de sel de déneigement depuis la mi-décembre 2009 jusqu'à aujourd'hui?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur l'évolution du prix du sel durant les dernières semaines?

- Quels sont les fournisseurs du sel de déneigement et quels sont les engagements contractuels avec ceux-ci?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner combien de sel a été employé en moyenne ces dernières années? Quelle est la consommation depuis la mi-décembre jusqu'à ce jour?

- Quels sont les cantons les plus touchés par la pénurie de sel de déneigement?

- Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre se propose d'entreprendre à court terme pour remédier à cette situation et pour éviter une pénurie à l'avenir?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés André Bauler et Gilles Roth au sujet de l'approvisionnement en sel de déneigement, il y a lieu de préciser que l'administration des Ponts et Chaussées a effectivement connu des difficultés d'approvisionnement en sel de déneigement en quantités suffisantes à

partir de la mi-janvier 2010 et les services ont dû recourir à l'utilisation de la totalité du sel en stock (3.000 to) aménagé en novembre/décembre 2009 au port de Mertert.

En effet, en raison des situations d'hiver pires dans les pays avoisinants et d'une surchauffe de la demande, la distribution de sel était partout devenue incontrôlable.

En mi-décembre, tous les stocks et silos des Ponts et Chaussées étaient approvisionnés à 100% et une réserve constante de 3.000 to de sel était à disposition de l'administration.

À partir de la mi-janvier, ce stock fut peu à peu utilisé et au début du mois de février il a été complètement épuisé. Toutefois, les fournisseurs arrivaient à ce moment à fournir de nouvelles livraisons dans un court délai.

En ce qui concerne l'évolution du prix du sel, celui-ci constitue un prix fixe pour les différents produits ou qualités de sel négocié par le fournisseur dans le bordereau des prix de la soumission publique, à l'exception des hausses légales prévues dans le cadre de la loi sur les marchés publics.

Les fournisseurs des différents produits pour le traitement hivernal du réseau étatique de la voirie sont engagés par la voie de soumission publique.

Les engagements contractuels ad hoc concernant qualité, délais de livraison, stocks, etc., sont réglés par la législation sur les marchés publics en vigueur et par le cahier spécial des charges approuvé annuellement par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Les moyennes en consommation de sel de déneigement des derniers hivers - pour tout le réseau de la grande voirie ainsi que de la voirie étatique normale - peuvent être chiffrées à 36.000 to.

Pour la phase 2009/2010 - fin novembre 2009 à début février 2010 - une quantité totale de 32.200 to de sel ont été épandues.

Une distinction entre différents cantons pour les pénuries ne peut se faire, tous ayant été touchés en l'occurrence. À noter que les services régionaux des Ponts et Chaussées s'aident entre eux en cas de difficultés d'approvisionnement régional grâce à la gestion centralisée des stocks disponibles.

Notre pays ne disposant pas de propres gisements de sel, les problèmes d'approvisionnement étaient en relation directe avec les ruptures de stocks dans nos pays voisins, de sorte qu'à court terme il y a intérêt à garder des lignes d'approvisionnement multiples afin de ne pas dépendre d'un seul site de production.

Question 0423 (29.1.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant l'**avancement des mesures de dépollution dans les environs de l'aire de Berchem**:

En date du 25 mars 2009 j'avais soulevé dans ma question parlementaire N°3252 (cf. *compte rendu N°13/2008-2009*) que les environs de l'aire de Berchem, et plus précisément au lieu-dit «a Gärtchen» sont fortement pollués par les eaux usées des stations de services voisines. Dans leur réponse commune, le Ministre de

L'Environnement, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ainsi que le Ministre des Travaux publics avaient annoncé une série d'études et de mesures à prendre afin de remédier aux pollutions. La situation restait largement inchangée en septembre 2009 ce qui m'a amené à poser la question parlementaire N°0096 (cf. *compte rendu N°4/2009-2010*) à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures sur l'avancement des mesures annoncées.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre a confirmé que 4.000 m³ de terre sont toujours polluées. Cependant des mesures concrètes de dépollution ne sauraient être entamées avant que les résultats d'une étude technique confiée à une société luxembourgeoise et une société allemande ne soient disponibles. Depuis la première réponse de Monsieur le Ministre presque une année s'est écoulée sans que la situation semble avoir beaucoup évolué.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement de l'étude en question?

- Est-il exact que les travaux de cette étude n'ont toujours pas été clôturés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ce retard?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures retenues afin de remédier à la pollution et sur les délais de leur mise en œuvre?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que les études qui sont actuellement en cours concernent plusieurs domaines:

- Fixation du procédé de traitement des eaux de surfaces.

- Dimensionnement hydraulique des bassins.

- Études statiques des constructions.

- Études d'implantation des bassins sur le site et des droits de passage des fossés ouverts et des conduites enterrées.

Les études concernant le premier point sont terminées. Le procédé de traitement retenu est le suivant:

Le problème des installations en place étant le colmatage prématuré des filtres des déshuileurs à cause de la présence de sédiments venant principalement des aires de stationnement, il fallait éliminer ces sédiments avant de charger les déshuileurs. La solution consiste en l'intercalation de bassins de traitement à lamelles du type HydroMesi (Brevet Steinhart) qui peuvent traiter des grands débits avec un encombrement réduit et des pertes de niveau faibles. Le bassin comprend un piège à cailloux, sables et autres éléments solides et une chambre de traitement séparée par une paroi plongeante et équipée de lamelles que les eaux traversent du bas vers le haut. Les lamelles retiennent les sédiments et les hydrocarbures qui y adhèrent.

rent et les parties légères et flottantes restent en surface. Ce bassin sera dimensionné pour les particules de 25 µ. Il sera doté dès le départ d'une possibilité d'extension de 50% permettant soit d'augmenter le volume des eaux à traiter, soit de diminuer la taille des particules à éliminer.

Devant ce bassin à lamelles se trouve un bassin de rétention destiné à régulariser les flux de chargement du séparateur à lamelles. Le volume de ce bassin sera augmenté d'environ 50%.

Les eaux quittant le séparateur à lamelles sont dirigées vers les déshuileurs et, si la différence de niveau le permet, vers un bassin de filtration biologique. Ce bassin peut aussi être remplacé par un fossé ouvert.

Les études concernant les trois autres points sont en cours. L'implantation des bassins souterrains exige encore la réalisation d'une campagne de sondage géotechnique qui n'a pas pu se faire à cause des conditions météorologiques hivernales.

Pour terminer toutes ces études il faut compter deux à trois mois.

Une fois l'ensemble des études terminées il y a lieu de fixer une clé de répartition des coûts entre le propriétaire du site et l'exploitant des aires de services.

Pour la réalisation des travaux proprement dits il faut compter entre douze et 18 mois.

Question 0424 (29.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **filière de soins**:

In den beiden letzten Regierungsprogrammen wurde der Aufbau der Versorgungskette (Filière de soins) als wichtiger Punkt für eine Verbesserung des Gesundheitswesens hervorgehoben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie stellt sich das Konzept «Filière de soins» im nationalen Gesundheitssystem dar?

- In welchen Versorgungsbereichen funktionieren in der alltäglichen Praxis bereits solche Versorgungsketten?

- Wo kann sich der Patient unabhängige Informationen über diese Versorgungsketten beschaffen?

- Wie funktionieren diese Versorgungsketten konkret und was ist der geschaffene Mehrwert?

- Wie steht es mit dem Prinzip der freien Wahl des Dienstleisters durch den Patienten?

- Wie werden die «Filières de soins» informatisch umgesetzt?

- Gibt es konkrete Konzepte für eine interoperationelle Anwendung der Patientenakte im Sinne der «Filière de soins»?

Réponse (12.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Des filières de soins ont effectivement commencé à se constituer et fonctionnent actuellement également de façon informelle dans le cadre des établissements hospitaliers. Dans certains domaines, ces filières fonctionnent d'ailleurs ensemble avec le secteur extra-hospitalier et/ou ambulatoire. Ceci se passe par

exemple dans le domaine de la psychiatrie, de la médecine palliative ou de la prise en charge de l'accident cérébral.

Cependant, il m'importe de formaliser cette forme de prise en charge et de l'étendre à d'autres domaines, impliquant des intervenants multiples, tel que la prise en charge de patients oncologiques ou la gériatrie.

Dans le cadre de la réforme de l'Assurance maladie et de la révision de la législation hospitalière, nous sommes actuellement en train de réfléchir à la concrétisation de ce concept de la filière de soins, dont l'aboutissement pourrait être, dans certains cas, l'organisation de centres de compétences.

Question 0425 (29.1.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**airtramp**:

L'airtramp est une sorte de grand matelas gonflable qui permet un emploi éducatif, rééducatif ou une utilisation en thérapie psychomotrice.

J'aimerais, conformément au règlement de la Chambre des Députés, poser une question parlementaire à Mesdames les Ministres de la Famille et de l'Éducation nationale.

- Est-il possible de déterminer combien d'airtramps les différents services de l'État possèdent? Est-il possible de déterminer, à travers les subventions accordées ou à travers d'autres mesures, combien d'airtramps se trouvent dans des structures paraétatiques ou privées?

- Une formation est-elle nécessaire pour utiliser cet outil? Dans l'affirmative, sur quoi cette obligation de formation est-elle concrètement fondée? Quelle est la durée de cette formation? Qui dispense cette formation? À qui s'adresse essentiellement cette formation?

Réponse commune (8.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'airtramp est un équipement destiné à l'éducation et la rééducation psychomotrices.

Le relevé en annexe donne un aperçu des airtramps répertoriés au Grand-Duché de Luxembourg.

Comme cet outil est utilisé entre autres dans le cadre de la prise en charge d'enfants et de jeunes à constitution physique fragile, une formation préalable de la part du personnel encadrant est requise. Elle présente les concepts et méthodologies pour l'utilisation de l'airtramp, initie aux exercices relatifs à l'équilibre, à la coordination psychomotrice et à l'intégration sensorielle, et sensibilise à d'éventuelles contre-indications. La majorité des participants travaillent dans le domaine pédagogique, socio-éducatif et des soins.

La formation d'une vingtaine de leçons est organisée par le «Lëtzebuurger Aktiounskrees Psychomotorik» (LAP), le Lycée Technique pour Profession de Santé (en tant que partie intégrante de la formation de base des infirmiers psychiatriques et pédiatriques) et par l'Université de Luxembourg (dans le cadre d'un cours d'approfondissement pour le futur personnel enseignant de

l'école fondamentale). Le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT), l'Entente des Foyers de Jour (EFJ), le SIPO et le Service de formation continue du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) organisent en la matière des cours de formation professionnelle continue.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0427 (29.1.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **intentions de l'opérateur de la bourse de Francfort de supprimer jusqu'à 10% de ses emplois en Allemagne et à l'étranger**:

Selon le quotidien «Handelsblau», l'opérateur de la bourse de Francfort envisage de supprimer jusqu'à 10% de ses emplois, soit plus de 300 postes de travail. La baisse des volumes liée à la concurrence des plates-formes alternatives et à la désaffection des investisseurs semblent être à l'origine d'une telle décision. Selon le quotidien financier, la «Deutsche Börse» aurait déjà décidé d'externaliser les activités de Clearstream International, une filiale de sa chambre de compensation.

Dans, ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement est au courant de la suppression de postes envisagée par la «Deutsche Börse» et des implications de celles-ci au niveau de Clearstream Luxembourg?

- Plus précisément, si le Gouvernement est à même d'informer le soussigné sur le nombre exact de postes visés par la suppression au Luxembourg?

Réponse (10.3.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Le Gouvernement n'est pas au courant d'une suppression de postes auprès de la société Clearstream Luxembourg suite à l'intention de la «Deutsche Börse» de supprimer jusqu'à 10% de son effectif.

Il est bien sûr entendu que toutes les instances compétentes et concernées, et notamment le Comité de conjoncture, suivront avec attention l'évolution de ce dossier.

Question 0428 (29.1.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **inscriptions à l'Institut national des Langues (INL)**:

Il ressort de divers articles de presse que lors de la première journée d'inscriptions pour le semestre de printemps, l'Institut national des Langues (INL) a été complètement débordé et que certaines personnes ont dû attendre pendant des heures avant de pouvoir s'inscrire pour le cours désiré.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de personnes ont pu s'inscrire pour les cours offerts par l'INL? Est-ce que toutes les demandes ont pu être satisfaites? Dans la négative, combien de demandes d'inscriptions n'ont pas pu être retenues?

- Est-il prévu de la part de l'INL d'organiser des cours supplémentaires afin de répondre à la grande demande?

- Par quels moyens l'INL entend-il éviter un tel chaos lors de la prochaine séance d'inscription? Est-il notamment prévu d'offrir la possibilité de s'inscrire par internet?

Réponse (24.2.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les inscriptions relatives aux cours de langues du semestre de printemps 2010 à l'Institut national des Langues, se sont effectuées en deux étapes. À la lumière de l'organisation administrative actuellement en place et du calendrier de l'année académique, déterminé de façon exogène, la procédure des inscriptions prévoit une phase de prise de rendez-vous en vue d'une évaluation et d'un entretien avec un enseignant qui oriente les candidats vers un cours répondant à son niveau en langues et à ses objectifs.

Les journées de prise de rendez-vous se sont déroulées sur cinq jours ouvrables respectivement du 25 janvier au 29 janvier 2010 de 08h00 à 16h45 sans interruption. La journée du lundi 25 janvier a été marquée par un afflux sans précédent de personnes intéressées.

La logistique opérationnelle en place a été telle que tous les demandeurs potentiels se trouvant encore vers 17h00 dans l'enceinte du bâtiment de l'Institut national des Langues ont été encadrés et servis jusqu'à 19h00. Tous ont eu un rendez-vous. C'est ainsi que pendant cette seule journée, la distribution d'un total de 841 rendez-vous a été opérée et qu'un nombre de 650 réinscriptions se sont effectuées. À noter, qu'au soir du 25 janvier il ne restait plus de places disponibles pour les cours de débutants en langues luxembourgeoise et anglaise. À partir de la 2^e journée, la demande a été en décroissance continue. Le mardi 26 janvier le nombre de personnes briguant des rendez-vous s'est atténué pour atteindre un niveau de 450 rendez-vous distribués. Durant toute la phase de prise de contact (4^e semaine du calendrier), un total de quelque 2.000 rendez-vous individuels a été assigné aux apprenants potentiels, ceci tous départements linguistiques confondus. S'y ajoutent encore environ 2.000 réinscriptions de personnes qui ont suivi les cours du semestre d'hiver.

En principe, chaque candidat, auquel a été attribué un rendez-vous, a pu être inscrit dans un cours, à moins que les disponibilités et horaires des cours ne correspondent pas aux disponibilités des candidats. En pareil cas, les personnes sont considérées comme prioritaires en cas de vacances dans un cours ou lors de l'ouverture de nouvelles classes.

L'offre en prestation esquissée par l'Institut national des Langues est fonction des possibilités et des disponibilités en matière de ressources humaines et de structures d'accueil.

Dans un souci de rationalisation et de simplification administrative, notamment dans le traitement condensé des demandes, la stratégie directionnelle à implémenter à moyen terme se décline en deux volets.

D'une part, l'Institut national des Langues, de concert avec le Centre de technologie de l'Éducation, s'est investi dans le déve-

loppement et l'adaptation d'une panoplie d'outils informatiques permettant de réagir de manière adaptée à un marché en croissance continue, ceci pour satisfaire les demandes au niveau des inscriptions. Dans cette optique une première application informatique dans le cadre des inscriptions en ligne a été testée durant les journées des 5, 8 et 9 février 2010, ceci dans le cadre restreint du département de la langue allemande. Une institution de ce nouveau logiciel s'exécutera dans la mesure du possible, à plus grande échelle dans les mois à venir.

D'autre part, et afin d'accompagner la révision informatique des structures administratives traditionnelles, des changements au niveau de la politique des ressources humaines sont prévus et sur le point d'être exécutés. Ainsi, les équipes en place seront étoffées par de nouveaux collaborateurs qui apporteront des connaissances spécifiques dans différentes matières.

Question 0429 (1.2.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant la **rage**:

Il paraît que récemment un renard mort soupçonné d'être atteint de rage aurait été trouvé à l'est du pays. En attendant les résultats des examens, une certaine inquiétude s'est fait ressentir au sein de la population face aux risques de cette maladie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelles sont les procédures qui sont déclenchées lorsqu'un cas de rage est signalé aux autorités?

- Où les examens évoqués sont-ils effectués? Quels sont les délais d'attente pour les résultats officiels?

- À supposer que les examens confirment qu'un animal est atteint de rage, quelle est la procédure à respecter pour informer la population et prendre les mesures sanitaires nécessaires?

Réponse (25.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La rage est une maladie d'origine virale, répartie sur la planète entière. Les animaux sauvages, et surtout le renard constituent le réservoir naturel de ce virus. Dans nos contrées, cette maladie a quasiment disparu suite aux campagnes de vaccination des renards.

L'être humain peut attraper la maladie s'il est mordu ou griffé par un animal infecté. La période d'incubation chez l'homme est comprise entre quelques semaines, voire une à deux années.

Au Luxembourg la rage chez l'être humain est une maladie à déclaration obligatoire. Aucun cas de rage humaine n'a pourtant été déclaré dans le cadre du règlement grand ducal modifié du 10 septembre 2004 portant désignation des maladies infectieuses ou transmissibles sujettes à déclaration obligatoire.

Au moment où un cas de rage humaine serait déclaré, la Division de l'Inspection sanitaire de la Direction de la Santé procède en urgence à une enquête, ceci en étroite collaboration avec l'Administration des services vétérinaires; ceci en vue de prendre les mesures de santé publique qui s'imposent.



Toujours est-il qu'il n'existe pas de méthode de diagnostic fiable pré-mortem pour les cas humains. Tout cas de morsure ou de griffade par un animal suspect de rage est traité de façon préventive par vaccination antirabique combinée éventuellement à l'injection d'anticorps spécifiques. Je voudrais rappeler dans ce contexte l'importance des mesures sanitaires préventives qui sont toujours indiquées, et cela même en l'absence d'un cas diagnostiqué. Ainsi, il convient de garder distance par rapport à des animaux sauvages suspects, de recourir à la vaccination antirabique en cas de morsure ou de griffade par un animal suspect, et de procéder au lavage des mains.

À partir du moment où un cas de rage animale est diagnostiqué ou lorsqu'une suspicion de rage est signalée à l'Administration des Services vétérinaires, le vétérinaire-inspecteur compétent ou un agent de l'Administration des Eaux et Forêts remet l'animal au Laboratoire de Médecine vétérinaire.

L'examen pour la rage ainsi que l'examen pour échinococcose (Fuchsbandwurm) et trichines sont réalisés au laboratoire du «Landesamt für Soziales, Gesundheit und Verbraucherschutz» à Sarrebruck en Allemagne. En cas de suspicion, les analyses sont réalisées sans délai.

En cas de suspicion de la rage, les personnes ayant été en contact avec l'animal sont retracées et le médecin-inspecteur de la direction de la Santé mène une enquête épidémiologique pour décider s'il y a lieu à vaccination ou pas. Pour le cas où la rage devrait se voir confirmée, la vaccination des personnes est poursuivie.

Je voudrais finalement informer l'honorable député que les 2 renards trouvés morts à l'Est du pays (Mompach et Betzdorf), ont été transmis au Laboratoire de Médecine Vétérinaire au mois de novembre 2009.

Aucun des deux renards n'a été déclaré suspect à la rage après avoir été analysé en routine à Sarrebruck avec résultat négatif pour rage, échinococcose et trichines.

Par ailleurs, le résultat du laboratoire est toujours diffusé aux personnes concernées qui figurent sur la fiche d'accompagnement d'analyse pour le laboratoire.

Question 0430 (2.2.2010) de **Mme Vera Spautz (LSAP)** concernant le **licenciement collectif auprès d'une d'entreprise de sécurité au Luxembourg**:

Selon des sources syndicales, une entreprise prestataire de services de sécurité et de surveillance au Luxembourg procède depuis des mois à des licenciements de l'ordre de cinq personnes par mois.

Selon l'Art. L.166-1. (1) du Code du Travail, on entend par «licenciement collectif» les licenciements effectués par un employeur lorsque le nombre de licenciements envisagés est:

- pour une même période de trente jours, au moins égal à sept salariés;
- pour une même période de quatre-vingt-dix jours, au moins égal à quinze salariés.

La stratégie appliquée par l'entreprise en question permet de rester en dessous de ces limites et d'échapper à la négociation et à l'établissement d'un plan social.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces pratiques? Dans l'affirmative, de quels moyens dispose-t-il afin d'y remédier?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une réforme législative soit nécessaire afin de rendre plus contraignants les critères définissant un «licenciement collectif», dans le but d'exclure les tentatives visant à saper l'esprit législatif en la matière?

Réponse (8.3.2010) de **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration**:

Si le Code du travail définit un seuil précis pour les licenciements collectifs devant faire l'objet de la négociation d'un plan social, celui-ci peut être contourné par le biais d'un étalement dans le temps des décisions.

En effet, un certain nombre d'entreprises échelonnent leurs licenciements en vue d'éviter de tomber sous les dispositions légales prévues en matière de licenciements collectifs.

Dans cette optique, il convient de rappeler que la législation en la matière ne prévoit pas seulement les deux critères définissant le licenciement collectif, à savoir le licenciement de sept salariés dans une période de trente jours ou de quinze salariés dans une période de quatre-vingt dix jours, mais elle précise également et pour les deux cas que d'autres cessations de travail intervenues à l'initiative de l'employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne du salarié peuvent être assimilées aux licenciements, à condition que les licenciements réels soient au nombre de quatre.

Considérant ce qui précède, une réduction supplémentaire des seuils minima ne semble pas opportune dans le cadre de la notion de licenciement collectif.

Certes, il sera étudié comment on pourra mieux éviter le contournement de la procédure en matière de licenciement collectif.

Il convient de rappeler par ailleurs que les licenciements individuels pour des raisons non inhérentes à la personne doivent être notifiés au secrétariat du Comité de Conjoncture conformément à l'article L. 511-27 du Code du travail, et que des pratiques telles que décrites par l'honorable Députée sont étroitement surveillées par le secrétariat de ce Comité qui au besoin peut proposer une intervention auprès de l'entreprise.

Question 0431 (2.2.2010) de **M. Jean-Paul Schaaf (CSV)** concernant la **procédure d'émission des fiches de retenue d'impôt**:

Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'Administration des Contributions directes est en charge de l'émission des fiches d'impôt pour tous les salariés et pensionnés habitant ou ayant habité la ville de Luxembourg à partir du 30 septembre 2009, ainsi que pour leur conjoint séparé quelle que soit la commune de résidence de celui-ci.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre des Finances:

- À l'avenir, l'Administration des Contributions directes va-t-elle également émettre les fiches d'impôt des résidents des autres communes du Luxembourg et le cas échéant dans quel délai?

- Les communes vont-elles garder une responsabilité quelconque dans l'établissement respectivement la modification des fiches de retenue d'impôt?

- Est-ce qu'une telle modification aura d'éventuelles conséquences sur le recensement fiscal annuel effectué par les communes?

Réponse (1.3.2010) de **M. Luc Frieden, Ministre des Finances**:

L'Administration des Contributions directes vient de réaliser, notamment ensemble avec la ville de Luxembourg, un projet-pilote qui permet l'établissement des fiches de retenue d'impôt pour les salariés et pensionnés habitant ou ayant habité la ville de Luxembourg à partir du 30 septembre 2009, ainsi que de celles de leurs conjoints séparés (indépendamment de leur commune de résidence).

L'objectif de ce projet-pilote était double:

- transférer, par la mise en place d'un nouveau système informatique, l'établissement des fiches de retenue d'impôt de la ville de Luxembourg vers l'Administration des Contributions directes et
- abolir, par la suite, le recensement fiscal pour la ville de Luxembourg.

Ce projet-pilote a abouti par l'établissement des fiches de retenue pour la population indiquée ci-dessus à partir de l'année fiscale 2010.

L'Administration des Contributions directes a, dès à présent, démarré la phase 2 du projet qui envisage d'étendre son nouveau système informatique à l'ensemble des salariés et pensionnés résidents et ce en vue de transférer vers l'Administration des Contributions directes l'établissement des fiches de retenue d'impôt à partir de l'année d'imposition 2012. Le gain pour chacune des administrations communales sera identique à celui de la ville de Luxembourg, à savoir:

- plus aucune responsabilité quelconque dans l'établissement et dans la modification des fiches de retenue d'impôt à partir de l'année d'imposition 2012 et
- abolition, par la suite, du recensement fiscal pour l'ensemble du pays.

Question 0432 (3.2.2010) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant les **agents professionnels des centres de secours à vocation régionale**:

En date du 1^{er} février 2010 les premiers agents professionnels ont intégré les centres de secours à vocation régionale du pays.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelles ont été les qualifications requises pour pouvoir postuler pour l'un de ces postes?
- Combien de personnes avaient posé leur candidature pour ces postes?
- Quelles sont les missions confiées aux nouveaux agents professionnels? Évolueront-ils exclusivement au sein des centres de secours ou seront-ils aussi appelés à venir en aide aux corps de pompiers locaux?

- Est-ce que des formations supplémentaires seront proposées aux agents professionnels? Qui s'occupera de ces formations éventuelles?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le statut sous lequel ces agents professionnels ont été engagés et quelle sera l'évolution de leur carrière?

- Selon les explications d'un membre du Comité des Sages de la Protection civile, il faudrait augmenter de façon remarquable le nombre des agents professionnels pour compenser l'indisponibilité des volontaires. Il me semble que Monsieur le Ministre lui-même avait annoncé d'engager 60 agents professionnels pour pourvoir aux besoins actuels. Dans quel délai M. le Ministre envisage-t-il de procéder à des recrutements supplémentaires?

- Suite au recrutement des agents professionnels, des secouristes et pompiers bénévoles ont reformulé leur souhait d'une meilleure reconnaissance de leur engagement. Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre se propose d'entreprendre à court terme pour remédier à cette situation d'autant plus qu'il avait en 2008, dans sa réponse à une question parlementaire concernant les services de secours de la Protection civile, fait référence à des conclusions promises pour début 2009 d'un groupe interministériel s'occupant de la reconnaissance du bénévolat?

Réponse (10.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**:

Pour postuler aux douze vacances de postes d'agent professionnel des services de secours, les candidats devaient avoir accompli avec succès dans l'enseignement public luxembourgeois cinq années d'études soit:

- dans l'enseignement secondaire,
- dans l'enseignement secondaire technique,
- être détenteur d'un C.A.T.P. ou d'un certificat y assimilé,
- présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

En plus, les candidats devaient être détenteurs d'un brevet d'aptitude de secouriste-ambulancier ou d'un brevet étranger les autorisant à participer aux missions des services de secours en tant que secouriste-ambulancier dans le pays dans lequel le brevet a été émis et avoir une expérience d'au moins deux ans comme membre actif au sein de la division de la protection civile de l'Administration des Services de secours ou d'un service similaire.

46 personnes avaient introduit leur candidature, dont neuf ne remplissaient pas les conditions requises et d'autres avaient perdu intérêt. Finalement, 33 candidats ont été admis à l'examen, 32 candidats se sont présentés et 23 personnes ont réussi.

En un premier lieu, ces candidats doivent combler les lacunes qui se présentent actuellement au niveau des permanences, pour assurer notamment au cours de la journée le service ambulancier à travers le pays afin de garantir des délais d'intervention raisonnables. En un deuxième temps, il est prévu que ces personnes, en fonction de leur disponibilité et de leur formation, prêtent également main forte à d'autres unités des services de secours, notam-

ment aux secouristes-sauveteurs. Cependant, après le premier mois de retour d'expérience, il s'avère que dans la plupart des cas, les sollicitations de ces agents professionnels comme secouristes sont telles qu'il semble difficile de leur attribuer dans l'immédiat encore d'autres missions opérationnelles au sein des services de secours.

Comme les agents professionnels sont amenés à collaborer activement sur le terrain avec tous les services de secours, il est prévu de les faire bénéficier en un premier temps de formations supplémentaires, c'est-à-dire une formation comme secouriste-sauveteur et la formation de base comme sapeur-pompier. Cette formation est assurée par l'Administration des Services de secours en collaboration avec les différents acteurs œuvrant dans le domaine de la formation des membres des services de secours. Il s'agit d'élaborer à moyen terme un curriculum de formation spécifique pour ces agents professionnels, tout en réfléchissant sur la possibilité d'offrir aux bénévoles l'occasion de pouvoir se prévaloir de la même formation.

Les 13 personnes, engagées comme employés de l'État à plein temps dont dispose maintenant l'Administration des services de secours, sont affectées aux centres de secours à vocation régionale ou à la base nationale de la protection civile, c'est-à-dire à Esch-sur-Alzette, Dudelange, Etelbruck, Mertert et Lintgen. Actuellement, au sein de la fonction publique, il n'existe aucune carrière spécifique comme employé des services d'urgence. À l'exception de la carrière de l'huissier, les employés de l'État sont tous classés comme employés de bureau. Il faudra donc créer une nouvelle carrière comme employé des services de secours, fixant clairement l'évolution de la carrière et les spécificités qui lui sont propres.

En ce qui concerne les futurs besoins en secouristes-ambulanciers professionnels, la direction de l'Administration des Services de secours avait préparé un dossier, y analysant les problèmes liés à la disponibilité des agents bénévoles et l'évolution probable du bénévolat au cours des années à venir. Cette étude estimait que le besoin en agents secouristes-ambulanciers professionnels à engager au cours des années à venir se situait à environ 60 unités, non inclus le personnel nécessaire pour leur encadrement (formation, gestion administrative,...). Un plan d'engagement s'échelonnant sur cinq années a été proposé. Le Comité des Sages de la Protection civile, dans son analyse interne, était venu à une conclusion similaire.

Depuis 2009, l'Administration des Services de secours dispose d'un article budgétaire permettant d'allouer aux unités et centres de secours de la protection civile un subsides visant d'une part à encourager les bénévoles et d'autre part à leur aider à couvrir leurs frais engendrés par l'engagement bénévole. Dans un premier temps, et en attendant les conclusions du collège d'experts chargé de mener le processus de la réforme des services de secours, il est prévu d'augmenter ce subsides de façon significative pour l'exercice budgétaire 2011 pour répondre d'avantage à la

demande des bénévoles d'une meilleure reconnaissance de leur travail volontaire.

Question 0433 (3.2.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **télesanté**:

Telegesundheit ist eine neuartige Versorgungsform für Menschen mit chronischen Leiden. Parameter wie Blutdruck, Puls, Sauerstoffsättigung im Blut, Blutzucker usw. können zu Hause durch zur Verfügung gestellte Monitore gemessen und automatisch an den behandelnden Arzt weitergesendet werden. Die Gesundheitsdaten werden ausgewertet und bei Bedenken wird der Patient kontaktiert und entsprechende Maßnahmen werden ergriffen, um ein größeres Gesundheitsproblem zu vermeiden.

Dies geschieht im Sinne einer präventiven Gesundheitsversorgung und diese Gesundheitsversorgung hilft, unnötige und kostspielige Klinikaufenthalte zu vermeiden oder die Aufenthaltsdauer zu begrenzen, die Zufriedenheit der Beteiligten zu erhöhen, die Stabilisierung von chronischen Leiden zu optimieren, die Gesundheitserziehung bei den Betroffenen zu fördern, die Zusammenarbeit zwischen Ärzten und Patienten zu konkretisieren, den Betroffenen die Möglichkeit zu geben, in ihrem vertrauten Zuhause weiterleben zu können, und die Leute aus dem Akutbereich der Gesundheitsversorgung herauszuhalten und somit den Druck auf diesen Versorgungsbereich zu mindern.

Eine rezente Studie im Ausland über zwölf Monate zeigte auf, dass die Telegesundheit zu einer 75%igen Reduktion von Klinikaufnahmen bei BPCO und Herzpatienten führte, zu einer Verminderung von 85% der Hausvisiten sowie zu 43% weniger Hausbesuchen durch spezialisierte Gesundheitsberufler. Die so freigesetzten Ressourcen konnten dort eingesetzt werden, wo akut Bedarf bestand.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Denkt der Gesundheitsminister nicht, dass unter Berücksichtigung einer vermehrten Effizienz und der Erhaltung eines hohen Qualitätsniveaus in unserem nationalen Versorgungssystem die Zeit gekommen ist, konkrete Projekte in Sachen Telegesundheit in der Basisversorgung zu fördern?

2) Wenn ja, wird eine entsprechende Initiative von der Regierung ausgehen? Welches ist der Zeitrahmen für ein solches Projekt und welche finanzielle Beteiligung ist die Regierung gewillt zur Verfügung zu stellen?

3) Ist eine solche Telegesundheitsinitiative in den medizinisch unterversorgten Regionen des Landes nicht ein Teil der Lösung der derzeitigen gravierenden Situation?

4) Was ist heute der Durchschnittskostenwert eines Aufenthaltstages in einer „Unité de soins normaux“ und der Durchschnittswert der Kosten in einer „Unité de soins intensifs“?

5) Denkt der Minister nicht, dass die Telegesundheit ein Lösungsansatz ist, den immer größer

werdenden Anteil von Menschen mit Langzeitleiden qualitativ hochwertig zu behandeln, und dies mit einer annehmbaren Finanzierung?

Réponse (12.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Im Rahmen der Anfrage des Herrn Abgeordneten Colombero betreffend die Versorgungsform Telegesundheit für Menschen mit chronischen Krankheiten möchte ich ebenfalls auf die Untersuchung und Bewertung durch kanadische Stellen sowie auf die spezifischen Veröffentlichungen in der Fachliteratur hinweisen.

Telemonitoring wird als klinisch effektiv für Patienten mit Diabetes oder Herzinsuffizienz befunden. Studien chronisch-obstruktive Bronchopneumopathie (COPD) betreffend zeigten eine höhere Sterblichkeit bei dieser Versorgungsform. Die kanadischen Untersucher sowie die Autoren anderer Veröffentlichungen, die diese Versorgungsform untersuchten, waren aber der Meinung, dass die Anzahl von Studien, die erlauben, valide Bewertungen und Schlussfolgerungen zu ziehen, noch zu gering ist. Telemonitoring wird als eine verheißungsvolle Strategie angesehen, aber es werden weitere Informationen zur Bestimmung der idealen Patientengruppe, Technologie und Parameter, Häufigkeit sowie Dauer des Telemonitorings, der Überwachung durch Arzt/Gesundheitsberufler usw. benötigt.

Es wird zurzeit vonseiten des Gesundheitsministeriums kein solches Projekt in der Basisversorgung geplant.

Was den Durchschnittskostenwert eines Aufenthaltstages in einer „Unité de soins normaux“ betrifft, so lag dieser im Jahr 2008 bei 390,58 Euro. Der Durchschnittswert der Kosten in einer „Unité de soins intensifs“ lag 2008 bei 1.105,45 Euro.

Question 0434 (3.2.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant l'**hospitalisation de personnes âgées**:

Ältere und geschwächte Personen werden aufgrund heftiger Infektionen, plötzlicher Stürze mit Frakturen oder unerwarteter Verschlimmerungen von mehr oder weniger stabilen Gesundheitszuständen immer wieder in Krankenhäuser eingewiesen.

Nach Stabilisierung des Gesundheitszustandes werden diese Personen dann aus dem Akutkrankenhaus entlassen. Oft stellt man jedoch fest, dass der Autonomiegrad von vor dem Krankenhausaufenthalt nicht mehr ganz erreicht wird. Durch gezielte Maßnahmen von spezialisierten Kliniken, welche eine Reihe klinischer Parameter zeitnah überwachen würden, und durch den Einsatz von assistiven Technologien könnte der Verbleib zu Hause im gesicherten Umfeld ermöglicht werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es in Luxemburg verlässliche Statistiken über Hospitalisationsfrequenzen von Personen ab dem 60. Lebensjahr?

2) Gibt es medizinische Statistiken, die ergründen, warum dieselben Personen immer wieder hospitalisiert werden? Sind hier die ICD-10-Kodierungen von Nutzen?

3) Wird auf Basis dieses gegebenenfalls vorhandenen Zahlenmaterials politisch gehandelt? Welche Aktionen wurden bereits konkret in die Wege geleitet?

4) Wird über eine klinische Überwachung und eine Sammlung sowie Auswertung von Daten betreffend die Gesundheitsstände außerhalb von Akutkliniken nachgedacht, zum Beispiel über eine poststationäre Überwachung während der sogenannten Remissions- und Rekuperationsphase?

5) Wie kann die Zahl von Rehospitalisierungen verringert und gleichzeitig die Lebensqualität von älteren Menschen in ihrem vertrauten Zuhause verbessert werden (Vermeiden von Sturzrisiko, Verschlimmerung von chronischen Krankheiten wie Diabetes, Herzinsuffizienz, Blutdruck ... und proaktive Maßnahmen), wenn man die Hypothese eines Transfers und einer Versorgung in Institutionen (Alters- und Pflegeheime) nicht in Betracht zieht?

6) Denkt der Minister nicht auch, dass die Verminderung unnötiger Krankenhausaufenthalte nicht nur der Lebensqualität der Patienten zugutekommt, sondern auch der zurzeit defizitären Gesundheitskasse, indem unnötige Kosten eingespart werden können?

Réponse (12.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Des statistiques sur la fréquence d'hospitalisation des personnes âgées peuvent être dérivées à partir des données disponibles sur les hospitalisations. La Caisse Nationale de Santé (CNS) dispose de la possibilité de calculer les taux d'hospitalisation par classe d'âge. Ces taux permettent de constater une forte croissance à partir de l'âge de 60 ans.

Les causes de (ré)hospitalisations plus fréquentes sont nettement plus difficiles à analyser sur base des données disponibles, notamment parce que la codification des diagnostics d'hospitalisation ne se fait pas encore de manière suffisamment standardisée.

Toujours est-il que les diagnostics de sortie obligatoirement fournis par les hôpitaux en vertu de l'article 51 de la convention conclue entre l'Entente des hôpitaux luxembourgeois (EHL) et l'UCM permettent d'identifier les pathologies dont souffrent les patients.

Le plan hospitalier (règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures) prévoit que les hôpitaux sont tenus de disposer d'un service spécialisé de gériatrie aiguë ainsi que d'une équipe mobile de gériatrie, ceci pour assurer une prise en charge optimale des personnes âgées polyopathologiques ou fragiles qui risquent une perte d'autonomie.

Les démarches entreprises pour encadrer valablement les patients âgés hospitalisés fréquemment viennent de débiter seulement au cours des dernières années.

Plusieurs services de rééducation gériatrique ont ainsi été créés pour favoriser la rééducation des personnes de plus de 65 ans dans le but de favoriser leur retour à domicile après une hospitalisation.

Plusieurs hôpitaux disposent d'un service de gériatrie avec la présence d'un médecin spécialiste en gériatrie. Ces services sont

particulièrement bien adaptés dans la prise en charge des personnes âgées pour évaluer les risques gériatriques particuliers (dépendance, dénutrition, chute, démence, dépression, isolement social...) au moyen d'une équipe multidisciplinaire, et pour élaborer des plans de traitement, de prise en charge, voire de guidance de ces personnes.

Par ailleurs, je voudrais également faire savoir à Monsieur le Député que des services de rééducation gériatrique fonctionnent entre-temps également dans les cliniques de Steinfort (Hôpital intercommunal), Dudelange (CHEM), Luxembourg (Zitha) et d'Éttelbruck (CHN).

Enfin, il m'importe également de noter que la Commission de nomenclature est en train de compléter la nomenclature des actes et services des médecins par un acte supplémentaire qui consiste en un «bilan d'évaluation multidisciplinaire gériatrique lors d'une hospitalisation stationnaire dans un service autre qu'un service de gériatrie pour une personne âgée d'au moins 80 ans et présentant une polymorbidité».

La démarche d'inclusion d'un acte spécial dans la nomenclature a été entreprise sur initiative de la Société luxembourgeoise de gériatrie et de gérontologie. Le libellé de l'acte décrit de façon précise l'activité du gériatre et contribue à développer les relations des personnes entourant la personne âgée et la coordination des efforts en vue de son encadrement efficace et coordonné.

Une surveillance poststationnaire des patients a d'ailleurs été entreprise de façon ponctuelle dans le cadre de projets isolés, notamment en matière de cardiologie en collaboration entre le INCCI et un des centres de recherche au Luxembourg. Il ne s'agit toutefois que d'un projet et cette initiative ne se fait pas pour l'instant de façon systématique.

Le médecin traitant analyse la situation et aide à procurer les interventions sanitaires ou les équipements pour le bon diagnostic, de même que les traitements médicamenteux adaptés ainsi que la surveillance nécessaire (par exemple le téléalarme pour seniors et/ou la surveillance de la glycémie, etc.). Il peut également aider à fournir des accessoires indispensables tels qu'un déambulateur. Le cas échéant, les traitements, soins et/ou la surveillance sont réalisés par les réseaux d'aide et de soins à domicile. Les services de gériatrie ou de rééducation gériatrique fournissent un complément précieux, souvent indispensable pour répondre au mieux aux besoins des personnes âgées.

Ma réponse à la question 6 est évidemment oui.

Question 0435 (3.2.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **réforme du système de pension**:

Monsieur le Ministre vient d'annoncer des réformes du système de pension qui devraient être dévoilées d'ici la fin de l'année. Monsieur le Ministre envisage notamment qu'à l'avenir les années de cotisation correspondent à 40 années effectives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand ces mesures élaborées d'ici décembre 2010 devien-

dront-elles effectives? Peut-on envisager une entrée en vigueur immédiate au 1^{er} janvier 2011 ou bien ces mesures ne prendront-elles effet qu'ultérieurement? Dans ce cas, quelle serait la date d'application?

- Monsieur le Ministre envisage d'étendre les années de cotisation à 40 années effectives. Envisage-t-il d'exclure à l'avenir la prise en compte des périodes d'assurance assimilées (les années d'études et de formation professionnelle entre 18 et 27 ans accomplis ou les années d'éducation d'un enfant sur une période de six ans notamment)?

Réponse (2.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les conclusions que j'ai présentées à la commission parlementaire à la suite des travaux du groupe de réflexion sur la viabilité à long terme de notre système de pension esquissent différentes pistes à envisager pour garantir des pensions sûres et adéquates aux générations futures. Ces pistes ont été largement reprises par le programme gouvernemental.

Ainsi le Gouvernement s'est-il prononcé en faveur «de la confirmation de la règle des 40 années de cotisations, l'analyse critique des périodes de stage et des critères pour le cumul d'une pension de survie avec une activité professionnelle».

Cette proposition, comme d'autres, fera l'objet de consultations que je mènerai avec les partenaires sociaux et le Parlement avant d'élaborer un projet de loi afférent.

Une fois ce projet voté par le Parlement, la mise en place de mesures se fera progressivement.

En ce qui concerne les périodes assimilées, il n'a jamais été question ni dans le programme gouvernemental ni dans mes propositions d'une abolition de ces périodes, mais d'une révision du bien-fondé de leur étendue.

En tout état de cause, il appartiendra au législateur d'arrêter le dispositif à mettre en place et de fixer les délais d'entrée en vigueur des différentes mesures.

Question 0436 (3.2.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant le **taux débiteur**:

Il me revient qu'une banque de la place financière, qui bénéficie d'une aide publique substantielle, applique actuellement un taux débiteur substantiel.

Sachant que l'État vient de baisser le taux légal de 4,25% à 3,5%, le taux débiteur de 14,25% appliqué par cette banque peut être qualifié d'usuraire. À titre d'exemple, le taux directeur de la Banque centrale européenne est de 1%, le LIBOR (London Interbanking Offered Rate) sur six mois de 0,92625% et le rendement des emprunts de l'État allemand à dix ans de 3,18%.

Aussi, aimerais-je poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il devrait intervenir afin de limiter le taux débiteur appliqué sur les comptes des banques bénéficiant d'une aide publique à un taux maximum plafonné, par exemple à deux fois le taux légal, soit 7%? Un tel taux ne serait-il pas largement suffisant en tant que prime de risque?



Réponse (24.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Bien que je partage le point de vue exprimé par Monsieur le Député Carlo Wagner en ce qui concerne le caractère substantiel des taux débiteurs qui sont parfois pratiqués sur la place financière, j'estime qu'il n'appartient pas à l'État, même s'il est actionnaire ou accorde une garantie à une banque, de s'immiscer dans la gestion quotidienne et notamment dans la fixation des intérêts débiteurs. Les intérêts sont en effet déterminés par le marché où joue la concurrence entre les établissements financiers.

Question 0437 (5.2.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** (DP) concernant le **contrat de collaboration entre une association sans but lucratif opérant dans le domaine de l'aide à la petite enfance et le Ministère de la Famille et de l'Intégration**:

Nous venons d'apprendre que le contrat de collaboration entre une association sans but lucratif opérant dans le domaine de l'aide à la petite enfance et le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'a pas été prolongé au-delà du 31 décembre 2009. Dans un courrier récent, le Ministère a annoncé que ce contrat, qui permettait d'appliquer les tarifs «chèques-services», était résilié étant donné que l'association concernée fonctionne dans le cadre d'une convention avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle comme modèle d'éducation précoce et non pas comme crèche, voire maison relais. Il en découle que le conseil d'administration de l'association en question se voit obligé de revenir à ses anciens tarifs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Mmes les Ministres peuvent-elles nous fournir des précisions concernant le statut de ces associations?

- Quel est le cadre juridique qui règle l'accompagnement des enfants accueillis dans cette association?

- Pourquoi le Ministère de la Famille et de l'Intégration a-t-il modifié sa politique en cours de route excluant ainsi l'association en question du système des «chèques-services»?

- Pourquoi le Ministère de la Famille et de l'Intégration a-t-il effectué ce changement durant l'année scolaire en cours tout en sachant que beaucoup de parents ont pris des engagements jusqu'à la fin de l'année?

- Est-ce que l'association, qui bénéficie depuis 1989 d'une convention avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ne répond pas aux critères de qualité définis par le Ministère de la Famille et de l'Intégration?

- Dans l'affirmative, sur quels points les critères diffèrent-ils?

- Mmes les Ministres peuvent-elles nous informer comment le Gouvernement entend pratiquer une politique cohérente dans le domaine de l'aide à la petite enfance si les ministères ne s'entendaient pas sur des critères communs?

- Mmes les Ministres peuvent-elles nous informer sur le nombre d'enfants concernés par l'exclusion de l'association concernée du système des «chèques-services»?

- Si des parents se voyaient obligés de quitter la structure en question, peuvent-ils alors recourir facilement à l'offre alternative d'une crèche ou d'une maison relais fonctionnant dans le voisinage de cette structure? Quels sont actuellement les délais d'attente dans ces infrastructures?

Réponse commune (8.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le Benjamin Club est un service créé dans le cadre du Groupe d'Étude et d'Aide au Développement de l'Enfant (GEADE), une association sans but lucratif dont les statuts ont été publiés au Mémorial C N°112 du 4 juin 1981. Un objectif primordial fut de favoriser plus particulièrement le développement d'enfants issus de milieux défavorisés.

Au fil des années, l'éducation précoce, instaurée par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation professionnelle et mise en place dans un nombre croissant de communes, s'est proposé les mêmes buts.

Depuis 1989, les modalités de la collaboration entre le GEADE et le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation professionnelle sont stipulées dans une convention afférente.

Les ministères s'entendent parfaitement sur les critères relatifs à l'aide à la petite enfance et les responsabilités afférentes sont déterminées de façon claire et univoque.

Suite à l'introduction de nouvelles dispositions légales, les missions initiales du Benjamin Club, créé en 1981, relèvent maintenant des compétences du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de celles du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Il y a donc lieu d'en faire le partage judicieux afin de les attribuer au Ministère compétent.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a essayé de trouver tout au long de l'année 2009 une voie qui permette de considérer le Benjamin Club comme un prestataire du «chèque-service» tel que prévu au règlement grand-ducal du 13 février 2009. À la fin de l'année 2009 le Ministère avait informé le Benjamin Club qu'il ne se verrait pas en mesure d'établir à l'avenir un contrat de collaboration, si le Benjamin Club ne lui indiquait sur quelles bases de fonctionnement il entendait poursuivre sa collaboration. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a donc fait cinq propositions au Benjamin Club, dont quatre qui permettaient une prestation immédiate du «chèque-service». En attendant une décision des responsables du Benjamin Club, la mise en application du CSA pour les structures du Benjamin Club n'a pas pu se faire et ce pendant un temps très limité de trois semaines.

Tout en déplorant cet état des choses, il est évident qu'une vision claire des responsables quant à l'avenir du Benjamin Club ainsi qu'une réponse aux propositions du Ministère auraient énormément aidé le Ministère de la Famille à trouver soit une solution définitive soit une solution transi-

toire, afin de ne pas nuire aux intérêts des familles et enfants concernés.

Lors d'une réunion commune avec les deux ministères et le conseil d'administration du Benjamin Club, il a été possible de trouver une solution transitoire qui va permettre une prolongation du contrat de collaboration du «chèque-service accueil» jusqu'au 15 juillet 2010. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration prendra les mesures nécessaires afin que les parents concernés puissent continuer à bénéficier du CSA et ceci jusqu'au 15 juillet 2010 conformément à la demande du Benjamin Club. Les trois semaines où les prestations CSA n'ont pas pu être saisies au système informatique seront sans problème considérées rétroactivement.

À l'heure actuelle, 290 enfants inscrits au Benjamin Club entendent bénéficier du système des «chèques-services».

Question 0438 (4.2.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **pension de survie en cas de divorce**:

Mat folgender Begrënnung gouf eng Zousazrent (Pension de survie) vun der Pensiouskeess (CNAF) refuséiert:

«L'article XVIII, 17) de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie tel ajouté par la loi du 24 avril 1991, article IV, 4, ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif prévoit cependant que: „Par dérogation à l'article 197 du Code des assurances sociales, les conjoints divorcés avant le 1^{er} août 1978 à leurs torts exclusifs ou aux torts réciproques des époux n'ont pas droit à la pension de survie si l'assuré s'est remarié avant cette date ou tant que son décès donne encore lieu à des prestations...“».

Kann den Här Minister vun der sozialer Sécherheet mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass den Här Minister der Mee-nung, dass dës Bestëmmung am Gesetz ongerecht ass?

2. Wat war de Grond fir dës Bestëmmung am Gesetz?

3. Wéi vill Persounne sinn dovunner betraff?

4. Wann net vill Persounne concernéiert sinn, kann de Minister sech virstellen, eng Léisung fir déi betraffe Leit ze fannen?

Réponse (1.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Je me permets de renvoyer à ma réponse fournie en date de ce jour à la question parlementaire N°0411 du 24 janvier 2010 de Monsieur le Député André Hoffmann (cf. ci-dessus) et qui porte sur le même objet et qui était formulée comme suit:

L'honorable Député s'interroge sur la justification de l'article XVIII, 17) de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension. On notera, toutefois, que cette disposition n'a fait que maintenir la disposition finale, inscrite à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1978 portant modification des dispositions concernant les droits à pension de la femme divorcée dans le régime des pensions contributifs qui dit que: «Les nouvelles dispositions sont applicables aux divorces prononcés après l'entrée en vigueur (i.e. 1^{er} août 1978) de la nouvelle loi

ainsi qu'aux divorces prononcés avant cette date, à moins que le décès n'ait déjà donné lieu à des prestations et à condition qu'un remariage n'ait pas eu lieu avant l'entrée en vigueur.»

Deux remarques s'imposent:

- Le droit de la sécurité sociale est subsidiaire au droit civil. Ce n'est que dans la mesure où le législateur a aboli le divorce aux torts exclusifs de l'un des époux qu'il a pu introduire les solutions actuellement applicables en matière de sécurité sociale, à savoir le partage de la pension de survie entre les conjoints et conjoints divorcés au prorata de la durée des diffé-rents mariages.

- En introduisant ces modifications substantielles, le législateur a eu soin de ne pas interférer dans les décisions coulées en force de chose jugée et de porter ainsi préjudice aux autres ayants droit.

La même problématique se pose d'ailleurs en ce moment où le législateur s'apprête à innover en matière de divorce. Les situations acquises resteront régies par la loi ancienne. La loi nouvelle ne pourra agir que pour l'avenir.

Comme les personnes concernées sont exclues du bénéfice de prestations de survie, elles ne sont pas recensées dans les statistiques de sorte que la sécurité sociale ne dispose pas d'indicateurs fiables en la matière.

Question 0440 (5.2.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'**achat d'un CD-Rom par le Gouvernement allemand contenant des données volées**:

L'intention du Gouvernement allemand d'acheter à un receleur un CD-Rom contenant des fichiers de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque suisse défraie actuellement la chronique. Le Gouvernement allemand serait prêt à payer dans les 2,5 millions d'euros pour s'approprier ces données qui rapporteraient d'après les dernières estimations 400 millions d'euros au fisc.

Aussi aimerais-je poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est l'attitude du Ministre face à l'intention du Gouvernement allemand de s'adonner au recel pour être en possession de données volées pour menacer de poursuite des citoyens allemands?

- Dans le cas de figure où le Ministre désapprouve la façon de procéder du gouvernement allemand, peut-il me dire si les relations entre le Luxembourg et l'Allemagne risquent de s'en ressentir?

Réponse (24.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

J'estime qu'il n'est pas opportun de se prononcer sur une question qui relève de la seule compétence des autorités allemandes sur base du droit allemand et qui concerne un dossier entre l'Allemagne et la Suisse.

Question 0441 (8.2.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **manque d'effectifs à l'Aéroport de Luxembourg**:

Selon mes informations, on constate depuis un certain temps

un manque chronique de personnel à l'aéroport respectivement sur l'enceinte aéroportuaire. Ceci crée des problèmes au niveau de l'exploitation aéroportuaire et au niveau de la sécurité. En plus, cette situation conduit inévitablement à une détérioration du climat et des conditions de travail des salariés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans quels domaines y a-t-il un manque en personnel?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce problème?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet des effectifs du personnel de sûreté à l'Aéroport de Luxembourg. La société de l'Aéroport de Luxembourg (lux-Airport) emploie actuellement 222 salariés, dont 167 sont occupés dans le seul département sûreté.

Je tiens à souligner qu'un amalgame malencontreux fut fait entre le manque de personnel ponctuellement constaté et le niveau de sûreté de l'aéroport.

En effet, le directeur général de lux-Airport m'informe que, lors de la planification des agents de sûreté, soit sur les points d'inspection - filtrage (PIF), soit sur les points d'accès routier d'inspection - filtrage (PARIF), respectivement au nombre de 9 et de 12, les minima fixés par le Plan de sûreté aéroportuaire (PSA), approuvé par la Direction de l'Aviation civile, sont respectés. À défaut, des postes PARIF de moindre importance sont à fermer de manière temporaire.

De manière générale, des difficultés sont ponctuellement observées lors d'absence de personnel. Du personnel de prestataires externes est alors appelé à renforcer les équipes de lux-Airport. Ce personnel externe a suivi une formation identique à celle des agents de lux-Airport.

En tout état de cause, cette question d'organisation du travail ne remet pas en cause la sûreté à l'Aéroport de Luxembourg, ce que les résultats des divers audits menés par l'Organisation internationale de l'Aviation civile, la Commission européenne et la Direction de l'Aviation civile sont venus confirmer tout au long de l'année écoulée. La certification ISO 9001 a par ailleurs été reconduite en 2010.

Monsieur le Directeur de l'aviation civile a d'ailleurs confirmé aux partenaires sociaux lors d'une réunion qui s'est tenue en date du 3 mars dans les locaux de lux-Airport, que les normes afférentes ont été remplies en 2009 selon les audits de la Direction de l'Aviation civile et de la Commission européenne et que des problèmes ponctuels d'effectifs n'affectent pas le niveau de sûreté au Findel.

La question de l'organisation du travail et des effectifs sera approfondie dans les prochaines semaines entre partenaires sociaux dans l'esprit d'un dialogue social constructif et respectueux.

Question 0442 (8.2.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **réserves luxembourgeoises des vaccins autres que ceux contre la grippe A H1N1 et notamment ceux contre les maladies infantiles**:

Il ressort d'un article paru sur «Focus online» hier et aujourd'hui que de nombreux groupes pharmaceutiques ont concentré, ces derniers mois, leurs efforts de production sur les vaccins de la grippe A H1N1 au détriment d'autres vaccins dont certains vaccins contre les maladies infantiles. En Allemagne, une certaine pénurie se fait déjà remarquer depuis fin janvier, les pédiatres allemands ne disposant que d'une faible réserve de vaccins pour enfants voire - pour certains - d'aucune réserve du tout. Il s'agit surtout des vaccins relatifs à la diphtérie, la coqueluche, la tuberculose ou encore la poliomyélite qui sont des maladies graves pouvant avoir une issue fatale. Dans la mesure où les autorités sanitaires allemandes ignorent la date à laquelle elles pourront s'attendre à de nouvelles livraisons, le président du BVKJ (Berufsverband der Kinder- und Jugendärzte) conseille ses confrères à utiliser le reste des vaccins disponibles pour les premières vaccinations et de retarder les rappels.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quel est l'état des réserves luxembourgeoises des vaccins contre les maladies autres que la grippe A H1N1 en général et contre les maladies infantiles en particulier? Sont-elles suffisantes ou bien risque-t-on, comme en Allemagne, une pénurie de vaccins?

- En cas de pénurie, quelles sont les recommandations à suivre respectivement quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre à court terme voire à moyen terme?

Réponse (25.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Depuis quelques semaines, mes services avaient également prévu la possibilité d'éventuelles ruptures de stock des vaccins destinés à être utilisés dans le cadre du programme régulier de vaccination des enfants. Cette probabilité avait été envisagée alors que la plupart de ces vaccins sont produits par un seul producteur, de surcroît très impliqué dans la production de vaccin contre la grippe A H1N1.

Afin de pouvoir faire face à cette éventualité, et de disposer ainsi de stocks plus importants qu'habituellement, les commandes de vaccins auprès de ce fournisseur ont par conséquent été revues à la hausse.

Actuellement, les stocks disponibles permettent d'assurer des vaccinations pendant les six semaines à venir, et nos fournisseurs nous ont assuré que l'approvisionnement futur sera garanti.

Mes services ont par ailleurs demandé aux médecins de planifier leurs commandes à plus court terme pour éviter que des stocks pour plusieurs mois soient constitués dans certains cabinets au détriment d'autres.

Question 0443 (8.2.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'état de la route nationale N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont**:

Des habitants du canton de Clervaux m'ont rendu attentif sur l'état misérable voire périlleux de la route nationale N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont. Tous les jours nombre de travailleurs frontaliers allemands passent par cette route, sans évoquer les véhicules lourds qui franchissent régulièrement la frontière par le pont de Dasbourg.

C'est pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Vu que la N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont figure à l'article 45 du budget 2010 - dans le cadre des dispositions concernant les frais d'études prévus pour le Fonds des routes -, Monsieur le Ministre estime-t-il que la planification de la mise en état pourrait être finalisée pendant l'année en cours si bien que le chantier à proprement parler pourrait commencer l'an prochain?

- Dans ce contexte, je me permets également de demander Monsieur le Ministre s'il est disposé à réaliser la mise en état du CR327 entre Weicherdange et Mecher? Pour quand ces travaux pourraient-ils être programmés?

- Finalement, je prie Monsieur le Ministre de me fournir des explications au sujet de la transversale de Clervaux (N7/N18). Quelle en est la finalité? Où en sont actuellement les travaux préalables à la réalisation de ce projet?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler au sujet de l'état périlleux de la N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont, du CR327 entre Weicherdange et Mecher et de la transversale de Clervaux, il y a lieu de préciser que l'avant-projet sommaire du redressement de la route N10 entre Marnach et Dasbourg, élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées, doit être remanié pour tenir compte des propositions du département de l'Environnement et est sur le point d'être finalisé. Il respectera toutes les règles de construction et de sécurité routières.

Quant à la mise en état du CR327 entre Weicherdange et Mecher, le chantier y relatif démarrera sous peu, les travaux ayant été mis en soumission déjà fin 2009.

Au sujet de la transversale de Clervaux, les renseignements suivants peuvent être donnés: La finalité en est la jonction directe entre la N7 au Nord de Marnach et la N18 au Nord de Clervaux. À ce sujet il faut savoir que le passage de la N18 par Clervaux a posé de graves problèmes de sécurité, de sorte que la circulation des poids lourds à grand gabarit y a dû être interdite par règlement ministériel du 18 décembre 2007 respectivement par règlement grand-ducal du 27 mars 2009. La déviation des camions par Heinerscheid et Maulsmühle, déjà fortement sollicitée, le sera encore davantage par le trafic futur supplémentaire généré par la zone artisanale de Lentzweiler, dont l'agrandissement est programmé dans le plan sectoriel des zones d'activités économiques.

La transversale de Clervaux devra permettre de dévier du réseau routier existant tout ou grande partie du trafic des poids lourds et éliminer ainsi un grave problème de sécurité.

Quant à la réalisation du projet, les études du projet détaillé viennent de démarrer. Une reconnaissance géologique et diverses demandes d'autorisation sont en cours. Le Comité d'Acquisition a été saisi pour régler les questions foncières. En principe, la présentation du dossier d'exécution de la transversale de Clervaux pourra être envisagée en 2011.

Question 0444 (8.2.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **plan sectoriel «décharges pour déchets inertes»**:

Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan sectoriel «décharges pour déchets inertes» a entre autres comme objectif d'assurer à tout moment la disponibilité d'un centre régional pour déchets inertes dans chacune des régions définies par ce plan.

Une commission de suivi a été chargée de la mise en œuvre du plan. Ses missions sont notamment de définir les sites pour l'implantation de nouveaux centres régionaux conformément à la procédure de recherche prescrite par l'article 5 dudit règlement grand-ducal.

Dans une première phase, la commission avait fait procéder à la recherche de sites potentiellement envisageables. Les sites sélectionnés avaient été soumis à une première évaluation par rapport aux critères de l'annexe V du règlement.

Dans l'étape suivante, les rapports d'évaluation des différents sites ont été soumis pour avis aux communes concernées par les différents sites. Un avis motivé était à formuler endéans trois mois par les conseils communaux au sujet des sites considérés ainsi que des évaluations proposées.

J'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de sites potentiels ont été considérés pour l'évaluation initiale?

- Combien de sites ont été avisés favorablement par les communes concernées?

- Combien de sites ont été retenus en priorité par la commission?

- Pour combien de ces sites l'étude de faisabilité a-t-elle été commandée?

- Suite aux études, quelle capacité de mise en décharge par région a été créée?

- À combien se chiffre le coût pour la recherche, l'évaluation et l'étude en vue de la création des nouvelles capacités?

Réponse (31.3.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La commission de suivi chargée de la mise en œuvre du plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» a entre autres la mission d'assurer dans les différentes régions la disponibilité en continu de capacités suffisantes pour la mise en décharge de déchets inertes.

Dans l'exécution de cette mission la commission désigne, selon les besoins, la ou les régions priori-

taires pour la recherche de nouveaux sites potentiels de mise en décharge. Tel a été le cas pour les régions CNE (Centre-Nord-Est) et CSO (Centre-Sud-Ouest) pour lesquelles 21 sites au total ont été sélectionnés et étudiés suivant la procédure définie dans le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes».

Ces sites ont été soumis à une évaluation comparative par rapport aux critères mentionnés à l'annexe V du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006. Les évaluations ont été soumises à l'avis des communes concernées. Sur base de ces avis, les évaluations ont été adaptées, en cas de nécessité. À la suite, les résultats de l'évaluation ont été pondérés.

Pour la région CNE, actuellement 16 sites ont été retenus, dont sept avisés positivement par les communes de la région.

Concernant la région CSO, cinq sites ont été repérés, dont aucun n'a trouvé l'avis positif des communes dans la région.

La liste des sites retenus a été soumise aux ministres pour qu'une décision soit prise quant aux sites à soumettre à une étude de faisabilité.

C'est pour la première fois que la recherche de nouveaux sites est opérée suivant la méthode définie par le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes». Dès lors que la procédure n'a pas encore abouti à la désignation définitive des sites, il est impossible de chiffrer à l'heure actuelle la capacité de mise en décharge nouvellement créée.

En 2010 une nouvelle campagne de recherche de sites a été lancée dans la région SO (Sud-Ouest) du pays. Les communes concernées ont été invitées le 1^{er} février 2010 à une réunion d'information concernant la méthode de recherche de nouveaux sites. Les coûts estimatifs pour la recherche et la première évaluation s'élèvent à 2.000 - 3.000 euros par site.

Question 0445 (8.2.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **stages d'immersion des lycéens**:

Ce sont essentiellement les élèves des lycées techniques qui ont la possibilité d'effectuer, au cours de leur parcours scolaire, des stages d'immersion pour découvrir un métier: «Schnupperlehre». Ces stages, qui s'inscrivent dans une démarche d'orientation professionnelle et qui font partie intégrante du programme scolaire de certains élèves (par exemple: 9^e pratique/modulaire/secondaire technique), ne seraient souvent pas réalisables sans l'obstination d'enseignants et d'enseignantes qui se démènent avec beaucoup d'engagement pour placer leurs élèves dans des entreprises ou institutions prêtes à offrir ce type d'expérience.

Cependant, il paraît qu'il n'est pas possible d'effectuer ce type de stage dans des classes de l'enseignement fondamental car certains inspecteurs refuseraient catégoriquement cette idée.

Dans ce contexte et conformément au règlement de la Chambre des Députés, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Le Ministère de l'Éducation nationale, qui encourage et préconise ces stages d'immersion, ne devrait-il pas montrer le bon exemple en proposant des stages

dans ses différents établissements?

- Quelles sont les critères qui définissent si des stages dans les classes de l'enseignement fondamental sont autorisés ou non?

Réponse (2.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

D'abord, il y a lieu de remarquer que les écoles fondamentales ne sont pas des établissements du Ministère de l'Éducation nationale, mais relèvent des autorités communales qui adoptent l'organisation scolaire annuelle, avant de la soumettre pour approbation à l'autorité supérieure. Dans le respect de ce cadre, je n'hésite pas à recommander des stages d'immersion pour découvrir un métier («Schnupperlehre») dans les écoles fondamentales, en considération d'une part de l'opportunité et des modalités de leur organisation et, d'autre part, des limites des disponibilités des écoles.

L'accord des autorités communales, de l'inspecteur d'arrondissement et des titulaires des classes concernées est requis lors de l'organisation de stages dans des classes de l'enseignement fondamental. Il va de soi que celui-ci est tributaire notamment des objectifs visés ainsi que des sollicitations que les classes concernées sont à même d'assumer.

Question 0446 (8.2.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne**:

Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en date du 1^{er} décembre 2009 et le fait que la procédure législative de «codécision» entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne soit devenue la procédure normale, le Parlement européen est désormais un acteur de plus en plus important, également dans des domaines législatifs jugés sensibles au Luxembourg.

Le Gouvernement et la Chambre des Députés avaient d'ailleurs souligné, bien avant son entrée en vigueur, les nouvelles responsabilités et du Parlement européen et du Parlement national, de même que l'importance d'une parfaite coordination de nos différents représentants politiques.

Or, il s'avère que fin septembre 2009 le collaborateur de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE en charge des relations avec le Parlement européen - et notamment de la coordination avec nos six députés européens - a quitté son poste et qu'il ne fut pas remplacé par la suite.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelle en est la raison?

- Monsieur le Ministre a-t-il prévu de recréer ce poste à court terme? Dans la négative, quelle en est la raison?

- Est-ce qu'il ne faudrait pas renforcer de manière générale les liens entre notre Représentation permanente et le Parlement européen et nous donner une véritable stratégie à l'image d'autres États membres?

Réponse (4.3.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

Le Ministère des Affaires étrangères et plus particulièrement la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne (RPUE) ont été, depuis la création du PE, à l'entière disposition des Parlementaires européens luxembourgeois. À ce titre, toutes les demandes d'information, d'appui ou d'assistance émanant des représentants luxembourgeois du PE ont reçu une suite, dans le plein respect de l'indépendance dans laquelle s'inscrit l'action des parlementaires européens. À aucun moment mes prédécesseurs ou moi n'avons été l'objet de réclamations ou de critiques de la part de parlementaires luxembourgeois portant sur un manque de disponibilité des fonctionnaires de la RPUE à leur égard. Bien au contraire.

Concrètement, nos représentants au COREPER 2 et 1 suivent de près tout ce qui se rapporte à l'ordre du jour des sessions du PE. Ils sont épaulés par des agents de la RPUE. Ces agents, comme ceux de toutes nos missions à l'étranger, connaissent régulièrement des changements d'affectation. Des fonctionnaires partent, remplacés par d'autres qui arrivent. Les changements d'affectation, surtout dus à l'octroi d'un congé spécial, comme c'est le cas ici, suivent une procédure imposée comportant des délais à respecter, de sorte que souvent un poste devenu vacant ne peut pas être immédiatement occupé. Dans ce cas, les agents présents reprennent à titre transitoire les dossiers laissés par leur collègue jusqu'à l'arrivée de celui qui le remplacera. Il serait donc faux d'affirmer que les affaires traitées par le PE ne sont plus suivies à la RPUE suite au départ du fonctionnaire qui en avait la charge.

Il faut savoir que notre effectif à la RPUE comporte actuellement douze fonctionnaires relevant de la carrière diplomatique, 16 de celle gouvernementale ainsi que deux officiers de l'Armée luxembourgeoise. Il reste une vacance de poste à combler. Cela devrait être fait sous peu.

J'ajouterai qu'un nouveau changement d'affectation interviendra à très brève échéance. Un fonctionnaire du corps diplomatique, actuellement détaché auprès de la RPUE, a, en effet, demandé et obtenu un congé spécial pour travailler auprès du Groupe des Verts au PE. Il sera, bien sûr, remplacé.

Comme je l'ai indiqué d'emblée, le volume et l'importance pour le Luxembourg des questions traitées par le PE exigent la plus grande attention de la part de tous les Ministères concernés ainsi que de la RPUE. Un contact soutenu entre les membres concernés du Gouvernement et les parlementaires luxembourgeois au PE me semble indispensable.

Pour ma part, je suis à l'entière disposition des parlementaires européens pour toute question qu'ils jugeront utile et opportune de me soumettre afin de défendre ensemble, dans le respect des compétences de chacun, les intérêts vitaux au Grand-Duché.

Question 0447 (9.2.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **Resource Center for Healthcare Technologies - SANTEC**:

In der Beilage „jobsearch“ des „Luxemburger Wort“ wurde am Samstag, den 30.1.2010, eine Stellenanzeige des „Resource Center for Healthcare Technologies - SANTEC“ veröffentlicht. Bei diesem Institut handelt es sich um ein angesehenes, international anerkanntes Forschungsinstitut. Nach dem Postenprofil wäre es wünschenswert, wenn der zukünftige Direktor einen PhD-Grad vorweisen könnte, was aber keinesfalls verpflichtend, sondern wie gesagt, nur wünschenswert wäre.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wird das SANTEC wie in der Vergangenheit ein wissenschaftliches Forschungsinstitut bleiben?

- Das SANTEC wird im für die Luxemburger Forschungsszene äußerst wichtigen „IBBL“-Projekt aktiv sein. Inwieweit wird hier von der Führung des SANTEC eine fundierte wissenschaftliche und forschungstechnische Kompetenz erwartet?

- Gibt es andere nationale Forschungsinstitute, in denen die derzeitigen Direktoren nicht zwingenden ein PhD vorweisen müssen, um den Posten bekleiden zu können?

- Wer wird den zukünftigen Direktor des SANTEC schlussendlich bestimmen? Wie wird der/die Kandidat/in ausgewählt? Gibt es eine vorausgehende externe Evaluation?

- Wieso wird die Kenntnis der deutschen und luxemburgischen Sprache nur als ein wichtiges Plus oder als wichtiger Vorzug („asset“) in der Kandidatur angesehen und nicht zwingend vorausgesetzt?

Réponse (4.3.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Im Zusammenhang mit der vorliegenden parlamentarischen Anfrage ist es sinnvoll, erneut an das im Forschungsrahmengesetz vom 9. März 1987 verankerte Prinzip der Autonomie der öffentlichen Forschungszentren zu erinnern.

Das Centre de Ressources pour les Technologies de la Santé (SANTEC) ist eine der acht Abteilungen des öffentlichen Forschungszentrums Centre de Recherche Public Henri Tudor (CRP-Henri Tudor). Dieses Forschungszentrum, sowie alle anderen öffentlichen Forschungszentren in Luxemburg, hat mit der Regierung einen sogenannten Leistungsvertrag für die Jahre 2008 bis 2010 unterzeichnet. Die in diesem Vertrag zurückbehaltenen Ziele sowie die ebenfalls im Leistungsvertrag festgelegten quantitativen und qualitativen Indikatoren gelten auch für SANTEC. SANTEC ist somit klar in die strategische Entwicklung des CRP-Henri Tudor eingebunden; dieses gilt auch für die zurzeit stattfindenden Vorbereitungen für den nächsten Leistungsvertrag. Somit besteht derzeit kein Anlass zur Annahme einer Veränderung.

Als eines der Gründungsmitglieder der Stiftung „Integrated Bio-Bank of Luxembourg“ ist das CRP-Henri Tudor seit 2009 am Aufbau der Biobank beteiligt. Diese Aufgabe wird von Mitarbeitern der Abteilung SANTEC wahrgenommen, die über die notwendigen wissenschaftlichen und technischen Kompetenzen verfügen. Vom zukünftigen Verantwortlichen dieser Abteilung werden darüber hinaus eine fachbezogene Berufserfahrung und entsprechende Fähigkeiten in puncto Planungs-, Verwaltungs- und Personalführungsaufgaben erwartet.

Gleiches gilt für die Führungspositionen in den anderen Forschungszentren. Aufgrund der Breite des erforderlichen Kompetenzprofils ist der Besitz eines Dokortitels in der Regel (noch) nicht eine zwingende Voraussetzung, er entwickelt sich aber zunehmend zu einem ausschlaggebenden Auswahlkriterium.

Bezüglich des Postens des Direktors der SANTEC-Abteilung wurde ein erfahrenes Personalberatungsunternehmen mit der Kandidatenvorwahl im nationalen und internationalen Umfeld beauftragt. Die endgültige Auswahl wird von der Geschäftsführung des CRP-Henri Tudor, in Abstimmung mit dessen Verwaltungsrat, vorgenommen. Im Sinne des oben erwähnten Autonomieprinzips schaltet sich der Forschungsminister zu keinem Zeitpunkt in diese Entscheidungsfindung ein.

Bei der genannten Stellenschreibung ist aufgrund des erforderlichen Profils ein zwingendes Beherrschen der deutschen und luxemburgischen Sprache neben den anderen fachlichen Voraussetzungen und erforderlichen Fähigkeiten ein wohl wünschenswertes, jedoch nicht realistisches Auswahlkriterium.

Question 0448 (9.2.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **montants non encore encaissés par la Caisse de pension**:

Le rapport général sur la sécurité sociale pour l'année 2008, rédigé par l'Inspection générale de la sécurité sociale, contient la remarque suivante à propos du taux de rendement: «Si ce taux de rendement intervient dans l'équilibre financier global du régime de pension, il faut cependant rappeler qu'il est dans une certaine mesure sous-évalué, puisque la réserve de compensation contient une partie non négligeable de recettes dues, mais non encore encaissées (débiteurs de cotisation, solde de la contribution de l'État).»

Ce constat de l'IGSS mène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quels sont les montants non encore encaissés des «débiteurs de cotisation» fin 2008 et fin 2009 respectivement à la dernière date permettant d'établir le solde en question?

2. Sur ces sommes, quel est le montant que les Caisses de pension ne pourront probablement plus récupérer, par exemple pour cause de faillite des débiteurs?

3. Quels sont les efforts et procédures mis en place par les Caisses de pension pour récupérer les montants dus respectivement pour éviter les arriérés de cotisations?

4. Quels sont les montants non encore encaissés au titre du «solde de la contribution de l'État» fin 2008 et fin 2009 respectivement à la dernière date permettant d'établir le solde en question?

5. Dans quels délais l'État entend-il se mettre en règle vis-à-vis de ses contributions dues aux Caisses de Pension?

6. Le Ministre n'est-t-il pas d'avis que l'État doit payer sa part des cotisations dues aux Caisses de pension dans les délais légaux, sinon payer les intérêts de retard aux caisses lorsque ces délais ne sont pas respectés?

Réponse (10.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

1. Le solde total des cotisations à l'assurance pension s'établissait à 548.395.726,85 euros au 31 décembre 2008. Ce montant se décomposait en 116.771.881,70 euros à charge de l'État et 431.623.845,15 euros à charge des employeurs et assurés. Ce dernier montant représentait en grande partie les cotisations dues pour les mois de novembre et décembre, mais qui ne furent facturées par le Centre commun aux employeurs et assurés qu'au cours des mois de janvier et février 2009.

Le solde au 31 décembre 2009 ne sera connu qu'après que le décompte définitif des recettes en cotisations de l'exercice 2009 aura été établi.

2. Sur les cotisations rédues au 31 décembre 2008, celles déclarées par le Centre commun dans le cadre de faillites prononcées mais non encore clôturées se chiffraient à environ 62.245.000 euros, représentant le solde cumulé depuis 1981 des créances produites dans les faillites en cours. Au moment de la clôture de la faillite le montant non récupéré fera l'objet d'une décharge.

3. C'est au Centre commun de la Sécurité sociale que la loi a dévolu les compétences de la Caisse nationale d'assurance pension en matière d'affiliation, de détermination, de perception et de recouvrement des cotisations.

Pour le recouvrement forcé de ses créances, le Centre commun dispose des mêmes moyens et garanties que l'Administration des Contributions directes pour le recouvrement forcé des impôts directs, sous réserve du droit de priorité de ces derniers, sauf que la part de l'assuré bénéficie d'une priorité absolue. Il peut émettre une contrainte dont l'exécution est poursuivie par voie d'huissier de justice conformément au Code de procédure civile. Au cas où l'huissier constate que le recouvrement forcé des arriérés s'avère impossible faute d'actif dans le chef du débiteur, le Centre commun transmet le dossier à un avocat en vue d'une assignation en faillite. Les cotisations impayées à l'échéance sont productives d'intérêts moratoires au taux de 0,6% par mois. Il importe de relever dans le cas des travailleurs indépendants que les mois auxquels se rapportent les cotisations impayées seront neutralisés dans la carrière professionnelle du cotisant, tant pour la détermination du stage d'assurance que pour le calcul d'une éventuelle pension de vieillesse ou d'invalidité.

4. Le solde de la contribution de l'État pour 2008, tel qu'il résulte du décompte définitif des recettes en cotisations établi par l'Inspection générale de la sécurité sociale en date du 5 mars 2009, s'est établi à 116.771.881,70 euros. Ce montant a été encaissé par le Centre Commun de la Sécurité sociale et transmis à la Caisse nationale d'assurance pension et au Fonds de compensation en date du 16 avril 2009.

Pour l'exercice 2009, le solde de la contribution de l'État ne sera connu qu'au début du mois de mars 2010.

5. Le règlement du solde de la contribution de l'État se fait toujours dans un délai très bref, environ six semaines après l'établissement du décompte final des recettes en cotisations. Compte tenu des procédures administra-

tives qui doivent être observées, il ne saurait être question de retard de paiement de l'État.

6. L'État verse sa part des cotisations par douze tranches mensuelles *praenumerando*, telle que cette part a été fixée dans le budget annuel de la Caisse nationale d'assurance pension pour l'exercice en cours.

Le solde de la contribution de l'État pour un exercice donné est régularisé dans le courant du premier trimestre de l'exercice subséquent sur la base du décompte définitif des recettes en cotisations.

Les délais de paiement de l'État, qui étaient déjà très brefs, ont encore été raccourcis par le fait que depuis le 1^{er} janvier 2010 sa contribution est payée directement à la Caisse nationale d'assurance pension, sans passer par le Centre commun de la Sécurité sociale.

Question 0451 (9.2.2010) de **MM. Mill Majerus, Marc Spautz et Gilles Roth** (CSV) concernant la **légalité d'une publication au niveau communal**:

Vu le nombre limité de ses habitants, une commune située dans la périphérie de la capitale applique le scrutin majoritaire et ne connaît pas, par conséquent, des listes électorales sur lesquelles des candidats se présentent pour le compte d'un parti politique.

Or, le collège des bourgmestre et échevins vient de publier en sus du journal officiel une feuille d'information portant l'emblème de la commune et qui vante les mérites de deux partis dont sont issus le bourgmestre respectivement les échevins.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la publication en question?

- Monsieur le Ministre peut-il se prononcer sur la légalité d'une telle publication dans une commune votant au scrutin majoritaire?

Réponse (12.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région n'a pas connaissance d'une publication telle que décrite dans la question parlementaire N°0451.

2. En l'absence d'information ou de pièce concrète toute appréciation quant à la légalité d'un acte s'avère à l'évidence impossible. Il y a lieu néanmoins de préciser que le système de scrutin applicable dans une commune est sans incidence sur le principe soulevé par les auteurs de la question, à savoir celui de prises de positions partisans dans le cadre de publications officielles d'une administration locale. Il va sans dire que ces publications officielles ne peuvent servir que le seul intérêt général de la commune à l'exclusion de tout intérêt particulier ou partisan.

3. En l'absence d'information ou de pièce le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ne dispose

pas des moyens de répondre à la question du financement de la publication en cause. Il faut néanmoins se poser la question de savoir pourquoi les conseillers communaux n'appartenant pas à la majorité de la «commune située dans la périphérie de la capitale», si les faits soulevés par les honorables députés ont été de nature à susciter leur émoi, n'ont pas usé des moyens usuels à leur disposition, à savoir d'une part le droit prévu à l'article 25 de la loi communale de poser au collège des bourgmestre et échevins des questions relatives à l'administration de la commune, d'autre part de porter réclamation entre les mains du commissaire de district ou du ministre de tutelle.

Question 0452 (10.2.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'enseignement des langues:

Du 4 au 6 février 2010, l'Université du Luxembourg a accueilli au Centre culturel de rencontre de l'abbaye de Neumünster, le 4^e colloque scientifique des universités multilingues. Un des sujets de discussions à l'ordre du jour du colloque était le profil de l'enseignant de langues du 21^e siècle. Dans ce contexte, Michael Kelly, Professeur de français à l'Université de Southampton en Angleterre, a notamment suggéré que le Luxembourg continue à promouvoir et à exploiter le multilinguisme de ses habitants. Le professeur anglais estimait par ailleurs, que les professeurs de langues devraient changer de profil en ne se limitant plus à enseigner une seule langue mais au contraire plusieurs langues différentes. De plus, il a été constaté que l'enseignement des langues par la grammaire a ses faiblesses, dans la mesure où cette approche imite l'enseignement des langues mortes. La connaissance d'une langue vivante présuppose en revanche non seulement des compétences grammaticales mais également une maîtrise approfondie de l'expression orale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre, peut-elle m'indiquer la position du Gouvernement par rapport aux réflexions formulées lors du 4^e colloque scientifique des universités multilingues et notamment celles ayant trait au profil des enseignants de langues?

- Madame le Ministre, peut-elle m'informer si dans le cadre de la réforme de l'enseignement des langues, il est également prévu de mettre davantage l'accent sur l'usage pratique des langues de la part des élèves?

Réponse (10.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le multilinguisme

Comme par le passé, le Luxembourg continue à enseigner la langue nationale (le luxembourgeois), les deux langues officielles (l'allemand et le français), l'anglais comme langue étrangère obligatoire à l'enseignement secondaire et aux régimes technique et de la formation de tech-

nicien de l'enseignement secondaire technique, ainsi que le latin et les langues romanes en option au secondaire. Dans le cadre du plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues, en 2005, il a été décidé d'encourager les élèves à apprendre d'autres langues et à les valoriser en faisant inscrire leurs certifications individuelles sur leur diplôme de fin d'études secondaires et secondaires techniques.

Le multilinguisme et les compétences transversales des enseignants de langue

Au Luxembourg les professeurs spécialistes de l'enseignement des langues ont reçu leur formation universitaire dans le pays dont ils enseignent la langue. Ceci constitue en Europe un privilège absolument exceptionnel, car dans les autres pays, les enseignants de langue ne font qu'un séjour très bref dans le pays où est parlée la langue qu'ils vont enseigner. Les professeurs luxembourgeois bénéficient ainsi d'une immersion qui leur permet de vraiment maîtriser leur sujet et de s'imprégner de la culture et de la civilisation qui font partie intégrante d'une langue. Former les professeurs à l'enseignement de plusieurs langues, c'est faire le choix de limiter volontairement les compétences langagières et de réduire l'enseignement des langues aux aspects mécaniques de communication.

L'enseignement des langues et la pratique de l'oral

La dynamique impulsée par le plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues a conduit à l'élaboration de socles de compétences, de référentiels et de programmes d'enseignement qui replacent la langue dans son contexte social¹. Les Commissions nationales des programmes ont constitué des groupes de travail qui fixent les bases d'un enseignement des langues ancré dans la réalité concrète et culturelle. La grammaire, la syntaxe et l'orthographe sont des ressources qui permettent aux élèves de bien comprendre et de s'exprimer correctement, une fois que leur compétence communicative est assurée. L'enseignement des langues vivantes ne se limite pas à la transmission de connaissances sur une langue morte. Grâce au complément au bulletin, introduit à titre d'essai en 2006 et généralisé à partir de 2007, les quatre domaines de compétence langagière: comprendre l'oral et l'écrit, ainsi que produire des textes oraux et écrits, sont évalués. L'élève peut ainsi voir son profil langagier et cibler ses lacunes. Le fait que les professeurs sont quasiment bilingues leur permet également d'animer la classe de langue oralement.

Question 0453 (10.2.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **coûts des médicaments utilisés pour le traitement du cancer**:

Angesichts der sehr hohen Krebsrate (mittlerweile riskiert jeder 3. an Krebs zu erkranken) werden immer stärkere Medikamente entwickelt, die gezielt eingesetzt werden um befallene Organe zu behandeln.

Statistiken aus den USA zeigen, daß die Medikamente ERBITUX

(z.B.: gegen Darmkrebs) mit 144.000 Dollar, HERCEPTIN mit 69.500 Dollar (gegen Brustkrebs) und RITUXAN mit 143.000 Dollar (gegen Lymphome) jährlich pro Patient zu Buche schlagen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie hoch liegen die Kosten für derartige Medikamente, für die die Gesundheitskasse jährlich aufkommen muss?

2) Wie hoch sind die Kosten pro Krebspatient?

3) Was kostet im Durchschnitt ein Krebspatient jährlich die Gesundheitskasse einschliesslich Röntgenuntersuchungen und Analysen?

4) Wie teilen sich diese Kosten auf?

5) Wie hoch sind die Kosten jährlich für Prothesen (Brustimplantate) und ästhetische Mittel (Perrücken, etc.)?

6) Wie hoch ist der Prozentsatz der gesamten Ausgaben für die Behandlung von Krebspatienten im Vergleich zu den Kosten für die Behandlung der anderen Krankheiten, die durch die Gesundheitskasse getragen werden?

Réponse (18.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Pour le moment, la Caisse Nationale de Santé n'est pas en mesure d'isoler les coûts par patient en ce qui concerne un traitement particulier. Cependant, elle est en train d'élaborer une possibilité de ventilation des frais par pathologie et par patient.

Je tiens toutefois à fournir à l'honorable Député les réponses ci-dessous:

Le coût prévisible des médicaments contre le cancer utilisés par les hôpitaux pour les patients stationnaires ou ambulatoires est estimé à 15,1 mio. € en 2009.

Le coût réel des traitements stationnaires contre le cancer est estimé à 49 mio. € en 2007. Ne sont pas compris dans ce chiffre les honoraires des médecins. Pour les traitements ambulatoires, le coût ne peut pas être indiqué vu l'absence de codes diagnostics.

En ce qui concerne les prothèses capillaires, le montant pris en charge en 2009 s'élevait à 346 pièces pour un montant de 84.314 euros. Pour les prothèses mammaires, le montant pris en charge par l'assurance maladie s'élevait à 200 euros pour des prothèses mammaires provisoires et à 96.401,63 euros pour des prothèses mammaires en silicone.

Question 0454 (10.2.2010) de **M. Fernand Diederich** (LSAP) concernant les **frais de scolarité**:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les parents dont les enfants fréquentent une école dans une commune autre que leur commune de résidence ne doivent plus payer eux-mêmes les frais de scolarité («minerval») à la commune d'accueil. Ces derniers sont en effet dorénavant pris en charge par la commune de résidence.

Le règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que

le mode de calcul des frais de scolarité dispose dans son article 4: «La détermination des frais de scolarité par la commune d'accueil se base exclusivement sur les frais occasionnés par les fournitures en nature aux élèves.»

Or, il s'avère que cette formulation prête à confusion, étant donné que les communes prennent en compte des dépenses très variées pour le calcul de leurs frais de scolarité. Ainsi, par exemple, la commune de Colmar-Berg comptabilise 600 € pour ses frais de scolarité, la commune d'Ettelbruck 1.961 € et la commune de Mersch 1.200 €.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

- Comment Madame le Ministre explique-t-elle ces différences?

- Madame le Ministre n'estime-t-elle pas que le règlement grand-ducal précité devrait stipuler de manière plus précise les frais que les communes sont effectivement censées prendre en compte dans la définition des frais de scolarité?

Réponse (23.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les grandes différences entre les montants facturés pour les frais de scolarité pourraient s'expliquer par la prise en compte, pour le calcul, d'éléments qui dépassent largement les fournitures en nature aux élèves.

Les fournitures en nature comprennent le matériel didactique fourni aux élèves, comme par exemple des manuels, des cahiers ou du matériel pour effectuer des travaux manuels, ainsi que, le cas échéant, les dépenses pour d'éventuels prix scolaires. Par fournitures en nature on pourrait encore entendre, le cas échéant, des dépenses isolées pour des services dont le montant par élève est fixé d'avance par le prestataire, comme des billets d'entrée lors de visites ou d'excursions scolaires.

Par contre toutes les dépenses concernant les infrastructures scolaires (entretien des bâtiments scolaires, chauffage, éclairage, loyers et charges locatives, etc.), le transport scolaire ou d'autres frais de fonctionnement, d'assurance, d'équipement (ou d'amortissement de celui-ci) ne sont pas à prendre en compte.

À la lumière des précisions évoquées ci-dessus, l'opportunité d'une modification de règlement grand-ducal ne me semble pas de mise.

Question 0455 (10.2.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **placement de mineurs dans un établissement spécialisé**:

L'article 1^{er} de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dispose que le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard des mineurs des mesures de garde, d'éducation et de préservation. Les enfants peuvent selon les circonstances être placés dans un établissement spécialisé comme par exemple les établissements de rééducation de l'État.

Il me revient que des enfants seraient installés dans le service de pédiatrie du Centre hospitalier du Nord - Hôpital St Louis à Ettelbruck, alors qu'ils devraient être placés dans un établissement spécialisé.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Madame le Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, de combien d'enfants s'agit-il?

2. Est-ce que ces enfants souffrent de maladies ou suivent un traitement médical?

3. Combien de chambres sont occupées par ces enfants? La gêne quotidienne du service de pédiatrie n'est-elle pas perturbée par ce fait?

4. Qui paie les frais de placement?

5. Combien d'enfants mineurs sont actuellement placés dans des établissements spécialisés? Quel est le nombre de places disponibles auprès des établissements spécialisés? Existe-t-il un manque de places?

6. Quelle est la durée moyenne entre le début d'une procédure de placement et la date effective du placement?

Réponse commune (22.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Le département de la Justice a connaissance d'un cas précis qui a eu lieu fin décembre 2009 où une mère un peu débordée a amené ses cinq enfants dans le Centre hospitalier du Nord. Le pédiatre en a gardé deux. Le Parquet contacté par la police a, sur base du rapport de police, de suite saisi le juge de la jeunesse, qui a ordonné une enquête sociale.

Le médecin s'est mis en rapport avec le magistrat. Aucune mesure de placement n'a été prise par lui, les enfants ayant été simplement hospitalisés. L'assistante sociale fut informée.

Le rapport d'enquête sociale a été déposé et les intéressés convoqués à l'audience du tribunal de la jeunesse.

Il arrive parfois en effet que des mineurs soient placés au service de pédiatrie d'un hôpital.

Très souvent, il s'agit d'enfants pour lesquels il existe une suspicion de maltraitance, soit de bébés en sevrage, nés de mères toxicomanes.

Exceptionnellement, des enfants sont placés dans lesdits services dans des situations d'urgence, dans lesquelles il n'existe certes aucune raison médicale pour un placement en milieu hospitalier, mais où malheureusement aucune autre place n'est disponible dans un foyer d'accueil et de dépannage, voire dans un autre établissement spécialisé.

Ces placements en milieu hospitalier ne sont que transitoires et donc limités dans le temps.

Actuellement 650 places d'accueil jour et nuit sont disponibles dans des établissements spécialisés. Au 31 décembre 2009, 609 enfants ou jeunes en détresse étaient effectivement présents dans ces structures d'accueil jour et nuit conventionnés et étatiques, les 41 places étaient à ce moment non occupées pour des raisons de congé en famille, d'hospitalisation, de traitement thérapeutique ou de procédure d'admission en cours. 306 mineurs ont été accueillis jour et nuit par des familles d'accueil.

À la date du recensement, le secteur public et conventionné offrait un nombre suffisant de places pour l'accueil jour et nuit d'enfants et de jeunes adultes en détresse. Au cours des cinq der-

¹ Cf. www.men.public.lu «Plan d'études pour l'enseignement fondamental», «Enseignement post-primaire, Horaires et Programmes»



nières années, environ 100 places supplémentaires ont été créées dans les centres d'accueil pour mineurs en détresse. Pour le moment, il existe surtout une nécessité d'étendre l'offre au niveau des mesures thérapeutiques pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

La durée moyenne entre le début d'une procédure de placement et la date effective du placement était en 2009 de 27,2 jours.

À noter par ailleurs que le Ministère de la Famille et de l'Intégration assume la coordination et la surveillance de personnes placées dans des institutions spécialisées à l'étranger. Cette surveillance se fait en étroite collaboration avec les services assurant l'accompagnement sociofamilial du jeune et de sa famille de même qu'avec le Service de l'Éducation différenciée en rapport avec la scolarisation et la formation professionnelle des jeunes.

Ainsi, le Ministère a accordé, en 2009, 162 prises en charge financières. 59% des placements à l'étranger ont été réalisés par le juge de la jeunesse. Pour 67 jeunes, il s'agit d'un placement volontaire suite à l'intervention du Service de psychiatrie juvénile, de la commission médico-psycho-pédagogique nationale ou du Service central d'assistance sociale.

Question 0456 (10.2.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **technologies de l'information et de la communication au Luxembourg**:

Im Rahmen der für die nationale Wirtschaft überlebenswichtigen Diversifizierung der wirtschaftlichen Aktivitäten soll Luxemburg zu einem IT-Standort entwickelt werden, an dem IT-Applikationen gefördert werden, die zum Beispiel im e-business zum Einsatz kommen können. Hierzu sind natürlich ein hoher technischer Standard sowie ein großes Know-how nötig, das in Luxemburg anscheinend auch vorhanden ist.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Werden Informatik-Kompetenzen hierzulande systematisch durch Zertifizierungen bewertet?
- 2) Ist die Regierung daran interessiert, Zertifizierungen in der nationalen Wirtschaft zu fördern? Wenn ja, wie?
- 3) Wie ist die Entwicklung der Zahlen von anerkannten Zertifizierungsinstitutionen hierzulande?
- 4) Gibt es verlässliche Statistiken bezüglich der Zertifizierungsnehmer in den letzten Jahren?
- 5) Welche Bereiche der Informatik sind bei den ZertifizierungsnehmerInnen gefragt?
- 6) Wie steht Luxemburg statistisch gesehen in Sachen Zertifizierungen im Vergleich mit dem europäischen Ausland da?
- 7) Durch welche konkreten kurz- und mittelfristigen Maßnahmen gedenkt die Regierung die Informatik-Kompetenzen in dem Maße zu fördern, dass Luxemburg in diesem Bereich zum europäischen Spitzenreiter wird?
- 8) Kann die Regierung sich vorstellen, das Vorweisen von aktualisierten Zertifizierungen künftig zum Benchmark für bestimmte Kompetenzen zu machen, um so den Erhalt des hohen Standards der Informatik-Kenntnisse zu unterstützen?

9) Ist dem Minister bekannt, ob sich das Vorlegen von aktualisierten Zertifizierungsscheinen bei Arbeitgebern in Luxemburg auszahlt, zum Beispiel auf Ebene der Beförderung, des Gehalts etc.?

Réponse (18.3.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Aus Sicht von Hochschule und Forschung können die nachstehenden Antworten gegeben werden.

Die Universität Luxemburg bietet folgende Bachelor- und Masterstudiengänge im Bereich „Informatik“ an:

Bachelor académique en sciences et ingénierie, filière ingénierie/informatique

Bachelor professionnel en informatique

- Filière réseaux informatiques
- Filière informatique industrielle
- Filière informatique de gestion
- Filière services distribués
- Filière informatique scientifique

Bachelor professionnel en ingénierie

- Filière télécommunications

Master in information and computer sciences

Master en management de la sécurité des systèmes d'information

Zum Wintersemester 2009/2010 sind 161 Studierende in den obengenannten Bachelorstudiengängen und 117 Studierende in den Masterstudiengängen immatrikuliert.

Des Weiteren hält der vor kurzem von der Regierung und der Universität unterschriebene «Contrat d'établissement 2010-2013» (Zielvereinbarung) fest, die Forschung im Bereich «security, reliability and trust» als Priorität anzusiedeln und somit fällt dem gleichnamigen interdisziplinären Zentrum eine Vorreiterrolle zu.

Das Centre de Recherche Public Henri Tudor ist auch Anbieter im Bereich von IT-Qualifikationen und -Zertifizierungen. Im Bereich der universitären Diplome bietet das CRP-HT mit der Universität Luxemburg den „Master en management de la sécurité des systèmes d'information“ an und in Zusammenarbeit mit den Universitäten Nancy und Namur den „Master en informatique et innovation“. Das CTRP-HT bietet auch seit Anfang 2000 Kurse für Weiterbildung unter dem Namen «Cassis» an, die seit Beginn von 54 IT-Beratern für mittelständische Unternehmen der Großregion besucht wurden.

Question 0458 (10.2.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** (DP) concernant les **problèmes de liquidités des petites et moyennes entreprises (PME)**:

Comme bon nombre de PME sont confrontées actuellement à un problème de manque de liquidités, la technique de l'affacturage peut constituer une solution appropriée pour remédier aux difficultés de trésorerie, notamment dans un contexte de crise. Les entreprises concernées souffrent de délais de paiement excessifs, notamment lorsqu'elles travaillent pour le compte de l'État ou pour celui des communes. Elles doivent jongler, d'une part, entre les fournisseurs étrangers (qu'elles doivent régler de suite) et, d'autre part, les

clients qui ont des délais de paiement plus ou moins longs.

Or, il nous revient que la crise économique a eu pour conséquence une annulation des assurances de crédit envers les fournisseurs et une annulation du factoring pour les entreprises artisanales au Grand-Duché de Luxembourg et de l'Allemagne. Il est des établissements financiers qui sont réticents à accorder des crédits relais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Madame le Ministre est-elle au courant de ces faits?

- Madame le Ministre n'entend-elle pas intervenir auprès du secteur financier afin d'obtenir une plus grande marge de tolérance de la part des établissements de crédit?

- Quelles autres démarches Madame le Ministre entend-elle entreprendre pour parer à la fragilisation substantielle de la trésorerie des PME?

Réponse (18.3.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

Depuis le début de la crise financière en septembre 2008, le manque de liquidités est en effet un problème pour certaines PME. Au début de la crise, ce problème avait une ampleur moindre au Luxembourg par rapport à d'autres pays de l'Union européenne. Depuis lors, l'état des trésoreries de beaucoup de PME s'est détérioré, également au Luxembourg. De nombreuses PME ont choisi l'affacturage et les assurances-crédit pour pallier ces problèmes de liquidités et de trésorerie.

Cependant, en ce temps de crise, certaines sociétés d'affacturage et d'assurance-crédit appliquent des critères plus sévères lors du traitement des dossiers. Ceci engendre donc une situation précaire au niveau des liquidités des PME concernées. D'après des informations nous provenant de PME, la situation semble être plus difficile en Allemagne, où bon nombre d'entreprises luxembourgeoises ne peuvent plus se fournir sans régler immédiatement leurs commandes.

De plus, les banques appliquent également des critères plus sévères et, dans certains cas, ne sont pas prêtes à accorder des lignes de crédit additionnelles nécessaires pour assurer les besoins en liquidités des PME.

Je suis bien entendu au courant des problèmes auxquels ces PME luxembourgeoises sont confrontées. Je suis en train d'étudier l'opportunité d'une intervention auprès des établissements bancaires afin de les inciter de fournir des lignes de crédit de façon plus flexible à leurs clients et notamment aux PME.

Afin de pallier à la situation précaire de la trésorerie des PME, le département des Classes moyennes a fait inscrire un article spécifique au budget 2010, doté d'un million d'euros, en vue de soutenir les mutualités, en l'occurrence la mutualité d'aide aux artisans et la mutualité de cautionnement et d'aide aux commerçants. Ces dernières, en collaboration avec des établissements du secteur financier et avec le support du Gouvernement, pourront ainsi fournir des lignes de crédit et des liquidités supplémentaires aux PME.

Outre cette initiative et le paiement accéléré des aides éta-

tiques, le département des Classes moyennes suit de près l'évolution et les bonnes pratiques en la matière dans les pays limitrophes et n'hésitera pas à mettre en place les mesures nécessaires en cas de besoin.

Question 0459 (11.2.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **délais auprès du Conseil Arbitral des Assurances Sociales**:

En ce qui concerne les recours devant le Conseil arbitral, il s'avère que bon nombre de patients sont découragés étant donné que les délais jusqu'à ce qu'ils puissent présenter leurs cas devant le Conseil dépassent des périodes de temps plus ou moins longues. Ainsi j'ai eu connaissance du cas d'une personne qui attend de passer devant le Conseil depuis deux ans. Dans d'autres cas les délais touchent aux limites du tolérable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Pourquoi les délais varient-ils tellement à en devenir parfois démesurés?

2) Combien de dossiers ont été évacués par le Conseil arbitral les cinq dernières années et quels étaient les délais en moyenne?

3) Est-ce qu'un manque éventuel de personnel est à l'origine de ces retards, ou quelles en sont les raisons?

4) Le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait fixer une limite à ne pas dépasser pour permettre au requérant de connaître sa situation souvent incertaine?

Réponse (15.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

N'ayant pas été saisi au cours des derniers mois d'une réclamation concernant les délais de recours devant le Conseil Arbitral des Assurances Sociales (CAAS) et n'ayant pas de précisions sur le «cas d'une personne qui attend de passer devant le conseil depuis deux ans», je ne peux que spéculer sur les raisons d'un retard éventuel: dossier incomplet, expertises en cours, mandataires empêchés d'assister aux audiences du CAAS, etc..

Je tiens à informer l'honorable Député qu'au cours des cinq dernières années, près de 6.800 affaires ont été évacuées dans plus de 3.700 audiences publiques par les quatre juges en place du CAAS et que les jugements sont en principe rendus après un délai d'attente maximal de quatre à six mois, tout en sachant qu'en cas d'urgence dûment motivée, une accélération des procédures demeure possible.

Question 0460 (10.2.2010) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant le **taux de T.V.A. des médicaments au Luxembourg**:

Conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, j'aimerais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances Luc Frieden et Monsieur le Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo concernant les prix des médicaments vendus au Luxembourg, et plus particulièrement les taux de T.V.A.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le

taux de T.V.A. appliqué aux médicaments au Luxembourg?

2) Le Luxembourg connaissant probablement un taux de T.V.A. inférieur à ceux pratiqués dans nos pays frontaliers, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si les prix finaux des médicaments provenant

a) de la Belgique tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

b) de la France tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

c) de l'Allemagne tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

d) d'autres pays, gros fournisseurs pour le Luxembourg, tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

Réponse commune (1.4.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

En ce qui concerne la première question, l'article 40 1. 2° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et en particulier le point 8 de son Annexe B prévoit un taux de T.V.A. de 3% pour les produits pharmaceutiques, dont les médicaments, au Luxembourg.

En ce qui concerne la deuxième question, le taux de TVA appliqué aux médicaments dans les pays limitrophes est de:

Pays	Taux
Belgique	6%
France	
Médicaments remboursés	2,1%
Médicaments non remboursés	5,5%
Allemagne	19%

Les prix publics appliqués au Luxembourg sont directement dérivés des prix publics hors taxes légalement admis dans le pays de provenance du conditionnement commercialisé au Luxembourg.

Question 0461 (11.2.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'**abaissement des traitements initiaux au sein de la fonction publique**:

Dans une interview publiée dans la dernière édition du magazine «D'Handwierk», Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme affirmait que le Gouvernement avait décidé d'abaisser le niveau des traitements initiaux au sein de la fonction publique («Die Regierung hat zudem beschlossen, die Anfangsgehälter im öffentlichen Dienst abzusenken, wodurch eine berufliche Selbstständigkeit und eine Beschäftigung in der Privatwirtschaft wieder attraktiver werden.»).

Partant, je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer une telle décision du Gouvernement?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette décision a-t-elle été prise?

- Est-ce que le Gouvernement s'est concerté avec la représentation syndicale de la fonction pu-



blique avant la prise de cette décision?

- Au cas où le Gouvernement envisageait de procéder à un tel abaissement des traitements, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus de détails sur cette mesure? Dans quels délais sera-t-elle mise en pratique? Quelle envergure aura-t-elle?

Réponse commune (2.3.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

L'honorable Député Monsieur Fernand Etgen se réfère à une interview publiée dans la dernière édition du magazine «D'Handwierk» où Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme aurait affirmé que le Gouvernement avait décidé d'abaisser le niveau des traitements initiaux au sein de la fonction publique. Monsieur le Député demande maintenant si nous pouvons confirmer une telle décision du Gouvernement, quand cette décision aurait été prise, si le Gouvernement s'est concerté à ce sujet avec la représentation syndicale de la fonction publique, quels sont finalement les détails et l'envergure de l'opération d'abaissement envisagée.

En réponse, permettez-nous de rendre d'abord attentif au fait qu'il ne nous appartient pas de commenter un article de presse.

Ensuite, et conformément à la déclaration gouvernementale d'août 2009, nous voudrions informer l'honorable Député de ce que le Gouvernement est en train de préparer une réforme d'ensemble du régime des traitements dans la fonction publique, en précisant à ce sujet également que, conformément aux us et coutumes du passé, cette réforme sera au préalable discutée et négociée avec le syndicat national le plus représentatif dans le secteur. À ce sujet, nous nous proposons en tant que Ministres compétents d'en demander le mandat au Gouvernement en conseil, mandat qui devra comporter à nos yeux tous les points relevés dans le cadre de la déclaration gouvernementale.

Comme il s'agira par après de négocier entre partenaires, il est évident que le Gouvernement ne prendra aucune décision sur aucun de ces points avant que les négociations n'aient été terminées.

Question 0462 (11.2.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **brevet de technicien supérieur (BTS)**:

La loi du 19 juin 2009, portant organisation de l'enseignement supérieur vient d'introduire dans le cadre législatif les modalités réglant les études aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur (BTS). D'après la nouvelle loi, le BTS est préparé soit par voie d'enseignement en alternance avec des stages en entreprise, soit par voie de formation continue dans les lycées d'enseignement secondaire technique, publics et privés, reconnus par l'État. Le diplôme en question est délivré au titre

d'une spécialité professionnelle et après des études dans un des domaines suivants: les professions industrielles et commerciales, les professions de l'agriculture, les métiers de l'artisanat, les activités de service et de la santé ainsi que celles relevant des arts appliqués.

En sachant que seulement 25% des jeunes au Luxembourg disposent d'un diplôme sanctionnant la fin d'un enseignement supérieur alors que 56% des offres d'emploi au Grand-Duché demandent un diplôme du type bac+, on se rend compte de l'importance du BTS, qui constitue une transition idéale entre les enseignements secondaire, supérieur et universitaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre total des étudiants préparant cette année-ci un brevet de technicien supérieur (BTS)?

2) Combien d'étudiants se trouvent à l'heure actuelle dans les différentes spécialités professionnelles menant au BTS?

3) Monsieur le Ministre peut-il me préciser si le Gouvernement entend élargir, en étroite concertation avec le monde économique, l'offre de formation du BTS à d'autres spécialités professionnelles comme par exemple la mécatronique, les systèmes électroniques ou encore l'informatique?

4) Comment va-t-on répartir de manière équitable l'offre de nouvelles formations du BTS entre les différents lycées?

Réponse (10.3.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire N°0462 de Monsieur le Député Marcel Oberweis.

1. 223 étudiants sont inscrits dans les programmes de formation au brevet de technicien supérieur pendant cette année académique 2009/2010.

2. La répartition de ces étudiants dans les différents programmes de formation est la suivante:

Lycée Technique des Arts et Métiers	Semestres 1 et 2	Semestres 3 et 4
Animateur de dessins animés	13	8
Opérateur prépresse	3	3
Lycée Technique École de Commerce et de Gestion		
Marketing-commerce international	15	21
Comptabilité-gestion d'entreprise	35	34
Assistant de direction	9	11
Lycée Technique pour Professions de Santé		
Infirmier en pédiatrie	10	8
Infirmier psychiatrique	5	9
Infirmier en anesthésie et réanimation	12	7
ATM de chirurgie	3	4
Sage-femme	8	5

3. La loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur fournit le cadre légal à un élargissement de l'offre de formation au brevet de technicien supérieur. D'après les dispositions de cette loi, l'initiative revient au lycée ou au lycée technique qui, ensemble avec le secteur économique concerné, soumet une proposition de programme qui doit passer par la procédure d'accréditation. Les lycées et lycées techniques qui sou-

haitent soumettre une proposition de programme de formation à l'accréditation au printemps 2010 doivent soumettre leur demande en recevabilité au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour le 5 mars 2010 au plus tard. Les résultats de l'accréditation ainsi que les nouvelles formations qui débiteront à la rentrée académique 2010/2011 seront connus en juin 2010.

4. La demande d'accréditation d'une formation au BTS émane d'un lycée ou d'un lycée technique; il ne s'agit donc pas d'une formation nationale dans le sens qu'elle pourrait constituer un programme de formation organisé par plusieurs lycées parallèlement. Si deux lycées présentaient un projet de formation au BTS identique, le lycée ayant déposé en premier sa demande en recevabilité verrait celle-ci analysée.

Question 0463 (11.2.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **l'éventuelle poursuite judiciaire de l'organisateur du marathon**:

Lors de sa dernière réunion, le conseil d'administration de la «Coque» a décidé de charger un avocat de rechercher la responsabilité de l'organisateur du marathon par voie judiciaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle a été l'attitude du représentant du Ministère des Sports lors de cette réunion du conseil d'administration? A-t-il notamment voté en faveur d'une poursuite judiciaire de l'organisateur du marathon?

- Comment ont voté les autres représentants d'organes et d'administrations étatiques?

Dans un reportage télévisé en date du 10 février 2010, Monsieur le Ministre s'est distancé de la décision susmentionnée du conseil d'administration de la «Coque».

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre avait expliqué sa vue aux représentants des organes et administrations

étatiques avant la dernière réunion du conseil d'administration? - Si tel devait être le cas, comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il alors la décision d'engager une poursuite judiciaire à l'égard de l'organisateur du marathon?

Réponse (1.3.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Comme Monsieur le Député devrait le savoir, alors qu'il a été

membre du Parlement au moment du vote de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel, il résulte de l'article 5 (2) de celle-ci que le conseil d'administration décide notamment sur les actions judiciaires à intenter par le Centre sans devoir en référer au Ministre des Sports.

Respectueux de l'autonomie du conseil d'administration du Centre telle que voulue par le législateur et le Ministre des Sports de l'époque, Madame Anne Brasseur, je n'ai pas l'intention, parce que en dehors de mon champ de compétence, de questionner les membres du conseil d'administration sur leur attitude prise au moment visé par Monsieur le Député.

Question 0465 (17.2.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant le **Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) - Visiteurs**:

Le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) est ouvert au public depuis le 2 juillet 2006 et fonctionne sous le régime de l'établissement public. Malgré l'investissement considérable de deniers publics - essentiellement pour le coût de la construction - ce musée ne suscite pas un grand enthousiasme auprès du public.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Quel est le nombre de visiteurs, par an, depuis l'ouverture du Mudam?

2. Quelles sont les recettes, par an, découlant uniquement de la vente de billets?

3. Quelle est, par an, la répartition des visiteurs selon le type de billets (tarif plein, tarif groupe, jeunes, entrées gratuites...)?

4. Quelles sont, par an, les autres recettes «commerciales» découlant, par exemple, de la location des locaux ou du mécénat?

5. Quelles sont, par an, les subventions et autres aides versées par l'État à l'établissement public respectivement consacrées au fonctionnement et à l'entretien du bâtiment?

6. Quels sont, par an, les montants effectivement déboursés pour l'achat de nouvelles œuvres? Quelle est la part de ces montants attribuée à des artistes luxembourgeois ou résidant au Luxembourg?

7. Quelles mesures le conseil d'administration, la nouvelle direction du musée respectivement le Gouvernement entendent-ils mettre en œuvre pour rendre le Mudam nettement plus attractif?

8. La direction du Mudam envisage-t-elle de collaborer avec d'autres musées mondialement connus afin d'organiser, à Luxembourg, des expositions ayant un fort pouvoir d'attraction sur un public international?

Réponse (22.3.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes a posé des questions au sujet du Mudam. Elles montrent combien notre Musée d'art contemporain continue à être au centre des discussions concernant le secteur culturel, et l'on peut donc raisonnablement considérer que le Mudam remplit parfaitement son rôle en ravivant et en rehaussant constamment le débat public en matière culturelle.

Il m'est d'autant plus facile de satisfaire Monsieur Henckes que les réponses à ses questions se trouvent presque toutes publiées dans les rapports d'activité annuels successifs du Mudam, accessibles publiquement. Mais je profite de l'occasion pour apporter quelques précisions soulignant l'importance du Mudam dans notre paysage culturel.

Je prends les questions dans l'ordre:

1) Le Mudam a accueilli 66.712 visiteurs en 2006 (année d'ouverture), 88.950 en 2007 (année culturelle), 57.953 en 2008 (année de départ de Marie-Claude Beaud) et 50.636 en 2009 (année de la prise de fonction de Enrico Lunghi).

Pour chacune de ces années, le Mudam a été le musée d'art à Luxembourg avec le plus grand nombre de visiteurs.

2) Les recettes de la seule vente de billets ont été de 158.668 € en 2006, de 241.391 € en 2007, de 157.029 € en 2008 et de 118.591 € en 2009. À noter que le montant des tarifs d'entrée varie suivant les différentes catégories de visiteurs.

3) Le Mudam tient à jour un tableau très complet et détaillé du nombre et des origines de ses visiteurs. On peut y suivre, mois après mois, le nombre d'entrées à plein tarif, à tarif réduit, le nombre de jeunes de moins de 18 ans et de scolaires, le nombre de visites de groupe, de personnes assistant aux conférences, etc., etc.

Je joins une copie de ce tableau pour les années 2006 à 2009 et des deux premiers mois de 2010 au présent document. En gros, sachez que 62% du total sont des visiteurs adultes payants, auxquels il faut ajouter 8% de jeunes de moins de 18 ans et 6% de scolaires. (*Tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*)

Les autres 24% des visiteurs sont entrés gratuitement au Mudam, soit lors de la semaine d'ouverture (6,5%), lors des vernissages (6,3%), lors des changements d'exposition lorsque l'entrée est gratuite (5,1%), lors des journées internationales des musées ou de l'invitation aux musées (4,2%), les 2% restants étant constitués de journalistes et de visiteurs professionnels divers.

4) La plus grande partie des recettes hors dotation extérieures est constituée par les activités de Mudam Café et de Mudam Boutique: celles-ci ont été de 199.310 € en 2006, de 348.774 € en 2007, de 292.290 € en 2008 et de 292.290 € en 2009, ce qui fait annuellement des recettes de l'ordre de 5% du budget global. La part de mécénat et de contri-

butions extérieures est également de l'ordre de 5% du budget du Mudam (334.370 € en 2009), ce qui est considérable pour un musée luxembourgeois.

En revanche, le Mudam ne loue pas ses locaux, pour des raisons de place et de sécurité évidentes: puisque le projet architectural initial de I. M. Pei a été tronqué des locaux prévus pour les services, le Mudam ne dispose ni d'une deuxième entrée ni de salles séparées du musée où pourraient se tenir des réceptions. Ainsi, des recettes supplémentaires par le biais de recettes pour locations externes n'entrent pas en ligne de compte du fait des choix au niveau de la construction.

5) Le Mudam reçoit une subvention annuelle unique de l'État pour ses frais de personnel, de fonctionnement (y compris l'entretien du bâtiment), d'administration ainsi que pour tous les autres frais liés à ses activités. Elle était de 5.864.848 € en 2009 et s'élève à 5.964.550 € en 2010, ce qui est extrêmement peu élevé en comparaison internationale.

6) Le Mudam reçoit depuis 1998 une subvention de l'État de 620.000 € pour l'acquisition d'œuvres pour sa collection. Cette somme est restée inchangée depuis, malgré l'énorme hausse des prix du marché de l'art en une décennie. Et pourtant, l'exposition «Le Meilleur des Mondes», actuellement en cours, et qui ne présente qu'un quart des œuvres de la collection, montre les choix pertinents et la bonne utilisation des deniers publics de la part des responsables du musée conseillés par la Commission d'achat. Cette exposition rencontre les commentaires et reportages les plus élogieux dans la presse internationale.

7) Tout le monde sait que la genèse du Mudam, depuis le premier projet de I. M. Pei en 1991 jusqu'à son ouverture en 2006, a été mouvementée et douloureuse. Cela ne lui a pas attiré d'avance les faveurs du public, contrairement par exemple au Centre Pompidou Metz dont la promotion positive est exemplaire, et ce bien avant son ouverture prochaine en mai. De plus, le Mudam a ouvert en 2006, alors que ses alentours n'étaient pas terminés: il fallait, trois ans durant, traverser un véritable chantier pour y accéder! Au printemps 2010, le public pourra pour la première fois profiter pleinement du Park Dräi Eechelen, qui rend les environs du musée bien plus attractifs qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Enfin, ouvert en juillet 2006, les circonstances ont fait que le Mudam n'a pas encore pu consolider sa politique d'expositions et d'activités culturelles, du fait du départ de sa première directrice en 2008 et de l'arrivée de son nouveau directeur en 2009.

Mais ce dernier a mis à profit sa première année pour mettre en place toute une série de nouveautés qui visent à attirer de nouveaux publics et à les fidéliser. Ces nouveautés ont largement été commentées dans la presse ces derniers mois et un premier bilan pourra être tiré à la fin de cette année. Je ne rappellerai ici que notre volonté commune de mettre davantage en avant la collection du Mudam - en consacrant un étage entier à la présentation d'œuvres de la collection après l'exposition en cours -, l'élargissement des heures d'ouverture permettant à un public plus nombreux de visiter le Mudam après les heures de bureau, la «Semaine Jeunes Publics», en collaboration avec le

Ministère de l'Éducation nationale, visant à initier davantage de jeunes adolescents au monde des musées, ainsi que le renouvellement complet du site internet désormais plus convivial à visiter et à utiliser.

Bien sûr, la crise actuelle et les sombres perspectives financières risquent de plomber ce nouvel élan. Ce serait dramatique si tel était le cas. En effet, nous avons, en moins de deux décennies, transformé en profondeur notre paysage culturel et nous avons mis en place des infrastructures nous permettant, pour la première fois de notre histoire, de participer pleinement à l'aventure culturelle européenne. Si tous ces efforts n'aboutissaient qu'à se doter de bâtiments n'ayant pas les moyens de fonctionner, nous aurions lamentablement failli dans notre entreprise, d'autant plus que le secteur culturel pourrait s'avérer un moteur essentiel de la diversification de notre économie, conjointement au tourisme culturel en plein développement.

Contrairement à ce que d'aucuns n'imaginent, le Mudam a déjà acquis une grande réputation internationale: les éloges que l'on trouve à son égard dans la presse internationale et le nombre de visiteurs étrangers qui y viennent - ceux-ci constituant près de 45% du nombre total de visiteurs depuis son ouverture - le prouvent bien.

7) Depuis bien avant son ouverture, le Mudam s'était inséré dans le réseau international des musées par des échanges et des collaborations diverses. Ces collaborations et ces échanges continuent et s'intensifient bien sûr avec la nouvelle direction. Ainsi, rien qu'en 2009 et 2010, le Mudam aura échangé des œuvres ou réalisé des collaborations avec:

Los Angeles County Museum of Art, Los Angeles, CA; Hirshhorn Museum and Sculpture Garden, Washington DC; Dia foundation, Beacon, NY; Whitney Museum of American Art, New York; Museum of Contemporary Art, Sydney; UQAM, Montréal; Musée des Beaux-Arts du Québec, Québec; Musée National de la République, Brasilia; Musée d'Art Contemporain de São Paulo; Cheongju Arts Center Complex, Chungcheongbuk-do, Corée du Sud; NRW-Forum Kultur und Wirtschaft, Düsseldorf; Haus der Kulturen der Welt, Berlin; Ok-Centrum, Linz; Centre d'art B.P.S. 22, Charleroi; MoMu-Fashion Museum Antwerp, Antwerpen; S.M.A.K., Gent; Musée d'Art Contemporain du Val-de-Marne, Vitry-sur-Seine; Centre Pompidou-Metz; Musée des Beaux-Arts de Nancy; Institut d'art contemporain de Villeurbanne Rhône-Alpes; Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, Paris; Fondation Cartier pour l'art contemporain, Paris; Musée d'Art Moderne de St-Étienne, St-Étienne; Collection Musée d'art contemporain, Lyon; Musée Matisse, Le Cateau-Cambresis; Frac Bourgogne; Centro per l'Arte Contemporanea Luigi Pecci, Prato; Design Museum, London...

Et cette liste est loin d'être exhaustive.

Pour autant, il est naïf de croire qu'il suffirait d'importer, à grands frais, une exposition à succès faite à l'étranger pour qu'elle ait le même succès au Luxembourg: notre contexte historique et démographique n'est tout simplement pas comparable à celui des grandes capitales supérieures à

un million d'habitants, et bien d'autres facteurs font qu'il n'est ni constructif, ni souhaitable de reproduire chez nous ce qui s'est fait ailleurs avant et en mieux.

Bien au contraire: le Mudam, tout comme le Casino Luxembourg ainsi que d'autres de nos institutions dans les domaines culturels les plus divers, montrent qu'avec compétence et persévérance, il est possible de construire une réputation internationale avec un programme artistique original et de qualité. Il suffit de voir les échos positifs que leurs activités rencontrent dans la presse internationale pour s'en convaincre; elles jouent un rôle important pour projeter une image positive de notre pays à l'étranger. D'ailleurs, si nous avons beaucoup investi dans des infrastructures culturelles ces dernières décennies, n'est-ce pas pour pouvoir apporter nous-mêmes notre contribution au développement artistique européen? Or, cette contribution n'est possible - et crédible - qu'en proposant des expériences nouvelles, en suivant une voie originale, et non en copiant ce qui se fait ailleurs. C'eût été mal investir en matière culturelle que de n'avoir chez nous qu'une culture de seconde main.

Le succès - auprès du public luxembourgeois comme auprès du public international - de l'exposition actuelle, «Le Meilleur des Mondes», montre que nous pouvons intéresser et attirer du monde avec ce que nous avons nous-mêmes imaginé et construit. Le livre publié sur l'architecture du Mudam, et qui est unanimement apprécié, montre également que c'est en comptant sur nos propres atouts, tout en les développant et en les mettant en valeur, que nous pouvons faire la différence. Bien sûr, il faut des compétences et du courage, bien sûr, il faut aussi un minimum de moyens - les grandes capitales artistiques ne se sont pas établies sans moyens non plus -, mais il faut aussi avoir confiance en ce que nous avons à proposer pour que nous puissions être fiers de notre contribution au développement culturel en Europe.

Question 0466 (17.2.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **plans d'aménagement généraux (PAG) des communes luxembourgeoises**:

Les plans d'aménagement généraux (PAG) des communes luxembourgeoises sont, si ce n'est la totalité, au moins pour la grande majorité, en train d'être révisés conformément à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

La loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement prévoit que les plans d'aménagement généraux des communes (PAG) soient soumis à cette évaluation (étude dénommée «Strategische Umweltprüfung» ou «SUP»).

Bon nombre de projets de PAG établis conformément aux règlements grand-ducaux du 25 octobre 2004 exécutant la loi modifiée du 19 juillet 2004 sont en procédure d'approbation ou sur le point de l'être. Or, dans tous les cas l'évaluation environnementale, telle que requise par la loi de 2008, ne peut faire partie du dossier PAG compte tenu du

fait qu'à l'heure actuelle il n'existe pas, à ma connaissance, un cahier des charges dûment validé pour la «SUP».

Cette situation risque de conduire à un non-respect des délais de procédure tels que prévus par la loi modifiée de 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Elle risque par ailleurs de compromettre l'entrée en procédure des nouveaux PAG et ainsi leur entrée en vigueur dans des délais raisonnables pour les communes.

C'est pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures d'une part, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région, d'autre part:

- Messieurs les Ministres confirmeront-ils que la «SUP» est effectivement requise pour tout projet de planification, c'est-à-dire les PAG (projets d'aménagement généraux couvrant l'ensemble d'un territoire communal) ou bien encore les modifications ponctuelles de PAG (projets d'aménagement d'une certaine envergure et le plus souvent d'intérêt public)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si les PAG actuellement en procédure d'approbation au Ministère de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région, ou sur le point de l'être, seront approuvés par le Ministre sans la «SUP» ou s'ils doivent attendre la réalisation de la «SUP» suivant un cahier des charges approuvé?

- Par ailleurs, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les délais de mise à disposition d'un cahier des charges «SUP» approuvé par les instances supérieures et qui puisse être utilisé comme base pour l'élaboration des études en question?

- Finalement, je prie Messieurs les Ministres de m'informer quant à la suite de l'étude environnementale «SUP» pour faire avancer les planifications et les révisions des PAG des communes dans les meilleurs délais.

Réponse (30.3.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dispose que tous les plans et programmes qui sont élaborés pour le secteur de l'aménagement du territoire urbain et rural - y compris donc les projets d'aménagement généraux - et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre de projets énumérés aux annexes I et II de la directive modifiée 85/337/CEE pourra être autorisée à l'avenir doivent être soumis à une évaluation environnementale. Il en est de même des plans et programmes pour lesquels, étant donné les incidences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur des sites, une évaluation est requise en vertu de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Une modification ponctuelle du PAG doit être soumise à une évaluation environnementale si elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'approbation d'un PAG ne pourra se faire qu'en présence d'une «SUP».

Les services compétents du département du Développement durable, en coopération avec le

Ministère de l'Intérieur, sont en train d'élaborer des recommandations sous la forme d'un «Leitfaden» à destination des autorités communales en vue de les aider à élaborer une «SUP».

Les communes ne sont pas obligées d'attendre la diffusion du «Leitfaden» avant de soumettre le projet de PAG à la procédure d'adoption telle que prévue par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

La confection d'une «SUP» doit se faire pendant l'élaboration du projet de PAG. Elle ne devrait, en principe, pas retarder l'adoption du PAG.

Question 0467 (18.2.2010) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant les **casemates du Fort Berlaumont**:

Il me revient que récemment une pierre portant la date de l'année 1673 a été enlevée des casemates du Fort Berlaumont, situées à côté de la Fondation Jean-Pierre Pescatore. La Fondation Pescatore, propriétaire du terrain, a cédé ce terrain il y a quelques années à la Ville de Luxembourg moyennant bail emphytéotique. À ma connaissance le propriétaire du terrain avait jusqu'ici un droit d'usage, s'occupait de l'entretien et réglait l'accès aux casemates. Un accès se trouve à l'intérieur de l'immeuble de la Fondation, l'autre dans le parc derrière la Banque Centrale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de cette affaire?

- Pourquoi cette pierre a-t-elle été enlevée et qui était l'initiateur?

- Est-ce que cette pierre a été récupérée pour être placée au Musée Dräi Eechelen? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

- Y a-t-il eu consentement du propriétaire?

Réponse (19.3.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Anne Brasseur relative à l'enlèvement d'une pierre historique des casemates du Fort Berlaumont et qui m'a été transmise en date du 18 février, j'ai l'honneur de vous fournir les éléments de réponse que voici:

Afin de clarifier certaines erreurs véhiculées dans les médias au sujet de la pierre en question, j'aimerais tout d'abord signaler que nous sommes en présence d'un bloc de dimensions importantes (largeur 176 cm, hauteur 58,5 cm, profondeur 34,5 cm) et d'un poids supérieur à 600 kg. À l'origine, la pierre a certes dû se trouver à un endroit bien visible dans les murs de la redoute du fort Berlaumont, et ceci jusqu'à la démolition de ce dernier après 1870.

L'inscription sur bloc revêt une grande importance historique, puisqu'elle est la seule à nous être parvenue pour témoigner des travaux de développement importants et innovateurs de la forteresse à l'époque espagnole. La pierre en question a été posée sous le règne du roi d'Espagne



Charles II (1665-1700) par Philippe de Croy-Ligne, Prince de Chimay et d'Arenberg (1619-1675), gouverneur et général du Pays et Duché de Luxembourg depuis 1654. L'inscription, d'une grande qualité d'exécution, commémore l'aboutissement des travaux de construction de la redoute du Fort Berlaumont, le 20 mai 1673. Elle marque ainsi une étape importante dans le développement du système défensif de la Forteresse de Luxembourg. C'est ici en effet que les troupes françaises rencontreront la plus forte résistance lors de la prise de la forteresse de Luxembourg en 1684, de telle sorte que ce nouveau système de défense va inspirer Vauban dans ses futurs travaux.

Le Musée national d'histoire et d'art a fait transférer la pierre dans la matinée du vendredi 29 janvier 2010 au profit du Centre de documentation sur la forteresse. L'opération, assez difficile du fait du poids important de l'inscription, a été effectuée dans les meilleures conditions par un transporteur spécialisé. La pierre a été transportée vers les ateliers de restauration du MNHA à Bertrange, où elle se trouve actuellement.

L'inscription a été enlevée par le MNHA en premier lieu pour des raisons de documentation, de préservation et de sauvegarde de cet élément important de notre patrimoine historique. Force est de constater que le bloc comportant l'inscription a été brisé en deux à une date inconnue pendant ou après l'enlèvement de son emplacement initial. Une restauration professionnelle s'impose, afin d'éviter toute détérioration supplémentaire. Du fait qu'elle s'est trouvée entreposée depuis sa déposition (au plus tôt à partir de 1871-1872) et jusqu'au 29 janvier de cette année dans le réduit du fort Berlaumont, la pierre a considérablement souffert de l'humidité dans cet endroit non chauffé et mal aéré. Un certain nombre d'autres détériorations sont par ailleurs à constater, notamment des ébrèchures et des abrasions, probablement dues au fait que la pierre s'est trouvée entreposée si longtemps dans un espace non éclairé et dépourvu de toutes mesures de sécurité.

L'intention des responsables du MNHA était d'intégrer l'inscription après sa restauration dans la programmation de l'exposition permanente du Musée Dräi Eechelen, dont les travaux d'achèvement peuvent continuer suite au vote récent de la loi relative aux mesures d'achèvement du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit Thüngen et de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg.

Des raisons évidentes plaident en faveur de l'intégration de cette inscription dans l'exposition permanente du musée:

- d'un côté sa sauvegarde définitive, l'inscription ayant été présentée jusqu'ici de façon improvisée, peu adaptée à sa valeur historique et peu propice à sa conservation

- d'un autre côté, sa mise en valeur auprès du public: son exposition au musée permettrait de la faire apprécier à sa juste valeur; d'ailleurs, elle côtoierait au M3E les inscriptions de l'époque atri-

chienne provenant d'autres forts de la Forteresse de Luxembourg.

La récupération de la pierre était au départ considérée comme une simple opération de routine par le MNHA, qui partait du principe que les vestiges de la forteresse sont de la compétence et du domaine de l'État depuis le démantèlement. À signaler que toutes les autres inscriptions récupérées lors du démantèlement systématique de la forteresse après 1867 ont été intégrées déjà au 19^e siècle dans les collections de la Section historique et se trouvent donc aujourd'hui dans celles du MNHA.

Contacté par la Fondation Pescatore en date du lundi 8 février 2010, le MNHA a réagi le même jour tant par téléphone qu'en adressant une lettre au Président de la Commission des Curateurs de la Fondation Pescatore.

Le MNHA a proposé à la Fondation plusieurs solutions, y compris celles d'un don ou d'un prêt à long terme. Il a également proposé de revenir entièrement en arrière et de réinstaller la pierre à son emplacement d'origine si tel était le souhait de la Fondation. La Commission des Curateurs prendra sa décision au cours de sa prochaine réunion qui, suivant les informations dont dispose le MNHA, est prévue pour le mois d'avril prochain. À signaler que la réaction du MNHA est donc intervenue bien avant la médiatisation du dossier et que les responsables n'avaient pas été contactés au préalable en vue de recueillir des renseignements à ce sujet.

Question 0469 (19.2.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **soins à domicile**:

In ihrer parlamentarischen Anfrage N°0329 hatte die Abgeordnete Frau Claudia Dall'Agnol (cf. *compte rendu N°8/2009-2010*) auf vermeintlich regelwidrige Vorgehensweisen bei der Vermittlung von Dienstleistern im Bereich der „Soins et Aides à Domicile“ in Akutkliniken des nationalen Gesundheitssystems hingewiesen. Der Minister hatte mitgeteilt, nicht in Kenntnis solcher Vorgehensweisen respektive Praktiken zu sein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Falls es weitere Beanstandungen in diesem Zusammenhang geben sollte, wird der Minister dann gegebenenfalls eine Untersuchung einleiten um zu prüfen, ob es in der Tat keine nachweisbare, fortgesetzte „concurrency déloyale“ im Gesundheitssystem im angesprochenen Bereich gibt?

- Wird der Minister gegebenenfalls eine öffentliche Informationskampagne starten, einschließlich Erstellung einer Informationsbroschüre, welche die Rechte und Pflichten der Kliniken im Zusammenhang mit der unparteilichen und objektiven Beratung von Patienten bezüglich der Wahl von Réseaux-Dienstleistern beschreibt?

- Denkt der Minister an die Aufstellung eines Sanktionskatalogs, sollten sich bestimmte, vermeintlich regelwidrige oder gar illegale Vorgehensweisen als in der Tat „praktiziert“ erweisen?

- Bleibt der Minister dem fundamentalen Prinzip der Wahlfreiheit (libre choix) des Patienten in unserem Gesundheits- und Sozialsystem verbunden?

- Wie kann für den Patienten die Wahl des für ihn und an seine Bedürfnisse angepassten Dienstleisters der „Soins et Aides à Domicile“ transparenter gemacht und vereinfacht werden?

- Welches können die konkreten Ausführungsbestimmungen sein, die in Zukunft eine integrierte und nahtlose Zusammenarbeit zwischen Pflegenetzwerken und Kliniken festlegen?

Réponse (29.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Monsieur le Député aborde le thème de l'existence d'éventuels liens exclusifs entre des établissements hospitaliers et les réseaux d'aides et de soins à domicile.

J'avais déjà pu prendre position par rapport à ce sujet dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire N°0329 de l'honorable parlementaire Claudia Dall'Agnol, à laquelle Monsieur le Député se réfère d'ailleurs lui-même. Je voudrais rappeler que j'avais invité Madame la Députée à me communiquer des informations plus précises concernant des pratiques qui ne devraient pas respecter le libre choix des patients.

Étant donné par ailleurs que la demande de soins est importante et dépasse l'offre, j'estime que cette situation devrait être de nature à éviter toute forme de concurrence déloyale, pratique que je ne pourrais d'ailleurs pas tolérer.

Dans le cadre de l'assurance dépendance, trois réseaux fonctionnent avec des conditions et des règles identiques, reprises dans la loi sur l'assurance dépendance et la convention-cadre réglant les relations entre la Caisse nationale de santé et les prestataires.

Les personnes dépendantes concluent un contrat de prise en charge avec le prestataire qu'elles ont choisi. Ce contrat, dont le contenu est imposé par la convention-cadre, informe les personnes, en toute transparence, quant à leurs droits et devoirs.

Je n'envisage pas, pour l'instant, de mener une campagne d'information supplémentaire sur les réseaux d'aides et de soins.

Les références des différents réseaux sont données aux personnes dépendantes qui choisissent celui qui leur convient le mieux. Je voudrais insister pour préciser que, tant dans le cadre de l'assurance maladie que dans celui de l'assurance dépendance, le libre choix du prestataire est toujours d'application, choix que doivent d'ailleurs respecter impérativement et hôpitaux et réseaux.

Question 0470 (19.2.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**Euro Patient Empowerment Index 2009**:

In der europäischen Vergleichsstudie „Euro Patient Empowerment Index 2009“ schneidet das Luxemburger Gesundheitssystem nur mittelmäßig ab. Bei dieser Studie ging es darum festzustellen, in welchem europäischen Gesundheitssystem die Patienten respektive Kundenrechte am stärksten entwickelt sind. Gewinner in diesem Benchmark war Dänemark, gefolgt von Deutschland, der Schweiz und Finnland. Luxemburg findet sich auf dem enttäuschenden, zweitklassigen 16. Platz wieder.

In der Kategorie „Patientenrechte“ wird bemängelt, dass Luxemburg bisweilen ein Gesundheitsrecht aufweist, das die Patientenrechte wenig unterstützt. Auch wird darauf hingewiesen, dass die „No-fault practice insurance“ (Haftpflichtversicherung ohne Verschulden) bis heute nicht in unserem Gesundheitssystem eingeführt wurde.

In der Kategorie „Information“ werden gleich vier Punkte beanstandet:

a) das Fehlen eines öffentlich zugänglichen Katalogs mit Qualitätsdaten über die Dienstleister im Gesundheitswesen;

b) das Fehlen einer Informations-hotline 24/7 mit Interaktivitätsfunktionen, die vom Patienten benutzt werden könnte;

c) der Umstand, dass medizinische Berichte, die zwischen Spezialisten und Allgemeinärzten ausgetauscht werden, nicht automatisch als Kopie an den Patienten weitergeleitet werden;

d) das Fehlen einer pharmazeutischen Information, die vom Laien verstanden werden kann.

In der Kategorie „Health Technology Assessment“ wird bemängelt, dass es hierzulande scheinbar keine solche Agentur gibt, welche die Evaluation von Gesundheitstechnologien für den optimalen Einsatz in der Gesundheitsversorgung vornehmen würde.

Schließlich wird auch die Tatsache festgestellt und als negativer Punkt dargestellt, dass es keine Wahlmöglichkeit bezüglich Gesundheitsversicherungen gibt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Viele dieser Punkte wurden in der Vergangenheit politisch bereits angesprochen. Kann der Gesundheitsminister heute konkrete Aussagen machen über anstehende Schritte, die er kurz- bis mittelfristig unternehmen möchte, um das Luxemburger Gesundheitssystem in Sachen Patientenrechte in eine europäische Spitzenposition zu bringen?

2) Kann der Minister konkrete Zeitpläne mitteilen, in denen Punkte der obigen Auflistung umgesetzt werden sollen? Was soll noch in dieser Legislaturperiode definitiv realisiert werden?

3) Ist der Minister nicht auch der Meinung, dass der Ausbau der Rechte der Patienten zu einer Optimierung der Dienstleistungen in unserer Gesundheitsversorgung beitragen könnte?

4) Was hat die Picker-Studie über die Qualität der Dienstleistungen in unserem Gesundheitssystem hervorgebracht? Kann der Minister uns diese Resultate übermitteln?

Réponse (23.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Bereits in meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage N°0104 des ehrenwerten Herrn Abgeordneten Jean Colombera über das Abschneiden Luxemburgs beim Euro Health Consumer Index (cf. *compte rendu N°3/2009-2010*) habe ich darauf hingewiesen, welchen Stellenwert die Patienten-Information und -Rechte in der Luxemburger Gesundheitspolitik genießen.

Es ist richtig, dass Luxemburg, zumindest formal gesehen, dem Thema „Patientenrechte“ zurzeit keinen konsolidierten Gesetzestext widmet. Wie bereits in vorerwähnter Antwort an den ehrenwerten Abgeordneten mitgeteilt,

ist jedoch ein modernes Gesetz über die Patienten-Rechte und -Pflichten in Ausarbeitung. In der Tat sieht das Regierungsprogramm vor, dass eine Gesetzesvorlage über die Rechte und Pflichten der Patienten ausgearbeitet wird. Es ist demnach beabsichtigt, noch dieses Jahr den entsprechenden Gesetzesentwurf vorzulegen, um den Rechtsrahmen entsprechend transparenter zu gestalten. In diesem Rahmen ist auch die Schaffung von Mediations-Strukturen im Gesundheitswesen angedacht.

Was das Thema „No-fault“ angeht, so möchte ich hervorheben, dass dieses Thema aktuell noch im Rahmen der Reformbemühungen des Gesundheitswesens mit allen Akteuren diskutiert wird.

Das vom Herrn Abgeordneten angesprochene Ranking, in welchem Luxemburg im Bereich „Patient Rights“ an zweiter Stelle (400 Punkte) direkt hinter der Schweiz (426 Punkte) von 30 Ländern erscheint, zeigt jedenfalls welche Bedeutung Luxemburgs Gesundheitssystem den Patientenrechten bereits jetzt zuerkennt!

Die Studie des auf Patientenbefragungen in Spitälern spezialisierten Picker Instituts, welche sich mit der Qualität der stationären Spitalbehandlung befasst, wurde von der Gesundheitskasse finanziert.

Diese Studie hat ein Verbesserungspotential des psychosozialen Aspektes der stationären Spitalpflege ausgemacht. Diese Probleme, die alle medizinischen Fachrichtungen betreffen, konnten sowohl in Bezug auf den Patienten selbst als auch auf sein Umfeld identifiziert werden.

Um diesen Schwierigkeiten gerecht werden zu können, beabsichtige ich ein integriertes Pflegekonzept ausarbeiten zu lassen, das auf den Patienten ausgerichtet ist sowohl was den psychosozialen Aspekt der Pflege als auch was den Stellenwert der Patienten selbst anbelangt.

Ich bin mir sicher, dass diese Maßnahme dazu führen wird, das bestehende Gesundheitssystem neu zu orientieren, und in der Lage sein wird die Dienstleister im Gesundheitswesen anzuspornen, noch besser auf die psychosozialen Bedürfnisse der Patienten einzugehen.

Question 0471 (19.2.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **continuité des soins**:

In einem Interview mit der Zeitung „Le Quotidien“ vom 26. August 2004 hat der damalige und jetzige Minister für Gesundheit und Sozialsicherheit gemeint, es ginge darum „Assurer la continuité des soins et veiller à ce que la prise en charge des personnes plus âgées se fasse d'une façon plus systématique“.

Nun sind seitdem bereits viele Jahre vergangen und auch im Gesundheits- und Sozialsystem zeigt sich heute angesichts schwindender Budgets bei der Gesundheitskasse ein gesteigerter Handlungsbedarf in Sachen Kosteneffizienz.

Vor diesem Hintergrund taucht immer wieder die Idee auf, dass es heute und in Zukunft darum gehen wird, im Sinne von mehr Effizienz die Verweildauer in den Kliniken zu kürzen, um dadurch Betten frei zu machen.



Wenn es auch stimmt, dass unsere Kliniken ihrem Auftrag gerecht werden müssen, Akutmedizin zu betreiben, so stellen sich doch eine Reihe Fragen systemischer Natur, wenn es darum geht, die Lage von älteren Menschen im Zusammenhang mit diesem Konzept der verkürzten Verweildauer zu verstehen. Ältere Menschen brauchen mitunter längere Erholungsphasen und ihr Gesundheitszustand muss stabil sein, ehe sie weitertransferiert oder nach Hause entlassen werden können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie steht es um die „continuité des soins“ im Luxemburger Gesundheitssystem?

- Gibt es reglementarische Regelwerke, die dieses Konzept beschreiben und seine Umsetzung respektive Einhaltung bestimmen?

- Wie will der Minister die „continuité des soins“ dort, wo noch Bedarf besteht, nicht nur einfordern, sondern auch umgesetzt sehen?

- Wie kann die „continuité des soins“ im Bereich der Versorgung von älteren Menschen konkret aussehen?

- Konkret gesehen, welche Bedingungen müssen erfüllt sein, ehe ein älterer Mensch der in einem Akutklinikum hospitalisiert ist, nach Hause entlassen wird?

- Wie gedenkt der Minister, Verstöße gegen die Nichterfüllung des Prinzips der nahtlosen „continuité des prises en charge“ zu ahnden?

- Ist es ein Patientenrecht, die Einhaltung des Prinzips der „continuité des soins“ einzufordern? Wenn ja, wo und wie?

- Wie sieht denn der Meinung des Ministers nach die Versorgung und Betreuung von älteren Menschen in unserem Gesundheitssystem „systematischer“ angepackt werden? Was wurde seit diesem Interview aus dem Jahre 2004 konkret in diesem Sinne neu eingeführt?

Welche Instrumente fehlen noch? Wie kann der immer noch anzutreffende „Silo-Mentalität“ von Versorgungssektoren im Gesundheits- und Sozialsystem entgegengewirkt werden?

- Wie steht es hierzulande mit der „continuité de l'information“ bei den Betreuungen? Findet sie heute ausreichend statt? Wie gedenkt der Minister sie unterstützen zu wollen? Gibt es minimale Anforderungen an die Berichterstattung zwischen Versorgungsketten?

Réponse (23.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Das Konzept der „continuité des soins“ ist durch verschiedene Vorschriften im Luxemburger Gesundheitssystem verankert. So ist dieses Prinzip unter anderem in der „Loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers“, der „Loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire“ sowie im „Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste“ vorgesehen.

Daraus ergibt sich ein Recht für jeden Patienten auf eine stetige medizinische Versorgung, unabhängig davon, ob die Behandlung stationär oder ambulant erfolgt. Diese Auflage obliegt sowohl den Krankenhäusern als auch den behandelnden Ärzten. Gegen etwaige Verstöße auf das

Recht auf die „continuité des soins“ kann Anzeige beim „Directeur de la santé“ beziehungsweise beim „Collège Médical“ erstattet werden.

Therapierelevante Einträge in der Patientenakte sollen zudem im Falle einer Überweisung des Patienten eine „continuité des soins“ zwischen den einzelnen Teilnehmern der Behandlungskette garantieren.

Um eine möglichst optimale Versorgungskontinuität im stationären Bereich zu gewährleisten, wird im Zuge der „planification hospitalière“ der Bedarf an Infrastruktur und Gerätschaften periodisch untersucht und dementsprechend festgelegt.

Was die „continuité d'information“ betrifft, so möchte ich darauf hinweisen, dass sowohl die „Loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers“ wie der „Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste“ ein Recht auf eine Information des Patienten vorsehen.

Diese Pflicht beinhaltet eine Aufklärung über die Erkrankung sowie die geplante Diagnostik und die Therapiemaßnahmen im Rahmen der Behandlung.

Schlussendlich möchte ich noch hinzufügen, dass das geplante Gesetz über die Patientenrechte ein noch verstärktes Augenmerk auf die Versorgungskontinuität und die Aufklärungspflicht legen wird.

Question 0472 (22.2.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'identification des personnes dans le secteur de la santé:

Als praktizierender Arzt stellt man immer wieder fest, dass es im Gesundheits- und Sozialwesen noch immer unterschiedliche Weisen gibt mit den Familiennamen von Frauen umzugehen, insbesondere dem „Mädchen-Nachnamen“.

Einige Institutionen verwenden den Mädchen-Familiennamen gefolgt von „épouse“ und dann den Familiennamen des Ehemannes zum Beispiel: Mme Schmit ép. Weber, derweil in anderen Strukturen der Familienname des Ehemannes gefolgt vom Mädchenfamiliennamen verwendet wird, zum Beispiel: Mme Weber-Schmitt. Dann gibt es all jene Frauen, die zwar verheiratet sind, aber die persönliche Entscheidung getroffen haben ihren Mädchen-Familiennamen beizubehalten und ausschließlich diesen in der Öffentlichkeit zu tragen.

Wenn es auch stimmt, dass die Matrikelnummer der CNS erlaubt jeden einzelnen Versicherten irgendwie zweifelsfrei zu identifizieren, so kann doch wie oben beschrieben ein gewisses Durcheinander bei der Verwendung des Nachnamens der Frauen entstehen, ganz abgesehen von den Problemen, die durch eine Verwechslung entstehen können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist die Frage der Identifizierung von Personen im Gesundheitswesen rechtlich und reglementarisch geregelt?

2) Wieso gibt es dennoch unterschiedliche Verwendungen und Herangehensweisen in unserem Gesundheits- und Sozialwesen?

3) Wie geht schlussendlich die CNS mit diesen verschiedenen Systemen um?

4) Wie wird die Frage später auf der Ebene der Interoperabilität von Informationssystemen im Gesundheits- und Sozialwesen definitiv geregelt werden?

5) Wird es zukünftig eine einzige, einheitliche und standardisierte Lösung in dieser Frage geben?

6) An welchen Konzepten zur Vermeidung der Patientenverwechslung wird bereits jetzt in unserer Gesundheitsversorgung gearbeitet?

7) Denkt der Minister nicht auch, dass eine einvernehmliche und für jeden Dienstleister verbindliche Lösung in dieser Angelegenheit nötig ist, nicht zuletzt im Sinne und Interesse der Patientensicherheit?

Réponse (15.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La Caisse Nationale de Santé ainsi que les autres caisses de maladie procèdent à la saisie des données des assurés au moyen du numéro d'identification national repris sur la carte de sécurité sociale qui doit obligatoirement figurer sur chaque document en relation avec l'assurance maladie.

En ce qui concerne le risque de confusion des patients, la CNS a intégré dans ses dispositions conventionnelles et statutaires la possibilité, voire même l'obligation pour le prestataire de vérifier la concordance de la personne qu'il a en face de lui avec celle dont la carte d'assurance maladie lui a été présentée, en requérant une pièce d'identité.

Le numéro matricule qui sert de base à l'identification des personnes dans le cadre de l'assurance maladie constitue un numéro d'identification à onze chiffres dont la gestion incombe au Centre informatique de l'État et les données personnelles des assurés utilisées dans la banque de données signalétique des institutions de sécurité sociale proviennent de cette administration.

Concernant l'utilisation de différents noms par les femmes mariées, il faut se référer à la législation luxembourgeoise en matière d'attribution et d'usage de noms qui est respectée par les institutions de sécurité sociale.

Question 0473 (22.2.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les instruments à disposition du Gouvernement pour aider des entreprises en difficultés:

In Beantwortung meiner parlamentarischen Frage N°0393 an den Medienminister ob AOL sich von Luxemburg verabschieden würde (cf. *compte rendu N°8/2009-2010*), antwortete der Herr Minister mit einem klaren Nein. Gut eine Woche später gab AOL bekannt den Standort Luxemburg aufzugeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Weiß die Regierung überhaupt ob große Betriebe in Schwierigkeiten sind oder kommt die Nachricht von Betriebsaufgaben für die Regierung aus heiterem Himmel?

2) Existiert eine Art „Frühwarnsystem“ welches es der Regierung erlaubt frühzeitig Kenntnis darüber zu erlangen, ob ein Betrieb Gefahr läuft in wirtschaftli-

che oder finanzielle Schieflage zu geraten?

3) Falls die Regierung Kenntnis von solchen Schwierigkeiten hat, welches Instrumentarium steht ihr dann zu Verfügung um konkrete Hilfsmaßnahmen anzubieten?

4) Haben andere Betriebe angekündigt dieses Jahr ihre Aktivitäten einzustellen und wenn ja wie viele?

Réponse (23.3.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Im Rahmen der Arbeiten des Konjunkturrates ist die Regierung regelmäßig in Kontakt mit in Luxemburg ansässigen Betrieben, welche wirtschaftliche oder finanzielle Schwierigkeiten haben. Diese Kontakte entstehen insbesondere bei Anfragen zur Genehmigung für Kurzarbeit, bzw. im Rahmen der Anfragen zum Ausarbeiten eines Beschäftigungsplanes.

Nicht jeder Betrieb jedoch wendet sich an die hiesigen Stellen, wenn wirtschaftliche oder finanzielle Schwierigkeiten den Weiterbestand gefährden. Ein systematisches „Frühwarnsystem“ existiert in dieser Form nicht, da Betriebe sich aus eigener Initiative melden müssen.

Die Regierung kann Betrieben kurzfristige finanzielle Hilfestellung genehmigen im Rahmen der Gesetze vom 29. Mai 2009, welche ermöglichen entweder Zuschüsse auszahlend oder staatliche Garantien auszustellen. Diese Beihilfen unterliegen allerdings strengen Auflagen, welche den Rahmenbedingungen der Europäischen Kommission entsprechen.

Durch Anwendung der Bestimmungen der Kurzarbeit können Betriebe, deren Belegschaft nicht mehr vollständig beschäftigt werden kann, lohnbedingte Kosten entlasten ohne Mitarbeiter entlassen zu müssen.

Weitere Hilfestellung kann zudem auch durch eine gesamtheitliche Auslegung eines Beschäftigungsplans erreicht werden. Hier steht ein weit gefächertes Instrumentarium zur Verfügung, um Betrieben zu ermöglichen im Sozialdialog eine schwierige wirtschaftliche Situation zu überbrücken.

Question 0475 (24.2.2010) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la journée internationale contre l'homophobie:

Le 23 avril 2009, la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à déclarer la participation du Grand-Duché à la Journée internationale contre l'homophobie (IDAHO), qui a lieu tous les ans à la date du 17 mai.

De même, la Chambre avait invité le Gouvernement à prévoir des campagnes d'information et de sensibilisation à cette occasion.

Dès lors, j'aimerais demander à Madame la Ministre:

- Quelles suites le Gouvernement a-t-il d'ores et déjà donné à la motion citée ci-dessus?

- Est ce que le Gouvernement compte conférer la mise en pratique de la motion au Centre pour l'Égalité de Traitement? Dans la négative, quel organisme gouvernemental se chargera alors du dossier?

- La date du 17 mai 2010 approchant à grands pas, les campagnes d'information et de sensibilisation évoquées sont-elles déjà en élaboration?

Réponse (22.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

- La lutte contre l'homophobie fait partie intégrante des mesures prévues par le futur Plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations. À ce titre et avec le soutien du programme communautaire PROGRESS, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) a soutenu la réalisation d'une écriture scénique intitulée «L'annonce» en collaboration avec le Centre des Arts Pluriels d'Ettelbruck. Cette pièce a été mise en scène pour la première fois le 16 octobre 2009 au Centre des Arts Pluriels d'Ettelbruck.

L'association Rosa Lëtzebuerg, par le biais de son Centre d'Information Gai et Lesbien «CIGALE», bénéficie d'une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration depuis 2003. Par ailleurs, le Ministère accorde son soutien à des événements comme le GAYMAT ou des manifestations organisées par l'association Transgender Luxembourg, créée en 2009.

- Le Gouvernement ayant été mandaté explicitement dans la motion, il a été décidé que sa mise en pratique soit confiée au Ministère de la Famille et de l'Intégration (Service Jeunesse et Famille et Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) en étroite collaboration avec le Centre d'Information Gai et Lesbien «CIGALE».

Des synergies ont néanmoins été recherchées avec le Centre pour l'égalité de traitement qui organise cette année avec le soutien du programme PROGRESS des tables rondes sur chacun des motifs de discrimination visés à l'article 19 du Traité de Lisbonne. Ainsi, la table ronde portant sur l'orientation sexuelle aura lieu le 31 mai 2010 afin de coïncider dans la mesure du possible avec la Journée Internationale du 17 mai.

- Le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en étroite collaboration avec «CIGALE», travaille actuellement à la réalisation d'une campagne d'information et de sensibilisation. Ainsi, il prévoit l'organisation d'une conférence grand public, le 17 mai 2010 à l'Abbaye de Neumünster, afin de présenter des exemples de bonnes pratiques au niveau communal et au niveau national. Il espère pouvoir accueillir à cette table ronde un représentant du «Senat für gleichgeschlechtliche Lebensweisen» de la Ville de Berlin ainsi qu'un représentant du Centre pour l'Égalité des Chances (Belgique).

Par ailleurs, afin de sensibiliser également le grand public dans son ensemble, il est prévu de lancer une campagne médiatique grand public utilisant entre autres un spot publicitaire réalisé par ILGA pour cette occasion (<http://ilga.org/ilga/fr/article/791>). Les modalités de cette campagne sont encore à clarifier.

Question 0477 (24.2.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **liste de contrôle de la sécurité chirurgicale**:

Am Juni 2008 huet d'Weltgesundheitsorganisatioun eng sougenannten „Liste de contrôle de la sécurité chirurgicale“ publizéiert. Dës Lëscht ass geduecht, fir Feeler, déi bei engem chirurgeschem Agréff kënnen virkommen, ze deziméieren an d'Sécherheet vum Patient ze erhéieren. Am Ausland gëtt dës Lëscht an eenzelne Spideeler schonn applizéiert an esou konnt d'Feelerquell bis zu 20% gesenkt ginn.

An dësem Kontext wëll ech dem Gesundheitsminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt dës Lëscht oder eng ähnlech Prozedur och an de Lëtzebuerger Spideeler ugewannt?

2. Wann neen, firwat net?

3. Ass de Minister an deem Fall bereet de Gebrauch vun dëser Lëscht fir d'Spideeler obligatoresch ze maachen?

Réponse (31.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

An de Lëtzebuerger Spideeler gëtt schonn d'«Liste de contrôle de la sécurité chirurgicale» vun der Weltgesundheitsorganisatioun respektiv eng ähnlech méi oder manner extensiv oder repetitiv Prozedur ugewannt.

Dës Lëscht ass zum Beispill och am «Dossier informatique anesthesie - projet-pilote METAVISION», deen de Moment am CHL leeft, dran. Et wier sécher fundéiert deene Recommandatiounen en obligatoresche Charakter ze ginn, andeems een als Preventiounsmaossnam de «signalement des événements indésirables», dee verschidde Spideeler haut schonn hunn, géif verallgemengeren.

Doriwwer eraus gesäit de Spidolsplang (Règlement grand-ducal du 13 mars 2009) e gerechten Zougang zu enger héichwärteger Behandlung am Spidol vir. An deem Kontext sief nach preziséiert, dass d'Qualitéitssicherung vun de Spidolsleeschungen duerch en nationale Comité koordinéiert gëtt.

Question 0478 (24.2.2010) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Henri Kox** (déi gréng) concernant la **nomination de six représentants luxembourgeois auprès du Conseil Économique et Social Européen (CESE)**:

Le Comité Économique et Social Européen (CESE) est la plateforme institutionnelle et consultative grâce à laquelle les représentants des milieux socioéconomiques européens peuvent exprimer formellement leurs points de vue sur les politiques européennes. Il formule des avis sur des thèmes d'intérêt européen à l'adresse du Conseil, de la Commission et du Parlement européen.

Les 344 membres actuels du CESE se divisent en trois groupes: «employeurs», «salariés» et «activités diverses». Le Luxembourg a droit à six représentants. Tous les

membres sont proposés par les gouvernements et nommés à titre personnel par le Conseil de l'UE pour une période de quatre ans renouvelable. Le prochain renouvellement aura lieu en octobre 2010.

Les six membres luxembourgeois sont issus de la CGFP, de l'OGB-L, du LCGB, de la Centrale Paysanne, de la Chambre des Métiers et d'ArcelorMittal, auxquels s'ajoute un septième représentant «externe» pour «Mittal Steel Co Ltd - EUROFER».

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que le Gouvernement a déjà mené des réflexions quant au renouvellement des six mandats luxembourgeois? Sur quels critères est-ce qu'il se base pour élaborer la proposition de noms?

- Est-ce que le Gouvernement entend garder la même clé de distribution et se limiter aux seuls représentants d'employeurs et de salariés? Est-ce que le Luxembourg ne proposera pas de conseillère ou de conseiller relevant de la catégorie «activités diverses» qui englobe toutes les autres composantes de la société civile?

- Considérant qu'à peine un sixième des membres luxembourgeois et un quart des 344 membres sont des femmes, le Gouvernement entend-il promouvoir une plus grande représentation féminine au sein du CESE et en tenir compte lors de sa proposition?

- Le nombre de mandats étant de six pour notre pays, quels sont le statut, le rôle et la nationalité de la septième personne?

Réponse (25.3.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Les gouvernements luxembourgeois successifs ont depuis les débuts de la construction européenne accordé une importance élevée à la représentation luxembourgeoise au sein du Comité Économique et Social Européen (CESE). Il a toujours été le souci des gouvernements d'assurer une composition de la délégation au CESE la plus représentative possible de la vie économique et sociale luxembourgeoise.

La délégation luxembourgeoise au CESE est depuis la création en 1957 de cette assemblée consultative par le traité instituant la Communauté économique européenne composée de six conseillers. La base de données du CESE indique en effet une septième personne comme représentant du Luxembourg. Il ne s'agit cependant pas d'un conseiller du CESE, mais d'un des 48 délégués externes de la Commission consultative des mutations industrielles (CCMI). Ces délégués sont proposés par les trois groupes composant le CESE et il se trouve que l'employeur d'un de ces délégués est un groupe industriel ayant son siège au Luxembourg.

Les conseillers luxembourgeois sont proposés par le Gouvernement au Conseil de l'Union européenne, qui nomme les membres du CESE. Le Gouvernement se base pour sa part sur les propositions de candidats de différentes organisations représentatives de entreprises (Groupe I du CESE), du monde syndical (Groupe II) et du monde agricole (Groupe III). Le Gouvernement est d'avis que, de par le critère de la représentativité, il est justifié d'inviter à nouveau les mêmes organisations que par le passé à lui soumettre des candidats.

Le Gouvernement partage le souci d'une représentation féminine équilibrée au sein du CESE. Il lui importe toutefois aussi de laisser le libre choix aux organisations proposant des candidats dans la désignation du candidat proposé.

Question 0480 (25.2.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant l'**évolution du Conseil européen**:

Beim jüngsten EU-Sondergipfel in Brüssel sprachen sich die Regierungschefs für eine bessere Koordination aus und der neue ständige EU-Ratspräsident Herman van Rompuy hat ein neues Strategiepapier vorgestellt. Danach soll der Europäische Rat „zum zentralen Entscheidungsgremium der EU werden“ und sich „zu einer Art Wirtschaftsregierung Europas“ entwickeln. Künftig soll der Rat „spezifische Maßnahmen“ für alle Euro-Länder beschließen und überwachen. Dies sei nach Artikel 136 des Lissabon-Vertrags möglich.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Was beinhaltet der Ausdruck „zentrale Wirtschaftsregierung“?

- Aus was bestehen diese „spezifischen Maßnahmen“?

- Werden die einzelnen Länder ihre eigene Wirtschaftspolitik nicht mehr betreiben dürfen?

- Was bedeutet die zentrale Wirtschaftsregierung für das Wohl aller EU-Bürger im Allgemeinen und für Luxemburg im Besonderen?

- Welchen Impact hat diese zentrale Wirtschaftsregierung auf die sozialen Errungenschaften?

- Bedeutet die Ausrufung der zentralen Wirtschaftsregierung, bedingt durch die Eurokrise, nicht eine radikale Ausweitung der EU-Macht?

Question 0486 (2.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **Gouvernement économique européen**:

Dans une interview accordée récemment au journal allemand «Handelsblatt», Monsieur le Premier Ministre a longuement évoqué un «Gouvernement économique européen». En outre, il a estimé que: «In der Eurogruppe muss allen, und derzeit vor allem Griechenland klar sein, dass jedes Mitglied ein Stück seiner Souveränität verliert».

Monsieur le Premier Ministre a estimé en outre que chaque État membre de l'Eurogroupe devrait coordonner sa politique économique avec les autres États membres et qu'aucun État membre de ce groupe ne devrait prendre des initiatives («vorpreschen») sans se concerter en amont avec les autres États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Quelles seraient les bases légales pour un tel «Gouvernement économique européen»? Quel texte ratifié par la Chambre des Députés définit les attributions, les pouvoirs et le mode de fonctionnement d'un tel «Gouvernement économique européen»?

- De quelle nature est la perte de souveraineté des États membres de l'Eurogroupe qu'évoque Monsieur le Premier Ministre et sur la base de quels traités et de quelles dispositions précises une telle

perte de souveraineté est-elle censée s'opérer?

- De quelle façon et par quels organes parlementaires (nationaux et/ou européens) le «Gouvernement économique européen» serait-il soumis au contrôle démocratique?

- Est-ce que le principe de subsidiarité est supposé s'appliquer aux décisions économiques prises par l'Eurogroupe et de quelle façon les décisions de l'Eurogroupe seraient-elles soumises à un contrôle de subsidiarité?

- Quelle serait encore la marge de manœuvre nationale des États membres en matière économique dans l'hypothèse de la genèse d'un «Gouvernement économique européen» et quelles seraient les mesures économiques nationales susceptibles d'une coordination préalable au niveau de l'Eurogroupe?

- Comment devrait s'opérer un tel processus de consultation préalable? Quel serait le rôle des Ministres de l'Économie par rapport à celui des Ministres des Finances?

- Est-ce que l'Eurogroupe ou un de ses membres disposerait d'un droit de veto contre une mesure économique décidée par un de ses États membres au niveau national? Quel serait le processus décisionnel au sein de l'Eurogroupe?

Réponse (25.3.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Le «Gouvernement économique européen» est exercé conjointement par le Conseil européen, le Conseil des ministres et l'Eurogroupe.

Par les termes «Gouvernement économique européen», il convient de comprendre un renforcement de la gouvernance économique de l'Union européenne et de l'espace euro, ainsi qu'une meilleure coordination des politiques économiques (y compris la politique budgétaire), conformément aux Articles 119, 120 et 121 du Traité de Lisbonne. Par ailleurs, le Gouvernement appuie la Commission européenne dans sa démarche qui consiste à faire des propositions au Conseil sur base de l'Article 136 du Traité de Lisbonne en vue d'un approfondissement et d'un renforcement de la coordination et de la surveillance des politiques économiques (y compris de la politique budgétaire) au sein de l'espace euro, étant donné que les États membres qui partagent la même monnaie partagent aussi un destin en commun.

Dans la mesure que le «Gouvernement économique» est exercé conjointement et solidairement par les gouvernements des États membres représentés au sein du Conseil et étant donné que l'exercice des pouvoirs de surveillance et de coordination s'appuie sur les dispositions du Traité de Lisbonne, la gouvernance économique renforcée n'implique ni une perte de souveraineté allant au-delà de ce qui est explicitement prévu par le Traité de Lisbonne, ni un abandon du contrôle démocratique.

L'exercice du «Gouvernement économique européen» s'appuie essentiellement sur trois instruments, à savoir le Pacte de Stabilité et de Croissance, les Grandes Orientations des Politiques Économiques et les Lignes Directrices Emploi. Conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne, ces instruments définissent le cadre de la politique économique et budgétaire de l'Union européenne et de l'espace euro. À l'inté-

rieur de ce cadre, les États membres fixent leurs objectifs nationaux de façon coordonnée afin de s'assurer que la somme des politiques mises en œuvre au niveau national conduise à la formulation d'une politique cohérente au niveau de l'Union européenne et de l'espace euro dans son ensemble. Or, sur le plan national, la spécification et la mise en œuvre des mesures de politique économique restera confiée au Gouvernement qui devra toutefois assurer qu'elles contribuent à la réalisation des objectifs définis en commun. À noter que pour les décisions à prendre dans ce cadre, les droits de vote des États membres sont ceux fixés par le Traité de Lisbonne pour les différentes politiques en question.

Question 0481 (26.2.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **recrutement de membres auprès de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP)**:

Le 23 février 2010, lors d'une conférence de presse, le président de l'Association des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur (APESS) a fait état de sa crainte que la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) puisse avoir accès - éventuellement même de façon illégale - à des fichiers étatiques pour pouvoir contacter rapidement de nouveaux fonctionnaires afin de les inviter à devenir membres de la CGFP.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ou infirmer l'hypothèse selon laquelle la CGFP aurait eu accès directement ou indirectement à des banques de données de l'État ou que des données personnelles gérées par l'État auraient été communiquées d'une façon ou d'une autre à la CGFP?

- S'il s'avérait que la CGFP a effectivement bénéficié d'adresses provenant de banques de données de l'État, quel est l'avis de Monsieur le Ministre sur cette question et quelles sont les mesures qu'il désire prendre pour éviter que de tels faits se répètent?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance d'autres transferts de données étatiques au profit d'associations syndicales ou autres?

Réponse (22.3.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Dans son courrier du 26 février 2010, Monsieur le Député Fernand Kartheiser désire savoir si la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) a eu accès directement ou indirectement à des banques de données de l'État ou si des données personnelles gérées par l'État ont été communiquées d'une façon ou d'une autre à la CGFP. Si tel devait être le cas, l'honorable Député demande de connaître ma position et les mesures que j'entends prendre pour éviter que de tels faits ne se répètent. L'honorable Député voudrait également savoir si j'ai connaissance d'autres transferts de données étatiques au profit d'associations syndicales ou autres.



En réponse, je tiens à préciser que l'État n'a pas transmis et ne transmettra pas de données personnelles relatives à ses agents à aucune organisation syndicale, quelle qu'elle soit.

Par ailleurs, et après avoir pris les renseignements nécessaires auprès des responsables du bureau électoral chargé d'organiser les élections pour le renouvellement de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics qui se déroulent au mois de mars 2010, je voudrais informer l'honorable Député que le bureau électoral n'a transmis et ne transmettra à aucune organisation syndicale des données personnelles relatives aux électeurs à ladite chambre.

Finalement, il y a lieu de remarquer que les organisations syndicales doivent elles-mêmes s'organiser pour attirer de nouveaux membres ou pour toucher les électeurs à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Si une personne devait avoir connaissance de faits concernant un irrespect des dispositions légales en matière de protection des données personnelles, il lui appartiendra d'en saisir les autorités compétentes, à savoir la Commission pour la protection des données ou, le cas échéant, les instances judiciaires.

Question 0484 (26.2.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers:**

En date du 2 novembre 2009 j'avais soulevé dans ma question parlementaire N°0226 (cf. *compte rendu N°7/2009-2010*) la pratique du Ministère de l'Environnement de demander le dépôt d'une garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre du Développement durable avait confirmé qu'une garantie bancaire de 1.000.000 euros respectivement de 500.000 euros avait été demandée pour des projets de renaturation. Sans pour autant préciser si une telle condition était conforme à la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles. Le montant de ces deux garanties bancaires ayant été fixé «en fonction de l'envergure et de la qualité des habitats et biotopes détruits».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la base légale d'une telle garantie bancaire dans le cadre d'une autorisation de défrichement de fonds forestiers? Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les deux autorisations mentionnées ci-dessus ont été redressées entre-temps?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire parvenir les études chiffrées sur lesquelles le ministère s'est basé pour évaluer «la qualité des habitats et biotopes détruits» et qui l'ont amené à fixer les garanties bancaires à une hauteur de 500.000 respectivement 1.000.000 euros?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire parvenir le listing chiffré des travaux effectués avec l'argent des deux garanties bancaires?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si une partie ou la totalité de la garantie bancaire a

été versée à l'Administration de la Nature et des Forêts pour des services prestés dans le cadre des travaux de renaturation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les sites en question, sur lesquels des travaux de renaturation ont été effectués avec l'argent des garanties bancaires?

Réponse (31.3.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'honorable Député Eugène Berger pose ici une deuxième question parlementaire au sujet d'une autorisation accordée en date du 22 août 2007 par le Ministre de l'Environnement de l'époque en relation avec un défrichement de fonds forestiers dans l'intérêt de l'aménagement d'une zone d'activités à Contern, au lieu-dit «Rosswinkel».

La question de la légalité de la garantie bancaire demandée par Monsieur le Ministre Lux dans son autorisation précitée du 22 août 2007 est déjà traitée par le premier alinéa de la réponse à la question N°0226 de l'honorable Député (cf. *compte rendu N°7/2009-2010*).

Cette réponse vaut - mutatis mutandis - également pour la deuxième autorisation par lui évoquée.

Les deux autorisations n'ont pas été «redressées» - en termes juridiques, il faudrait plutôt dire «retirées» - alors que leur légalité n'a pas été contestée par les requérants des projets concernés et que lesdites décisions n'ont pas fait l'objet de recours contentieux.

En ce qui concerne le premier dossier évoqué par Monsieur Berger, le rapport «PAP Contern: Ermittlung des Kompensationsbedarfs für gerodete Waldflächen» a chiffré la valeur de la qualité des habitats et biotopes détruits en fonction d'un système de points et sans évaluation en euros. Le montant de un million d'euros a été fixé forfaitairement par référence à cette estimation, compte tenu respectivement du prix de terrains dans cette partie de la commune de Contern et de la valeur de la forêt à compenser.

En ce qui concerne le deuxième dossier concernant un projet portant sur un fonds sis dans la même commune, la démarche de mon prédécesseur a été identique.

Il se différencie cependant du premier dans la mesure où le requérant présentera des propositions de mesures compensatoires conformes aux exigences légales qui vont être discutées sous peu avec mes services, de sorte que la question d'une participation à un projet de compensation défini par l'Administration de la Nature et des Forêts ne se pose plus.

Aucun travail n'a été effectué avec l'argent de la garantie bancaire ni aucun transfert de fonds à l'Administration de la Nature et des Forêts.

Question 0488 (3.3.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **perquisitions auprès d'une banque islandaise:**

Récemment la presse s'est faite l'écho de perquisitions d'un procureur islandais ayant eu lieu auprès de la banque Havilland (ancienne Banque Kaupthing). Les enquêteurs islandais auraient procédé à des perquisitions dans

d'anciens immeubles de la Banque Kaupthing et auraient également interrogé des personnes dont l'identité n'a pas été révélée.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a été informée sur les perquisitions prémentionnées? Dans l'affirmative, quelles démarches la CSSF a prises suite à cette information? Est-ce que la CSSF et le Parquet se tiennent au courant sur le volet administratif de cette affaire?

- Comme il s'agit d'une commission rogatoire internationale provenant de l'Islande, est-ce que la CSSF s'est renseignée auprès de son pendant islandais FME sur l'étendue de cette affaire et les répercussions éventuelles sur le Luxembourg?

- Après la mise en place des gestionnaires auprès de la Banque Kaupthing, est-ce que la CSSF a vérifié si les conditions pour l'obtention de l'agrément sont toujours remplies?

- Est-ce que lesdites perquisitions ont des répercussions sur l'accord avec l'État luxembourgeois concernant la séparation des activités saines et celles ayant mené à la faillite de la Banque Kaupthing?

- Quel a été l'engagement financier de la Banque Centrale luxembourgeoise pour sauver la Banque Kaupthing de la faillite?

Réponse (30.3.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

Il importe de préciser que les perquisitions qui ont eu récemment lieu dans les locaux de la Banque Havilland concernaient des documents qui appartenaient à l'ancienne Banque Kaupthing. La Banque Havilland est une entité avec des actionnaires entièrement différents de ceux de la Banque Kaupthing.

Ni le Gouvernement, ni la CSSF n'ont été informés au préalable de ces perquisitions qui relèvent de la seule compétence des autorités judiciaires indépendantes. La CSSF a des contacts normaux avec ses homologues islandais, ceux-ci tournaient depuis la crise islandaise notamment autour des trois banques islandaises qui étaient implantées à Luxembourg. Ces contacts ne concernent pas les volets de la compétence du Parquet.

La question sur les conditions d'agrément n'a pas lieu d'être vu que la Banque Kaupthing n'existe plus. Les conditions d'agrément de la Banque Havilland restent remplies. Les perquisitions n'ont aucun impact sur la gestion de la faillite de la Banque Kaupthing.

Finalement, la Banque Centrale de Luxembourg étant une institution indépendante, le Gouvernement ne peut se prononcer sur l'engagement financier de celle-ci face aux banques.

Question 0489 (3.3.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **services postaux:**

Sauf erreur, le Gouvernement est sur le point de finaliser un avant-projet de loi sur les services postaux visant la transposition en droit luxembourgeois de la Directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes pour le développe-

ment du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service. Dans ce contexte, les milieux concernés semblent préoccupés par les intentions prêtées au Ministre des Communications et des Médias relatives au sort futur des fonctionnaires d'État actuellement engagés auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT).

En effet, ces milieux craignent une abrogation du statut de fonctionnaire public, voire une privatisation de l'EPT.

Dans ce contexte, je prie Monsieur le Ministre des Communications et des Médias de bien vouloir m'informer sur les questions suivantes:

1) Est-ce qu'il est dans les intentions du Ministre de modifier, voire d'abroger le statut de fonctionnaire public de ce personnel actuellement en place?

2) Quelles sont par ailleurs les intentions du Ministre par rapport à la définition du service universel en matière postale?

3) Est-ce que le Ministre entend consulter, avant la finalisation de l'avant-projet de loi sur les services postaux, les partenaires sociaux sur son concept aux fins d'entamer un réel dialogue transparent avec les milieux concernés?

Réponse (15.3.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias:*

Me référant à l'objet repris sous rubrique, je tiens à vous informer que le Ministre des Communications et des Médias n'est pas le ministre de tutelle de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), alors qu'il s'agit dans ce cas d'espèce du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. Le Ministre des Communications et des Médias est uniquement en charge de la régulation des services postaux, qui est appliquée dans la suite par l'Institut luxembourgeois de Régulation.

En effet, c'est suite à la libéralisation des télécommunications que la Commission de l'Union européenne a toujours lourdement insisté que le ministre en charge de la régulation ne soit pas en même temps le «patron» de l'opérateur étatique. Ainsi en 1999, le Ministère des Communications a été supprimé, la tâche de régulation étant intégrée au Service des Médias et de l'Audiovisuel (aujourd'hui Service des Médias et des Communications) dont le Ministre des Médias et Communication est le ministre de tutelle. La tutelle de l'EPT a été confiée au Ministre de l'Économie. La Commission de l'Union européenne reste fermement attachée à la séparation fonctionnelle des deux ministères.

Dans ce contexte, le Ministre des Communications et des Médias veille notamment à ce que l'EPT puisse assurer le service universel qui comprend entre autres la levée, le tri, le transport et la distribution des envois de correspondance. La Directive définit le service universel comme «une offre de services postaux de qualité déterminée fournis de manière permanente en tous points du territoire à des prix abordables pour tous les utilisateurs». Dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet de loi sur les services postaux visant la transposition en droit luxembourgeois de la Directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes pour le développe-

des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service, le Ministre des Communications et des Médias doit prêter attention à une ouverture équilibrée du marché postal en vue d'offrir un service postal universel de qualité et une transposition harmonieuse entre la situation de monopole actuel sur les envois postaux inférieurs à 50 g, service réservé au stade actuel à l'EPT, et la future situation de concurrence entre opérateurs.

Les plans de restructuration éventuels que l'EPT entend mettre en place en vue de cette libéralisation, annoncée depuis une dizaine d'années déjà, ne sont cependant pas de son ressort. À ce sujet, il importe particulièrement au Ministre des Communications et des Médias de vous confirmer qu'il ne nourrit aucune intention dans le sens indiqué par la question de l'honorable Député, alors qu'il n'a tout simplement aucune compétence en matière de gestion de l'EPT. Il faut cependant rappeler dans ce contexte que le Luxembourg et notamment les ministres successifs de la Communication, le soussigné et son successeur et prédécesseur M. Jean-Louis Schiltz se sont toujours opposés à une libéralisation des services postaux, en raison du fait que nous étions et sommes convaincus que l'EPT livre un service de haute qualité et à prix abordables à l'attention de ses clients et qu'une libéralisation des services postaux n'allait pas nécessairement améliorer la situation au Luxembourg, comme elle pouvait le faire dans d'autres pays.

S'agissant des deux autres questions de l'honorable Député, le Ministre des Communications et des Médias tient à rappeler les stipulations de la déclaration gouvernementale: «Le Gouvernement transpose en droit national la directive 2008/6/CE concernant l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté. Il le fait dans un souci d'assurer un service universel de qualité pour les principales prestations postales. Dans ce contexte, il examine notamment l'opportunité d'introduire un système de licence pour les prestataires de services postaux. Le financement des prestations du service universel est assuré par les opérateurs.» Ces engagements du Gouvernement constituent la base des travaux actuellement en cours, travaux qui sont par ailleurs réalisés en étroite collaboration et en accord avec le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Tout en réitérant que le Luxembourg n'a jamais été un adepte de la libéralisation des services postaux, celui-ci va transposer cette directive en parfaite concordance avec les objectifs définis par le programme gouvernemental. Voilà pourquoi le Ministre des Communications et des Médias va soumettre, au cours du mois d'avril de l'année en cours, pour discussion aux partenaires sociaux la proposition de mise en place d'un service universel, service qui serait à définir avant tout en fonction des attentes et des besoins des consommateurs. Ce sera sur base des résultats de ces discussions partenariales qu'il va finaliser définitivement son avant-projet de loi pour présentation au Conseil de Gouvernement.

Il y a lieu de rappeler que lors d'une première consultation relative au marché postal, qui a eu lieu au courant des derniers mois, le Ministre des Communications et des Médias avait notamment aussi invité les partenaires sociaux à s'entretenir au préalable sur l'opportunité une convention collective sectorielle à déclarer d'obligation générale pour la distribution postale.

Question 0491 (4.3.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **dotat[i]on étatique par habitant des différents centres de développement et d'attraction (CDA)**:

La dotat[i]on étatique par habitant accordée à la Ville d'Esch-sur-Alzette est largement supérieure à celle octroyée à la région Nordstad - c'est-à-dire les communes de Colmar-Berg, Schieren, Ettelbruck, Erpeldange, Diekirch et Bettendorf. Vu cet écart notable, il n'est guère surprenant que la Nordstad se voit discriminée par rapport à l'autre centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen que forme Esch-sur-Alzette.

Tout comme la ville d'Esch, elle est appelée à assumer des responsabilités et des engagements régionaux croissants afin d'assurer son rôle de CDA si bien que cette différence considérable sur le plan des dotations n'est pas justifiable.

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre est-il également d'avis que cette discrimination au niveau des recettes communales ordinaires n'est plus tolérable? Est-il possible de fournir des détails sur l'évolution de la dotat[i]on étatique par habitant depuis l'an 2000 afin d'établir une comparaison entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Nordstad?

- En attendant la création d'une éventuelle communauté urbaine au niveau de la Nordstad, Monsieur le Ministre serait-il disposé à redéfinir à court terme la clé de répartition des dotations étatiques en octroyant davantage de fonds à la Nordstad?

- Pour quand au plus tard Monsieur le Ministre se propose-t-il de finaliser l'indispensable réforme des finances communales laquelle sera censée tenir compte entre autres des missions spécifiques confiées aux communes en considérant également la vocation régionale de certaines d'entre elles?

- Pourquoi le Gouvernement n'envisage-t-il pas de créer un fonds d'investissement public en faveur de la Nordstad à l'instar du Fonds Belval par exemple?

Réponse (31.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Dans ses réflexions, Monsieur le Député André Bauler se réfère exclusivement à «la dotat[i]on étatique par habitant» accordée aux communes pour conclure à une discrimination entre les centres de développement et d'attraction d'Esch-sur-Alzette et de la Nordstad.

Cette façon de présenter les choses est trop réductrice. En effet, si on veut faire des comparaisons objectives, il importe de prendre en considération le système de financement des communes dans son ensemble et il n'y a pas lieu d'en extraire un élément et de considérer cet élément isolément.

2. Le fonctionnement du système de financement des communes a été décrit dans le document du Ministère de l'Intérieur du 29 avril 2005 relatif à un «concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg». Il est renvoyé à ce document pour une information détaillée du système.

3. Pour ce qui est de la réforme des finances communales concernant l'ensemble des mécanismes de financement des communes, une analyse y relative est en cours de réalisation à la Banque Centrale du Luxembourg, chargée de cette mission par le ministère.

4. Concernant l'avenir de la «Nordstad», la communauté urbaine à réaliser et la constitution éventuelle d'un fonds d'investissement public en faveur de la Nordstad, il y a lieu d'attendre l'évolution du dossier et l'intensité de rapprochement des actuelles communes pour pouvoir trancher sur les moyens les plus appropriés pour accompagner la future Nordstad dans son développement.

Question 0494 (8.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **maison médicale dans la région Est du Luxembourg**:

Les maisons médicales fonctionnent depuis le 1^{er} décembre 2008. Les maisons médicales, situées à Ettelbruck, Luxembourg-Ville et Esch-sur-Alzette ont pour vocation de remplacer les médecins de famille pendant les nuits, les weekends et les jours fériés, en vue d'assurer la continuité des soins.

Le système a fait ses preuves et en 2009, Monsieur le Ministre de la Santé avait annoncé que plusieurs concepts intéressants quant à l'installation d'une maison médicale dans la région Est du Grand-Duché lui avaient été présentés et il s'était déclaré optimiste quant à l'extension éventuelle de l'offre de maisons médicales dans les meilleurs délais.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est l'évolution du dossier en question?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir ouvrir une maison médicale dans la région Est du Luxembourg?

- Qu'en est-il d'une extension de l'offre des maisons médicales dans les régions rurales du Grand-Duché?

Réponse (31.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les services du Ministère de la Santé, avec les médecins coordinateurs des différentes régions, sont en train d'évaluer l'activité du service «maisons médicales» qui fonctionne depuis un peu plus d'un an.

Dès à présent nous constatons que le service s'avère être un succès, toujours est-il que la fréquen-

tation pourrait encore être accrue. Il faudra notamment continuer à amener - par la répétition de messages d'informations - un changement de mentalité auprès des usagers afin qu'ils se présentent de manière privilégiée aux consultations d'une maison médicale au lieu d'avoir systématiquement recours au service d'urgence auprès des hôpitaux.

Dans cet ordre d'idées, le programme gouvernemental prévoit que «le projet des maisons médicales sera évalué et adapté aux besoins. Une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, notamment dans les régions rurales.»

Le service des maisons médicales pourrait ainsi être utilement complété par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale. Ces cabinets de groupe pourraient grâce à la disponibilité de plusieurs médecins assurer des plages d'activités plus étendues dépassant les heures d'ouverture «normale» d'un cabinet tenu par un seul médecin. L'implantation de tels cabinets de consultation ainsi que leur fonctionnement pourraient, dans la mesure des possibilités budgétaires, faire l'objet d'encouragements de la part de l'État.

Question 0546 urgente (29.3.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'**éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane**:

Actuellement plusieurs personnes d'origine du Nigéria se trouvent dans le Centre de rétention en attendant leur expulsion, laquelle - suivant nos informations - serait prévue dans les prochains jours.

Suivant des articles de presse également confirmés par des organisations non gouvernementales actives dans cette région africaine, au mois de mars ont eu lieu de nouveau des violences meurtrières dans la région du centre du Nigéria, lors desquelles des habitants chrétiens ont été tués par des éleveurs musulmans. La région en question est régulièrement secouée par des flambées de violences meurtrières entre communautés, qui se disputent l'accès aux ressources et au pouvoir, selon les spécialistes.

Dans ce contexte, j'aimerais, conformément à notre règlement interne, poser une question parlementaire urgente au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette expulsion imminente des personnes d'origine du Nigéria?

- Dans l'affirmative, quelle est la région d'origine des personnes nigérianes en question et dans quelle région du Nigéria est-ce qu'elles seront rapatriées? Monsieur le Ministre peut-il me donner des arguments qui, compte tenu de ce qui précède, nécessitent et justifient à l'heure actuelle cette expulsion?

Réponse (6.4.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question de l'honorable Député, je peux confirmer que plusieurs ressortissants du Nigéria se trouvent au Centre de rétention du fait qu'ils se

trouvent de façon illégale sur le territoire luxembourgeois. Ils sont donc susceptibles de retourner dans leur pays d'origine.

Concernant la situation politique dans certaines régions du Nigéria caractérisée par une violence interreligieuse, il faut noter que les régions d'origine de ces personnes sont le Oyo State, le Osun State ainsi que le Abia State et le retour se fera vers Lagos. Ces trois régions, qui se situent au sud et au sud-ouest respectivement du Nigéria, sont chacune à des centaines de kilomètres du Plateau State où se sont produites les violences meurtrières récentes auxquelles l'honorable Député fait référence.

Les demandes de ces personnes ont été examinées individuellement, à l'instar de toute demande introduite dans la procédure. Or, à la suite de cet examen individuel et approfondi, il s'est avéré que les personnes en question ne sont ni originaires de la région en question ni persécutées dans leur pays à cause de leur race, leur religion ou leurs opinions politiques. Le statut de réfugié leur a donc été définitivement refusé.

Dès lors, tant que les personnes auxquelles le statut de réfugié a définitivement été refusé ne courent aucun risque pour leur sécurité, elles sont susceptibles de faire l'objet d'un retour accompagné dans leur pays d'origine.

Enfin, il convient de noter que l'évolution dans ce pays est suivie de près et que la sécurité des personnes faisant l'objet d'un retour est pleinement prise en compte.

Question 0550 urgente (30.3.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant l'**éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane**:

Cinq personnes originaires du Nigéria sont en attente, au Centre de rétention, d'être éloignées du territoire et renvoyées au Nigéria.

Or, la situation actuelle au Nigéria, les affrontements et les graves violences entre les différentes communautés, les massacres et l'insécurité politique ne sauraient garantir le respect des droits de l'homme dans ce pays. Selon mes informations, les cinq ressor-

tissants nigériens menacés d'expulsion appartiennent à la communauté chrétienne, qui a été l'objet, récemment, de violences sanglantes et de massacres.

- Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre aux préoccupations que lui ont signalées les associations regroupées dans le Collectif Réfugiés?

- Vu la situation très dangereuse au Nigéria, Monsieur le Ministre serait-il prêt à reconsidérer sa décision?

Réponse (12.4.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je tiens à renvoyer à ma réponse à la question urgente N°0546 de l'honorable Député Monsieur Félix Braz. En effet, les deux questions ont le même contenu et appellent donc la même réponse.

Question 0588 urgente (15.4.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **Tripartite**:

Dans une interview le Ministre du Travail et de l'Emploi a affirmé aujourd'hui sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg que le paquet de mesures tel qu'il a été présenté en date du 10 avril 2010 n'était pas conforme aux engagements pris au sein du Gouvernement.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Dans l'interview précitée le Ministre du Travail et de l'Emploi fait noter: «Ech muss soen, dat do ass ni ewéi een definitive Pak, dee vun der Regierung ofgeseent gi wier, verstanen ginn, jiddefalls net vu mir an och net vun de Kolleege vun der LSAP, déi um Regierungsrat deelgeholl hunn.»

Au vu de ce qui précède, est-ce que les propositions soumises aux participants de la tripartite sont celles de tout le Gouvernement?

- Toujours dans cette même interview le Ministre du Travail et de l'Emploi a tenu à relever: «Et ass ëmmer kloer gesot ginn, an dofir sinn ech och e bëssen iwwerrascht ewéi dat herno presentéiert ginn ass, datt dat do eng Rei vu Pistë wieren, datt och aner Pistë méiglech wieren. Ech menge mir mussen nach no aner Pistë sichen. Ech froe mech d'ailleurs och firwat dat net schonns méi fréi gemaach ginn ass, mir sinn och absolut capabel déi ze fannen.»

Ces propos reflétant un manque de préparation de la tripartite par le Gouvernement, est-ce que Messieurs les Ministres partagent les observations du Ministre du Travail et de l'Emploi?

Réponse (20.4.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Les propositions soumises aux fins de discussion aux partenaires sociaux sont celles du Gouvernement dans son ensemble. Le Conseil de Gouvernement a mandaté le Ministre des Finances à présenter ces pistes de réflexion au Comité de Coordination tripartite.

Ces propositions, ainsi que d'autres mesures possibles, ont été discutées de façon approfondie au cours de plusieurs réunions du Gouvernement.